

Cote du document: EC 2019/104/W.P.5/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6
Date: 28 mars 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République du Kenya

Évaluation de la stratégie et du programme de pays

Note aux membres du Comité de l'évaluation

Responsables:

Questions techniques:

Oscar A. Garcia
Directeur du Bureau indépendant
de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2274
courriel: o.garcia@ifad.org

Johanna Pennarz
Fonctionnaire principale chargée de l'évaluation
téléphone: +39 06 5459 2558
courriel: j.pennarz@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent quatrième session
Rome, 28 mars 2019

Pour: **Examen**

Table des matières

Remerciements	ii
Résumé	iii
Appendices	
I. Agreement at completion point	1
II. Main report: Kenya Country Strategy and Programme Evaluation	6

Remerciements

La présente évaluation de la stratégie et du programme de pays a été menée sous la direction de Johanna Pennarz, fonctionnaire principale chargée de l'évaluation du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE). Le projet de rapport a été élaboré par Nicholas Chapman, consultant principal à IOE, et a bénéficié des contributions de Hansdeep Khaira, fonctionnaire chargé de l'évaluation à IOE, de Violet Matiru, consultante en gestion des ressources naturelles, de Rose Mwaniki, consultante en finance rurale, de Hesbourne Magera, expert en données, et de Nicholas Bourguignon, analyste chargé de l'évaluation à IOE. Shaun Ryan, adjoint à l'évaluation d'IOE, a fourni un appui administratif précieux.

Les auteurs de l'évaluation ont tenu compte des observations formulées par plusieurs membres du personnel d'IOE, qui ont examiné le projet de document d'orientation et le projet de rapport final.

IOE exprime ses remerciements au personnel de la Division Afrique orientale et australe du FIDA pour ses observations utiles sur le projet de rapport. Il convient de souligner en particulier le soutien apporté par le bureau de pays du FIDA au Kenya au cours des missions et de l'atelier national de clôture.

IOE remercie également le Gouvernement kényan pour l'appui qu'il lui a apporté à toutes les étapes de la présente évaluation. Il adresse en particulier ses remerciements au Ministère des finances et de la planification pour avoir coorganisé l'atelier national. IOE tient également à remercier les coordonnateurs de projet et les membres du personnel du Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana, du Programme de commercialisation en faveur des petits producteurs laitiers, du Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural et du Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique –, qui ont pris part aux missions. Cette évaluation n'aurait pas été possible sans les données précieuses qu'ils ont communiquées. Enfin, IOE remercie aussi tout particulièrement la coordonnatrice du Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana et les membres de son équipe, qui ont organisé les visites de terrain au cours de l'atelier national.

Résumé

I. Contexte

1. Conformément à la Politique de l'évaluation au FIDA et aux dispositions approuvées par le Conseil d'administration du FIDA à sa cent seizième session, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a procédé à l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) de la République du Kenya. Il s'agit de la deuxième évaluation du programme de pays (EPP) menée par IOE au Kenya; la première a été achevée en 2011.
2. L'évaluation visait principalement à évaluer les résultats et la performance des programmes d'options stratégiques (COSOP) pour le Kenya menés depuis 2011, ainsi qu'à dégager des constatations, des conclusions et des recommandations en vue de l'élaboration, en 2019, du prochain COSOP axé sur les résultats.
3. La présente ESPP couvre les activités soutenues par le FIDA qui ont été menées depuis 2011, année de présentation du COSOP actuel au Conseil d'administration. Elle concerne à la fois les activités de prêt et les activités hors prêts (comme la gestion des savoirs, l'établissement de partenariats et la participation à l'élaboration des politiques au niveau national), y compris les dons, ainsi que les processus de gestion du COSOP et des programmes de pays.
4. Les auteurs de l'ESPP ont tiré profit d'autres évaluations d'IOE relatives au Kenya, dont les validations d'achèvement de quatre projets clôturés et l'évaluation de l'impact de 2018 du Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs. Ils se sont également appuyés, dans la mesure du possible, sur les études d'impact disponibles. En complément de ces données, ils ont mené une vérification des avoirs et une enquête téléphonique auprès d'un échantillon de 118 groupements de producteurs laitiers.
5. La principale mission d'évaluation s'est déroulée du 4 au 25 juin 2018. Des visites de terrain ont été menées par trois équipes dans les comtés de Nakuru, Kisii, Nyamira, Embu et Kitui. Les discussions de groupe qui ont été organisées ont porté sur trois domaines thématiques: le développement des filières, la gestion des ressources naturelles et la présence des jeunes dans le secteur de l'agriculture.

II. Portefeuille

6. Depuis 1979, le FIDA a accordé au Kenya des prêts à des conditions particulièrement favorables à hauteur de 376 millions d'USD afin de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et au développement agricole. Le FIDA a investi dans 18 programmes et projets de développement agricole et rural, qui ont été financés par 20 prêts.
7. Au cours de la période couverte par l'ESPP (2011-2018), la valeur du portefeuille de prêts s'est élevée à 542,2 millions d'USD, dont 283,1 millions d'USD ont été financés par le FIDA. Le portefeuille comprenait neuf opérations à différentes étapes du cycle de vie des projets. Quatre opérations étaient achevées, quatre opérations étaient en cours et une opération a débuté en juin 2018.
8. Le portefeuille reflète un large éventail d'activités et de secteurs. Il a notamment privilégié la commercialisation et les filières (25% de l'ensemble des engagements), le crédit et les services financiers ruraux (19%), l'aquaculture (13%), la gestion des ressources naturelles (8%), le renforcement des capacités et le transfert de technologies (7%) et les infrastructures (5%). La gestion et le suivi-évaluation (S&E) représentaient 11% du portefeuille, tandis que 4% étaient alloués au développement communautaire et au renforcement des capacités institutionnelles. Les 9% restants ont été alloués à d'autres domaines comme les changements climatiques, l'irrigation, la santé et la nutrition.

9. Au cours de la même période, 59 dons mondiaux et régionaux d'une valeur de 115 millions d'USD ont été versés à des organisations implantées au Kenya. Seuls six dons ont été financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ou d'autres guichets de financement propres au pays. Les dons visaient principalement les domaines thématiques suivants: la commercialisation et la gestion des savoirs, la concertation sur les politiques, la gestion des ressources naturelles, les femmes et les jeunes, les techniques agricoles et le soutien aux organisations d'agriculteurs et de producteurs. Les principaux bénéficiaires des dons ont été les centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), des organisations à but non lucratif et des organisations non gouvernementales (ONG).
10. **Contexte.** Au cours des sept dernières années, le Kenya a fait face à des difficultés considérables sur le plan politique, économique et environnemental. Le pays a en effet été aux prises avec des tensions électorales, une décentralisation complexe et des catastrophes naturelles. Si le Kenya est une économie en croissance, la pauvreté y demeure largement répandue et les richesses sont inégalement réparties. Le Gouvernement kényan continue de placer l'agriculture au cœur de sa stratégie, mais ses engagements budgétaires n'ont pas atteint les objectifs du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine. Comme il est attendu du secteur privé qu'il joue de plus en plus un rôle moteur dans l'économie rurale, il occupe une place prédominante dans le nouveau plan d'action de l'État, baptisé "Big Four Agenda".
11. Parvenir à la sécurité alimentaire par une hausse des revenus et une résilience alimentaire et nutritionnelle accrue constitue l'un des piliers du plan d'action intitulé "Big Four Agenda". Celui-ci prévoit de stimuler la production des petits exploitants grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en aliments pour animaux, du crédit, de l'entreposage, de l'octroi de licences et du soutien aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à l'amélioration des cultures irriguées et de la pisciculture. Comme le Gouvernement accorde une attention renouvelée au secteur agricole dans son plan d'action, le FIDA est bien placé pour répondre aux impératifs d'amélioration de la sécurité alimentaire et à une approche plus compétitive, axée sur les entreprises et sur le marché, et appuyée par la réforme des cadres stratégiques et réglementaires, adoptée par les pouvoirs publics nationaux.
12. La présence du FIDA au Kenya a pris de l'ampleur depuis la dernière EPP, réalisée en 2011. Présent dans le pays depuis 2008, le FIDA a établi, la même année, un mécanisme de supervision directe et d'appui à l'exécution à la faveur de la création d'un bureau de pays à Nairobi. Depuis 2011, le chargé de programme de pays a son bureau à Nairobi. Dans l'intervalle, les objectifs stratégiques du FIDA, initialement axés sur des cibles générales de développement communautaire, visent désormais à développer des filières choisies, à investir dans les zones semi-arides, à améliorer l'accès rural au financement et à lutter contre la dégradation de l'environnement et les changements climatiques.

III. Principales constatations

13. **Pertinence.** Le portefeuille est conforme aux orientations thématiques des stratégies publiques. Néanmoins, en ce qui concerne le ciblage et la prestation de services, la conception des projets ne s'est que partiellement adaptée à la dynamique de décentralisation. Seuls les projets récents comportent des éléments correspondant au mandat élargi confié aux comtés, qui peuvent désormais gérer leur propre financement ainsi que leur planification. Le ciblage a été judicieux sur le plan géographique et suffisamment précis pour atteindre certains groupes, notamment les femmes et, dans une moindre mesure, les jeunes. Les bergers des zones arides n'ont pas été ciblés.

14. Les projets récemment menés portaient chacun sur un sous-secteur en particulier, ce qui a permis de réduire la complexité de la conception. Toutefois, les activités de collaboration avec de multiples partenaires dans les filières se sont avérées complexes et trop ambitieuses, et le travail de diagnostic des filières a été insuffisant au stade de la conception. Les ambitions étaient également élevées en matière de financement rural: le fait de remplacer des sous-composantes de projet relativement mineures par des investissements majeurs dans le cadre d'un projet autonome de financement de l'activité rurale a constitué un changement de cap radical. La complexité et les risques élevés de cette approche ont posé d'énormes difficultés à l'unité de coordination du projet et à ses prestataires de services, et ont occasionné d'importants retards.
15. **Efficacité.** Dans l'ensemble, le portefeuille de prêts a produit des effets et des résultats satisfaisants. La prestation de services a été renforcée grâce à l'amélioration de la formation des agents de vulgarisation, de santé et de services sociaux. La constitution de groupements et le renforcement des capacités, de même que la préparation des plans d'action, ont généralement atteint ou dépassé les objectifs du portefeuille. Les objectifs environnementaux ont été essentiellement atteints dans les domaines de la réduction de la pollution, de la protection des forêts et de la conservation des sols. Toutefois, les réalisations du portefeuille n'ont pas été satisfaisantes pour ce qui est des enquêtes, des diagnostics et de la transition vers les groupements commerciaux. Souvent, les résultats ne sont apparus qu'après une période de démarrage lente, suivie d'une phase d'exécution rapide et efficace vers le milieu ou la fin du projet.
16. En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires touchés, les objectifs ont été atteints ou dépassés dans trois des quatre projets achevés. En tout, 2,3 millions de personnes ont été touchées sur un objectif de 2,6 millions. Des groupes de bénéficiaires ont été créés, soutenus et formés dans le cadre de projets menés dans divers secteurs, dont la santé, la voirie, l'eau, la foresterie, la production laitière et l'horticulture. Plus de 2 000 hectares de systèmes d'irrigation ont été améliorés, et la gestion des sols, de l'eau et des forêts a aussi été améliorée. Les premiers projets sont globalement parvenus à atteindre leurs objectifs physiques grâce à des approches et des plans d'action communautaires fondés sur la constitution de groupes.
17. Les projets de gestion des ressources naturelles ont amélioré l'accès aux ressources naturelles et ont permis aux collectivités d'acquérir les capacités nécessaires pour gérer ces ressources de manière durable. Le projet du mont Kenya a favorisé la réhabilitation des ressources naturelles dans la zone forestière protégée et contribué à la conservation et à la réhabilitation de cinq bassins hydrographiques en dehors de la zone protégée. Le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana a permis de prolonger certaines de ces activités et contribué à la réhabilitation de 28 bassins hydrographiques.
18. Les activités liées au développement des filières ont contribué à accroître la productivité des cultures et du bétail, tandis que les activités liées à la commercialisation et à la transformation ont rencontré moins de succès. Les synergies escomptées entre les projets de finance rurale et de développement des filières ne se sont pas concrétisées. Dans le secteur de la finance rurale, les résultats tardifs, la piètre qualité du portefeuille de prêts et le nombre limité de bénéficiaires touchés ont été source de préoccupations. Le travail d'approche auprès des femmes a été de bonne qualité dans l'ensemble du portefeuille; les personnes vivant avec le VIH/sida ont été systématiquement ciblées. Les jeunes et les bergers n'ont pas été suffisamment touchés.

19. **Efficiencia.** L'efficiencia globala a pâti de la lenteur des décaissements. La question de la lenteur de la délégation du pouvoir d'engager des dépenses a été soulevée lors de la dernière EPP. En effet, les unités de gestion de projet (UGP) ne peuvent pas effectuer de dépenses tant que l'autorité publique de supervision n'a pas octroyé la permission à l'UGP, plus généralement au chef de projet. Ce problème commun à tous les projets a été long à résoudre en raison de l'évolution constante des rôles et des responsabilités institutionnels. En outre, les capacités du personnel se sont avérées insuffisantes compte tenu du niveau de roulement élevé et du personnel insuffisant dans les UGP.
20. Pour tous les projets, les coûts de gestion réels ont dépassé les allocations prévues, bien que la proportion des fonds consacrés aux coûts de gestion de projet soit passée de 35% pour le plus ancien projet examiné (à savoir le Projet de développement de services aux petits exploitants et aux communautés dans les régions arides du Centre) à moins de 20% pour le projet en faveur des petits horticulteurs, récemment clôturé. Pour les projets clôturés, le dépassement des coûts de gestion par rapport aux prévisions est attribuable à la superposition des structures de coordination, à la nécessité de faire correspondre les indemnités à celles en vigueur au niveau national, à la hausse des prix du carburant et à une mauvaise planification des plans de travail et budgets annuels et des prolongations de projets. Les coûts par bénéficiaire ont été les plus élevés dans les projets de développement des filières compte tenu du nombre relativement moins élevé de bénéficiaires touchés. Les tout premiers projets de développement communautaire sont restés au plus près des estimations du coût par bénéficiaire.
21. **Impact sur la pauvreté rurale.** Les études d'impact disponibles révèlent une amélioration des conditions économiques des bénéficiaires de tous les projets. D'après ces études, les revenus des ménages ont connu une augmentation oscillant entre 70% pour ce qui est du premier projet (Projet de développement de services aux petits exploitants et aux communautés dans les régions arides du Centre) et 14% pour l'actuel Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana. Les conditions de logement se sont améliorées en conséquence. L'accroissement de la production agricole, qui constituait l'un des fondements de tous les projets du portefeuille, a été le principal facteur à l'origine de l'augmentation des revenus et des avoirs des ménages. L'évolution de la productivité est due à plusieurs raisons, notamment les séances de formation, les démonstrations sur le terrain, l'amélioration des variétés culturales et des espèces de bétail, et la mise en place de nouvelles technologies comme la culture tissulaire de bananes. La sécurité alimentaire s'est généralement améliorée en raison de l'accès des bénéficiaires à des paniers de produits alimentaires plus variés, comprenant une plus grande quantité de protéines animales et végétales et un nombre moins élevé de tubercules et de fruits.
22. Les études montrent que le Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs et le Programme de commercialisation en faveur des petits producteurs laitiers ont entraîné une nette amélioration de la productivité, de la sécurité alimentaire et des revenus. La hausse des revenus s'explique par la diminution des coûts de transport, l'amélioration des prix et l'accroissement de la demande locale (dans le cas du lait). Pour tous les projets, il a été constaté que les changements positifs, comme l'augmentation de la productivité, résultent uniquement des interventions axées sur la production. Les résultats positifs découlant des interventions sur le marché ont été bien moins visibles.
23. Les ateliers de formation sur la dynamique de groupe ont entraîné de bons résultats, dont la diminution du nombre de conflits. Néanmoins, pour ce qui est de la cohésion de groupe, les résultats ont été mitigés. Dans certains cas, la durée des projets s'est avérée trop courte pour atteindre le niveau souhaité de cohésion sociale. La mauvaise dynamique de groupe et le climat de méfiance parmi les nouveaux groupements commerciaux ont constitué des obstacles difficiles à

surmonter. Des carences en matière de gouvernance et de leadership ont également été observées. Les groupes les plus performants ont été les groupes relativement anciens (producteurs laitiers) et les groupes formés et régis en vertu de la Constitution nationale (groupes de gestion des ressources naturelles). Globalement, les projets ont permis de renforcer les capacités du personnel des institutions publiques. Néanmoins, rares ont été les projets comprenant des interventions visant explicitement à influencer sur les politiques nationales. Les organisations de base constituées ou soutenues grâce aux projets du FIDA ne sont pas toutes devenues des structures permanentes.

24. **Durabilité.** La constitution de groupements et l'appropriation comptent parmi les points forts des interventions menées par le FIDA dans le cadre du portefeuille. La durabilité des ressources des projets a bénéficié de l'implication, de la participation et de l'adhésion des collectivités locales et des organisations de base. Lorsqu'elles ont été prévues par la loi, les associations d'utilisateurs se sont avérées efficaces et, désormais, nombre d'entre elles s'autofinancent.
25. Certaines infrastructures des projets, comme les dispensaires, ont été reprises et exploitées par les services de santé des comtés. Néanmoins, les comtés n'ont pas encore pleinement assumé leurs responsabilités ni financé les projets (par exemple les marchés financés dans le cadre du Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs). Parfois, l'évolution constante des responsabilités institutionnelles a entraîné des retards et une inaction à l'échelon local s'agissant de la maintenance des ressources.
26. Les modèles de financement rural n'ont démontré qu'une durabilité partielle. Seules quelques associations de financement de proximité créées dans le cadre des premiers projets sont toujours opérationnelles. Les autres ont pâti de l'insuffisance des effectifs, de l'insécurité dans les zones reculées, des défauts de remboursement des prêts, de la concurrence pour l'accès au financement, et de l'absence de statut juridique clair. La durabilité des projets pilotes en cours d'exécution en matière de reclassement financier dépend de la constitution des groupes d'épargne et de leur articulation avec des services financiers formels par des établissements de microfinance et de banques.
27. La participation du secteur privé est également un élément clé de la durabilité. L'établissement de liens avec des acteurs privés s'est avéré utile pour assurer une croissance commerciale continue des activités de production; par exemple, des liens ont été établis entre des groupements de producteurs laitiers et des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi qu'entre des acheteurs en gros et de grandes sociétés laitières. En revanche, dans les projets de développement des filières, le manque d'articulations avec des prestataires de services financiers peut nuire à la durabilité des avantages qui nécessitent un accès continu à des sources de financement pour que les ressources des projets soient maintenues et accrues.
28. **Innovation.** Dans le portefeuille, l'innovation a été prise au sérieux, dans le droit fil de la réputation du pays en matière d'innovation. Dans le secteur de la finance rurale, le FIDA a établi des méthodes de financement novatrices comme le financement de certaines filières, le micro-capital-risque et un système d'assurance indexé sur les conditions météorologiques. Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, des pratiques novatrices comme le verdissement des écoles, l'utilisation des savoirs autochtones, la culture hydroponique et les clôtures électriques solaires ont été encouragées. La mise en place d'une approche fondée sur les filières dans les terres arides et semi-arides a ouvert la voie à une transversalisation novatrice de différentes stratégies de production et de commercialisation (agriculture de conservation, constitution d'un fonds de lutte contre les changements climatiques dans les comtés, services d'information sur le climat, stockage et établissement de partenariats avec des acteurs du secteur privé et des instituts de recherche).

29. **Reproduction à plus grande échelle.** Plusieurs exemples de reproduction et de transposition à plus grande échelle sont à souligner, certains projets ayant été prolongés et d'autres adoptés par le Gouvernement kényan et d'autres acteurs. Les technologies horticoles ont été reproduites par des entrepreneurs du secteur privé et les administrations de comtés voisins. Toutefois, plusieurs occasions de reproduction à l'échelon national ont été manquées, et d'autres possibilités de reproduction à plus grande échelle n'ont pas eu de suite. Le FIDA a intensifié ses activités de gestion des ressources naturelles au cours du projet mené dans le Haut Tana, dans le cadre duquel les pratiques de réhabilitation des forêts et de protection des bassins hydrographiques qui avaient été mises à l'essai au mont Kenya ont été appliquées dans une zone beaucoup plus vaste.
30. **Égalité des sexes et autonomisation des femmes.** La problématique femmes-hommes a été une thématique couronnée de succès. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes a permis d'obtenir des progrès importants: les femmes ont pu bénéficier d'un meilleur accès à des ressources, à des avoirs et à des services, et elles ont davantage influé sur le processus décisionnel dans le ménage, dans les groupes et dans la collectivité. De cette manière, le portefeuille a contribué à s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité des sexes dans les zones rurales du Kenya et à remettre en question les normes et les rôles traditionnellement associés aux hommes et aux femmes. Par contre, les projets menés se sont moins intéressés à la question du manque de temps dont disposent les femmes et à la promotion d'une répartition équitable des tâches entre les hommes et les femmes. La capacité du portefeuille de faire évoluer les relations entre les sexes devrait s'accroître au fur et à mesure de l'application de méthodes axées sur les ménages. Les ménages dirigés par une femme ont tiré profit des interventions du projet, mais dans une moindre mesure que les ménages dirigés par un homme.
31. **Jeunes.** Les jeunes n'ont pas été systématiquement ciblés, si bien que les résultats des activités de proximité sont mitigés. À titre d'exemple, les jeunes représentaient 60% des membres des groupes d'épargne ayant participé aux projets pilotes de reclassement financier dans le comté de Kitui, mais seulement 20% des membres des groupements de producteurs laitiers soutenus par les différents projets. Les jeunes ont tiré profit des interventions du FIDA axées sur le transfert de vaches et d'autres ressources, sur l'amélioration de l'accès à l'épargne et aux prêts, et sur des offres d'emploi dans la vente de lait à moto.
32. **Gestion des ressources naturelles.** La gestion des ressources naturelles a été un domaine fructueux du portefeuille. Les deux principaux projets relatifs aux ressources naturelles, à l'environnement et aux changements climatiques se sont avérés très efficaces. Ils ont abouti à un meilleur accès aux ressources naturelles et au renforcement de la capacité des collectivités de gérer ces ressources de manière durable. D'autres projets du FIDA ont contribué à l'obtention de résultats dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, notamment grâce à la création de pépinières d'arbres pour l'agroforesterie, à la réhabilitation des zones dégradées et à la promotion de la conservation des sols et de l'eau.
33. **Changements climatiques.** La dimension des changements climatiques n'a pas été systématiquement prise en compte ou atténuée. Au cours des premiers projets, la reconnaissance des risques climatiques a été minime et aucun indicateur n'a été inclus. Néanmoins, certains projets ont notamment favorisé les cultures résistantes à la sécheresse, les installations de biogaz, les cuisinières économes en énergie et les pépinières. Les stratégies d'adaptation aux changements climatiques ont été relativement bien intégrées aux projets, notamment en ce qui concerne l'agriculture de conservation, l'irrigation, la promotion de cultures résistantes à la sécheresse et la lutte intégrée contre les ravageurs.

34. **Gestion des savoirs.** L'attention portée à la gestion des savoirs dans le cadre des projets s'est avérée insuffisante. Des supports des savoirs ont certes été produits dans le cadre de certains projets, mais ils n'ont pas été pleinement utilisés par le FIDA ou d'autres acteurs. Peu d'analyses ont, par ailleurs, été effectuées au niveau national: par exemple, aucun examen du COSOP actuel n'a eu lieu entre 2013 et 2018. En outre, le FIDA n'a guère cherché à renforcer le rôle du Gouvernement kényan dans la gestion des savoirs, ni, par exemple, à lier le S&E des projets au Système national intégré de suivi-évaluation du Kenya (NIMES) et au système équivalent pour les comtés (CIMES).
35. **Établissement de partenariats.** Le FIDA a maintenu de bonnes relations avec des organismes publics locaux et nationaux dans le cadre de l'exécution des projets. Les projets du FIDA sont souvent considérés comme adaptés aux besoins locaux. Les COSOP de 2007 et 2013 ont reconnu la nécessité de renforcer la capacité des autorités et des collectivités locales de gérer leur propre développement dans le cadre du processus de décentralisation en cours. Pourtant, bien que l'appui du FIDA ait été globalement positif, aucune mesure spécifique n'a été définie ou financée pour aider les partenaires d'exécution à s'adapter aux changements institutionnels en cours.
36. Le secteur privé aurait dû jouer un rôle plus important dans les partenariats. La conception des projets a sous-estimé le rôle du secteur privé en tant que partenaire dans les filières de l'horticulture, de la production laitière et des céréales. Les acteurs privés ont ainsi été perçus comme ayant des rôles de soutien complémentaires, mais secondaires. Au cours des opérations récentes, certains acteurs du secteur privé, notamment les banques, les négociants en produits agroalimentaires, les commerçants et les ONG ont joué un rôle plus actif.
37. Le cofinancement n'a pas été une caractéristique importante du portefeuille, même s'il a progressé au cours des derniers projets menés. Les deux projets de gestion des ressources naturelles (mont Kenya et Haut Tana) ont reçu un cofinancement du FEM et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Les programmes de développement des filières en cours d'exécution (Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique et Programme de développement de l'aquaculture) sont cofinancés par l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
38. Les interactions avec les autres organismes ayant leur siège à Rome se sont améliorées au fil des ans, et leurs rôles complémentaires ont été ciblés et se sont avérés précieux. La FAO, en particulier, a étroitement contribué à l'assistance technique et aux activités de formation concernant les investissements du FIDA dans les domaines de l'aquaculture, des filières céréalières, des activités dans les terres arides et semi-arides et de la production laitière.
39. **Participation à l'élaboration des politiques.** Le COSOP de 2013 est resté aussi ambitieux que les précédents COSOP. Cependant, même si un bureau de pays a été créé dans l'intervalle, les ressources fournies ont été limitées et aucun mécanisme clair n'a été défini pour faire avancer les activités d'élaboration des politiques. Les travaux à cet égard ont également pâti du niveau de roulement élevé des chargés de programme de pays. Le FIDA a néanmoins continué d'assumer un rôle actif au sein des groupes de travail sectoriels, et sa contribution a été jugée particulièrement forte au cours des cinq dernières années.
40. La participation à l'élaboration des politiques, l'un des domaines thématiques des dons du FIDA, a donné un certain nombre de résultats positifs. Par exemple, grâce au don destiné au Forum sur la révolution verte en Afrique, le Président du Kenya a pu annoncer la création d'un fonds pour les jeunes agriculteurs et les jeunes agroentrepreneurs. Autre exemple probant: le don destiné aux récompenses en

faveur des pauvres pour des services environnementaux en Afrique a contribué à l'intégration des récompenses pour des services environnementaux dans la Politique de l'eau du Kenya prévue par la Constitution de 2010.

41. **Dons.** Le portefeuille de dons au Kenya s'est avéré globalement pertinent et conforme aux stratégies du FIDA. Les domaines financés par des dons ont revêtu une importance capitale pour la stratégie de pays et ont contribué à la réalisation des objectifs du COSOP. Les dons ont ciblé des domaines thématiques pertinents, mais peu d'exemples documentés témoignent des résultats obtenus, notamment s'agissant du soutien au renforcement de la capacité des groupes communautaires à améliorer leur production et leurs revenus. Les mesures entreprises ont souvent été déployées à très petite échelle par rapport à la taille des bassins versants, ce qui a limité leur pertinence pour les décideurs.
42. Les dons régionaux ont représenté la plus grande partie du portefeuille. Les dons axés sur la gestion des savoirs n'ont pas bénéficié d'un cadre clair propice à la conformité au programme de pays. C'est pourquoi les savoirs ont été diffusés dans le cadre d'ateliers régionaux en Afrique de l'Est et non lors d'ateliers nationaux qui auraient pourtant été plus efficaces. Le portefeuille aurait gagné à inclure des dons plus spécifiques au pays.
43. **Le FIDA en tant que partenaire.** Le FIDA a instauré une coopération plus importante et plus efficace avec le Gouvernement kényan, les partenaires et les équipes de projet, notamment depuis la mise en place d'une supervision directe en 2008. Le Fonds a joué un rôle actif dans les groupes de coordination des donateurs, comme le Groupe des bailleurs de fonds pour le développement agricole et rural, bien qu'il n'en ait toujours pas assumé la présidence. Il est considéré comme un partenaire de premier plan ayant une connaissance approfondie du terrain et une expérience précieuse à partager. Le bureau du FIDA à Nairobi assume de lourdes tâches de coordination en raison de la présence importante de donateurs. Le rôle du bureau en tant que bureau régional représente une tâche supplémentaire pour l'équipe du FIDA. Actuellement, cinq membres du personnel participent à l'élaboration des stratégies et des politiques. Cependant, trois d'entre eux (couvrant la problématique femmes-hommes et la jeunesse, l'environnement et les opérations de l'Union européenne) ont également un rôle régional.
44. **Le Gouvernement en tant que partenaire.** Le Gouvernement a apporté à son cadre ministériel plusieurs modifications qui ont eu des répercussions sur les relations de travail avec le FIDA. Le processus actuel de décentralisation débouchera probablement sur des résultats positifs à long terme, mais il a entraîné une baisse de l'efficacité des projets à court terme. Dès l'entrée en vigueur, en 2013, de la politique de décentralisation, l'exécution des projets a été de plus en plus souvent confiée aux administrations des comtés plutôt qu'aux ministères. Au niveau des districts et des comtés, des équipes de facilitation ont été chargées d'assurer la coordination avec les administrations locales.
45. De manière générale, les prévisions concernant les contributions publiques ont été réalisées ou dépassées. Le modèle fondé sur les unités de gestion/coordination de projet a fait preuve de son efficacité en matière de financement et de passation de marchés. Cette dynamique s'est notamment fait sentir dès le début du processus de décentralisation engagé en 2013. Depuis 2016, les équipes de projet doivent redoubler d'efforts pour prendre en compte les procédures en vigueur dans les comtés. Seule l'intervention la plus récente (Programme de développement de l'aquaculture) est parvenue à mieux refléter la nouvelle relation entre les autorités nationales et les comtés en créant des comptes de projet propres aux comtés, en sus du compte national.

IV. Conclusions

46. L'adaptation au processus de déconcentration a représenté une difficulté majeure pour le FIDA et a influé sur les résultats et la durabilité du programme pendant la période couverte par le COSOP. L'évolution des procédures du FIDA a été plutôt lente. La nécessité de nouer des liens efficaces avec les partenaires au niveau national et dans les comtés a accentué la pression sur les ressources limitées du bureau de pays du FIDA. La décentralisation, la réorganisation ministérielle et la lenteur des processus de réforme ont également limité les retombées des investissements importants réalisés en faveur du renforcement des capacités des fonctionnaires nationaux et d'autres prestataires de services dans des domaines tels que la vulgarisation agricole, l'offre de crédit, la commercialisation et l'intégration de la problématique femmes-hommes. Ce n'est que récemment que les projets ont intégré la prise en compte du mandat élargi confié aux comtés, qui peuvent désormais gérer leur propre financement ainsi que leur planification.
47. Le portefeuille de prêts a pâti de la lenteur des décaissements et du caractère trop ambitieux des calendriers. Les UGP ont dû, par ailleurs, s'adapter au rôle croissant des administrations des comtés. Or elles ont encore connu des retards dans le recrutement du personnel et l'établissement de partenariats, et elles se sont révélées plus coûteuses que prévu. Les projets qui ont été prolongés ou qui ont pu s'appuyer sur une infrastructure de gestion préexistante ont pu éviter ces retards de démarrage.
48. Malgré ces difficultés, le portefeuille a globalement réalisé une performance plutôt satisfaisante. Par leur continuité et la prolongation des fonds alloués, les interventions menées dans le cadre des projets ont pu faire fond sur les institutions existantes et sur les enseignements tirés, ce qui a permis de renforcer leur efficacité. Le FIDA a tenté d'introduire de nouvelles approches dans son portefeuille et a accordé une plus grande attention au financement rural et à la participation du secteur privé. Toutefois, la complexité de la conception et de l'exécution des projets s'en est trouvée accrue, ce qui a retardé les décaissements et entraîné des difficultés pour réunir des effectifs suffisants et conclure les accords de partenariat. En veillant à superviser la gestion des projets, le FIDA a absorbé des ressources considérables, même si de bons résultats ont été obtenus dans le portefeuille de prêts, notamment en ce qui concerne la sensibilisation des groupes cibles les plus pauvres, l'intégration de questions transversales et la surveillance fiduciaire.
49. Le FIDA s'est attaqué à la tâche difficile consistant à renforcer les approches commerciales des agriculteurs pauvres et aux ressources limitées, en particulier dans les zones arides et semi-arides. Les méthodes de partage des risques des groupes ont été efficaces, et le FIDA a mis en place des solutions innovantes en matière d'octroi de crédits, de transformation des produits agricoles et de gestion de l'environnement. Néanmoins, s'ils permettent logiquement aux ménages de produire davantage à des fins commerciales, les modèles de reclassement se sont parfois révélés trop ambitieux, notamment dans les régions qui présentent des risques climatiques élevés et dans celles où les liens avec les grands transformateurs restent problématiques.
50. C'est dans le domaine de la gestion des ressources naturelles que le FIDA a obtenu le plus de succès; le développement des filières et la finance rurale ont également affiché de bons résultats. Le recours aux groupes de gestion des ressources naturelles a représenté une stratégie efficace et durable en raison du cadre juridique et institutionnel favorable en place au Kenya. Le FIDA a ainsi pu tirer parti de son avantage comparatif en matière de développement communautaire. Il a connu un franc succès dans les filières relativement anciennes et mieux intégrées, comme la production laitière, mais il n'a pas été en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans les délais impartis dans les filières plus récentes et moins intégrées, comme l'horticulture. Des progrès ont été accomplis pour ce qui est d'accroître la

productivité des producteurs laitiers, des horticulteurs et des céréaliers, mais l'intégration des aspects liés à la transformation et à la commercialisation dans les filières n'a pas été encore pleinement exploitée. Dans le secteur de la finance rurale, le FIDA a suscité un vif intérêt en raison de l'action qu'il a menée pour, d'une part, motiver les banques et les institutions de microfinancement du Kenya à consentir des prêts aux petits producteurs et, d'autre part, préparer les agriculteurs pauvres à accéder au crédit au moyen de dispositifs de reclassement financier. Ces activités présentent un bon potentiel de développement, même s'il convient de surveiller leurs avantages plus attentivement. En revanche, les synergies escomptées entre les projets de finance rurale et de développement des filières ne se sont pas encore pleinement concrétisées.

51. Le ciblage des populations pauvres a été efficace dans les projets de gestion des ressources naturelles et de développement des filières, ainsi que dans la composante "reclassement financier" du projet de finance rurale. Le ciblage des femmes a porté ses fruits et s'est appuyé sur une approche de plus en plus axée sur l'évolution des relations entre les sexes. Par contre, les jeunes ont été ciblés avec moins d'efficacité: le FIDA aurait pu faire davantage pour mieux cibler les jeunes, dont le taux de chômage national est deux fois plus élevé que celui des adultes. La recommandation faite dans le cadre de la dernière EPP, visant à ce que l'accent soit davantage porté sur les terres arides et semi-arides, n'a été appliquée jusqu'à présent que dans les zones semi-arides. Comme le FIDA met l'accent sur les chaînes de valeur et n'a pas encore été en mesure d'atteindre les éleveurs semi-nomades, le ciblage des zones arides peut s'avérer difficile dans le cadre de l'objectif du COSOP relatif à l'accès aux marchés. L'intervention la plus récente, à savoir le Programme de développement de l'aquaculture, est clairement axée sur les terres arides et semi-arides.
52. L'envergure des opérations, la complexité des projets et leur étendue géographique ont absorbé les ressources limitées des bureaux de pays du FIDA et leur ont laissé peu de temps pour s'engager dans des activités hors prêts. La concertation sur les politiques a été ponctuelle et n'a pas été fondée sur une approche cohérente, impliquant l'ensemble du portefeuille de prêts et assortie d'un portefeuille de dons quelque peu distinct. Jusqu'à présent, les travaux du FIDA concernant les politiques menées ont consisté à participer activement aux groupes de travail des donateurs et des autorités nationales. Or le FIDA disposera d'un potentiel considérable s'il tire parti de son expérience de terrain pour éclairer le plan d'action global du Kenya et ses activités ainsi que celles d'autres partenaires de développement. La gestion des savoirs n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante, le S&E n'a pas été assez solide pour permettre de dresser des conclusions utiles, et le bureau de pays du FIDA n'a pas acquis la capacité de rassembler et communiquer des données probantes sur l'ensemble du portefeuille.
53. Le renouvellement fréquent des chargés de programme de pays du FIDA et le manque de suivi systématique de la performance des COSOP n'ont pas pleinement permis de tirer des enseignements de l'expérience. L'établissement de partenariats a été plus efficace, mais il s'est principalement articulé autour de la prestation des services de projet; la mobilisation des acteurs du secteur privé a eu moins de succès. Les cofinancements internationaux ont augmenté dans le cadre des projets récents et il existe encore des marges de progression. Les partenariats établis avec les autres organismes ayant leur siège à Rome sont relativement récents, mais ils sont prometteurs. Des problèmes subsistent en ce qui concerne la coordination des activités sur le terrain.

V. Recommandations

54. **Recommandation 1. Eu égard à l'importance et à la taille du portefeuille relatif au Kenya, consacrer suffisamment d'efforts et de ressources aux activités hors prêts.** Conformément aux recommandations issues de la dernière

EPP, dans la présente ESPP, les auteurs de l'évaluation soulignent la nécessité de mener des activités allant au-delà de l'octroi de prêts, compte tenu des éléments suivants: i) l'importance du Kenya en tant que carrefour pour les partenaires de développement internationaux; ii) l'ampleur des investissements du FIDA dans le pays. Le prochain COSOP devrait définir des domaines d'intervention précis, établir une stratégie concrète et prévoir les ressources financières et humaines nécessaires. Il faut pour cela recruter, dans le bureau de pays du FIDA, du personnel supplémentaire possédant les compétences techniques requises. Les domaines d'intervention doivent s'appuyer sur l'avantage comparatif du FIDA dans le secteur rural et sur son expérience de longue date sur le terrain. Ils doivent également bénéficier du savoir-faire disponible dans le nouveau bureau régional Afrique orientale et océan Indien du FIDA, établi à Nairobi. Il faut investir davantage, en utilisant les prêts et les dons, pour faire le bilan des expériences menées et analyser les modèles susceptibles d'orienter efficacement les activités de prêt. En outre, des mécanismes d'apprentissage mutuel entre projets et activités hors prêts devraient être adoptés dans le cadre de l'examen annuel du portefeuille. Il convient de mettre à profit et d'utiliser plus activement les plateformes de partage des savoirs (au FIDA et avec d'autres partenaires de développement). Le FIDA devrait enfin veiller à mieux coordonner ses systèmes de S&E avec les systèmes nationaux (NIMES et CIMES) ainsi qu'avec des partenaires proches comme la FAO.

55. **Recommandation 2. Tirer parti de l'avantage comparatif du FIDA et continuer de mettre l'accent sur certaines thématiques et zones géographiques.** La tâche n'est pas terminée dans les domaines où le FIDA est intervenu avec succès. Le portefeuille du FIDA devrait rester axé sur la gestion des ressources naturelles, les changements climatiques, le développement des filières et la finance rurale. Il devrait en particulier viser à consolider les réalisations accomplies (par exemple en renforçant l'accès aux marchés), à cerner et à renforcer les liens (par exemple entre la finance rurale et les filières), et à intensifier le travail de proximité (notamment auprès des jeunes). Il convient de réduire la couverture géographique en mettant davantage l'accent sur certains comtés situés dans des zones semi-arides. Le FIDA devrait axer ses efforts sur les régions où il a établi de bonnes relations et où ses activités peuvent être intégrées aux plans de développement intégré des comtés. Pour assurer une sélection rigoureuse, le FIDA devrait dialoguer avec les autorités nationales pour qu'elles rendent leurs demandes compatibles avec leurs besoins sur l'avantage comparatif du FIDA au Kenya.
56. **Recommandation 3. Régler les problèmes récurrents de conception et d'ordre institutionnel qui nuisent à l'efficacité des programmes dans le cadre du processus actuel de décentralisation.** Il convient de tirer les enseignements de la complexité et du caractère ambitieux excessifs des conceptions de projet. Les conceptions doivent être réalistes et réalisables, et s'appuyer sur une analyse technique et institutionnelle solide. Compte tenu de la complexité du portefeuille et des ressources limitées du bureau de pays du FIDA, il convient de remédier aux défauts d'efficacité relatifs à la gestion des projets en établissant un calendrier plus réaliste et en prévoyant un meilleur enchaînement des activités. Il y a ainsi lieu de prévoir suffisamment de temps pour établir des partenariats, recruter du personnel et réaliser des études de référence. Le FIDA devrait s'employer à réduire les retards de décaissement des prêts, tandis que les autorités nationales devraient recruter du personnel de projet et accélérer la délégation du pouvoir d'engager des dépenses. Il convient de maintenir des contrôles fiduciaires dans des petites UGP ayant les compétences requises, tout en recherchant une meilleure harmonisation avec les systèmes décentralisés de planification, de passation des marchés et de S&E des autorités nationales. Il est souhaitable que les comtés fassent montre d'un sentiment accru d'appropriation, notamment en participant aux projets dès la phase de conception et de démarrage

(par exemple, grâce à desancements de projets inclusifs). Les projets soutenus par le FIDA devraient être conformes aux plans de développement intégré des comtés et être conçus de manière à ce que les administrations des comtés assument un niveau de cofinancement approprié. Le FIDA et le Gouvernement devraient évaluer le rendement économique et l'optimisation des ressources de manière plus rigoureuse, notamment pour les projets de développement des filières.

57. **Recommandation 4. Conformément aux plans stratégiques du Gouvernement, créer des espaces et des occasions propices à la participation du secteur privé.** Le succès des projets de développement des filières et de finance rurale dépendra dans une large mesure de la participation des acteurs du secteur privé. Au titre de la stratégie du Gouvernement (le plan d'action "Big Four Agenda"), il est attendu du secteur privé qu'il mobilise des financements importants pour stimuler l'économie rurale. Dans les projets de développement des filières, le rôle du secteur privé pourrait être renforcé par une amélioration de l'approvisionnement en intrants, un accroissement de l'offre de crédit et une meilleure mise à disposition d'infrastructures liées aux marchés (les entrepôts, par exemple). Le FIDA devra jouer un rôle plus actif de médiation entre les groupements d'agriculteurs et les partenaires du secteur privé. Les partenariats public-privé-producteurs nécessiteront l'adoption de stratégies visant à repérer et à atténuer les risques et les coûts de transaction pour l'ensemble des intervenants.

Agreement at Completion Point

Introduction

1. In line with the International Fund for Agricultural Development (IFAD) Evaluation Policy and as approved by the 116th Session of the IFAD Executive Board, the Independent Office of Evaluation (IOE) undertook a country strategy and programme evaluation (CSPE) in Kenya. This is the second country programme evaluation (CPE) conducted by IOE in Kenya; the first CPE was finalised in 2011.
2. The main purpose of this evaluation is to assess the results and performance of the country strategic opportunity programmes (COSOPs) since 2011 and to generate findings, conclusions and recommendations for the upcoming COSOP to be prepared in 2019.
3. The scope of this CSPE covers the IFAD-supported activities conducted since 2011, when the current COSOP was presented to the Executive Board. The CSPE covers the lending and non-lending activities (knowledge management, partnership-building, and country-level policy engagement), including grants, as well as country programme and COSOP management processes.
4. The main mission took place from 4 to 25 June 2018. Field visits were undertaken by three teams to five counties (Nakuru, Kisii, Nyamira, Embu and Kitui). Focus group discussions were held on three thematic areas: value chains, natural resource management and youth in agriculture.
5. The CSPE concluded with a National Workshop on 5 December in Nairobi, where findings, conclusions and recommendations were discussed with a larger group of stakeholders, including Government representatives, implementing partners, civil society organizations and international development partners.
6. The Agreement at Completion Point (ACP) reflects commitment of the Government of Kenya and IFAD Management of the main CSPE to adopt and implement the CSPE recommendations within specific timeframes. The implementation of the agreed actions will be tracked through the Presidents Report of the Implementation Status of Evaluation Recommendations and Management Actions (PRISMA), which is presented to the IFAD Executive Board on an annual basis by the Fund's Management.
7. The ACP is signed by the Government of Kenya (represented by the Cabinet Secretary of the National Treasury and Planning) and IFAD Management (represented by the Associate Vice President of the Programme Management Department). The signed ACP will be submitted to the Executive Board of IFAD as an annex to the new COSOP for Kenya.

Recommendations

8. Recommendation 1. Consistent with the importance and size of the Kenya portfolio, commit sufficient effort and resources to non-lending activities. In line with the recommendations from the last CPE, this CSPE highlights the need for engagement beyond lending, recognising the significance of Kenya as a hub for international development partners and the size of IFAD's investment in the country. The next COSOP should define specific areas for policy engagement together with an actionable strategy and dedicated (financial and human) resources. This means that additional staff with relevant technical skills will need to be added to the IFAD country office. Areas for policy engagement need to build on IFAD's comparative advantage in the rural sector and its long-standing experiences on the ground. It is expected that policy engagement will also benefit from the expertise available within the new Eastern Africa and Indian Ocean Hub of IFAD, based in Nairobi. Greater investment from loans and grants is needed to take stock of experiences and analysis of successful models that can effectively inform the

lending operations. In addition, mechanisms for cross-learning between projects and non-lending activities should be adopted as part of the annual portfolio review. More active contribution to and use of knowledge sharing platforms (within IFAD and with other development partners) should be pursued, and IFAD should work to better integrate its M&E systems with national systems (NIMES, CIMES) as well with close partners such as FAO.

9. Recommendation 2. Build on IFAD's comparative advantage and retain focus on selected themes and geographic areas. There is still "unfinished business" in the areas where IFAD has successfully worked in the past. IFAD's portfolio should continue its focus on NRM, value chains and rural finance. It should concentrate on consolidating its achievements (e.g. by strengthening market access), identify and strengthen linkages (e.g. between rural finance and value chains), and deepen inclusive outreach (e.g. to youth). Geographic stretch should be reduced through greater focus on selected counties in semi-arid areas. IFAD should build on places where it has established good relations and the County Integrated Development Plans can integrate IFAD activities. To ensure stringency in its selectivity, IFAD should dialogue with the Government on aligning its requests with IFAD's comparative advantage in Kenya.
10. Recommendation 3. Address recurrent design and institutional issues undermining programme efficiency within the context of the ongoing devolution process. Lessons from overambitious and overly complex project designs have yet to be learned. Designs need to be realistic and implementable, supported by sound technical and institutional analysis. Given the complexity of the portfolio and the limited resources of IFAD's country office, inefficiencies in project management should be addressed by more realistic timeframes and better sequencing of activities. This would allow sufficient time to establish partnerships, recruit staff and conduct baselines. From IFAD's side, it should aim to reduce loan disbursement delays; from the Government's side, it should recruit project staff and set up Authority to Incur Expenditures in a more timely manner. Fiduciary controls should be retained in small but capable Project Management Units while at the same time seeking greater integration with devolved government planning, financial procurement and M&E systems. Greater ownership at county level is desirable and could be fostered through participation right from project design and start-up (e.g. inclusive project launches). IFAD-supported projects should make sure that they are included in the County Integrated Development Plans and that county government budgets assume an appropriate level of co-financing. IFAD and the Government should assess economic return and value for money more rigorously particularly for value chain projects.
11. Recommendation 4. In line with the Government's strategic planning, create space and opportunities for engaging the private sector. The success of the value chain and rural finance projects will depend to a large extent on the involvement of private sector players. Within the Government's strategy (Big Four) the private sector is expected to contribute significant financing to drive the rural economy. In the value chain projects, the role of the private sector could be enhanced through improved supply of inputs, credit and market-related infrastructure (e.g. warehouses). IFAD will need to play a stronger brokering role between farmer groups and private sector partners. The public-private-producer partnerships will require strategies to identify and mitigate the risks and transaction costs for all stakeholders.
12. Refer to annex 1: Detailed Action Matrix for agreed actions, responsible partners and timeline.

Signed by:

Cabinet Secretary
National Treasury and Planning
Government of Kenya, Nairobi

Signature: _____

A handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is stylized and appears to be 'J. O. Njoroge'.

Associate Vice President
Programme Management Department
IFAD, Rome

Signature: _____

A handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is stylized and appears to be 'M. M. M.'.

Annex 1: Detailed action matrix

Recommendations	Agreed Actions	Responsibility	Timeframe	Status
1. Consistent with the importance and size of the Kenya portfolio, commit sufficient effort and resources to non-lending activities.	Design COSOP that defines specific areas for policy engagement together with an actionable strategy and dedicated resources	IFAD and Government of Kenya	30 June 2019	COSOP Design to commence March 2019
	Deploy additional staff with relevant technical skills at the IFAD Country Office to support on non-lending activities	IFAD	Continuous	This has been partially achieved. With the decentralization model, additional technical staff have been deployed at the Kenyan Hub. Policy engagement to benefit from the expertise available within the new Eastern Africa and Indian Ocean Hub of IFAD in Nairobi. Already a hub plan has been developed
	Pursue more active contribution to and use of knowledge sharing platforms (within IFAD and other development partners)	IFAD	Continuous	IFAD already member of Agriculture Rural Development Donor Group
	Develop mechanisms for cross-learning between projects and non-lending activities as part of the annual portfolio review	IFAD/ Government of Kenya /Line Ministries/PMUs/Project Thematic Groups	Continuous	IFAD-funded projects have already established various thematic groups that meet regularly
	Integrate M&E systems for IFAD-funded projects with national and county systems (NIMES and CIMES) as well as with close partners such as FAO	IFAD/PMUs/Director M&E State Department of Planning	31 August 2019	IFAD M&E thematic working group already head a session in Sep 2018 with representative from COG to discuss modalities of how to integrate project M& E into CIMES. At the national level discussions have been held with the Director M&E State Department of Planning.
2. Build on IFAD's comparative advantage and retain focus on selected themes and geographic areas.	Continue focusing IFAD's portfolio on Natural Resources Management, value chains and rural finance.	Government of Kenya /IFAD	Continuous	This will be reviewed during the design of new Result-Based Country Strategic Opportunity Programme (RB-COSOP). In principle, new RB-COSOP will be aligned to Government priority areas.
	Reduce geographic stretch through greater focus on selected counties in semi-arid areas.	Government of Kenya /IFAD	Continuous	
	To ensure stringency in selectivity dialogue on aligning the funding requests with IFAD's comparative advantage in Kenya	Government of Kenya /IFAD	Continuous	
3. Address recurrent design and institutional issues undermining programme efficiency within the context of the ongoing devolution	Set realistic time-frames and better sequencing of activities to improve project management as follows: <ul style="list-style-type: none"> Fast-track implementation of Start-up activities to deduce time taken from entry into force to start of project implementation Roll out of the IFAD Client Portal Regularly hold portfolio project management meetings to discuss 	Lead and Line Ministries / IFAD / National Treasury National Treasury National Treasury / Desk	Continuous 30 March 2019	

Recommendations	Agreed Actions	Responsibility	Timeframe	Status
process	implementation progress and address challenges	Officers / PMUs / IFAD	Continuous	
	Design realistic and implementable projects supported by sound technical and institutions analysis	IFAD/ Government of Kenya	30 September 2019 and continuously thereafter	
	Provide Authority to Incur Expenditures (AIEs) in a timely manner	Accountant General National Treasury and CFOs of Line Ministries	Continuous	Government has improved on delivery of AIEs and facilitation of cash replenishments
	Retain fiduciary controls in small but capable PMUs	National Treasury and Line Ministries	Continuous	
	Foster greater ownership at the county level through participation right from project design and start-ups: <ul style="list-style-type: none"> Involve staff at the county as well as council of Governors in designs and start-ups Cluster counties for launching programmes transcending more than one county Establish Project Facilitation Teams at County level 	National Treasury / Line Ministries / IFAD Line Ministries Line Ministries/PMUs	Continuous Continuous Continuous	Already done for SDCP and UTaNRMP
	Assess Economic Rate of Return and Value for Money by: <ul style="list-style-type: none"> Conduct rigorous Baseline, Mid-term Review and End Term Evaluation Assess physical achievement (targets) vs Expenditure to assess value for money of projects 	IFAD/Line Ministries and PMUs IFAD/Line Ministries and PMUs	Continuous Continuous	Economic rate of t=return and Value for Money are currently being assessed during supervision mission but PMUs to improve data quality for better assessment
	4. In line with the Government's strategic planning, create space and opportunities for engaging the private sector	Involve private sector partners such as Kenya Private Sector Alliance (KEPSA) and Kenya Bankers Association during design	IFAD/ Government of Kenya	Continuous
Support Public-Private-Producer-Partnerships (PPPPs) to develop strategies for identification and mitigation of risks and transaction costs for all stakeholders		PMUs	Continuous	

Republic of Kenya

Country strategy and programme evaluation

Contents

Map of closed projects covered by this CSPE	10
Map of ongoing projects	11
I. Background	12
A. Introduction	12
B. Objectives, scope and methodology	12
II. Country context and IFAD's strategy and operations for the CSPE period	17
A. Country context	17
B. IFAD's strategy and operations for the CSPE period	25
III. Lending portfolio	30
A. Performance and impact	30
B. Other performance criteria	58
C. Overall portfolio performance	65
IV. Non-lending activities	67
A. Knowledge management	67
B. Partnership-building	68
C. Policy engagement	70
D. Grants	71
V. Performance of partners	76
A. IFAD	76
B. Government	77
VI. Country programme and strategy performance	81
A. Relevance	81
B. Effectiveness	83
VII. Conclusions and recommendations	87
A. Conclusions	87
B. Recommendations	89
Annexes	
I. Definition of the evaluation criteria used by IOE	91
II. Ratings of IFAD lending portfolio in Kenya ^a	93
III. Final ratings of the country strategy and programme in Kenya	94
IV. IFAD-financed projects in Kenya	95
V. Sampled IFAD-funded grants in Kenya	98
VI. List of key people met	100
VII. Supporting Tables and Figures	106
VIII. Evaluation framework – lending portfolio	116
IX. Evaluation framework – non-lending activities	127
X. Smallholder Dairy Commercialization Programme: mini survey	132
XI. Asset verification results	134
XII. Effectiveness – analysis of project outcomes and results	135
XIII. Theory of change	152
XIV. COSOP Recommendations Follow Up.	153
XV. List of Partners in IFAD Kenya Projects	155
XVI. Bibliography	157

Working paper

Report on mini survey of the Smallholder Dairy Commercialization Programme (available on request from IOE).

Currency equivalent

Currency unit = Kenyan Shilling (KES)

US\$1.00 = KES 100.81 (1 April 2018)

Abbreviations and acronyms

ABDP	Aquaculture Business Development Programme
AfDB	African Development Bank
AGRA	Alliance for a Green Revolution in Africa
AIE	authority to incur expenditure
AFC	Agricultural Finance Corporation
ASALs	arid and semi-arid lands
ASDS	Agricultural Sector Development Strategy
AWPB	Annual Workplan and Budget
BSS	business service support
CAADP	Comprehensive Africa Agriculture Development Programme
CAP	community action plan
CDD	Community-driven development
CETRAD	Centre for Training and Integrated Research in ASAL Development
CFA	community forest association
CFSA	community financial service association
CGIAR	Consultative Group for International Agricultural Research
CIDP	County Integrated Development Plan
CIG	community interest group
CIMES	County Integrated Monitoring and Evaluation System
CKDAP	Central Kenya Dry Area Smallholder and Community Services Development Project
COSOP	country strategic opportunities programme
CPE	country programme evaluation
CPM	country programme manager
CPMT	country programme management team
CSPE	country strategy and programme evaluation
DTM	deposit-taking micro-bank
EU	European Union
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FDA	focal development area
FDAC	focal development area committee
GEF	Global Environment Facility
GRIPS	Grants and Investment Projects System
IA	impact assessment
ICO	IFAD country office
IE	impact evaluation
IOE	Independent Office of Evaluation of IFAD
KCEP-CRAL	Kenya Cereal Enhancement Programme – Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window
KDB	Kenya Dairy Board
KFS	Kenya Forestry Service
KMD	Kenya Meteorology Department
KWFT	Kenya Women's Financial Trust
KWS	Kenya Wildlife Service
M&E	monitoring and evaluation
MFB	microfinance bank
MFI	microfinance institution
MKEPP	Mount Kenya East Pilot Project for Natural Resource Management
MTP	medium term plan
MTR	mid-term review

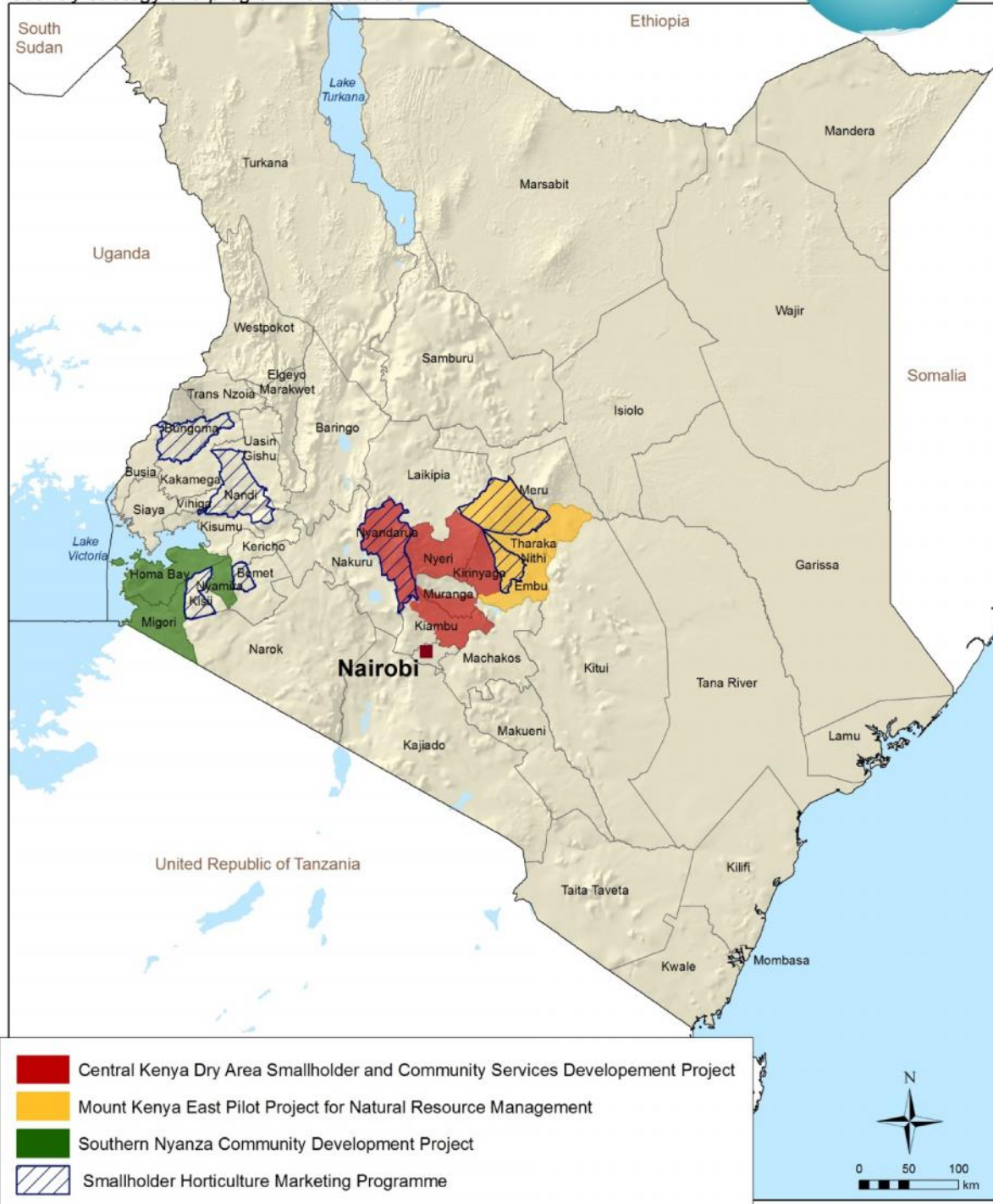
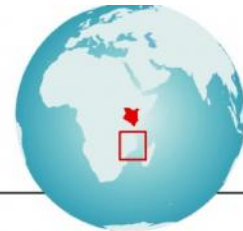
NDMA	National Drought Management Authority
NGO	non-governmental organization
NIMES	National Integrated Monitoring and Evaluation System
NRM	natural resources management
NPSDNKAL	National Policy for the Sustainable Development of Northern Kenya and other Arid Lands
ODA	official development assistance
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
PCR/V	project completion report validation
PCU	project coordination unit
PFI	private financial institution
PMU	project management unit
PRESA	Pro-poor Rewards for Environmental Services in Africa
PROFIT	Programme for Rural Outreach of Financial Innovations and Technologies
REACTS	Regional East African Community Trade in Staples Project
RIMS	Results and Impact Management System
RSF	risk-sharing facility
SACCO	savings and credit cooperative organization
SDCP	Smallholder Dairy Commercialization Programme
SHoMAP	Smallholder Horticulture Marketing Programme
SME	small and medium enterprise
SNCDP	Southern Nyanza Community Development Project
USAID	United States Agency for International Development
UTaNRMP	Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project
UTNWF	Upper Tana Nairobi Water Fund
WFP	World Food Programme
WRMA	Water Resources Management Authority
WRUA	water resource users' association
WUA	water user association

Map of closed projects covered by this CSPE

Kenya

IFAD-funded closed projects

Country strategy and programme evaluation



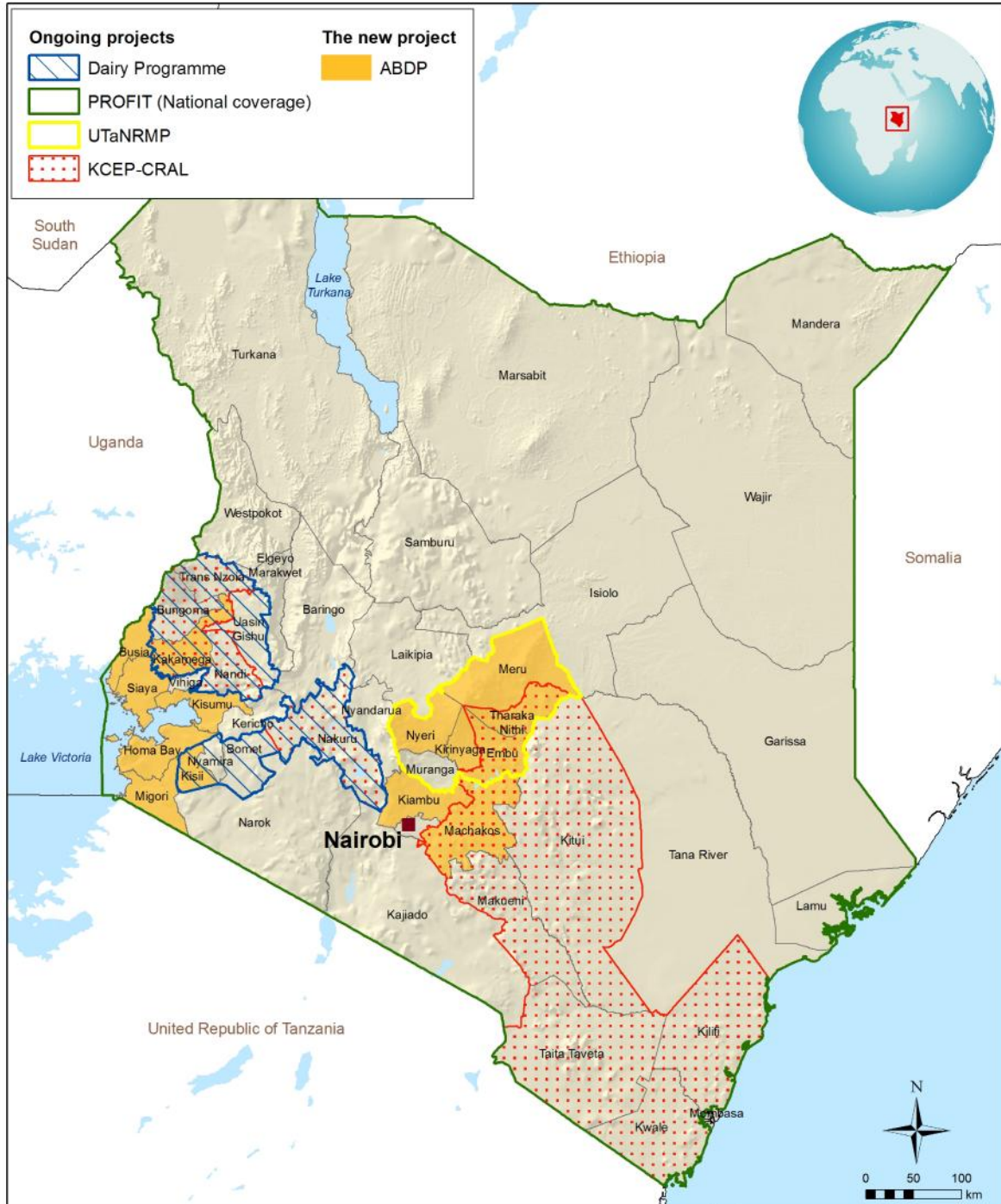
The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.
 IFAD Map compiled by IFAD | 06-02-2018

Map of ongoing projects

Kenya

IFAD-funded operations

Country strategy and programme evaluation



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.
 IFAD Map compiled by IFAD | 28-01-2019

Republic of Kenya

Country strategy and programme evaluation

I. Background

A. Introduction

1. In line with the International Fund for Agricultural Development (IFAD) Evaluation Policy¹ and as approved by the 116th Session of the IFAD Executive Board, the Independent Office of Evaluation (IOE) undertook a country strategy and programme evaluation (CSPE) in Kenya. This is the second country programme evaluation (CPE) conducted by IOE in Kenya; the first CPE was finalized in 2011.
2. This report presents the findings of the CSPE. It contains a summary of background information on the country and IFAD-supported portfolio that was evaluated. The next section outlines the evaluation objectives, methodology, process and time frame.
3. The CSPE benefited from other IOE evaluations that have covered Kenya. This includes the project completion review validations (PCRVs) for the four closed projects and the impact evaluation of a recently closed project, as well as a country study as part of the 2016 corporate-level evaluation on decentralization.

Table 1

A snapshot of IFAD operations in Kenya since 1979

First IFAD-funded project	1979
Number of approved loans	18
Ongoing projects	4
Total amount of IFAD lending	US\$376.3 million
Counterpart funding (Government and beneficiaries)	US\$205.7 million
Domestic partner funding	US\$51.9 million
Co-/parallel financing amount	US\$185.4 million
Total portfolio cost	US\$819.3 million
Lending terms	Highly concessional
Main co-financiers	World Bank International Development Association (IDA), Spanish Trust Fund, African Development Bank (AfDB), European Union (EU) and Global Environment Fund (GEF) in most recent projects
COSOPs	2002, 2007, 2013
Past cooperating institutions	World Bank; United Nations Office for Project Services (UNOPS)
Country office in Kenya	Country office since 2008
Country programme managers	Mutandi Robson (2007-2010); Samuel Wariboko Eremie (2010-2013); Nadine Gbossa (2014-2015); Henrik Franklin (2015-2016); Hani Abdulkader Elsadani Salem (2016-2018); Esther Kasalu-Coffin (2018-present)
Main government partners	National Treasury and Planning; Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation; Ministry of Water and Sanitation; Ministry of Environment and Forestry

B. Objectives, scope and methodology

4. Objective. The main objective of this evaluation is to assess the results and performance of the country strategic opportunities programmes (COSOPs) since 2011 and to generate findings and recommendations for the upcoming results-

based COSOP to be prepared in 2019. The CSPE identifies the factors that contributed to the achievement of strategic objectives (SOs) and results, including the management of project activities by IFAD and the Government.

5. Scope. The CSPE assesses the outcomes, impact and performance of the activities conducted since 2011, when the current COSOP was presented to the Executive Board. The CSPE covers the full range of IFAD support to Kenya, including lending and non-lending activities (knowledge management, partnership-building, implementation arrangements, and country-level policy engagement), including grants, as well as country programme and COSOP management processes.
6. The total lending portfolio over the past seven years amounted to US\$542.2 million, of which IFAD financed US\$283.1 million. The portfolio includes nine operations at different stages of project life cycle (see table 2 below). Four operations are completed, four operations are ongoing, and one operation became effective in June 2018. The closed operations were already assessed through independent evaluations, either PCRVs (CKDAP, MKEPP, SNCDP) or, in the case of SHoMAP, through an impact evaluation. The CSPE does not re-rate those operations but uses the existing IOE ratings. However, the closed operations will be reviewed from a thematic perspective as part of this CSPE.
7. For the ongoing operations, IOE will assess performance according to all applicable IOE criteria once they have passed the point of mid-term review (MTR). This is the case for three operations (SDCP, PROFIT, UTaNRMP) which will be fully assessed by this CSPE. Two operations (Kenya Cereal Enhancement Programme – Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window [KCEP-CRAL] and the Aquaculture Business Development Programme [ABDP]) are very recent and will only be assessed for relevance.

Table 2
Evaluability of lending operations

<i>Project name</i>	<i>Project acronym</i>	<i>Project type</i>	<i>Project status</i>
Central Kenya Dry Area Smallholder and Community Services Development Project	CKDAP	Community development	closed
Mount Kenya East Pilot Project for Natural Resource Management	MKEPP	NRM	closed
Southern Nyanza Community Development Project	SNCDP	Community development	closed
Smallholder Dairy Commercialization Programme	SDCP	Value chain	MTR (2011)
Smallholder Horticulture Marketing Programme	SHoMaP	Value chain	closed
Programme for Rural Outreach of Financial Innovations and Technologies	PROFIT	Financial services	MTR (2014)
Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project	UTaNRMP	NRM	MTR (2017)
Kenya Cereal Enhancement Programme Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window ¹	KCEP-CRAL	Value Chain	Disbursing
Aquaculture Business Development Programme	ABDP	Value Chain	Effective

8. The grants portfolio for the CSPE period (2011-2017) includes a total of 65 grants² with a value of over US\$155 million.³ IFAD financed a total of US\$62.9

¹ KCEP started with EU funding alone in 2013 in Western Kenya for maize farmers. It was then expanded to cover Eastern Kenya and sorghum and millet in ASAL areas in 2014 with an IFAD loan (termed KCEP-CRAL: Climate Resilient Agricultural Livelihoods). This report uses the acronym KCEP to cover both investments.

million, or 41 per cent. Twenty-six grants were co-financed. Partners such as the European Union (EU), centres of the Consultative Group for International Agricultural Research (CGIAR), United Nations (UN) agencies, non-governmental organizations (NGOs) and national development agencies contributed a total of US\$92.3 million, or 59 per cent, to the grants portfolio.

9. Three grants only were country-specific and two under the GEF window. The largest country grant in terms of financing was the 2000001524 (Integrated Approach Programme: Establishment of the Upper Tana Nairobi Water Fund - UTNWF) under the GEF window, with an overall budget of over US\$33 million, including IFAD financing of US\$7.2 million and co-financing by several partners of US\$26.4 million.⁴
10. Thematic issues and CSPE focus. Four thematic areas have been assessed as part of this CSPE (See box 1 below).

Box 1

Thematic issues

Value chain development. Under the 2013 COSOP, IFAD moved towards adopting a full value chain approach. These covered five projects (SHoMAP, SDCP, KCEP, ABDP and PROFIT). The CSPE reviews whether the adoption of a value-chain approach facilitated more effective use of various support instruments, better private sector involvement, participation of the poor, particularly women and youth. The CSPE findings will also provide input to the ongoing corporate-level evaluation on value chains.

Rural finance. The Kenya country programme has pursued a number of different approaches to rural finance, with varying levels of success. These covered community financial services associations (CFSAs), through banking intermediaries such as Equity Bank, and leveraged commercial funds for small-scale producers and agro-dealers. The CSPE reviews the relevance and effectiveness of the different intervention models. PROFIT provides an interesting case on how to address challenges within the institutional and policy frameworks which will also inform the ongoing IOE evaluation synthesis on inclusive rural services.

Natural resources management and climate change. The CSPE reviews to what extent the synergies between the MKEPP and UTaNRMP were realized and led to a more sustainable management of land and water resources. Climate change in Kenya has resulted in increasing occurrence of extreme weather effects of drought, erratic rainfall, and floods. IFAD supported various activities to mitigate the effects of climate change, and the CSPE will review the extent to which IFAD-supported interventions have contributed to greater resilience in agricultural livelihoods. Recently, Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP) financing has been included in the KCEP-CRAL.

Implementation arrangements. Issues around multi-tier and multisector implementation arrangements were highlighted by the 2011 CPE. Since then, devolution has fundamentally transformed the relationship between central government and counties. The CSPE explores under Efficiency how these and other factors have led to serious start-up delays for most projects in the portfolio and what solutions may be found.

11. Methodology. The CSPE followed the IFAD Evaluation Policy⁵ and the IFAD IOE Evaluation Manual (second edition 2015).⁶ The approach paper for this CSPE,

² Grants covered are: (i) those whose date of completion is after 1 January 2011 and date effectiveness is by December 2017; and (ii) those having Kenya among focus countries (this implies that grants having the recipient based in Kenya but not being implemented in the country were not taken into account). Also, grants contributing to finance investment projects were not included.

³ For grants in EUR, amounts were converted in US\$ using the exchange rate at 10/01/2018.

⁴ Financiers include: The Nature Conservancy, beneficiaries, the private sector and local NGOs.

⁵ <http://www.ifad.org/pub/policy/oe.pdf>.

including the evaluation framework and key issues for focus, served as a further and specific guidance for the exercise. The evaluation was multi-level, examining individual operations, the portfolio as a whole (lending and non-lending) and the broader country strategy in terms of adherence to the last COSOP and pursuit of IFAD's corporate goals.

12. An evaluation framework was prepared (annexes VII and VIII) in order to guide the collection of evidence from documents, interviews, focus groups and observation. The framework includes the common IOE evaluation criteria, and covered three areas: lending, non-lending and COSOP. The loan projects are assessed using the common IOE evaluation criteria.⁷ For the non-lending activities, performance on policy engagement, partnerships and knowledge management are assessed and rated separately and an overall rating given. Performance of partners (IFAD, Government) is assessed and rated. Finally, the findings from the three building blocks are synthesised as country strategy and programme performance and overall ratings for relevance and effectiveness are awarded.
13. Sampling grants. The CSPE identified a sample of 21 grants for close review (see annex V for the list of grants considered for the analysis). The selection criteria for inclusion were: (i) thematic focus (coverage of main themes, relevance for the COSOP or IFAD's strategies); (ii) linkages with the investment portfolio; and (iii) implementation period (recent, ongoing and closed grants, or grants covering more than one phase). Criteria for exclusion were: (i) implementation period (too old or too recent grants); (ii) financing (non-IFAD-financed grants); and (iii) availability of information.
14. Field assessments. During the field visits, the CSPE team collected data through interviews, group discussions and site checks. In addition the CSPE used standardized data collection tools covering a wider sample of communities. The asset verification exercise involved recording the condition of assets and the level of use and ownership by the beneficiaries using a standard format. A total of 25 assets were assessed across six projects by the team (annex XI). A telephone survey was conducted of a sample of dairy groups supported by SDCP to collect contemporary data on group membership and finances, milk production, herd statistics and assets. A total of 118 groups were interviewed across nine counties. Annex X contains the results. These tools enabled triangulation and generalization of findings.
15. Process. The CSPE started with a preparatory mission in March 2018 and the development of an approach paper based on document review. Annex XIV contains a list of selected documents. The main mission then took place from 4 to 25 June. A kick-off meeting with staff of the project coordination unit (PCU) was held on 6 June. Field visits were undertaken by three teams to five counties.⁸ In each county, the team interacted with key stakeholders, including county and IFAD project staff, farmer organizations and individual farmers. Three focus group discussions were held on three thematic areas: value chains, natural resources management (NRM) and youth in agriculture. Annex VI presents a list of people met. The team presented emerging findings at a wrap-up meeting on 25 June, chaired by the National Treasury and attended by representatives of relevant agencies and IFAD staff.

⁶ http://www.ifad.org/evaluation/process_methodology/doc/manual.pdf.

⁷ The 2017 Agreement between IFAD Management and IOE on the Harmonization of IFAD's independent evaluation and self-evaluation methods and systems establishes the most up-to-date set of evaluation criteria. IFAD. 2017. Annex I p. 5.

⁸ Nakuru, Kisii, Nyamira, Embu and Kitui – covering both closed (SNCDP, MKEPP) and ongoing projects (UTaNRMP, SDCP and KCEP).

16. Following internal review, this draft CSPE report was presented at a national workshop in Kenya in December 2018. Key points emerging from the discussion are included in the Agreement at Completion Point (ACP). The ACP will be attached to the forthcoming Kenya COSOP that will run from 2019 to 2022. IOE presented the final CSPE report, which incorporated comments from the Government and IFAD, to the Evaluation Committee in 2019. The entire CSPE process was conducted in close consultation with stakeholders in Kenya and IFAD's Programme Management Department.
17. Limitations. During field visits, county coverage was reasonable based on purposive sampling of both medium- to high-potential and ASAL areas, but greater time would have allowed more comprehensive coverage of areas supported by CKDAP, KCEP-CRAL and MKEPP.
18. There were challenges in accessing reliable data from project monitoring and evaluation (M&E) systems and the COSOP review process. For example, while sex-disaggregated data are often reported by project completion, they are not always captured early on in progress reporting. Comparable financial data from the banks and credit agencies under PROFIT contained major gaps. The quality of reporting on gender issues in IFAD missions has been mixed.⁹ This limits the analysis of data and the timely visibility of gender issues in implementation.

Key points

- This is the second CSPE for Kenya covering two COSOPs (2007 and 2013). The first CPE was completed in 2011
- The portfolio reviewed includes four completed operations, four ongoing operations and one operation recently effective, as well as 65 grants. Four themes were examined: value chains, rural finance, NRM and climate change, and implementation.
- The CSPE field mission took place in June and five counties were visited.
- There were a number of limitations to the evaluation, including limited field time and access to reliable data.

⁹ When a gender and social inclusion expert is present on the missions, reporting is exemplary. However, most missions have not included an expert, and reporting on gender has been incomplete. A gender and social inclusion expert was present on only 4 of the 15 missions for SDCP, 2 of the 14 missions for SHoMAP and 3 of the 14 missions for PROFIT. UTaNRMP is the notable exception, with a gender and social inclusion specialist on 5 of the 7 missions and high-quality reporting on gender issues.

II. Country context and IFAD's strategy and operations for the CSPE period

A. Country context

19. Kenya is an equatorial country in East Africa with a geography that varies from snow-capped Mount Kenya to fertile farmland, lakes, flat arid plains and desert. The Rift Valley bisects the country into east and west. Dryland areas, known as the ASALs, are characterized by low and erratic rainfall. They stretch from the north-west of Kenya across to the east, making up more than 84 per cent of the country's total land mass of 571,416km. The remaining land mass is of high and medium agricultural potential, with adequate and reliable rainfall.
20. Between 2000 and 2016, the Kenyan population steadily increased by around 2.5 per cent, or 1 million annually, from 31.5 million to 48.5 million people.¹⁰ The majority of people live in the central and western regions of medium to high agricultural potential, while 36 per cent reside in the ASALs.¹¹ Although the prevalence of poverty is higher in the ASALs, the absolute number of people living in poverty is higher in the central and western regions.¹² In 2016, 36 million people, representing 74 per cent of the population, inhabited rural areas.¹³ Although this proportion is decreasing each year, the absolute number of rural dwellers is increasing.
21. Political risks in Kenya remain ever-present. The country became a multiparty democracy in December 1991, but it was not until March 2013 that the country saw a peaceful election. The widely reported 2008 post-election violence saw over 1,000 people die and hundreds of thousands become displaced. Since then, political elections have been less violent but still surrounded by turmoil. The current President, Uhuru Kenyatta, was sworn in for a second term at the end of 2017 after initial results were annulled. The repeat elections were boycotted by the main opposition party and set amid sporadic violence and ethnic tensions. The growing youth population coupled with its high rate of unemployment represent a significant risk to socio-political stability. Terrorism has also surfaced with the Somalia-based Al Shabaab group responsible for the 2013 attack in Westgate in Nairobi, and the 2015 Garissa University massacre in north-eastern Kenya. Internal security issues driven by ethnic and political differences as well as prolonged periods of drought (2008-2011 and 2014-2018) and land tenure insecurity¹⁴ led to the forced displacement of an estimated 138,000 Kenyans at the end of 2016, with 25,000 new internally displaced persons in 2017.¹⁵

Economic, agricultural, and rural development processes

22. Kenya became a low middle-income country in September 2014 and is now the sixth largest economy in sub-Saharan Africa.¹⁶ It is a key regional player in East Africa and a major communications and logistics hub in sub-Saharan Africa. In 2017, gross domestic product (GDP) per capita was US\$2,926.¹⁷
23. Recent annual economic growth from 2011 to 2016 of between 4.5 and 6 per cent has made Kenya one of the fastest-growing economies in sub-Saharan Africa. Growth rates have been volatile, however, ranging between 0.2 per cent in 2008 to 8.4 per cent in 2010.¹⁸ The reasons are mainly internal: political instability, which

¹⁰ World Bank 2018.

¹¹ Ministry of Devolution and Planning 2016.

¹² Kenya National Bureau of Statistics. 2018.

¹³ World Bank 2018.

¹⁴ ODI 2017.

¹⁵ Internal Displacement Monitoring Centre 2018.

¹⁶ World Bank 2018.

¹⁷ World Bank 2018. GDP per capita, purchasing power parity (constant US\$2,011).

¹⁸ World Bank 2018.

has affected the tourism sector, and declining private sector access to credit have limited economic activity; and drought has hindered agricultural output (the single highest contributor to GDP) and hydropower generation, increased inflation and reduced household consumption. External factors also play a role, to a lesser extent: declining agricultural exports and rising capital goods imports (linked to oil exploration); and food and fuel price rises.¹⁹

24. Over the last decade, growth has mainly been driven by services (accounting for 72 per cent of the increase in GDP from 2006 to 2013²⁰), namely telecommunications, finance and tourism.²¹ However, economic growth has not translated into improved livelihoods for most Kenyans. Services account for only 29.5 per cent of employment among those of working age, compared to agriculture and industry, where growth has slowed, that account for 61.9 per cent and 8.6 per cent of employment, respectively.²² Other reasons for economic expansion include low oil prices, strong remittance inflows (2 per cent of GDP, amounting to US\$1.7 billion in 2016²³), and government-led infrastructure development initiatives.²⁴
25. In 2017, over half of the population was of working age and 11 per cent of them were unemployed.²⁵ Unemployment is decreasing at a slow rate (from 12 per cent in 2009) and levels remain high. Youth unemployment, at 22 per cent, is double the overall rate for adults, in part because of a skills gap²⁶ as well as a general lack of new employment opportunities. The share of the working-age population is expected to increase to two-thirds by 2050,²⁷ making young women and men an important cohort in the economy. The majority of youth who are employed work in the informal sector, which is characterized by job insecurity as well as under-employment.²⁸ The consequences of youth unemployment, underemployment and inactivity are migration from rural to urban areas and increased rates of crime, drug use and general social unrest.^{29,30} Unemployment, poverty and political marginalization are also reported to contribute to the radicalization of some of Kenya's youth.³¹
26. Most of private sector GDP and employment come from the agriculture sector, although this is declining relative to the service sector. Private sector exports are mostly a handful of globally competitive agricultural products (tea, cut flowers and leguminous vegetables), with limited value addition. Informal small businesses dominate the sector, employing the majority of workers compared to formal larger businesses that employ fewer people but generate a much larger output. Persistent challenges constraining private sector growth include infrastructure, regulation, security and politics.³² Important reforms have been made in starting a business, dealing with construction permits, obtaining electricity, accessing credit, paying taxes and trading across borders.³³
27. Agriculture remains the backbone of the economy, employing nearly two-thirds of the working-age population and providing a livelihood to 70 per cent of rural inhabitants.³⁴ Despite good growth in some subsectors such as horticulture, overall

¹⁹ World Bank 2016; World Bank 2017d.

²⁰ World Bank 2016.

²¹ ODI 2017.

²² World Bank 2018.

²³ World Bank 2018.

²⁴ World Bank 2017c.

²⁵ World Bank 2018.

²⁶ AfDB, UNDP, OECD 2017.

²⁷ World Bank 2012.

²⁸ Brookings 2014.

²⁹ Youth policy 2014

³⁰ Muiya 2018.

³¹ IRIN 2013.

³² AfDB 2013.

³³ World Bank 2017b.

³⁴ ODI 2017; FAO 2018.

agriculture saw its share of GDP decline from 26.5 per cent in 2006 to 22 per cent in 2014.³⁵ The crop, livestock, and fishery subsectors contribute 78 per cent, 20 per cent, and 2 per cent to the agricultural GDP, respectively.³⁶ The sector accounts for 65 per cent of export earnings mainly through tea but also depends on imports, including wheat, maize and rice.³⁷ Mobile pastoralism dominates the economy in arid areas, while a more mixed economy is found in the better-watered and better-serviced semi-arid areas.

28. Kenya has not met either of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP)³⁸ targets: annual growth in agricultural GDP was 4.8 per cent in 2017 compared to the target of 6 per cent; and the budget allocated to agriculture has been declining in relative terms since the financial year 2012/13 and is currently set to remain at a low 2 per cent of the national budget (see figure 1 annex VII) compared to the target of 10 per cent set by the Maputo declaration in 2003.³⁹
29. Farming systems are mainly rain-fed and small scale, with an average of 0.2 to 3 hectares (ha) of land and characterized by mixed crop-livestock systems and partial commercial production.⁴⁰ Various challenges, persistent and emerging, hinder agricultural production and restrict food and nutrition security. Long-lasting and recurring drought has a devastating effect on the mainly rain-dependent sector. On the 20 per cent of land that is arable, maximum yields have not been reached, owing to poor access to basic and improved inputs, modern production practices, such as irrigation, and financial and extension services.⁴¹ The population increase of over one million people a year has resulted in shrinking land parcels in high agricultural potential areas, adversely affecting food production. This has also led to farmers who rely on rain-fed systems being pushed into drier, more marginal areas that are increasingly vulnerable to drought.⁴² In 2016, the Fall Army Worm infestation in major growing regions destroyed thousands of hectares of planted maize.⁴³
30. Reports suggest that 70 per cent of the livestock herd are found in the ASALs, providing an important source of livelihood for 90 per cent of the inhabitants of those areas. Although pastoralists produce the bulk of meat consumed in Kenya, poor access to inputs such as land, water and veterinary services reduces herd quality and productivity. The dairy industry is the largest subsector in agriculture, growing at an estimated 3 to 4 per cent annually and contributing 40 per cent of agricultural GDP and 4 per cent of national GDP.⁴⁴ Between 70 and 80 per cent of the milk is produced by around one million smallholder farmers with mixed crop-livestock systems.⁴⁵ Pastoralists produce about 15 per cent of cattle milk, which is mainly consumed at home. Twenty per cent of milk is produced by a growing group of medium- to large-scale dairy farms.⁴⁶
31. Environmental degradation and climate change pose major threats to Kenya's ecosystems, economic growth and sustainable development. The natural resources base is under stress from population growth, deforestation, coastal development and degradation of ecosystems from unsustainable use and poor governance of

³⁵ World Bank 2016.

³⁶ World Bank and Centre for Tropical Agriculture 2015.

³⁷ World Bank and Centre for Tropical Agriculture 2015; FAO 2018.

³⁸ Kenya signed the New Partnership for Africa's Development CAADP Compact on 24 July 2010.

³⁹ This analysis does not consider the proportion of budget allocations to agriculture at individual county levels following devolution.

⁴⁰ World Bank and Centre for Tropical Agriculture 2015.

⁴¹ United States Government 2013. Feed the Future fact sheet. World Bank and Centre for Tropical Agriculture 2015.

⁴² FAO 2018.

⁴³ World Bank 2017a.

⁴⁴ (Kenya) Ministry of Livestock Development 2010.

⁴⁵ (Kenya) Ministry of Livestock Development 2010; FAO 2011b; SNV 2013.

⁴⁶ SNV 2013.

resources. The key climate change impacts in the country are drought and water scarcity, flooding and sea-level rise.⁴⁷ Increases in temperatures, the frequency of hot days, precipitation (particularly in the highlands and coastal areas) and dry spells (in the ASALs) are forecast to continue.⁴⁸ Resulting adverse impacts affect hydro-energy generation, agricultural production and food security, forestry, wildlife and tourism, among others. The negative effects of climate change and rapid increases in population and the ensuing loss of pasture in pastoral areas have resulted in conflict over land and water resources. A growing number of pastoralists have dropped out of nomadic livelihoods and turned to settled communities, where they are largely dependent on food aid.⁴⁹

32. The Kenyan financial sector is the most developed in the region, reflected in the remarkable statistics on financial inclusion. Between 2006 and 2016, adults with access to formal financial services increased from 26.7 per cent to 75.3 per cent.⁵⁰ Mobile money services have proved key to furthering financial inclusion, with usage expanded to 71.4 per cent of the adult population by 2016.⁵¹ However, the supply of formal financial services in the agriculture sector remains low. Indeed, the remaining 17.4 per cent of people financially excluded are mainly: rural, female and informally employed or dependent.⁵² Since 2010, a number of sectoral changes have occurred that affect the sustainability of financial services. Key among them is the interest-capping law, which became operational in 2016 and has shifted lending away from smaller borrowers.⁵³

Poverty characteristics

33. Between 1990 and 2015, Kenya's Human Development Index value increased by 17.3 per cent to 0.555, positioning it at 146 out of 188 countries and territories. The Index shows improvements in life expectancy at birth (by 3.4 years) and mean and expected years of schooling (by 2.6 and 2 years, respectively). Gross national income per capita increased by about 26 per cent over the same period.⁵⁴ The prevalence of adults living with HIV/AIDS also decreased from 10.2 per cent in 2000 to 5.4 per cent in 2016, mainly attributed to the rapid scaling up of HIV treatment.⁵⁵ Despite these achievements and good economic growth, poverty still remains high. Overall poverty at the national level and in rural areas decreased between 2005/6 and 2015/16 from almost 50 per cent to 36 per cent and 40.1 per cent of the population, respectively. Given the rapid increase in population over this period, the decrease in the number of rural people living in poverty was limited to 2.4 million, from 14.1 million to 11.7 million. Importantly, the proportion of rural people living in extreme poverty halved from 22.3 per cent in 2005/6 to 11.2 per cent in 2015/16. However, the incidence of poverty varies considerably between counties.⁵⁶ Income inequality also remains a major issue. Between 2000 and 2017, the Gini coefficient steadily increased from 45 to 59.⁵⁷
34. The Global Hunger Index⁵⁸ shows that although Kenya made great strides between 1992 and 2017 to improve levels of food security and nutrition, they remain a serious concern.⁵⁹ The Government's National Nutrition Action Plan (2012-2017),

⁴⁷ Kenya's National Climate Change Action Plan (2013).

⁴⁸ Government of Kenya 2013b.

⁴⁹ FAO 2018.

⁵⁰ Central Bank of Kenya, Kenya National Bureau of Statistics and FSD Kenya 2016.

⁵¹ AFDB, UNDP, OECD 2017.

⁵² CGAP 2017.

⁵³ Impact of Interest Rate Capping on Kenya Economy, CBK, March 2018.

⁵⁴ UNDP 2016.

⁵⁵ World Bank 2016; AFDB, UNDP, OECD 2017.

⁵⁶ Kenya National Bureau of Statistics. 2018. 2015/16 Kenya Integrated Household Budget Survey Reports. March 2018.

⁵⁷ UNDP 2018.

⁵⁸ The Global Hunger Index is based on the measurement of four indicators - prevalence of undernourishment, child wasting, child stunting and child mortality.

⁵⁹ UNDP 2016.

- complemented by investments in agriculture, disaster-resilience, food fortification and other areas, has helped to reduce stunting in under-fives from 35.2 per cent to 26 per cent over that period.⁶⁰ But with still one quarter of under-fives, mostly in rural areas, stunted, Kenya has a way to go to reach its nutrition target of 18.1 per cent by 2025.⁶¹ Malnutrition and obesity in adults, from the consumption of foods low in fibre and high in fats and sugars, are also a concern.⁶² The current drought from 2014 to 2018 has worsened the food-security situation in large parts of the country, particularly in the ASALs, with harvest, livestock and food prices adversely affected.⁶³ In the first quarter of 2017, 2.7 million people were classified as severely food-insecure.⁶⁴
35. Kenya has developed a comprehensive legal, policy and institutional framework to promote gender equality and women's empowerment.^{65 66} However, tangible benefits for most women are yet to be felt, particularly in rural areas. The 2017 Global Gender Gap Index shows that although performance has varied over the last decade, in the end, Kenya has maintained relatively good levels of equality in educational attainment and health and survival but made little progress in reducing inequalities in economic participation and political empowerment.⁶⁷
 36. In smallholder farming, rural women are heavily involved in agricultural production, processing and marketing, yet they continue to lack access to crucial natural and productive resources (including land, credit, inputs and markets) compared to men. For example, they provide 80 per cent of farm labour and manage 40 per cent of the farms but own roughly 1 per cent of agricultural land and receive 10 per cent of available credit.⁶⁸ In addition, the patriarchal culture in some of the communities perpetuates harmful practices such as gender-based violence, widow inheritance,⁶⁹ early marriage for girls and female genital-cutting.⁷⁰
 37. Evidence suggests that youth engagement in agriculture is declining despite rising youth unemployment. Although youth are mainly present in production, they have lower access than their older counterparts to improved inputs, productive assets, such as land and credit, extension services, farmer organizations and markets. Other barriers to youth engagement in agriculture include: their negative perception of agriculture-based livelihoods; a skills and knowledge gap; limited participation in agricultural innovations and research; and inadequate support for youth agri-preneurship.⁷¹
 38. Long-running security risks in neighbouring countries contribute to the continuing influx of refugees into Kenya. As of end January 2018, Kenya had 486,460 refugees and asylum seekers, mainly from Somalia (59 per cent), followed by South Sudan (23 per cent), the Democratic Republic of Congo (7 per cent) and Ethiopia (5 per cent). They reside in Dadaab refugee complex (49 per cent), Kakuma camp (38 per cent) and in urban areas, mainly Nairobi (13 per cent).⁷² By now they resemble

⁶⁰ IFPRI 2018; Scaling Up Nutrition 2015; Scaling Up Nutrition 2018.

⁶¹ Scaling Up Nutrition 2015.

⁶² Ministry of Public Health and Sanitation n.d.

⁶³ IFPRI 2018.

⁶⁴ FAO 2017.

⁶⁵ Legal ratification of international and regional conventions on gender equality, such as the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women and the African Union Solemn Declaration on Gender Equality, the 2010 Constitution of Kenya and the National Policy on Gender and Development (2000).

⁶⁶ NGECC 2017.

⁶⁷ World Economic Forum 2017.

⁶⁸ USAID 2015.

⁶⁹ Whereby the widow is "inherited" by one of her late husband's relatives (e.g. brother).

⁷⁰ Katothya 2017.

⁷¹ Ministry of Agriculture Livestock and Fisheries 2017.

⁷² UNHCR 2018a.

naturally grown towns and have developed into commercial hubs connecting north-eastern Kenya and southern Somalia.⁷³

Rural governance and rural development policies

39. Kenya became a multiparty democracy in December 1991,⁷⁴ following internal and external pressures for greater democratic space. In 2010, a new constitution came into force that involved: reducing the President's power; abolishing the post of Prime Minister; expanding the National Assembly (to 350 seats, including special seats reserved for women); creating a Senate with 68 members; significantly devolving power to new county authorities; recognizing faith courts; establishing a bill of rights; and creating a supreme court, a new anti-corruption agency, and an independent land commission to promote land reform.⁷⁵
40. Set out by the new constitution, the devolution process to create a two-tier government has markedly changed political and economic governance in Kenya. Decision-making power and financial resources for many public services and some aspects of the business environment have been transferred to 47 county authorities. The process formally started after the March 2013 elections and aims to: overcome regional disparities; give more autonomy and power to different counties and groups; and improve governance (more public participation by, as well as responsiveness and accountability to, citizens).⁷⁶ A five-year County Integrated Development Plan (CIDP) was developed for each county to inform annual budget priorities. Although counties are reported to have successfully continued agricultural projects previously funded by the national government, several shortcomings are reported. These include: low budget allocations to the sector in general; poor coordination between the national government and the counties and between the counties themselves; slow legislation of county laws; human resource constraints; and reduced support services and early warning systems for farmers.⁷⁷
41. The Ibrahim Index of African Governance reports that from 2007 to 2016, overall governance has improved in Kenya, ranking it 13 out of 54 countries in Africa, with a score of 59.3 out of 100.⁷⁸ Improvements have been recorded across the board in safety and rule of law, participation and human rights, sustainable economic opportunity and human development. Yet, despite efforts by the new constitution to counter corruption,⁷⁹ it remains a long-standing and widespread concern. The 2017 Corruption Perceptions Index⁸⁰ shows that Kenya's score over the past five years has been relatively static and still stands at 28, ranking Kenya 143 out of 180 countries.⁸¹
42. Civil society comprises a vast number of domestic and international NGOs. It has historically played an important role in poverty reduction, but its relationship with the Government has not always been straightforward. Important apex farmer organizations include the Kenya National Farmers' Federation, representing 2 million farming families, the Kenya Livestock Producers Association, representing 1.5 million farmers, and the Cereal Growers Associations, representing medium- to large-scale maize, wheat and barley producers.

Rural development policies

⁷³ UNHCR 2018b.

⁷⁴ Commonwealth Secretariat 2018.

⁷⁵ Commonwealth Secretariat 2018.

⁷⁶ World Bank 2015.

⁷⁷ Africa Research Institute 2017; Tegemeo Institute of Agricultural Policy and Development 2016; World Bank 2015.

⁷⁸ Mo Ibrahim Foundation 2017.

⁷⁹ Transparency International 2017.

⁸⁰ The Corruption Perceptions Index by Transparency International ranks 180 countries and territories by their perceived levels of public sector corruption according to experts and businesspeople, using a scale of 0 to 100, where 0 is highly corrupt and 100 is very clean.

⁸¹ Transparency International 2018.

43. Vision 2030 provides the long-term development framework from 2008 to 2030. It aspires to transform Kenya into an industrialized middle-income country where its citizens can enjoy a high quality of life. There are three pillars of the vision – economic, social and political governance. The economic pillar aims to achieve and sustain an economic growth rate of 10 per cent per annum from 2012. Agriculture is one of the key sectors therein. The social pillar aims to build a just and cohesive society with social equity, identifying gender, youth and vulnerable groups as priority issues. The political pillar focuses on public sector reform, including constitutional reform.⁸²
44. Medium Term Plans (MTPs) operationalize Vision 2030 with key policy actions, reforms, programmes and projects that the Government will implement. So far, they include the first MTP (2008 to 2012), the second (2013 to 2017) and now the third (2018 to 2022), which is currently under development. Under agriculture and livestock, top priority was given to increasing acreage under irrigation to reduce dependence on rain-fed agriculture. Other priorities included mechanizing agricultural production, reviving cooperatives and farmers unions, and subsidizing farm inputs to raise productivity.⁸³
45. The Agricultural Sector Development Strategy (ASDS), from 2010 to 2020, is the overall national policy document for the sector. The overall goal is to achieve an average growth rate of 7 per cent per year over the first five years. The overall development of the sector is anchored in two strategic thrusts: increasing productivity, commercialization and competitiveness of agricultural commodities and enterprises; and developing and managing key factors of production.⁸⁴ The ASDS is the umbrella document for many other national strategies, policies and legislation in the sector.⁸⁵ The ASDS is currently under review, with the intention of being renamed the Agricultural Sector Transformation and Growth Strategy (ASTGS) 2018-2028.⁸⁶
46. Kenya signed the CAADP Compact⁸⁷ in July 2010. CAADP initiatives have been primarily concerned with public sector investments and sector-wide growth trends, along with work around the programme's four pillars: sustainable land management and water control systems; rural infrastructure and trade-related capacities for improved market access; food security and nutrition; and research and dissemination support. CAADP efforts, for example, have supported the development of Kenya's Medium-Term Investment Plan for Kenya's Agricultural Sector: 2010-2015,⁸⁸ which comes directly from the ASDS and describes public agricultural spending strategies and identifies the approach to meet CAADP's targets.
47. The main actor in the sector is the Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, divided into the State Departments of crops, livestock, research, irrigation and fisheries. The Joint Agriculture Sector Consultation and Cooperation Mechanism was established in November 2016. The rationale was to set up a formal mechanism for the national and county governments to jointly pursue the development of the agriculture sector in line with national and international commitments.
48. The National Policy for the Sustainable Development of ASALs, from 2006 to 2015, was followed by the draft National Policy for the Sustainable Development of

⁸² Government of Kenya 2007.

⁸³ Government of Kenya 2013a.

⁸⁴ Government of Kenya 2010.

⁸⁵ Such as: National Food and Nutrition Security Policy; National Agricultural Sector Extension Policy Sessional Paper; National Agricultural Research System Policy 2012; and National Agribusiness Strategy.

⁸⁶ Towards Agricultural Transformation and 100% Food Security in Kenya, ASTGS Overview, (Draft) 19 April 2018.

⁸⁷ Pan-African policy framework for agricultural transformation, wealth creation, food security and nutrition, economic growth and prosperity for all.

⁸⁸ Government of Kenya n.d.

Northern Kenya and other Arid Lands (NPSDNKAL) in 2015/16. Three distinct but interconnected terms are covered – the ASALs, pastoralism and Northern Kenya – to enable a more nuanced policy response. This is because the arid counties are located in Northern Kenya and pastoralism is the dominant production system in the arid counties and in some semi-arid counties. However, not everyone in the north is a pastoralist.⁸⁹

49. Other important policies that attempt to take account of climate change in the development of the agriculture sector include: the National Climate Change Response Strategy in 2010; the National Climate Change Action Plan, 2013-2017; and more recently the Kenya National Adaptation Plan, 2015–2030. Other key sub-sector policies and plans are: the National Nutrition Action Plan, 2012–2017; the National Dairy Master Plan, 2010; the National Policy on Gender and Development, 2000; and the National AIDS Strategic Framework.
50. Since the 2017 elections, the President has launched a new national initiative termed the Big Four Agenda to guide the development agenda from 2018 to 2022.⁹⁰ This includes agriculture and food security, which has three thrusts: increasing incomes; increasing value-added production; and improving household food resilience (for ASAL areas). The Big Four Agenda explicitly includes devolved government in the implementation of nine “flagship” targets.

International Development Assistance

51. Between 2011 and 2017, Kenya received US\$16.8 billion (constant 2015 US\$ prices) in Country Programmable Aid.⁹¹ Flows peaked in 2013 and fell by US\$500 million the following year. The largest bilateral donors between 2011 and 2015⁹² were the United States of America (USA), the United Kingdom (UK) and Japan, while the largest multilateral donors were the World Bank, the African Development Fund and the EU. While the USA has remained the top donor throughout the period, it has recently reduced funding (from US\$725 million in 2013 to US\$575 million in 2015), while the World Bank has substantially increased funding (from US\$237 million in 2011 to US\$471 million in 2015).⁹³
52. Figure 2 annex VII shows that remittance inflows play an increasingly important role in the Kenyan economy. Both official development assistance (ODA) commitments and remittance inflows have generally increased since 2004, but as GDP has grown, the proportion of ODA to GDP has generally declined, while the proportion of remittance inflows to GDP has slightly increased.
53. Bilateral ODA commitments by purpose to Kenya between 2011 and 2016 have been dominated by social infrastructure and services, which received nearly US\$8 billion (58 per cent of ODA commitments). The production sector accounts for 6.3 per cent of ODA commitments in the same period, whereas the agriculture, forestry and fishing subsector represents 70 per cent (US\$610 million) of ODA commitments dedicated to production.⁹⁴
54. According to the Kenyan Agriculture and Rural Development Donor Group, the main multilateral donors supporting the development of the agriculture sector between 2011 and 2017 were the World Bank, AfDB and the EU. The main bilateral donors over the same period were the USA, Japan, Germany and the UK. Other important

⁸⁹ Ministry of Devolution and Planning 2016.

⁹⁰ Policy Monitor, Issue 9 No 3, Jan0Marhc 2018 Realizing the Big Four Agenda. Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA). The “Big Four” agenda covers affordable and decent housing, affordable healthcare, food and nutritional security, and employment creation through manufacturing.

⁹¹ Country Programmable Assistance is the proportion of aid that is subjected to multi-year programming at country level. It excludes spending which is unpredictable, entails no flows to recipient countries, aid that is not discussed between donors and governments, and does not net out loan repayments (OECD 2018).

⁹² The latest OECD DAC data provides individual donor data up to 2015

⁹³ OECD 2018

⁹⁴ OECD 2018

donors in the sector were the Netherlands, IFAD, the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the World Food Programme (WFP).

B. IFAD's strategy and operations for the CSPE period Portfolio

55. Since 1979, IFAD has committed US\$376 million in highly concessional loans to Kenya to support rural poverty reduction and agricultural development. IFAD has invested in 18 agricultural and rural development programmes and projects, funded by 20 loans (see annex IV). Four of these projects are ongoing, and one project became effective in June 2018. The portfolio reflects a wide range of activities and sectors. It was mainly used for marketing and value chains (25 per cent of commitments), rural financial services and credit (19 per cent), and aquaculture (13 per cent),⁹⁵ NRM (8 per cent) and technology transfer (6 per cent).⁹⁶

Table 3
IFAD-financed projects in Kenya under evaluation (2011–2018)

<i>Project name</i>	<i>Board approval</i>	<i>Loan effectiveness</i>	<i>Project completion</i>	<i>Total cost* (US\$ millions)</i>	<i>IFAD financing (US\$ millions)</i>
Central Kenya Dry Area Smallholder and Community Services Development Project	07/12/2000	01/07/2001	31/12/2010	18.1	10.9
Mount Kenya East Pilot Project for Natural Resource Management	11/12/2002	01/07/2004	30/09/2012	25.7	16.7
Southern Nyanza Community Development Project	18/12/2003	10/08/2004	30/09/2013	23.7	21.5
Smallholder Dairy Commercialization Programme	13/12/2005	12/07/2006	30/09/2019	36.8	35.3
Smallholder Horticulture Marketing Programme	18/04/2007	23/11/2007	31/12/2014	26.6	23.9
Programme for Rural Outreach of Financial Innovations and Technologies	16/09/2010	22/12/2010	30/06/2019	83.2	29.9
Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project	03/04/2012	23/05/2012	30/06/2020	68.9	33.0
Kenya Cereal Enhancement Programme Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window	22/04/2015	26/08/2015	30/09/2022	116.0 ⁹⁷	71.8
Aquaculture Business Development Programme	11/12/2017	22/06/2018	30/06/2026	143.3	40.0 ⁹⁸

56. IFAD counterpart agencies. IFAD's main counterparts in Kenya are the National Treasury and Planning, Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, Ministry of Water and Sanitation, and Ministry of Environment. IFAD also engages with a wide range of partners in the public sector depending on project specificities,

⁹⁵ The high level of funding for aquaculture is primarily due to the recently approved Aquaculture Business Development Programme (2017).

⁹⁶ IFAD GRIPS does not have sub-component financing data for five completed projects: Second Integrated Agricultural Development Project (completed 1989); National Extension Project (completed 1990); Animal Health Services Rehabilitation Programme (completed 1993); Coast Arid and Semi-Arid Lands Development Project (completed 1999); and Second National Agricultural Extension Project (completed 1997).

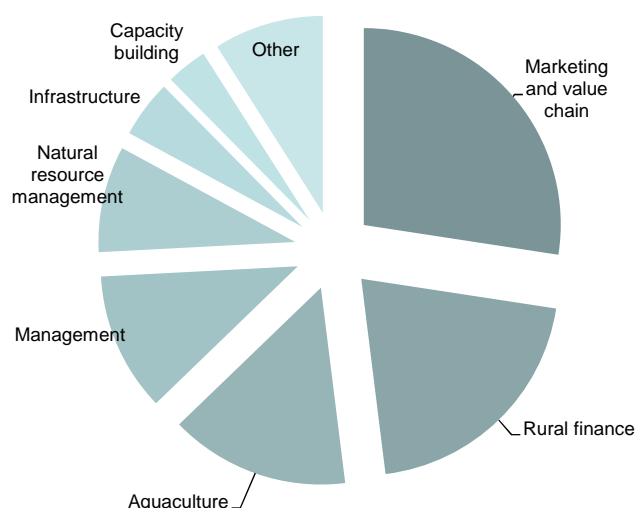
⁹⁷ This figure does not include EU cofinancing, which amounted to US\$33.3 million since 2015.

⁹⁸ In December 2018, IFAD approved additional financing of US\$27.9 million.

including areas such environment and natural resources; social services, gender and health; and local infrastructure and development. Given the various thematic areas in the portfolio, IFAD established partnerships with a range of local research and government agencies (such as the Kenya Wildlife Service (KWS), Kenya Agriculture and Livestock Research Organisation (KALRO), Kenya Forest Service (KFS), Kenya Meteorological Department (KMD), National Drought Management Authority (NDMA), Kenya Dairy Board (KDB), Water Resources Authority (WRA), Water Sector Trust Fund (WSTF)). In the past few years, IFAD has also reached out to local and international NGOs and financial institutions (such as BRAC, Alliance for a Green Revolution in Africa [AGRA], Equity Bank and Cooperative Bank), as well as the Rome-based agencies (FAO and WFP).

57. The total portfolio financing over the past seven years amounted to US\$542.2 million. IFAD financed US\$283.1 million, and government counterpart contribution was US\$53.6 million. Local private financiers and domestic financial institutions' contributions were worth US\$51.9 million, and beneficiary contributions were US\$84.9 million. International financiers contributed the remaining US\$68.7 million. There were on average five ongoing projects under the period covered, although this decreased marginally to 4.3 between 2015 and 2017. There is no substantial change in IFAD funding ratios of the major sectors financed between the overall portfolio and the portfolio under evaluation.

Figure 1
Aggregated funding according to sub-components (2011–2018)



58. Grants. The vast majority of grants (59, or 91 per cent of all grants) were provided under the global/regional window and were worth US\$115 million. The remaining six grants were funded under the country-specific, GEF, or Other windows. The main thematic areas funded by the grants included marketing and knowledge management, policy engagement, natural resources management, women and youth, farm technology, and support to farmers and producers' organizations. The vast majority of grant recipients were CGIAR centres, not-for-profit organizations and NGOs. They were followed by farmers and producers' organizations as well as research institutions.

Evolving strategy

59. IFAD's engagement before 2002. IFAD financed ten projects in Kenya between 1979 and 2002 that mainly covered agriculture development, research and extension, and livestock development. Three projects were initiated by the World Bank and cofinanced by IFAD. One project was cofinanced with the Belgian

Survival Fund, which expanded the subsector coverage to include domestic water supply, sanitation and health. All projects were implemented mainly in medium- to high-potential areas in the south west of the country. A review of IFAD and Belgian Survival Fund investments in Kenya in 2001 signalled the need for a greater focus on poor rural people, in line with the National Agriculture Extension Policy of 2000. In the interests of achieving greater poverty reduction impact, IFAD decided to further concentrate its efforts in medium- to high-potential productive areas, and to a lesser extent in arid and semi-arid pockets where people face variable climatic conditions.

60. The 2002 COSOP stated that IFAD's broad goal in the country would be rural poverty alleviation and the promotion of food security. It would pay consistent attention to maintaining and regenerating the renewable natural resources that underpin the economy. It would achieve this goal by supporting community-identified and -prioritized economic and social development activities. Four broad project themes were identified: (i) conservation and land use; (ii) community empowerment; (iii) rural technology adaptation and dissemination; and (iv) promoting smallholder marketing. The four projects that followed the adoption of the 2002 COSOP included the MKEPP, SNCDP, SDCP and SHoMaP.
61. The 2007 COSOP had as the overall goal the intensification, diversification, commercialization, and value addition in the production system. It had three clearly defined strategic objectives: (i) improving delivery of services to the rural poor by strengthening the capacity of the public and private sectors and civil society organizations; (ii) increasing incomes for the rural poor through improved access to and utilization of appropriate technologies, markets and community-owned productive and social rural infrastructure; and (iii) increased investment opportunities for the rural poor through improved access to rural financial services. This third objective was brought to fruition in the design of PROFIT in 2010.
62. The 2011 CPE found that IFAD's participatory and bottom-up approaches and emphasis on community development and grassroots institution-building had built ownership at the local level and enhanced the sustainability of benefits. A number of innovations had been introduced through IFAD-funded projects and there were examples of scaling up. However, the CPE noted that innovation and scaling up were not driven by a coherent agenda but were pursued on an ad hoc basis. The CPE highlighted the highly varied nature of subsector activities financed with IFAD support in Kenya and the insufficient attention to policy engagement and partnerships with bilateral and multilateral agencies. It questioned the portfolio's focus on medium- to high-potential areas in the south west while neglecting the economic potential in the ASALs, where around 30 per cent of all rural poor people lived at that time.
63. The CPE recommended: strengthening the geographic and subsector focus on areas where IFAD has a comparative advantage, including a stronger focus on ASALs; building on the participatory and bottom-up approach but focusing efforts on commercialization and business development; adopting an explicit focus on innovation and scaling up for wider poverty impact; enhancing complementarities and synergies between lending and non-lending activities; and finally for Government to strengthen its auditing, financial and procurement systems to ensure responsible use of IFAD loan funds.⁹⁹
64. The 2013 COSOP was prepared in response to the CPE recommendations. Its particular themes were agricultural intensification, value addition, market access and sustainable NRM (see table 1 annex VII for a comparison with the COSOP 2007). Its core target group remained vulnerable smallholder farmers and agro-

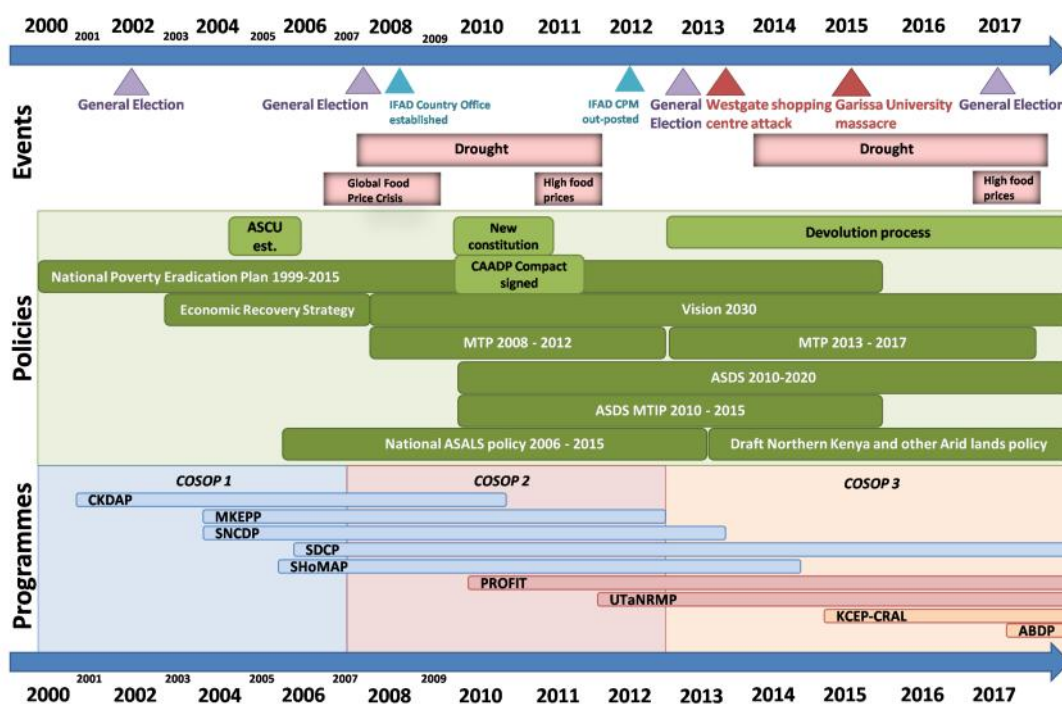
⁹⁹ The country programme had been suspended in the 1990s because of concerns over slow disbursement and poor portfolio performance (COSOP 2002, p. 8).

pastoralists, including young people and woman-headed households. The three SOs were: (i) gender-responsive, climate-resilient and sustainable community-based NRM; (ii) access to productivity-enhancing assets, technologies and services; and (iii) access to improved post-production technologies and markets. The first strategic objective specifically targeted ASALs. The COSOP envisaged innovations for scaling up, in particular NRM and climate change adaptation, but also linking pastoralists to markets and public-private partnerships along the agricultural value chain. Figure 2 presents a timeline of COSOP periods, projects, main national policies and key external factors.

65. The CSPE has developed a theory of change (annex XIII) that describes the intervention pathways for each of the SOs from the 2007 and 2013 COSOPs through programme outputs to outcomes and impact, including lending and non-lending operations, against the COSOP objectives. Three impact pathways were defined that relate to three thematic areas of IFAD’s operations in Kenya: NRM/climate change, value chains and rural finance. This evaluation assesses the results achieved within these thematic areas in terms of achieving the SOs.

Figure 2

Timeline of major policies and events over the three COSOP periods



Key points

- Kenya's population is growing by 1 million annually, and rising youth unemployment presents a central challenge to the country's development.
- The country faces critical risks around climate change, political uncertainty and terrorism. Nevertheless, Kenya is now a low middle-income country with a fast-growing and dynamic economy.
- Although poverty has decreased, 40 per cent of people in rural areas are still poor.
- Youth unemployment is high and presents a significant risk to socio-political stability.
- Agriculture remains the main source of employment and livelihoods. The sector accounts for 65 per cent of export earnings, mainly through tea. But budget allocations to the sector have fallen steadily and growth is below target.
- Devolution has been a key reform process since 2013. The policy framework in agriculture, although well-defined, has adjusted to this with new consultation mechanisms.
- Since the 2017 elections, the President has launched a new national policy agenda termed the Big Four Agenda to guide development from 2018 to 2022.
- While IFAD is major provider of international assistance (US\$376 million since 1979), its support is below the level of the World Bank, AfDB and the EU.
- IFAD has nine projects falling within the CSPE time frame: four ongoing, four closed and one recently approved. It has also provided 65 grants, the majority of which were either global or regional in scope, worth US\$155 million.
- The 2013 COSOP moved towards value chain investments, NRM, rural finance and technology transfer. It saw a reduction in broader rural infrastructure, health and water.

III. Lending portfolio

A. Performance and impact

Relevance

(i) Policy relevance

66. Strategic alignment. In broad terms, the IFAD projects covered by this CSPE reflect the Government policy agenda as it evolved during the period, as guided by the Vision 2030, the associated MTPs and the ASDS. The IFAD portfolio incorporates the centrality of the commercialization of agriculture but also reflects the greater focus on ASALs.
67. Individual projects were in general well aligned with specific subsector government strategies. The earlier projects in the period, such as CKDAP and SNDCP, were in tune with national poverty reduction plans, and in the emphasis on local-level participation and integrated development. In the later projects, the value chain interventions sought to build more commercial agriculture while still targeting poverty. For example, SDCP was developed within the contemporary livestock and dairy policies, while SHoMAP followed the MTP 2008-12, which aimed to “promote horticultural marketing models that respond to the needs of the industry”. A strong community-led focus is a significant aspect of the earlier projects (CKDAP, SNCDP), reflecting IFAD’s strength in participatory methods, while the commercialization of farmer groups is a strong feature of the later projects.
68. Geographic focus. More recent project designs have put a greater focus on the semi-arid counties (those with 30 to 84 per cent aridity) in the ASALs (figure 4 annex VII).¹⁰⁰ This is in line with the recommendations of the 2011 CPE and the 2013 COSOP, which targets agro-pastoralists located in these areas. It is also aligned with the Government’s Vision 2030 Development Strategy for Northern Kenya and other Arid Lands (2012) and the recent NPSDNKAL (2018), which are based on the premise that the ASALs have enormous untapped resources that can be harnessed to sustain resident communities and contribute to national development. However, the portfolio does not focus on the arid counties as per the 2013 COSOP, except for Kitui and Samburu in PROFIT, which was designed prior to the 2011 CPE. Nor does the pastoralist community receive the attention anticipated in the 2013 COSOP.
69. Although the geographic focus of the portfolio has changed since 2012, the level of funding (total and per county) allocated to high- and medium-potential agricultural areas and semi-arid lands (with 10 to 29 per cent aridity) is higher, owing to the increased size of projects designed since the 2011 CPE. Furthermore, the most recently designed project, ABDP, does not have an explicit ASAL although it covers eight ASAL counties with a high aquaculture potential.
70. Sector focus. The evaluation period entailed an important shift from area-based community-led projects (SNDCP, CKAPD) to sector-focused projects (in horticulture (SHoMAP), cereals (KCEP-CRAL), dairy (SDCP) and aquaculture (ADBP)). This move followed the CPE 2011 and COSOP 2013, which promoted a switch in emphasis to a commodity-driven, value chain approach with stronger private sector engagement. This reflects IFAD’s own growing emphasis on value chains, although emphasis on working with private sector actors had not been a strong feature in project design hitherto. The emphasis on NRM for the poor was also sustained throughout the period with MKEPP and then UTaNRMP.

¹⁰⁰ The Government has recently reclassified ASALs, resulting in total of 29 counties being labelled ASALs: <http://www.devolutionasals.go.ke/county-information/>.

71. Rural finance. PROFIT's main investment was to meet the low level of penetration of financial services¹⁰¹ by providing an incentive to banks to increase their agricultural lending and to diversify their services to rural areas. PROFIT also provides limited funds to be used as a line of credit by deposit-taking micro-banks (DTMs) facing liquidity problems. PROFIT also funds business support services and pilots a financial graduation programme for the most vulnerable farmers.
72. PROFIT has found itself somewhat misaligned due to timing. It was a response to the 2007 COSOP objectives but due to delays in start-up and implementation, it has found itself operating mainly under the COSOP 2013, where rural finance is no longer an explicit priority. Nevertheless, its adherence to a value chain approach through its support for the financing of different stages of agricultural production can be said to appropriately underpin the value chain projects (by attracting commercial banks and micro-lending institutions to increase their agricultural lending portfolios).
73. Financial services have been strongly aligned with IFAD and government policies for the subsector. The thinking of the IFAD 2001 and revised 2009 Rural Finance Policy, with their focus on the development of diverse, viable financial service providers that increase the long-term access of poor rural people to a wide range of financial services, is well reflected in the portfolio. At the micro level, too, projects have directed finance towards the productive potential of poor people and their organizations, while for the poorest, financial graduation and targeted savings have been followed.¹⁰² The Government's priorities are also clearly reflected, particularly in expanding rural finance outreach through a value chain approach. Regarding smallholder priorities and needs, these are also reflected.
74. For value chains, there was a close fit with both the Government and IFAD strategy. The Government's ASDS (2010-20) highlights the value chain approach as underpinning its subsector strategic focus related to market information, sustainable and competitive crop productivity, and access to markets. IFAD has placed value chains at the centre of its rural development strategy, and in the Strategic Frameworks (2011-15 and 2016-25), value chains are seen as generating opportunities for increased incomes and employment both on-farm and off-farm. Its application to Kenya matched the strong market-led business-minded nature of the country's economy very well.
75. Natural resources management. The leading projects, MKEPP and UTNMRP, directly addressed sustainable management of water, forest and land resources and had high relevance to national and beneficiary needs in terms of reducing poverty by improving access to resources through community-based plans. UTaNRMP built on MKEPP's pilot work and matched well the Government's policy reforms to reduce environmental degradation.¹⁰³
76. CKDAP and SNDCP built in water and agro-forest management and soil conservation measures, and KCEP-CRAL stresses these aspects. SDCP inculcated NRM issues to some extent (through tree nurseries and biogas), but less attention was paid to the potential for water pollution, and for negative impacts from milk disposal and effluents, as well as zero-grazing practices.¹⁰⁴

¹⁰¹ By commercial banks, microfinance institutions (MFIs), NGOs and savings and credit cooperative organizations (SACCOs).

¹⁰² SNDCP aimed to build group capacity for deposit collection through CFSAs, although sustainability and exit strategies were not considered. SHoMAP, too, aimed to increase incomes of the rural poor through improved access to and utilization of appropriate technologies, markets, and community-owned productive and social infrastructure.

¹⁰³ Including the Forest Act (2005), the Environmental Management and Coordination Act (2012) and the new Constitution, which provided an enhanced framework for NRM, including the provision that the "State shall work to achieve and maintain a tree cover of at least 10 per cent of the land area of Kenya".

¹⁰⁴ SDCP MTR.

77. Alignment with ongoing devolution. Project designs were not always well aligned to the emerging devolution processes, and they have had to be adjusted during implementation to reflect political realities, and in particular the growing influence of county governors and their administrations. Over the evaluation period, the IFAD portfolio has been faced with a major change in the role of central and local government following the 2010 Constitution. On paper the direction has been clear, but the practical problems of implementing the newly devolved government arrangements have been considerable. As detailed in the 2016 Policy document, there are a large number of actions to take place over the 2017-2020 period.¹⁰⁵
78. Devolution has been accompanied by the creation of new counties and sub-counties.¹⁰⁶ This was accompanied by the need to incorporate project activities into emerging CIDPs, and to align IFAD project priorities within the growing capacity of county budgets and staffing.
79. The ongoing devolution processes have at times made county-level coherence more difficult. Plans for county staffing support and coordination mechanisms have subsequently been disrupted by changes in county boundaries and personnel. However, based on CSPE interviews with county government staff, efforts to integrate project activities into CIDPs have been improving, for example with SDCP and KCEP-CRAL.
- (ii) Targeting strategies
80. The portfolio used clear geographic targeting criteria to identify project target areas, and each project included at least one criterion on poverty. The community-driven development (CDD) projects of CKDAP and SNCDP included more poverty criteria, including levels of food security, malnutrition, access to water and sanitation and health facilities, health status, and prevalence of HIV/AIDS. The prevalence of HIV/AIDS was a highly relevant criterion at the time when the incidence of HIV/AIDS was growing. Of the two NRM projects, UTaNRMP used a two-pronged approach mixing poverty criteria with criteria on the extent and risk of natural resource degradation. MKEPP focused more on poverty criteria that reflected the collapse of the coffee market, in an area with decreasing smallholder land sizes and productivity.
81. Geographic targeting criteria used in value-chain projects include poverty but logically put significant focus on existing and potential production levels and the availability of infrastructure for processing, market access and research. SHoMAP and SDCP stand out as value chain projects that give the highest weighting to poverty when ranking locations among other geographic targeting criteria. The finance project, PROFIT, is national and rural in scope, given that the bulk of rural men and women across the country do not have access to formal financial services, with priority given to areas with agricultural potential and a high incidence of poverty. The wide geographical coverage of SHoMAP spread resources too thinly, and a smaller and more concentrated coverage would still have provided lessons for scaling up.¹⁰⁷ KCEP-CRAL included a detailed set of targeting criteria, including poverty incidence, gender inclusiveness, climate vulnerability and specific criteria for subsistence farmers and farmers ready to graduate to commercial operation.¹⁰⁸
82. There has been tension between the objectives of commercialization and poverty targeting in IFAD's value chain approach. For instance, the geographic targeting of SDCP was based on selection of districts with a poverty incidence of 46 per cent

¹⁰⁵ Policy on Devolved System of Government, Ministry of Devolution and Planning, October 2016.

¹⁰⁶ For example, under SNCDP six new districts were created within the project area, and for SDCP, by 2011, 22 new counties had been created out of the original nine in 2006.

¹⁰⁷ IFAD 2012, Supervision April 2012 and MTR 2012

¹⁰⁸ PDR, 2013, para. 30.

- and more. However, this brought areas with high poverty levels into the programme, which proved not to be very conducive for dairy commercialization. Adoption of commercial dairy production technologies requires some level of investment from the dairy farmers, which for many “resource-poor” farmers is a challenge.¹⁰⁹ In the case of SHoMAP no such challenge was observed, given that the project did not presuppose substantial increases in investment by farmers.
83. Gender targeting has varied in quality compared to the IFAD instruments to mainstream gender in its projects over the years,¹¹⁰ but generally improved over time. The earlier projects of CKDAP, MKEPP, SDCP and to a lesser extent SNCDP relied to a certain extent on an inherent gender focus in development activities¹¹¹ rather than specific targeting mechanisms and operational measures to reach women. Although weaknesses in gender strategies were in most cases addressed during implementation, opportunities to promote gender equality to the full extent possible were missed. Gender strategies in the design of later projects (SHoMAP, PROFIT, UTaNRMP, KCEP-CRAL and ABDP) are comprehensive, covering the critical areas of gender analysis, gender-responsive targeting mechanisms and operational measures, and gender-sensitive M&E.
 84. The loan portfolio has largely followed (implicitly or explicitly) IFAD’s three-pronged approach to promote the economic empowerment of women and men, their equal voice and influence in rural institutions, and an equitable workload balance between women and men. The latter objective was not integrated into the design of SHoMAP despite the longer working hours of women compared to men being identified as a gender issue.¹¹²
 85. In line with IFAD’s more recent move from gender mainstreaming to gender-transformative approaches,¹¹³ KCEP-CRAL, ABDP, SDCP and UTaNRMP include the implementation of Household Methodologies in beneficiary groups. This methodology aims to tackle the root causes of inequalities – social norms, attitudes and behaviours – to improve gender relations and promote equal social and economic opportunities between men and women.¹¹⁴
 86. Targeting of youth. The quality of targeting mechanisms to reach youth has improved over time from very low to satisfactory. The targeting of youth was notably absent in the design of SHoMAP in 2007 following the identification of youth as a target group in the 2007 COSOP. Although PROFIT aimed to target youth, the design did not include targeting mechanisms to reach them, other than a quota for youth representation among beneficiaries. The design also lacked specific operational measures or data collection and reporting on youth. The subsequent five projects (including the updated design of SDCP) have targeted youth better, using quotas (SDCP, KCEP-CRAL) and support to youth groups (SDCP, UTNMRP, ABDP).¹¹⁵
 87. Poverty targeting. Beneficiary targeting and poverty focus have become more comprehensive. Earlier project designs primarily relied upon participatory approaches and geographic targeting to reach the project target group, including poorer and more vulnerable subgroups. It was also assumed that the demand-

¹⁰⁹ SDCP PCR.

¹¹⁰ The main instruments concern the IFAD *Gender Plan of Action (2003-2006)*, *Framework for gender mainstreaming in IFAD’s operations* (2008) and the *Policy on Gender Equality and Women’s Empowerment* (2012).

¹¹¹ Such as primary health care, drinking water and sanitation and income-generating activities from agricultural and livestock development.

¹¹² The design expected that the increase in employment opportunities would enable more women to be employed, in piece-work, with flexible working hours, which would fit in with family duties. Activities to reduce their workload, at home or on-farm, would have enhanced the project’s promotion of gender equality and women’s empowerment.

¹¹³ IFAD (2016) *Gender mainstreaming in IFAD10* <https://www.ifad.org/web/knowledge/publication/asset/39614616>.

¹¹⁴ IFAD (2014) *Toolkit on Household Methodologies* <https://www.ifad.org/web/knowledge/publication/asset/39409831>.

¹¹⁵ In line with the 2007 and 2013 COSOPs as well as the national ASDS and the subsequent *Youth in Agribusiness Strategy* (2016) that highlights the need to address youth migration from rural areas through interventions in agriculture.

responsive nature of project activities, such as primary health care, water and sanitation and small livestock production, would reach and benefit the whole target group. However, it became clear from CKDAP, MKEPP and SNCDP that better targeting mechanisms were required to reach the poorer and more vulnerable households and to avoid elite capture.¹¹⁶ Since then, more comprehensive targeting strategies have been designed in projects, with a mix of measures to reach different sub-target groups. On the whole, the relevance of these measures has been satisfactory to reach the core target group, but more mixed in reaching the poorer and more vulnerable groups.

88. For example, in addition to directly targeting dairy farmers' groups, SDCP aimed to reach poorer smallholders, in particular women, through a dairy goat scheme. It was appropriate, owing to the minimal capital investment, feed and land required to look after the goats as well as the nutritional benefits and potential for income generation. However, the updated design of SDCP discontinued the dairy goat scheme and focused solely on better-off dairy farmers already producing a surplus for market. Although this move was relevant to achieve the commercialization objective, it significantly reduced the poverty focus of the project.
89. PROFIT included relevant targeting mechanisms to reach poor men and women, including establishing partnerships with organizations already operating in target areas and targeting vulnerable groups, linking social protection to microfinance and, supporting rural savings and credit cooperative organizations (SACCOs) to improve their governance systems to enable more equitable access to financial services among members. The programme includes a financial graduation subcomponent that solely focuses on the poor, women and youth. PROFIT's design was not very clear in terms of how commercial banks under the risk-sharing modality would have the capacity and incentives to be able to reach the poor.¹¹⁷
90. KCEP-CRAL has relevant eligibility criteria to identify poor smallholders to participate in step 1 of its graduation strategy, but the criteria of subsequent steps are overly ambitious and risk excluding the poorer and more vulnerable farmers.¹¹⁸ SHoMaP's primary focus was on smallholder horticultural farmers, but it did not include specific measures to also target poorer groups in communities, besides through employment-intensive, labour-based infrastructure rehabilitation and construction.
91. The designs of UTaNRMP and ABDP include comprehensive targeting mechanisms to reach their respective target groups. Learning from MKEPP, specific measures were designed in UTaNRMP to reach the most vulnerable, for example, by waiving or varying contributions to access small grants and by using wealth-ranking during beneficiary selection. Similarly, the design of ABDP includes targeting measures to improve the inclusion of vulnerable groups such as unemployed youth, the elderly, widows/orphans and the disabled. These include providing economic opportunities, mainly in processing, to attract both men and women, as well as the vulnerable, and affirmative action to include vulnerable groups (including quotas for example).
92. Participatory and bottom-up approaches have been well integrated into the portfolio's project designs and have been instrumental in initiating dialogue with communities, understanding people's needs and identifying beneficiaries and empowering them to participate in and influence development planning and implementation. Consistent attention was placed on the participatory mobilization

¹¹⁶ IFAD 2007 COSOP.

¹¹⁷ On implementation, design of the Business Support Services (BSS) sub-component was revised to include capacity-building for the participating financial institutions to develop appropriate financial products for reaching smallholder farmers.

¹¹⁸ To graduate between steps, farmers must significantly increase the size of land under cultivation, yields and financial contributions, which seems unrealistic in the allocated time, especially considering the risk, and recent occurrence, of drought.

- and sensitization of communities and rural stakeholders by local authorities and project staff to communicate project objectives and potential activities.¹¹⁹
93. To ensure the effective implementation of these approaches, capacity building of local government staff was also included in design. In the NRM projects, participatory development planning spanned different intervention areas. For example, in UTaNRMP, the water resources users' association (WRUA) at the river basin level would be assisted to develop their sub-catchment management plans in consultation with communities dependent on the natural resources of the catchment, and community forest associations (CFAs) would be empowered to consult communities living along the margins of forest reserves to develop forest management plans.
 94. Importantly, the designs of value chain projects continue to promote open and participatory approaches during: the selection of value-chain commodities; the community-based selection of beneficiaries and farmers' groups; and the preparation of group or community action plans. Lastly, participatory market research was designed in PROFIT to develop pro-poor and gender-sensitive financial services and products that meet the priority needs of the target group.
 95. Nutrition. The country portfolio has put an increasing focus on designing nutrition-sensitive projects, in line with Kenya's national policy and action plan on nutrition and the latest policy developments in IFAD.¹²⁰ In ABDP, nutrition is included in the overall goal, development objective and at the outcome and output levels of the logframe, with corresponding indicators, including on dietary diversity for households and women. Community nutrition initiatives aim to improve the diet quality of the target group through support to fish and nutrition knowledge, provision of curriculum and training materials, and the promotion of improved nutrition through fish fairs and a school fish-feeding programme.
 96. KCEP, SDCP and UTaNRMP include indicators to measure nutrition at impact level in the logframe as well as nutrition-sensitive activities. However, the project objectives do not explicitly refer to nutrition, nor do the logframes include other indicators to monitor progress on nutrition. The design of KCEP in 2015 updated the 2013 design of KCEP into a nutrition-sensitive project. IFAD's partner, WFP, aims to support food-insecure farmers to adopt diversified livelihood coping measures. In addition, nutrition activities would involve how to plan a diversified and balanced diet and how to improve household food management.
 97. In the updated design of SDCP, nutrition activities include linking the increased availability of manure through increased livestock production to the establishment of kitchen gardens, promoting increased dietary diversity to address micronutrient deficiency, and improving nutrition knowledge, attitude and practice. The design of UTaNRMP includes nutrition in the community participatory planning process, the possibility of implementing kitchen gardens, improving household access to safe drinking water, the diversification of income-generating activities and several NRM activities that have the potential to improve nutrition (through soil fertility enhancement, improved crop varieties for soil fertility, and erosion prevention).
- (iii) Complexity of project designs
98. The need to reduce complexity of design was an important message from the last CPE and COSOP. This arose from the delays and difficulties encountered in earlier

¹¹⁹ The earlier CDD projects (CKDAP and SNCDP) and the NRM projects (MKEPP and UTaNRMP) planned poverty rural appraisals to prioritize community needs and help communities and local authorities to develop feasible community action plans (CAPs) at the focal development area (FDA) to be implemented by the project.

¹²⁰ IFAD10 (2016-2018) commitments are that 100 per cent of COSOPs and 33 per cent of projects will be nutrition-sensitive by 2018. The IFAD (2015) Action Plan for Mainstreaming Nutrition states that a nutrition-sensitive project has explicit nutrition objectives, activities and indicators. It will also have considered the impact pathway through which it can maximize its contribution to improving nutrition. <https://webapps.ifad.org/members/eb/116/docs/EB-2015-116-INF-5.pdf>.

IFAD projects in establishing and managing multiple partnerships and in working across multiple sectors (from health, water and roads to agriculture and rural finance). Three of the value chain projects have been responsive to this issue by focusing on single subsectors (dairy, horticulture and most recently aquaculture). However, the approach taken in KCEP has been different, with a much more complex design in several aspects (see box 2 below). Similarly, PROFIT has a relatively complex and ambitious design involving different credit mechanisms, nationwide coverage, and a varied range of implementing partners including NGOs, microfinance and commercial banks, and technical service providers.

Box 2

KCEP design complexity

KCEP began in 2013 as an EU-financed IFAD-managed programme targeting the maize value chain in Western Kenya. A second phase (KCEP-CRAL) in 2015 expanded the project to cover two additional value chains (millet and sorghum with associated pulses) in the more demanding ASAL areas. Three Rome-based agencies are involved (WFP providing food aid to subsistence farmers, IFAD then providing support to farmers who have potential for crop surpluses, and FAO providing technical support and training). Nine further partners were designated in the design to cover support for inputs, credit, marketing, extension, research and crop insurance.¹²¹

The project introduced a credit-in-kind system using e-vouchers run by Equity Bank through agro-dealers to help farmers obtain seeds and inputs. The system follows a graduation model – for sorghum and millet, this foresees farmers contributing 10 per cent, 40 per cent, then 70 per cent of the package costs over three seasons. The project also follows conservation agriculture principles, building farmer organizations as value chain actors, introducing a warehousing receipts system to aggregate production, as well as road spot repairs to ease access to markets. Yields were expected to double (based on the Kenya Agricultural & Livestock Research Organization research figures) in three years.

KCEP-CRAL therefore draws together several important strands that taken together arguably present a major implementation challenge – these strands include climate-smart agriculture, climate monitoring, addressing climate vulnerability, financial service provision, third-party supported inputs and research, and farmer mobilization and extension by county governments.

Funds were designated to flow through the project coordination unit (PCU) and then to the service providers and county staff directly involved in implementation. To manage the programme, a large PCU staff consisted of 25 technical staff in the Nairobi head office and three regional sub-units.¹²²

According to the PCU team, several of the above design issues have caused delays including: appointing the full PCU staffing, signing Memoranda of Understanding (MoUs) with partners, and achieving the transition rate of the graduating farmers (only 40 per cent of farmers in Eastern areas have succeeded in graduating as expected). In addition, yield responses are lower than expected partly due to drought, validated quality seed has not always been available, and a warehouse receipts bill has not been passed by parliament. The graduation of farmers receiving WFP food aid to becoming IFAD-supported farmers has not been as expected – one issue being that the location of WFP food aid farmers does not often overlap with the areas targeted for IFAD support.¹²³

The most recent mission report (Dec 2017) notes that while progress is being made in terms of outreach, there are major concerns over productivity, transition rates and low disbursement, thus resulting in an overall effectiveness rating of 3. The required multiple partnerships are being gradually established.

¹²¹ An additional five partners were identified under the CRAL window.

¹²² PDR Volume 2, p. 77.

¹²³ FAO verbal communication.

99. There were three weak elements in the approach taken to value chain design: the lack of diagnostic analyses; over-ambitious targets; and weak links to private sector actors. In terms of analysis, either a value chain diagnosis was missing or it was deferred to implementation and then performed in a poor or incomplete way.¹²⁴
100. In terms of over-ambition, KCEP-CRAL crop models appear particularly ambitious, expecting yield responses of 100 per cent in three to four years and a rapid transition to non-subsidized packages under risky semi-arid conditions. The plans to transition from WFP-graduated food-insecure farmers to farmers with commercial potential within three years appear unrealistic. Moreover, the complexity of engaging with multiple partners along the value chain was over-ambitious.
101. Ambitions were also high in rural finance. The shift from relatively minor rural finance subcomponents in projects to a major new investment in rural finance with PROFIT represents a dramatic change in IFAD's approach from 2010. The design required substantial leveraging from private banks (US\$50 million), timely coordination of support services, and strong management from IFAD's new partner in the National Treasury, if the matching investments were to occur and the level of planned outreach achieved. The complexity and high risk of this approach placed immense challenges on the very lean PCU and its service providers, and led to serious delays and the project being put in IFAD's "at risk" category in 2015.¹²⁵ In particular, the expectation that commercial banks would have the capacity and incentives to reach the poor seemed unrealistic.¹²⁶
- (iv) Coherence of project designs
102. A good measure of coherence is whether project logframes have a sound internal logic and also reflect the most pertinent external conditions affecting delivery of outcomes. In general, the balance of funding between components in projects has been sound. There are examples of components that were cancelled due to implementation problems, with funds then reallocated, but these changes have been made in pursuit of the overall objectives.¹²⁷
103. Project logframes generally reflect the strategic objectives of the COSOP, such as addressing food security, enabling the poor to have better access to markets, and emphasizing market-oriented production as a key avenue out of poverty while highlighting value addition and reductions in market inefficiencies. For NRM, too, MKEPP and UTaNRMP were in line with the COSOP emphasis on sustainable access to and the maintenance and rehabilitation of natural resources.
104. Use of group approaches was a common and coherent method adopted in all project designs for channelling project support (training, credit, grants). Groups enabled poorer farmers to aggregate produce and share risk as they moved to more commercial production models. Graduation models also assisted coherent delivery so that as beneficiaries transitioned they would receive relevant levels of support. There remain major challenges, especially in higher-risk environments

¹²⁴ SDCP design (2005) stated that a value chain analysis was conducted as part of preparation, but there is no documentation to this effect; the first supervision mission in 2007 calls for further analysis of market linkages between the key actors and the roles of private sector actors. For SHoMAP, diagnostic crop-specific analyses were to be undertaken at district level. However, the value chain analyses were undertaken by inexperienced consultants, and considered intra-district physical and value flows only, rather than a comprehensive picture of horticultural trade in Kenya.

¹²⁵ The level of effort to coordinate a complex programme like PROFIT was underestimated at design. After the lifting of the suspension and recruitment of nine project staff in August 2016, the programme was able to roll out all programme components.

¹²⁶ The MTR in 2014 found that external guarantees, such as the risk-sharing facility (RSF), had encouraged banks to engage in more lending. The "anchor" model of risk-sharing to large commercial actors expects that these would then include clients within IFAD's target group.

¹²⁷ For example, the Poverty Alleviation Initiative in CKDAP and the Innovation Fund in PROFIT.

such as in ASALs, to find ways to lift poorer beneficiaries to a more commercially focused approach.

105. Coherence with other development initiatives has been mixed. Projects such as SHoMAP complemented the Japan International Cooperation Agency UN Women and United States Agency for International Development (USAID) initiatives. However, they did not always use the analytical work e.g. from USAID to inform their design.¹²⁸ Under KCEP, design brought together a range of ASAL-related initiatives – for example, FAO’s research on ASAL, WFP’s experience, EU funding, Swedish International Development Cooperation Agency’s work with NDMA, and Equity Bank’s experience on input vouchers.
106. The designs were not always coherent in terms of their methods to engage with relevant traders or suppliers. In SHoMAP, for example, the project chose to invest in expensive market structures that absorbed 61 per cent of project costs; some of them were not adopted or used due to an overemphasis on product supply rather than on how operators would run the markets or on how traders and processors would use them. The role of private sector actors in the dairy value chain was also given less attention compared to the supply side.
107. There has been less success in linking across the IFAD portfolio itself.¹²⁹ In particular, PROFIT was to be linked to ongoing IFAD value chain projects, which made good sense, especially as these projects did not have their own credit provision nor had a limited credit programme that needed support. In general, there has been only limited follow-up since mechanisms for these links were not established.¹³⁰ However, some projects have provided financial literacy training (SDCP, UTNRMP, KCEP) to equip groups of farmers to make sound use of financial services provided by others, including banks supported under PROFIT. KCEP-CRAL also envisages including subsistence farmers in rural finance mechanisms through its e-vouchers and insurance.

Summary – relevance

108. The portfolio has been well aligned with government strategies for agriculture and the environment. It had an evolving focus that sought to track the move by IFAD from CDD to value chain approaches. Devolution processes have been partly reflected in design in terms of targeting and service provision, although only recently have newer projects been able to align with the growing county-level mandate to manage their own funding and planning. Targeting has been sound geographically and with sufficient specificity to reach certain groups, in particular women and to a lesser degree youth. Pastoralists in arid areas were not targeted. Some recent projects appear over-ambitious, and there were gaps in terms of a lack of value chain diagnosis and climate change. Overall relevance is rated as satisfactory (5).

Effectiveness

(i) Results

109. Overall there has been a good level of output and outcome delivery in the lending portfolio. Service provision has strengthened in the form of better trained extension, health and social officers. Group formation and capacity-building generally met or exceeded targets across the portfolio, as did the preparation of action plans. Environmental targets were mostly achieved in areas such as reduced

¹²⁸ PCRV SHoMAP

¹²⁹ A KCEP supervision mission noted that “there seems to be no systematic arrangement to building synergies and complementarities” between IFAD projects such as PROFIT, UTaNRMP, SCDP (KCEP supervision mission November 2016).

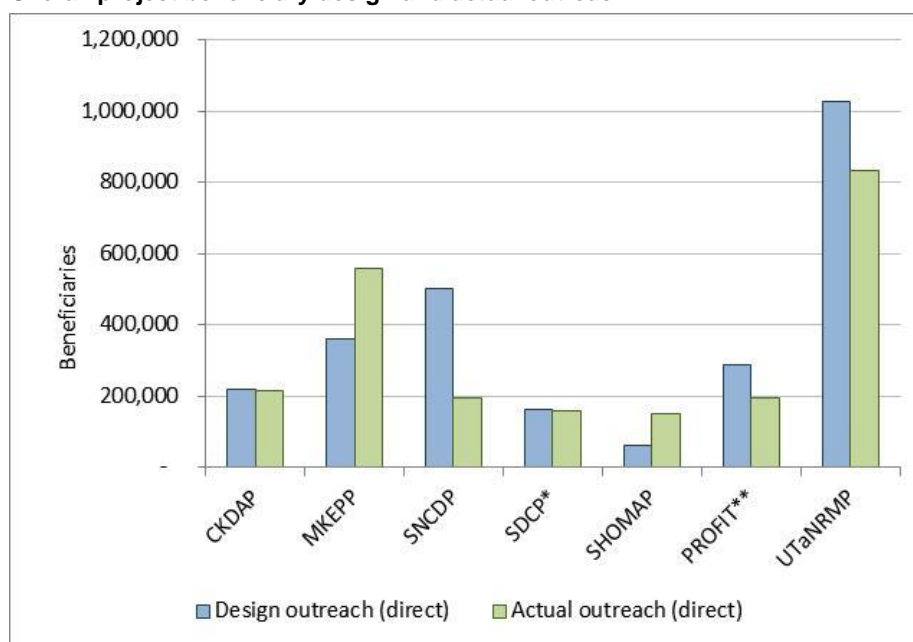
¹³⁰ A promising value chain based integrated model is being developed around Highland Creameries, involving other financial institutions (SACCOs,) for access to financial services by smallholder farmers, and building on synergies between BSS Technical Service Providers and SDCP.

pollution, forest protection and soil conservation measures. Under-achievement occurred in conducting surveys or diagnostics, and achieving transition to more commercial groups.

110. Often these outcomes occurred after a slow start-up period, followed by a rapid and strong period of delivery in the mid to late phase of the project. Performance has moved from an unsatisfactory to a satisfactory rating in the case of MKEPP, SDCP and PROFIT, for example.
111. Beneficiary outreach targets have been met or exceeded for three of the four completed projects (figure 3), and overall some 2.3 million as against a target of 2.6 million have been reached, according to the most recent assessments and the Results and Impact Management System (RIMS).¹³¹ Annex XII provides a detailed list of achievements against targets by indicator for each project.

Figure 3

Overall project beneficiary design and actual outreach



112. Results have been delivered by beneficiary groups established, supported and trained by projects in various sectors, including health, roads, water, forestry, dairy or horticulture production. Over 2,000 ha of irrigation schemes have been improved, and soil, water and forest management has also improved. The earlier projects (CKDAP, SNCDP, SDCP, and MKEPP) were broadly effective in reaching their physical targets and did so using community-based group-led approaches and action plans.
113. There were several factors that influenced portfolio effectiveness:
- Adaptation to devolution processes and involvement of/partnership with county government staff have been key. The portfolio has been implemented while devolution has been pursued. Projects that took steps to adjust implementation in order to align with the growing importance of county governments and with the increase in number of counties, continued to be effective. SHoMAP was also affected by changing ministerial portfolios, which in turn caused shifts in the key institutions, such as KFS, KWS and WSTF.
 - Continuation of projects has been helpful to effectiveness. The decision to extend projects such as with SDCP or expand them into new projects (for

¹³¹ There is a likelihood of double-counting of beneficiary outreach numbers, and to that extent the numbers may be over-estimated.

example, from MKEPP to UTaNRMP) has allowed success to be built on and modalities and technologies that proved effective to be expanded or scaled up. In contrast, new projects have faced varying levels of delay that have affected delivery of results (see Efficiency).

- Group mobilization and training have been a viable method to deliver results, provided that sensitization was done well, and groups were supported to be strong and viable institutions. Supporting registration for groups such as WRUAs and CFAs has also encouraged stability and expansion. On the other hand, the graduation or transition of groups has had mixed results, as access to credit to move to more commercial operation has not proved so easy (SDCP, PROFIT), and the early signs for KCEP-CRAL indicate as well that it is not easy to move rapidly to unsubsidized production.
- Unfavourable weather, especially drought, has affected project performance. CKDAP efforts were dampened by the failure of the long rains between 2007 and 2010 and the resulting drought. The 2011-2012 drought also had an impact, being described as the worst in 60 years and affecting 3.75 million people, causing crop failure and loss of livestock.¹³² The eastern region farmers, including those under KCEP-CRAL, have been seriously affected by the most recent drought in 2016-17, and this has affected yields and subsequent transition rates.¹³³
- Appropriate technology has had key benefits in boosting results across the portfolio, whether from saving energy, boosting production or preventing crop losses. These range from the solar electric fence in UTaNRMP that reduced the incidences of human-wildlife conflict by 96 per cent, to the introduction of biogas to boost returns to dairy farmers, e-vouchers to enable cash-constrained cereal farmers under KCEP, micro-irrigation (CKDAP), labour-saving equipment (chaff cutters), and financial products (crop insurance, warehouse receipts).

(ii) Targeting

114. The portfolio has successfully achieved a good gender balance in its beneficiary outreach. From initial gender-sensitive community sensitization, participatory rural appraisal exercises and beneficiary and group selection, projects have invariably continued to raise awareness on gender issues and use gender-sensitive approaches during implementation. Six projects (CKDAP, MKEPP, SNCDP, SDCP, SHoMAP and PROFIT) have demonstrably mainstreamed gender equality and women's empowerment and succeeded in ensuring that women represent at least 50 per cent of beneficiaries.¹³⁴
115. Interestingly, achieving a gender balance in groups in CKDAP and SNCDP often meant promoting men's participation. Before CKDAP, group activities were dominated by women, but the project managed to increase their involvement through continuous sensitization on the importance of gender equality as well as the economic opportunities afforded by group membership.
116. In PROFIT, women have mainly been reached through the financial graduation programme implemented by the NGOs CARE and BOMA and through the specialized microfinance institution, Kenya Women's' Financial Trust (KWFT). However, PROFIT has yet to develop gender and pro-poor targeting mechanisms as expected in design. Traditional financial institutions continue to use existing

¹³² PCRV, MKEPP.

¹³³ KCEP Annual Progress Report, 2017-18.

¹³⁴ Women represented: 50 per cent of 213,578 beneficiaries accessing improved primary health care services in CKDAP; 55 per cent of 196,639 beneficiaries in SNCDP; and 51 per cent of 558,145 beneficiaries in MKEPP. Women represented 50 per cent of dairy farmers and horticultural farmers and value chain players in SDCP and SHoMAP, surpassing the quotas set at design of 30 and 36 per cent, respectively. PROFIT has also surpassed its 50 per cent quota for women's participation, with women making up 79 per cent of beneficiaries to date.

approaches that do not reach the entire target group, namely poorer women and youth.¹³⁵ Therefore the programme is also piloting innovative approaches, such as bringing SACCOs on board.

117. Pastoralists have been reached to a limited extent and only through PROFIT via the financial graduation pilot.¹³⁶ The earlier projects were not designed to support this target group, and subsequently KCEP-CRAL, while targeting ASAL areas, has so far focused on cereal producers.
118. In terms of numbers alone, the portfolio has demonstrated varied outreach to youth. This is compounded by inadequate reporting on the participation of youth.¹³⁷ On the one hand, in SDCP, youth represent 20 per cent of the members of participating dairy groups, surpassing the quota of 10 per cent.¹³⁸ Sixty per cent of members of the savings groups participating in PROFIT's financial graduation programme in Kitui County are youth. Youth were also targeted directly in CKDAP and indirectly in MKEPP and SNCDP, although there were no specific needs-oriented measures – except for the School Greening Programme in MKEPP. In SNCDP, 47 per cent of members in beneficiary groups were youth. Outreach was low in CKDAP (18 youth groups trained in entrepreneurship compared to 300 planned) and in UTaNRMP.¹³⁹
119. The portfolio has consistently aimed to target people living with HIV/AIDS. HIV/AIDS considerations were mainstreamed in earlier projects, in line with the 2002 and 2007 COSOPs. Although the 2013 COSOP does not include HIV/AIDS, the portfolio through KCEP-CRAL and ABDP continues to target people living with HIV/AIDS among its core and secondary target groups as well as provides HIV/AIDS awareness-raising activities. The strongest focus on HIV/AIDS was in SNCDP because at the time of design the Southern Nyanza region had some of the highest HIV/AIDS prevalence figures in the country. Therefore, the project mainstreamed HIV/AIDS awareness and supported activities specifically to contribute to reversing the spread of the disease.¹⁴⁰ Evidence suggests that the activities were effective and contributed to improved awareness and increased testing.¹⁴¹
 - (iii) Natural resources management
120. Results have been positive in relation to NRM. The two main projects in the area of natural resources, the environment and climate change performed very well (MKEPP, UTaNRMP). They have resulted in improved access to natural resources and a growing empowerment of communities to manage these resources in a sustainable way.
121. MKEPP built successfully upon earlier GEF projects that sought to protect the Mt. Kenya ecosystem. Complementary GEF funding under MKEPP supported the rehabilitation of natural resources within the protected forest (National Park and

¹³⁵ For instance, 95 per cent of Agricultural Finance Corporation's (AFC) credit goes to men.

¹³⁶ Implemented by BOMA, in Samburu county and via the technical service provider SNV operating in Isiolo and Meru counties.

¹³⁷ In PROFIT and UTaNRMP, youth participation is not reported beyond the financial graduation programme and community empowerment component, respectively. In SHoMAP, the poor reporting of sex- and youth-disaggregated data was repeatedly raised in supervision mission reports and the MTR, and the issue remained unresolved until completion, when results were disaggregated by sex, but still not by youth.

¹³⁸ They are mainly involved in milking, milk collection, testing, the transportation of milk and inputs, commercial pasture production as well as employment in the milk bars and milk-cooling centres, and less so in dairy cattle management activities.

¹³⁹ Just 2 per cent of beneficiaries in *barazas* (or meetings) to develop community action plans (CAPs) and 7 per cent of CIGs submitted proposals for grants compared to the quota of 30 per cent. However, the project is going to commendable lengths to address this, and the latest data on youth participation show marked improvements.

¹⁴⁰ For example, through home-based care providers who provide services to people affected and participatory educational theatre and local livelihood forums that sensitize communities on social and health-related issues.

¹⁴¹ SNCDP PCR.

Forest Reserve), while IFAD funding assisted conservation and rehabilitation along five river basins outside the protected areas.

122. UTaNRMP is a scaling-up of MKEPP and is supporting the rehabilitation of 28 river basins. UTaNRMP has also continued some activities in the protected areas through support to CFAs. It has facilitated 94,550 households to have access to safe water, while 75,000 school children have safer water in schools. A total of 1,576 ha had been put under irrigation benefiting 39,400 people, while 77 water sources had been rehabilitated or developed. Environmental vulnerability has been reduced through irrigation, provision of safe water for domestic use, and installation of a solar electric fence that reduced the incidences of human-wildlife conflict by 96 per cent.
123. In both projects, there was a high level of community participation, which was mobilized through FDAs, CFAs, WRUAs, water user associations (WUAs), schools and common interest groups (CIGs). By 2017, 236 action plans had been prepared by UTaNRMP's mid-term compared to a target of 150, and this has led to improved irrigation and soil management, better access to clean water, and decreasing chemical and microbial pollution levels in waterways.
- (iv) Value chain activities
124. With respect to production,¹⁴² activities were mostly related to training on best practices and facilitating the use of improved inputs, crop varieties and livestock breeds. Activities related to markets were more diverse – training on group marketing and market scouting, infrastructure development and provision of market information.
125. The outcome of trainings on production was largely successful and led to improved supply. For instance, SDCP households were more likely than control households to have received information on all the practices being promoted by SDCP, and they were also more likely to have adopted those practices. Milk production increased as a consequence.¹⁴³ Similarly, productivity increases for some horticultural crops, such as bananas, were registered for the SHoMAP beneficiaries as a result of trainings on input use and use of improved crop varieties. A total of 873 dairy groups improved their milk productivity and efficiency, while 600 horticulture groups raised their production of marketable produce (bananas, roots, salad vegetables).
126. The effectiveness of market-related training was found to be low. In the case of SDCP, the share of households receiving information on market-related topics (59 per cent) was in general lower than for production-related and farm management topics (79 per cent). Entering the market and understanding how to expand their dairy business was still a challenge for many farmers.¹⁴⁴ In the case of SHoMAP, beneficiaries adopted improved production methods, but adoption of market-related skills (such as market scouting) was much lower. Most farmers continued to sell to the same market intermediaries at similar terms of trade as before. Most producer groups in both projects did not enter into contractual agreements with buyers.¹⁴⁵
127. In terms of improvement in infrastructure to support market-related activities, SHoMaP's activities included improvement of roads and culverts and construction of market structures to facilitate trade. The former led to successful outcomes in terms of reduced transportation costs and increased access of traders to the farm gate. However, market structures were less successful due to unfavourable

¹⁴² Findings draw mainly on the two impact evaluation studies for SHoMAP and SDCP.

¹⁴³ SDCP 3iE impact evaluation 2017

¹⁴⁴ Only some 20 per cent of SDCP groups facilitated links between members and input suppliers, and just 24 per cent facilitated linking members to milk purchasers – similar to the percentages observed in control groups.

¹⁴⁵ Although some examples in the case of SDCP were noted where dairy groups arranged contracts with SACCOs

location, devolution to counties, and lack of enforcement, among other factors. The milk bars organized under SDCP as a marketing channel to sell dairy products such as fresh milk and yoghurt were more successful.

(v) Rural finance

128. Provision of rural financial services was relatively effective when delivered as components under two projects: SHoMAP and SNCDP. For the former, rural finance support reached over 46,000 borrowers in the form of competitive grants and loans through Equity Bank.¹⁴⁶ Whether this credit line was continued is not clear.¹⁴⁷ SHoMAP also supported 80 pilot initiatives to access competitive grants that were to be replicated through loans from microfinance institutions.
129. SNCDP supported the establishment of 15 CFSAs with 22,294 shareholders, which led to more than KES 328 million of savings being mobilized, and loans amounting to KES 256 million disbursed. These loans supported the expansion of businesses, asset acquisition, improved standards of living and social status for youth, women and the productive poor in the project area. A total of 67 per cent of the population had access to financial services at project completion as compared to 45 per cent at midterm and 18 per cent at baseline. The levels of savings were also noted to have increased from 48 per cent at baseline to 56 per cent by completion. Overall, the introduction of the CFSAs led to an improved saving culture among community members, who were initially not used to saving.
130. For the major rural finance initiative (PROFIT), delays have meant that targets have yet to be reached, although recent progress has been more promising, in particular with regard to outreach to enterprises and very poor farmers.¹⁴⁸ PROFIT aimed to reach 287,750 smallholder farmers, fishers, pastoralists, women, landless labourers and youth through a risk-sharing fund, credit facility, business support services and financial graduation. By March 2018, the private financial institutions under the RSF had disbursed KES 1.1 billion, reaching 67,862 beneficiaries (58 per cent of target for this component). For business support, 23,489 smallholder farmers and 641 small and medium enterprises (SMEs) were recruited and capacity building is underway, representing a 71 per cent and 183 per cent achievement, respectively. As of June 2017, the credit facility had a total of 20,273 beneficiaries, representing only a 15 per cent achievement. Finally, the financial graduation component has already reached its target of providing 2,600 ultra-poor with consumption stipends and investment grants.
131. The assumption of PROFIT was that commercial banks have excess liquidity which can be leverage into agriculture. The revised target for IFAD funds (2016) under the RSF component to leverage commercial lending is 6.1, which means that the project intends to facilitate commercial lending of US\$41.4 million supported by the project's partial credit guarantee of US\$6.9 million. Of the two banks using the RSF to date, AFC has achieved a ratio of 5:1, while Barclay's leverage ratio is currently only 1:1.¹⁴⁹ This does appear to confound the assumption made by PROFIT that the main issue was on the demand side, when in fact it was the supply side that needed considerable attention since banks were not experienced or willing to lend in the sector.¹⁵⁰

¹⁴⁶ According to the MTR in 2012, a guarantee risk-sharing fund of KES 2.5 million was deposited with Equity Bank under Kilimo Biashara (a national Agribusiness initiative).

¹⁴⁷ The PCRV did not confirm these results or whether any outstanding balance was refunded to the Treasury by Equity Bank with approval by IFAD.

¹⁴⁸ Severe delays caused PROFIT to be rated a problem project for nearly three years (from June 2014 to March 2017), and low disbursement caused the cancellation of the Innovation Facility post-MTR. Implementation of value chain activities only started in 2017, through two financial institutions (Barclays and AFC) rather than the four originally planned.

¹⁴⁹ AGRA Combined IPPT BSS & RSF Report, March 2018.

¹⁵⁰ According to interviews with AGRA, the PROFIT service provider for RSF and BSS,

132. The second PROFIT credit line component has also shown weak performance. Portfolio at Risk (PAR) rates for the four microfinance banks (MFBs) are alarmingly high, and deteriorating in the case of SMEP.¹⁵¹ Table 2 annex VII provides a summary of the available data. The evidence indicates poor performance of the agriculture loan product and deteriorating loan portfolio quality.¹⁵² The MFBs reported a variety of weak practices that affected performance.¹⁵³
133. A loss of critical sequencing effectively led to MFBs lending to clients outside the target group.¹⁵⁴ It was expected that the Business Service Support (BSS) subcomponent would help participating banks in the RSF and MFBs in the Credit Facility subcomponents to provide tailored products to the PROFIT target group and increase access to finance. Yet BSS only effectively started in 2017, while the credit facility had already on-lent all resources to the MFBs as of April 2013.¹⁵⁵ This emphasizes the need for capacity-building inputs to either precede or accompany the delivery of either RSF or CF, to ensure that the partner financial institutions have the correct strategies and product offerings in response to the needs of the identified agricultural value chains.
- (vi) Institution building
134. Group formation has been the strongest area of institution-building success. Across all projects, there has been effective delivery of services and increased production and conservation outcomes through groups. This is particularly the case when existing groups are supported – for example, dairy groups that started as bee-keepers in SDCP, vegetable producers in SHoMAP, and conservation groups, CFAs or WUAs in UTaNRMP. Ownership has been strong where community planning methods have been used. Building on local knowledge has also encouraged more ready adoption of technologies – for example, dairy farmers upgrading existing local breeds with artificial insemination (SDCP), and modern hives replacing traditional ones in beekeeping and upgrading of local goats and poultry through cross-breeding, as opposed to the direct introduction of new and expensive breeds (CKDAP).
135. Group registration (such as with local cooperative offices) has been a critical step to ensure that groups have recognition, work in a more disciplined and collective manner, and can receive better market prices, especially when they obtain Bureau of Standards certificates.
136. Adjustment to devolution processes during implementation meant that projects moved to increasingly support devolved structures. For example, in CKDAP, the PCU was relocated from Nairobi to Nyeri and new structures were created at the divisional and area levels to facilitate integrated development of different sectoral activities and to improve participation of the target group in project planning, budgeting, implementation and evaluation.¹⁵⁶ Nevertheless, as noted in the review

¹⁵¹ The MFBs have all repaid the first two tranches of instalments on the credit line loans. However, FAULU, SMEP and KWFT still report utilisation of PROFIT funds outside the set targeting criteria, and, according to available data, FAULU, Rafiki and SMEP are not fully using the credit facility for PROFIT targets. PROFIT Supervision Mission Report, October 2017. Para. 30.

¹⁵² Only KWFT was able to build its agriculture loan portfolio and maintain a healthy portfolio; FAULU and SMEP performed poorly both in agriculture loan portfolio build-up as well as in its quality. SMEP confirmed a write-off of KES 21 million in bad debts under its agriculture loan portfolio. RAFIKI disbursements and loan portfolio size were impressive in 2016, but the PAR at 76 per cent wipes out any gains made.

¹⁵³ SMEP disbursed loans without a clear focus of target client and agribusiness product; its classification of these loans and reporting were also not done properly. FAULU loans under PROFIT were disbursed to village groups, classification of loans was not done, and its current shift in institutional focus from productive to consumer lending adversely affected accurate reporting of the agribusiness loan portfolio. RAFIKI's poor loan performance is directly related to a collapsed business anchor model with New KCC and Mobi Pay.

¹⁵⁴ PROFIT Supervision Mission Report, October 2017. Para. 38

¹⁵⁵ According to one KWFT project officer, PROFIT barely provided guidance on targeting issues, leaving the activity up to the discretion of individual MFBs.

¹⁵⁶ PCRv, CKDAP.

of the earlier COSOP 2007, capacity-building results were affected by the transfer of many staff as a result of devolution.¹⁵⁷

Summary – effectiveness

137. Overall, effectiveness is very mixed, with strong group development and production increases. NRM projects have resulted in improved access to natural resources and a growing empowerment of communities to manage these resources in a sustainable way. Value chain-related activities have contributed to increased productivity of crops and livestock, but the activities related to marketing and processing were less successful. Expected synergies between PROFIT and value chain projects have so far been limited. Rural finance results have been delayed and though now rapidly progressing, the quality of the lending portfolio has been of concern and success in reaching the IFAD target group mainly undocumented. Outreach to women was good throughout the portfolio and HIV/AIDS was mainstreamed. Youth and pastoralists were not targeted and outreach was limited as a result. Effectiveness is therefore rated as moderately satisfactory (4).

Efficiency

138. This section examines three areas of efficiency: project management, fund disbursement, and economic rate of return.
139. Management costs. Actual management costs have exceeded the planned allocations for all projects, although the proportion of funds spent on project management costs has fallen from a high of 35 per cent in the earliest project reviewed (CKDAP) to less than 20 per cent for the recently closed horticultural project (See figure 7, annex VII). For the closed projects, higher-than-expected management costs were attributed to duplication of coordination structures in CKDAP, the need to match allowances prevailing in the Government, and increased fuel prices (MKEPP), and poor planning of annual workplan and budget (AWPB) activities and project extension (SNCDP). In SHoMAP, while there was not a huge increase in management costs vis-à-vis total project costs, the project did spend 137 per cent of its allocated project management cost on this category. This increase is attributed to conceptual challenges on value chains necessitating outsourcing, under-staffing, weak contract management, and long distances for supervision.
140. Ongoing projects with PCU headquarters outside of Nairobi (SDCP and UTaNRMP) are overall progressing well, with management costs not exceeding more than 6 per cent of allocated costs.¹⁵⁸ PROFIT has a much lower allocation of management costs at (re)design vis-à-vis other projects – 4 per cent compared to all others, which range between 10 and 22 per cent – due to its location in Nairobi, and limited need for extensive infrastructure. However, its actual management costs have been relatively high, largely due to slow implementation.
141. Staffing issues. Two specific issues affected project staffing: high staff turnover and under-staffing. Factors contributing to staff turnover included the terms of service in MKEPP and no top-up allowances in PROFIT. Under-staffing was acute in early periods of projects such as SNCDP, or found in implementing agencies in SDCP, conceptual challenges for the PMU to understand value chains in SHoMAP, and overlapping staff duties due to the PROFIT's embeddedness in the National Treasury.
142. Disbursements. Many projects accelerate their disbursements in the second half of the project life cycle, which is a poor indicator of efficiency. Overall disbursement

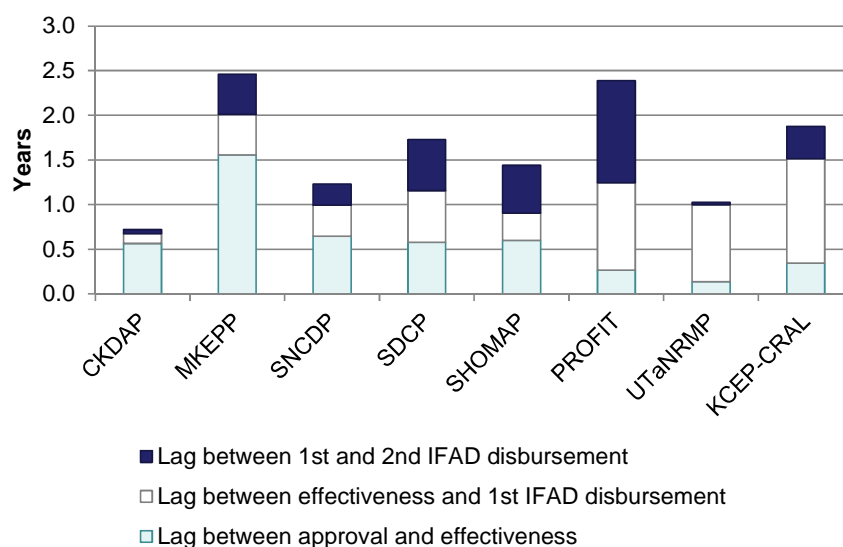
¹⁵⁷ COSOP 2013, Previous COSOP results framework comments, Appendix IV.

¹⁵⁸ In the case of SDCP, increased management costs relative to actual programme costs are still only 66 per cent of re-allocated costs in Project Year 11 of 13. UTaNRMP is also well within its allocated management costs, with half of its allocated expenses used in Project Year 6 of 8.

of IFAD resources shows that, among the closed projects, none had reached 50 per cent of disbursement by their respective midterms. Among the ongoing projects, only UTaNRMP breaks free from this trend, with 67 per cent of its loan disbursed by Project Year 4 of 8 (figures 8 and 9, annex VII).

143. The time lag between project approval and project effectiveness has generally improved from older to newer projects, from six months (or over a year and a half in MKEPP) to three months or less in PROFIT and UTaNRMP.

Figure 4
Effectiveness gap for evaluated projects



144. Nonetheless, this trend has deteriorated when considering the time gap between effectiveness and first disbursement. Projects prior to PROFIT all had delays of less than six months, while PROFIT, UTaNRMP and KCEP-CRAL all had delays of between one year and 18 months. As a proportion of the actual length of the older projects, they represent between 1 and 4 per cent of total project time. In comparison, for recent projects the gap is significantly higher, between 11 and 16 per cent of total project time. Slow start-up issues impacted projects in different ways, such as late funding flows or staffing recruitment delays. In SDCP, flow of funds, Authority to Incur Expenditures (AIEs) and election violence were the negative issues. In the case of PROFIT and UTaNRMP, staffing issues were the principal cause, such as searching for a financial controller in PROFIT or recruiting the PMU staff in UTaNRMP (as they were for KCEP-CRAL too).
145. The slow issue of AIEs has begun to improve. This was a concern raised in the last CPE and relates to the fact that PMUs cannot spend funds until the supervising government authority delegates permission to spend funds to the PMU, usually the Project Manager. For CKDAP, the slow issue of AIEs effectively subtracted three months of implementation per fiscal year, cumulatively representing two years of no implementation. For SNCDP, too, AIEs were released late in at least four years, severely affecting budget releases and therefore implementation. Delays in disbursements also affected MKEPP, where both the initial IFAD deposit and the GEF funding¹⁵⁹ were received late, and SDCP, where the line ministry has been slow to release AIEs to the counties and almost five months of the fiscal year are lost.
146. PROFIT has seen a different approach to AIE issues. After severe delays when AIEs had to be approved by the Treasury director or another department or ministry, in 2017 the Project Coordinator received the AIE directly, very late in the project

¹⁵⁹ GEF funding was received four years after the start of the project.

cycle. By October 2017 this AIE designation had seen positive results, with increased expenditure. UTaNRMP (and KCEP) have also learned from previous AIE issues, and have modified procedures to allow for a more effective flow of funds. To date, AIEs have not been reported to be a cause for problems.

147. Economic rate of return (ERR). While all projects aside from CKDAP did an ex ante ERR analysis, no projects assessed their ERR at completion. This is a significant gap given the importance of such an analysis for value chain projects. While in most cases beneficiary outreach was higher than planned, spreading potential economic gains, the near-universal extension of projects by an average of 1.8 years also reduces the economic impact of the projects. It is also noteworthy that projects from SDCP onwards had ERRs of 20 to 22 per cent compared to CKDAP and MKEPP ERRs of 8 to 10 per cent.
148. Cost per beneficiary. Value chain projects present the highest cost per beneficiary (between US\$132 and US\$211) due to the relatively smaller number of beneficiaries reached in comparison to the rest of the portfolio.¹⁶⁰ The project with the highest cost per beneficiary compared to design was SNCDP, fueled by its low outreach figures against targeted beneficiaries. PROFIT presents a low cost per beneficiary mainly due to the implementation delays of project subcomponents that would have leveraged a high amount of domestic financing for the project. The projects that kept closest to their estimated cost per beneficiary at design were the early CKDAP and MKEPP (table 3, annex VII).

Summary – efficiency

149. The portfolio has seen some improvements in efficiency, such as recent efforts to tackle the structural limitations that AIEs imposed on projects, or reduced time lags between approval and entry into force. Exogenous factors that impacted project efficiency, such as devolution or rising prices, were outside of project control. Yet because of the time lags between effectiveness and disbursement, the generally high management costs and the staffing issues, efficiency is rated as moderately unsatisfactory (3).

Rural poverty impact

150. The rural poverty impact criterion is assessed for MKEPP, UTaNRMP, SDCP, SHoMAP, CKDAP and SNCDP. These projects have conducted both quantitative (household survey) and qualitative (focus group discussions and interviews) studies as part of the impact assessment (IA).¹⁶¹ However, only two had used a comparison group (counterfactual) – the SDCP IA, which was commissioned by IFAD's Programme Management Department and the Government; and the SHoMAP impact evaluation, which was commissioned and conducted by IOE. The other IAs have assessed only the contribution of the projects to the economic changes in the lives of their beneficiaries; therefore, it cannot be stated with certainty that observed changes were a result of IFAD-supported projects alone.

(i) Household income and assets

151. Overall, the economic impact of the portfolio on the beneficiaries has been positive. The IA studies used a mix of income, expenditure and assets as variables to assess the economic impact of projects on their beneficiaries.
152. Household incomes. The effect of the projects' interventions on beneficiary household incomes was found to be positive. As shown in table 4 below, income changes ranged from 14 per cent in the case of UTaNRMP to 30 per cent in the case

¹⁶⁰ It should be noted that the SHoMAP impact evaluation did not calculate cost per beneficiary due to double-counting of beneficiaries.

¹⁶¹ CKDAP PCR, June 2011; MKEPP Impact Assessment Final Report, May 2012; SNCDP Impact Assessment Report, July 2013; Impact evaluation of the smallholder dairy commercialization programme in Kenya, October 2017; SHoMAP Impact Evaluation draft report, July 2018, IFAD IOE; UTaNRMP Impact Assessment Survey Final Report, April 2017.

of SHoMAP. Income increases were not limited to producers alone, as demonstrated by MKEPP: While income from horticulture witnessed a rise from 29 to 51 per cent for the producers, incomes from agricultural employment and for small agribusinesses increased by 6 per cent each. Proxy indicators for income, such as household expenditure in the case of CKDAP, also showed increases of up to 70 per cent. A caveat here is that the income increases are expressed in nominal terms and to that extent they include inflationary effects, which overstates their effect in real terms.¹⁶²

Table 4
Change in household incomes for selected projects

<i>Project</i>	<i>Nature of change</i>	<i>Direction and magnitude of change (beneficiaries)</i>
UTaNRMP	Between baseline and endline for beneficiaries only	+ 14%
SHoMAP	Between treatment and control groups at endline	+ 30%
MKEPP	Between baseline and endline for beneficiaries only	+ 22%
CKDAP*	Between baseline and endline for beneficiaries only	+ 70%

*household expenditure used as a proxy for income.

153. Household assets, productive or non-productive. Similar to the results of income changes, results of changes in assets at the household level also revealed positive effects. One such effect was improved quality of beneficiaries' housing. Analysis of the wealth index created as part of the IA of the SNCDP showed that the number of households owning assets increased by 14 per cent and 16 per cent in the second and the third quartiles, respectively.¹⁶³ The proportion of beneficiary households living in temporary housing (based on type of roofing used) decreased for both UTNRPM¹⁶⁴ and MKEPP. Beneficiaries also increased their livestock, as in the case of SDCP: Beneficiaries owned 0.5 cattle head more than non-beneficiaries. SDCP also reports that 25 per cent of targeted dairy farmers have invested in environmentally friendly and climate-smart systems, as well as labour-saving devices such as biogas and energy-saving stoves. The CSPE telephone survey, however, shows low use of biogas across the sample at 2 per cent, and zero-grazing at just 13 per cent (see figure 10 annex VII).

Table 5
Change in household assets for selected projects

<i>Project</i>	<i>Type of change</i>	<i>Magnitude of change</i>
UTaNRMP	No. of households owning assets as compared to baseline	+14% (2 nd quartile) +16% (3 rd quartile)
UTaNRMP	Proportion of beneficiary households living in temporary housing	11% (baseline) 4.2% (endline)
MKEPP	Proportion of beneficiary households living in temporary housing	21.8% (baseline) 8.2% (endline)

154. The positive economic effects were mostly driven by production-side interventions, and less by market-side activities. The interventions driving higher productivity

¹⁶² For instance, the IA report of the CKDAP cautions that while consumption expenditure increase in nominal terms was 70 per cent, in real terms it only amounted to a 10 per cent increase in five years.

¹⁶³ Each quartile represents 25 per cent of the population. The wealth index was created and divided into four quartiles, the first quartile representing the lowest wealth score, the second quartile the second lowest and so on.

¹⁶⁴ In specific terms, the proportion of households using corrugated metal as roofing material had increased from 70.1 per cent at baseline to 81.2 per cent.

included training provided by projects and the adoption of improved crop varieties and livestock breeds. In the case of SNDCP, inputs for crop and livestock production deriving from improved availability and access to extension services were one of the reasons for increased incomes. For projects with a prominent value chain focus, i.e. SHoMAP and SDCP, besides increased production, economic changes were also attributed to market-side interventions: lower transportation costs and higher prices, respectively.

(ii) Human and social capital and empowerment

155. This includes an assessment of the extent to which individuals were empowered through improved access to information and to services, for example inclusive financial services. It also looks at the empowerment of grassroots organizations and institutions and changes with regard to social cohesion and conflict management.
156. Community empowerment. The outcomes with respect to group cohesion and empowerment were mixed. All projects had some element of training in improving group dynamics. UTaNRMP successfully built capacities of grassroots organizations such as the WUAs, CFAs and CIGs on governance and management of grants. Groups visited by the CSPE team were functioning satisfactorily.
157. While capacity-building activities were generally viewed as positive by beneficiaries, there was limited time to make these activities sustainable. Yet time was important to help people see the importance of collective action through mutual cooperation. The MKEPP IA report states that the capacity-building of WRUAs had been successful, and their ability to carry out their roles in water catchment, management and conservation was well demonstrated, but more time was required to enable the WRUAs to grow and to carry out their mandate. For the groups that were formed last, MKEPP could not provide the interventions the communities had demanded since their period of engagement with the project was too short.¹⁶⁵
158. Group cohesion. Improved group cohesion has led to a reduction in social conflicts. One reason was the training imparted on leadership skills and conflict resolution mechanisms, which consequently enhanced the cohesiveness of the groups and reduced conflicts. For instance, the IA of UTaNRMP showed that 60 per cent of the respondents did not experience water conflicts in their area after WRUA formation and interventions. In areas where conflicts emerged, they were mainly resolved through leaders and the WRUAs. In the case of SNCDP, 62 per cent of the respondents were satisfied with conflict resolution mechanisms.¹⁶⁶
159. In other cases, creating understanding among users of natural resources of their varying needs helped reduce conflicts. The MKEPP, through exchange visits and learning between upstream and downstream users of rivers along the river course, helped build cooperation and reduced conflicts between the communities.¹⁶⁷ The IA study showed that the majority of the respondents did not experience water conflicts in their area.
160. In some cases, group cohesion had been undermined by negative group dynamics. For example, in SNCDP, insufficient support from the community leadership and negative attitudes towards the cooperative model have limited the impact of community groups established for water management and maintenance of the irrigation facilities.¹⁶⁸ In the case of CKDAP, local opinion leaders provided conflicting information to communities on the level of financial and material support, leading to mistrust and low community participation.¹⁶⁹

¹⁶⁵ MKEPP, IA, p.83.

¹⁶⁶ SNDCP, PCR, p. 57.

¹⁶⁷ MKEPP, PCR, p. 58.

¹⁶⁸ SNCDP, PCR Digest.

¹⁶⁹ CKDAP, PCR, p. VIII appendices.

Box 3

Conflict over water results in collaboration: The case of the Lower Rupingazi WRUA

Before the formation of the Lower Rupingazi WRUA, there was a severe conflict among upstream and downstream communities along the Rupingazi River and its tributaries. Upstream communities were over-abstracting water from the river and diverting the streams to irrigate their expanding farms, while the downstream communities were receiving less and less water. A cholera outbreak in 2000 was exacerbated by the fact that untreated sewage was directed into the same river that the water vendors were using to supply water to fresh vegetable sellers in Embu town. The community held a demonstration at the District Water Offices and the idea of a WRUA was born, making the Lower Rupingazi WRUA one of the oldest WRUAs in the country. After the operationalization of the Water Act of 2002, the WRUA was registered under the Societies Act.



Lessons from the Rupingazi WRUA have assisted the Government to refine the rules and regulations for WRUAs and to share best practices with upcoming WRUAs. For example, initially the WRUA covered only 63 km², but after the review of the regulations, several smaller WRUAs were merged to meet the minimum of 100 km² size for a single WRUA as per the guidelines. The institutional capacity-building provided, first during

MKEPP and later during UTaNRMP, enabled the WRUA to fulfil its mandate, including managing conflicts among water users, rehabilitating degraded sections of the sub-catchment, implementing spring protection and irrigation schemes, and establishing and implementing a water-rationing regime, especially during the dry season. The user fees charged to households and institutional users, such as Kangaru High School and the Isak Walton Hotel, are used to cover operational and maintenance costs. The WRUA has plans to initiate income-generating activities to diversify its sources of revenue and enable the members to implement a wider range of activities in the sub-catchment.

161. Financial empowerment. Increased access to financial services was an important feature of some projects. There were positive outcomes in this regard, leading to a culture of savings and loan uptake, as in the case of the CFSAs introduced under the SNDCP. Some 67 per cent of the respondents to the impact study conducted by the project indicated that they had access to financial services. The levels of savings and uptake of loans were noted to have increased significantly.¹⁷⁰ One outcome of this was that mobilization of finance through traditional Chama ("merry-go-round") decreased from 52 per cent to 27 per cent at mid-term.

Table 6

Indicators of financial empowerment related to SNDCP beneficiaries

Variable	Magnitude of change (% of beneficiaries)	
	Baseline	Endline
Access to financial services	18	67
Level of savings	7	56
Uptake of loans	25	42
Participation in merry-go-rounds	52*	27

*At project mid-term.

Source: Impact Evaluation Report of SNDCP.

¹⁷⁰ IA, SNDCP, p. 45

162. However, as noted under Sustainability later, these positive results for CFSA have not proved durable in many instances. Elsewhere, while financial literacy increased beneficiaries' awareness of various sources of finance, and to that extent there was a level of empowerment, they relied heavily on members' dues. A case in point is the SDCP, where results of the IA showed that while beneficiary groups as opposed to non-beneficiary groups were far more likely to obtain financing from a wider range of financial institutions,¹⁷¹ 93 per cent also stated that they still relied on member dues. Similarly, for UTRNMP, the IA found that 10 per cent of households had accounts with MFIs, 41 per cent with SACCOs and 48 per cent with savings groups.
163. One reason for less-than-desired credit uptake was that groups were discouraged by the high interest rates charged by financial institutions and were not confident about the prospects of accessing loans through them, as they feared losing their property. This was further confirmed by the CSPE telephone survey, which confirmed that lack of financial services was the major hurdle to increase commercialization (see annex X).
- (iii) Food security and agricultural productivity
164. Agricultural productivity. Increasing agricultural production was a central tenet of all projects in the portfolio, and it was the most important reason for increases in household incomes and assets. Changes in productivity occurred for a host of reasons: training, field demonstrations, improved crop varieties and livestock breeds, and the introduction of new technologies such as banana tissue culture. In the case of SDCP, a key objective of agricultural extension was to increase farmers' knowledge about agricultural practices, which in turn could have an effect on productivity. The programme targeted dairy-farming productivity through grants, trainings, field days and demonstrations. The beneficiaries raised milk production from an average of 4 litres per cow per day to 10.6 litres, as per the IA.
165. For the UTaNRMP, the IA showed changes in yields of four main crops, as presented in table 7 below. Although the production levels achieved were lower than targeted, there were improvements from baseline levels for some crops, such as sweet potatoes, while others showed very little change (beans, bananas). Some of the main reasons for increases were adoption of improved crop varieties and crop technologies. In addition, improved crop productivity was a result of adoption of soil and water conservation technologies. Farmers reported increased milk production as a result of adopting improved cattle and goat breeds, which also contributed to improve incomes. The qualitative surveys revealed substantial increases in cattle milk production, from an average of 3-5 litres to 8-10 litres per day, and goat milk increased from an average of a 0.25 litre to 1 litre. However, this is anecdotal evidence only, and these results may not be reliable.

Table 7

Average yields of selected crops for UTaNRMP beneficiaries

<i>Crops</i>	<i>Average area under cultivation (ha)</i>	<i>Production at baseline (tons/ha)</i>	<i>Targeted production at mid-term (tons/ha)</i>	<i>Achieved production at mid-term (tons/ha)</i>
Beans	0.88	8.2	8.61	8.3
Green grams	2.78	8.4	8.85	8.7
Sweet potatoes	2.43	3.5	14.2	9.3
Bananas	0.85	38	39.9	38.6

Source: Impact Assessment Survey, UTaNRMP

¹⁷¹ 14 per cent vs. 1 per cent from MFIs, 55 per cent vs. 43 per cent from different types of local credit and savings groups, and 5 per cent vs. 1 per cent from commercial banks.

166. The impact evaluation (IE) results for SHoMAP were presented for four crops and are presented in table 8 below. The results show changes in variables of interest after implementation of the SHoMAP using “average treatment effects on the treated” (ATT), i.e. average changes in values for programme participants only.¹⁷² Yields were greater in beneficiary households for bananas and Irish potatoes, and the results are statistically significant. For sweet potatoes, yields in control households were greater but the results are not statistically significant. Focus groups revealed that this was likely a result of training on better agricultural practices received by beneficiaries, including use of better variety of seeds or planting materials, soil preparation, use of certified fertilizers, crop rotation and improved small-scale irrigation. Focus group discussions held with beneficiaries who were encouraged to cultivate bananas reported an increase in productivity which was due to the introduction of varieties produced through tissue culture. The new variety has a lower production cycle (18 months) than traditional bananas (24 months), it is less prone to pest attack and, what is considered more important by farmers, it can be stored for about two weeks after harvest (traditional varieties are more perishable).

Table 8

Average effects of the project on yields (kg/acre) of individual crops for SHoMAP beneficiaries

	<i>Banana</i>	<i>Sweet potato</i>	<i>Irish potato</i>	<i>Cabbage</i>
ATT ¹⁷³	4,040.39**	-315.94	2,220.93**	1,411.68
standard error	(1,969.96)	(230.57)	(1,058.71)	(8,590.84)

Significance levels: *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

167. Productivity levels have risen for targeted crops or livestock products; however, marketing of surplus has been less effective.¹⁷⁴ For example in SDCP, where training on marketing was less prevalent, processors were not always well connected with producers, and selling to the public and to local buyers (called “hawkers”) remain the most popular channels even in the more advanced “Mode 3” groups (figure 5, annex VII). For SHoMAP, the failure to complete the planned marketing infrastructure or to set up the price information systems inhibited sales of the substantially increased volumes of produce. Although the grant-funded pilot initiatives including such improvements as greenhouses were well received, they were only partly effective: 51 per cent were not operational at project close according to the IE report.
168. For CKDAP, according to the household survey, maize production saw an increase from 389 kg/acre in 2006 to 489 kg/acre in 2010. But the survey report adds that the increase was very unevenly distributed across project-supported households and areas. Under MKEPP, soil and water conservation, water harvesting, and the introduction of improved planting materials had a positive impact on agriculture productivity in the project area. Farmers who adopted soil and water conservation techniques reported increased crop yields (65 per cent reported increases in food production). Through the soil and water conservation measures adopted on 16,483 farms, most reported on average a 65 per cent increase in agricultural productivity.¹⁷⁵
169. SNCDP’s activities led to: improved capacity for growing and using traditional and drought-tolerant crops; improved knowledge, skills and inputs available to increase

¹⁷² ATT is the average gain from the programme for programme participants and is denoted as:

$E[Y1 - Y0 | P = 1] = E[Y | P = 1]$ where: $Y0$ = value of Y if person is *not* treated; $Y1$ = value of Y if person *is* treated; $P = 1$: Individual was treated.

¹⁷³

¹⁷⁴ A more detailed analysis of agricultural productivity is undertaken in the section on Rural Poverty Impact later in the report.

¹⁷⁵ CKDAP, PCR p. 38.

livestock productivity; and increased production of high-value crops. The average number of households engaged in crop farming was 94.6 per cent and 92.5 per cent during benchmark and completion, respectively, a slight decrease only. The main reasons for not engaging in crop farming identified by respondents were lack of access to land, followed by land not being arable. On lands that were farmed, yield increases were mixed. Production increase in the case of livestock was more pronounced – growth was prevalent in the case of indigenous cattle, exotic/cross goats, chickens, indigenous sheep and goats, and exotic crossbreed cattle, although beef cattle and exotic/cross sheep showed a decline in production.¹⁷⁶

170. Food security generally improved as a result.¹⁷⁷ Beneficiaries had access to more diverse dietary sources, as in the case of both SDCP and SHoMAP, where beneficiary households were more likely to have a more diverse food basket, especially foods with higher levels of animal and vegetable proteins, and lower levels of tuber and fruit consumption.
171. Nutrition. The effect of food security on improved nutrition was a clear outcome. For example, increased production and improved access to water also led to improved household nutrition, as beneficiaries increased consumption of the foods that were obtained from their farms/own produce. In the case of UTaNRMP, farmers reported improved nutrition as a result of taking goat milk, which is more nutritious and easier to digest (especially by children), has higher calcium content and low iron content and is also rich in vitamins. For MKEPP, improved access to water led to the large majority of the households reporting positive results in nutrition/ household diet (64 per cent), availability of food (68 per cent) and affordability of food (56 per cent) as compared to the period before the project.
172. On the other hand, there are notable exceptions to improvements in food security. For CKDAP, as per the household impact survey, the number of households experiencing at least one hungry season had actually increased in 2010 compared to 2006. The PCR noted that the intervention in food security concerning drought-resistant crops was unsuccessful in producing the intended benefits during the persistent drought in 2008 and 2009. As a supervision report in 2010 noted, the project had not been able to develop a comprehensive intervention strategy aimed at crop diversification to ensure food security in the ASALs, thus reducing the effectiveness of the food security intervention. Similarly, for SNCDP, a comparative analysis showed a negligible increase in the average number of households consuming three meals a day, from 63.1 per cent at benchmark to 64.2 per cent at completion.
- (iv) Institutions and policies
173. Impact on policies. The majority of evaluated projects did not have specific activities to influence policy. In the case of SDCP and SHoMAP though, activities to contribute to policies were part of the project components. For example, one of the activities undertaken by SHoMAP was to support the development of an improved horticultural subsector policy and legislation framework. Accordingly, the project provided for a grant of US\$500,000 towards these envisaged support functions to the ASCU and a draft “National Horticultural Policy” document was developed through a participatory process involving a wide range of stakeholders. The Policy, which provides a framework for the horticultural subsector and improved regulation of the sector, has been promulgated.
174. SDCP had support to policy and institutions as one of its components. The major impact of the component was creation of awareness among the stakeholders of the need for conducive policy and legal frameworks for the dairy subsector. This was

¹⁷⁶ SNDCP, PCR, p. 62.

¹⁷⁷ The IAs used a variety of methods to assess changes in the food security of beneficiaries as a result of project interventions, using indicators such as levels of nourishment, diversity of sources, and access to food.

achieved through the following: (i) Dairy Industry Policy and Bill, both of which were approved by the Cabinet; a draft Livestock Feedstuff Policy and Bill, which is with the Attorney General for submission to parliament; Strategic Plan for Central Artificial Insemination Station; and Animal Breeding Policy and Bill, with the policy finalized while the bill is being prepared; (ii) strengthening and upgrading the Dairy Training Institute; (iii) support to the Kenya Dairy Board in terms of stakeholder needs analysis, branding of milk bar premises and upgrading of the Board's website; and (iv) support to the Department of Veterinary Services.¹⁷⁸

175. Impact on institutions. The results on institution-building were mixed. Although capacities of government institutions were built through staff training, the paucity of staff (especially after the devolution process) coupled with their transfer to newly formed counties resulted in less-than-desired outcomes. In the case of grassroots organizations, while their capacities were built, there is mixed evidence of the extent to which they were transformed into more permanent formal structures. M&E records capture the delivery of training in terms of type, coverage, recipients, etc. However, there is limited assessment available of the results achieved. For example, impact studies often provide the results of farmer or group training,¹⁷⁹ but there is little evidence on the effects of training on the performance of public officials or private sector actors.
176. Lack of formal recognition or status of the community-based organizations was one of the most important reasons for their failure. SHoMAP helped develop market management committees to manage the day-to-day functioning of the market structures constructed or rehabilitated by the project. However, these committees did not have the desired authority to manage the markets, largely because the counties formed under the devolution process had not yet delegated any power to these committees. Similarly, the focal development area committee (FDAC) structure conceptualized under CKDAP as an informal institution at the grassroots level elected democratically by the beneficiaries themselves for delivery of project planning, implementation and maintenance did not have any formal recognition, thus making it weak.¹⁸⁰ Even in the case of SNCDP, which aimed to improve access to financial services for those with low income, the absence of clear laws to guide CFSAs led to weak governance structures and incidents of fraud within the committees.¹⁸¹
177. The local institutions targeted were often not able to deliver the expected outcomes due to staff-related issues. For instance, SHoMAP facilitated training of county government staff on effective agricultural practices, agri-business, value chains, business management and entrepreneurship. However, while the trainings were useful in building capacities, in interviews with the CSPE team beneficiary farmer groups reported the lack of adequate and timely support from the local extension offices. CKDAP helped build capacities of local government institutions such as the district water offices under the Domestic Water Supply & Technical Services component. However, the PCR notes that the legislation – Water Act 2002 – hindered the capacity-building of district water offices by transferring the officials of the district water offices to other water boards, thus negating the benefits of their improved capacity.
178. Projects that worked with well-entrenched grassroots organizations were more successful. MKEPP, which made important contributions to strengthening local-level institutions such as FDACs, CFAs, WUAs, and other community-based

¹⁷⁸ MTR, p. 45.

¹⁷⁹ UTaNRMP data did show that 50 to 60 per cent of trainees adopted new technology or capacities for recordkeeping, leadership and other skills, while under SHoMAP there is evidence that productivity rose due partly to training on crop practices, and in SDCP's improved cattle husbandry and productivity relate to the range of capacity-building provided.

¹⁸⁰ CKADP, PCR, p. 68.

¹⁸¹ SNDCP PCR.

organizations, was able to generate benefits at the district level with improved river basin management capacity at community and district levels. This was done through, for example, the deployment of district project coordinators who improved their management skills at all levels and revitalized government support, and at national level with the enhanced technical and management capacity of the KWS and KFS.

Summary – impact

179. Evidence from impact studies shows that positive economic changes occurred for beneficiaries of all projects. But only for SHoMAP and SDCP can the positive and significant changes (particularly with regard to productivity, food security and incomes) be attributed to the project. In all cases, the positive changes, such as increases in productivity for both crops and livestock, were mainly the result of production-side interventions. In SHoMAP and SDCP, lower transportation costs, better prices and stronger local demand (in the case of milk) did lead to increased incomes. However, positive results emanating from the market-side interventions were far less visible.
180. Improvements in food security were found for all evaluated projects, except CKDAP in the ASALs. Training in group dynamics led to positive outcomes such as reduced conflicts. Results in terms of group cohesion were mixed. In some instances, project duration was too short and more time was needed to reach a level of cohesion. Negative group dynamics and mistrust among newly formed groups were difficult to overcome and there were issues of weak governance and leadership, also related to the devolution process. The more successful groups were those that were more mature (dairy) and those that were formed and governed by the national constitution (NRM groups). The projects successfully built capacities of staff of government institutions. However, most projects did not have explicit interventions to influence national policy. Similarly, the grassroots organizations formed or supported by the projects did not always transform into permanent structures. The rating given to rural the impact criterion is moderately satisfactory (4).

Sustainability

181. The CSPE assesses sustainability for seven projects: CKDAP, SNCDP, SHoMAP, SDCP, PROFIT, MKEPP and UTaNRMP. A range of external factors have hindered or supported sustainability. Natural events such as those related to climate change and drought have affected the sustainability of yields in the recent seasons, and pest outbreaks, notably the fall army worm, were a critical limitation on production levels in 2017 in UTANRMP and KCEP.¹⁸²
182. Community groups and associations. The sustainability of project assets has benefited from the engagement, participation and ownership of local communities, grassroots organizations and the rural poor. Where groups across the portfolio have continued to flourish by retaining membership and assets, sustainability has been positive. The CSPE's field verification¹⁸³ of 20 groups and their assets found that 45 per cent of groups met in the field were functioning well and with an active membership, while 50 per cent were functioning to a moderate level with some active members. In terms of assets, 48 per cent of the groups had assets that were in full working order and maintained, while 43 per cent had assets that were in moderate condition (see results in annex XI). Further examples are given in box 3.

¹⁸² KCEP with FAO support is taking measures to tackle this serious African pest <https://www.bbc.com/news/science-environment-38859851>.

¹⁸³ Covering field visits to SNCDP, SDCP, SHoMAP, PROFIT, KCEP, UTaNRMP

Box 4

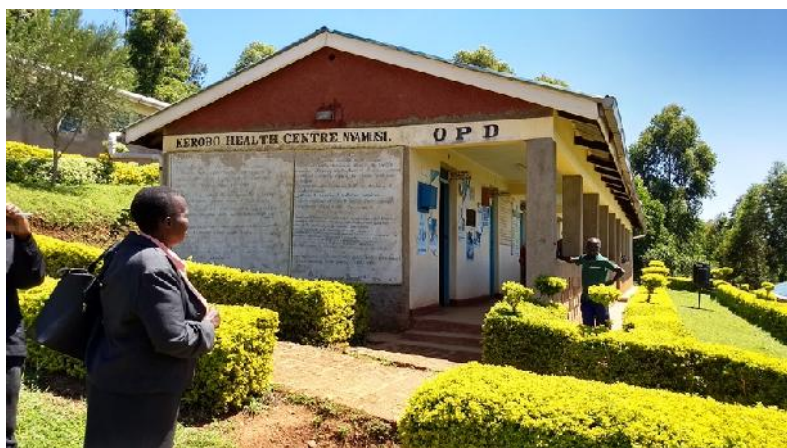
Evidence of sustainability through various forms of group association

MKEPP UTaNRMP	The 301 FDAs that were set up under MKEPP and UTaNRMP were instrumental in the development of CAPs and later formed the building blocks for the WRUAs that were formed for the sub-catchments. WRUAs and WUAs were enshrined in law (i.e. registered) as legal associations with the WRMA. In MKEPP, strong community ownership was reflected by the higher-than-expected contribution to the project (138 per cent).
UTNMRP	By June 2018, UTANRMP had supported 30 CFAs and 43 WRUAs. Sustainability is enhanced by the formulation of the Development Cycle for both CFAs and WRUAs, which makes it possible to receive funding through the Water Services Trust Fund. The irrigation groups also demonstrated a high level of cohesion and were effectively organized and trained to ensure the continued maintenance of the infrastructure. (An example is given in box 3.)
SDCP	SDCP groups have generally been sustainable. They were based on existing groups and have focused on raising animal quality and milk production standards with growing assets and incomes. Milk demand is high and groups can receive better income when selling as a group. Groups have moved from Mode 1 to mostly Mode 2, and 13 per cent at Mode 3 ¹⁸⁴ in 2018, although this is below the targets set for the original and additional financing (table 4, annex VII). Ownership is reported to be high even after SDCP support ends, with bank assets, sales and improved income. The CSPE telephone survey showed that 93 per cent of 113 groups contacted have a bank account and have maintained group registration. But the groups are still short of finance to commercialize production with processing and bulking, with 61 per cent identifying this as the most important need (annex X). The takeover of support by county staff has yet to be assured after the project closes in 2019 and will depend on incorporation into CIDP activities along with county budgets and oversight roles.
SHoMAP	Under SHoMAP, the survival of enterprise-based commercial groups was assessed as uncertain in the IE due to underlying governance issues and weak county government follow-up.

183. Infrastructure and assets. Some project infrastructure such as health clinics have been taken over successfully and run by county health departments (CKDAPP, SNCDP). An example in Kerobo, Nyamera County visited by the mission – although understaffed and without reliable electricity – nevertheless continues to attend to 50 patients per day and a community of 8,700 people nine years after its construction under SNCDP (figure 5 below). Under SHoMAP, too, there was a continuing funding arrangement from the county governments and Constituency Development Fund for the maintenance of the 547 km of roads and bridges rehabilitated under the spot-improvements activity.

¹⁸⁴ Mode category reflects the level of commercialisation and group capacity of the dairy groups under SDCP.

Figure 5
Kerobo Health Clinic funded under SNDCP in 2009



184. County government capacity. The transition processes under devolution have affected the sustainability of portfolio results as mandates were devolved and institutions, policies and laws reviewed to align with the 2010 Constitution. Since 2013, devolved staff have different reporting lines, which has resulted in changes in their performance appraisal set-up. Frequent changes in ministry portfolios have shifted responsibilities. For example, Ministry of Water staff trained under CKDAP to provide services to the beneficiaries of project-funded water schemes were transferred elsewhere to water service boards and other water management authorities. Communities were not always clear on how the management structures set up under the projects would then work with the newly formed water boards.¹⁸⁵
185. Counties have yet to fully absorb and fund project assets. For example, the markets funded under SHoMAP have yet to be fully operationalized by the county governments.¹⁸⁶ On the other hand, some county staff expect the markets to eventually be operationalized by the local authorities once the “dust of devolution” has settled.¹⁸⁷ Under UTNRMP, the Government does not have a financial allocation to support the CFAs and WRUAs. The long-term sustainability of the CFAs and WRUAs is therefore dependent on how innovative their members are.¹⁸⁸ Local political support from county officials and elected leaders is also needed for groups (such as the CFSAs in SNCDP) so that they maintain confidence in their services and asset-worthiness; otherwise, trust will disappear after project closure.
186. Rural finance. The major rural finance initiative represented by PROFIT has a number of sustainability issues, which include the late launching of the RSF and the limited remaining life of PROFIT,¹⁸⁹ delayed access to business support services,¹⁹⁰ the limited effectiveness of the credit,¹⁹¹ and the worsening agriculture loan

¹⁸⁵ However, some water projects such as Rukanga and Kamumwe in Kirinyaga eventually became water service providers and collaborated with the water boards. This allowed them to introduce water-metering to raise revenue to meet maintenance costs as well as to expand.

¹⁸⁶ In one such market in Embu, the county government continues to issue licenses to roadside traders, thereby undermining the use of the market, which has yet to be connected to a water system.

¹⁸⁷ Draft Impact Evaluation Report, SHoMAP, July 2018 para. 139.

¹⁸⁸ For example, the Njukiri CFA has independently initiated an income-generating ecotourism venture (Camp Ndunda) that offers hikes, zip-line rides, a restaurant, camping and team exercises for a fee. Conversely, the Rupingazi WRUA has yet to initiate income-generating activities that can sustain it beyond UTaNRMP.

¹⁸⁹ PROFIT Supervision Report Final, October 2017, para 102, p. 15.

¹⁹⁰ The anchor and wholesale business models enable both financial institutions to lend to large and or medium business entities that have backward and forward linkages with smallholder farmers and/or traders and other market agents. Both AFC and Barclays bank lack a capacity to work with PROFIT-type target clientele directly.

¹⁹¹ FAULU, Rafiki and SMEP are not fully using the facility within PROFIT targeting criteria (PROFIT Supervision Report Final, October 2017, para. 30, p. 5).

portfolio at risk of FAULU, SMEP and RAFIKI microfinance banks.¹⁹² The poor performance of the portfolio will certainly inhibit sustainability. For the Financial Graduation component, sustainability will depend on the speed with which the Government builds on the PROFIT pilots.¹⁹³ The sustainability of financial inclusion will depend on the formalization of the savings groups and their linkage to formal financial services through microfinance and banks.¹⁹⁴

187. Financial literacy training has been a useful way to equip groups to handle their own funds and access external credit. Evidence that this training has led to greater capacity to handle funds and access external finance, and therefore sustainability, has been seen in PROFIT, UTANRMP, SHoMAP and SDCP.
188. Elsewhere in the portfolio, rural finance models have shown only partial sustainability. Although CFSAs under SNDPCP are the oldest community-level financial services in the portfolio, they have shown mixed but generally weak sustainability.¹⁹⁵ Only 7 of the 16 CFSAs established under SNDPCP are still operating today.¹⁹⁶ Inadequate staffing, poor security in remote locations, loan default and competition have all affected their survival, as well as their lack of clear legal status.¹⁹⁷ For SDCP, access to financial services and resources through linkages with financial service providers and private sector actors has been limited. Only 83 dairy groups have been able to access credit from local banks and MFIs.
189. Private sector. The involvement of the private sector is a key element of sustainability. Where links have been made with private sector actors to enable continued commercial growth of production activities, this has been valuable. Examples include dairy goats in CKDAPP, dairy group links to SACCOs and in some cases links to bulk buyers such as Brookside in SDCP, and links to traders for horticultural producers under SHoMAP. On the other hand, lack of linkages with financial service providers under SHoMAP and SDCP may hinder the sustainability of benefits that depend on continued access to finance to maintain and expand project assets.

Summary – sustainability

190. Across the portfolio, group formation and ownership have been a strong feature of IFAD interventions. Physical assets have been maintained where local authorities have taken them over. Where enshrined in law, user associations have continued to be effective and many have become self-financing. However, the targets for numbers of fully sustainable groups have not always been met, and subsequent county government support has been mixed. Moreover, it is somewhat early to assess sustainability of financial services under PROFIT. A rating of moderately satisfactory (4) is given.

B. Other performance criteria

Innovation

191. In the context of IFAD's innovation strategy (2007), it is expected that operations will seek to mainstream innovation and include strategies, processes, partnerships

¹⁹² SMEP PAR deteriorated (from 49 per cent in the first quarter 2017 to 57 per cent in the second quarter), FAULU PAR dropped from 16 per cent to 19 per cent in the same period, while RAFIKI PAR in the fourth quarter 2016 was at 76 per cent (PROFIT Quarterly Progress Report, March 2018, p.16).

¹⁹³ Both CARE and BOMA, the two implementing partners, are exploring linkages with SNV and KCEP in Samburu and Kitui to ensure that participants engaged in the livestock and grains trade have formal access to markets. PROFIT Supervision Report Final, October 2017, para. 100, p. 14.

¹⁹⁴ PROFIT Graduation Progress Report, January 2018 p.13.

¹⁹⁵ Indeed, the SNDPCP completion report noted that weak governance and risk management could affect sustainability after project closure.

¹⁹⁶ Interview with ex-Chair of Hoima Bay CFSA umbrella.

¹⁹⁷ There is one example of a successful CFSA (Neutral Point in Nyamusi County) that has graduated to a SACCO with 4,000 members and capital of KES 24.5 million. The involvement of local administration (chiefs, assistant chiefs and village elders) and use of government officers to provide credibility to the CFSAs and the contractual engagement of K-Rep development agency to support operationalization were key to their sustainability.

and sharing of experiences to encourage it.¹⁹⁸ In short, IFAD should be a catalyst for innovation. This commitment takes place furthermore in a country which is acknowledged as a leader in innovation by the World Bank.¹⁹⁹

192. The portfolio has taken innovation seriously in design and implementation. The last CPE called for a more coherent agenda to address the topic and expected the 2013 COSOP to highlight how it would be pursued. In response, the COSOP specified that innovation would be sought under each of the three SOs, and specified, bringing in new ways to tackle production and marketing and to include climate-friendly technologies into ASAL areas.
193. A good range of technologies, community approaches and financing tools have been designed and pursued across the portfolio. The key areas where innovation has been most prolific in design are with financial services (under PROFIT but also SNDCP and KCEP), under NRM (with MKEPP, UTNMRP and the Upper Tana Nairobi Water Fund (UTNWF), and in value chains, particularly in the more recent KCEP-CRAL and ABDP. The introduction of agro-technology, partly supported by IFAD, has been critical at a time when resources for traditional extension services decline.²⁰⁰ "Agri-tec" solutions are also an appropriate way to involve youth.
- PROFIT's design expected to foster innovation in several ways: by contributing to the development of a new Kenyan rural finance policy; developing a range of innovative financial products such as value chain financing, micro-venture capital modalities and weather index-based insurance; using technology to provide critical financial services to a widely dispersed population²⁰¹; and scaling up of cutting-edge biometric point of sale devices by Jamii Bora²⁰² to help monitoring in the micro-finance sector. So far, because of the cancellation of the innovation facility, innovative practices have been introduced through DTMs' own processes.²⁰³ There is no mention of a rural finance policy being designed.
 - MKEPP was innovative because of its introduction of school greening and its use of business planning and use of indigenous knowledge. The innovations have been extended under UNTRMP, including hydroponics and solar-powered electric fencing.
 - SDCP presents a model of smallholder success in the deployment of breeding, feeding and health technologies.²⁰⁴ The deployment of community extension persons has also proved effective.
 - In SNCDP the introduction of CFSA was innovative in the sense of introducing an intermediate level of community banking to be linked with established banks or MFIs. Also innovative was the formation of community-elected planning area development committees as coordination structures at community level (PCR Digest).
 - For SHoMAP, the IE identified a number of noteworthy innovations to promote best practices and to ensure effective programme implementation were found noteworthy. On the other hand, some were not implemented (two nation-

¹⁹⁸ Innovation Strategy, IFAD, 2007.

¹⁹⁹ Kenya Country Economic Memorandum, World Bank, March 2016.

²⁰⁰ In Nakuru County, the Minister of Agriculture referred to the potential with "agri-tec" call-centres and weather and market information systems. <http://aims.fao.org/activity/blog/25-27-april-2018-east-africa-digital-farmers-conference-exhibition>.

²⁰¹ such as the M-PESA facility for transferring funds through the use of mobile technology.

²⁰² An MFI that targets landless farm workers, pastoralists, women and other vulnerable groups.

²⁰³ Such as the case of KWFT's dairy cow loans and dairy cow insurance, or via the help of the BSS technical service providers (such as the development of innovative commercial bank services and products); under the RSF the design and adoption of anchor (SMEs) and wholesale lending (SACCOs) business models and adoption of mobile technology for credit delivery both by the RSF and credit facility partners.

²⁰⁴ IFAD Rural Development Report, Chapter 8, Agricultural Technology Innovation, Box 8.1, 2016.

wide studies), were of low quality (value chain analysis studies) or had mixed results (commercial villages and pilot initiatives).

- KCEP-CRAL has introduced several innovative elements, including the use of e-vouchers to improve access to inputs and crop insurance. The introduction of a value chain approach in ASAL areas has also led to the innovative inter-weaving of different production and marketing elements such as conservation agriculture, a county climate change fund, climate information services, warehousing, and new partnerships with private sector and research agencies.
- ABDP also plans to follow a Public-Private-Producer Partnership (4P) approach to value chains. This involves establishing innovative 4Ps, and draws on business models from other sectors in order to institute mutually beneficial contracts for production and marketing.

194. In summary, innovation is rated as satisfactory (5). This reflects the strong design elements for this criterion and the generally good implementation record in the majority of projects across the portfolio.

Scaling up

195. Across the portfolio various notable examples of scaling up have been identified, although mostly within the project locality, yet opportunities were missed to reach a wider, more regional or national audience.
196. For SHoMAP, 56 pilot initiatives were replicated by individual entrepreneurs and groups in and around the project area, and the Kilimo Biashara initiative by Equity Bank.²⁰⁵ The value chain approach was also adopted by nearby county governments.²⁰⁶ In terms of technologies, there is some evidence that these have spread beyond the target groups. Under SNCDP, farmers replicated the use of improved cassava and sweet potato varieties, especially in Nyamira North, Kuria West and Suba. However, the PCRV notes that there is no evidence that the approaches and successful innovations introduced by the project were being widely scaled up by the Government, private sector or other development partners in their policies, institutions and operations. Nor is there any evidence that IFAD made proactive efforts to identify the pathways for scaling up, or invested specific resources (e.g. in documenting good practices for policy engagement) that could help scaling-up.
197. A stronger example of broader scaling-up is in IFAD's work in NRM. MKEPP was a pilot and several features were intentionally scaled up by UTANRMP such as forest rehabilitation and river basin protection covering a much larger area. For example, MKEPP introduced the School Greening Programme in which 1,177 schools participated. Subsequently, school greening has been adopted by the national and county governments as an approach to increase forest cover in the country.
198. Where projects have been extended, results in terms of scaling up of tested approaches have been positive. SDCP's additional financing deliberately aimed for initial achievements to be scaled up within already targeted sub-counties and also to new counties. For example, in Nakuru County, IFAD-trained staff had been working in new sub-counties to create 29 dairy commercialization areas and introducing commercial fodder production. Field days, demonstrations and study tours have all supported replication. Extending the initial KCEP design into KCEP-CRAL has allowed key elements such as the e-voucher system to be extended from Western Kenya to areas in the ASALs.

²⁰⁵ Interview with Equity Bank agribusiness manager.

²⁰⁶ In Bungoma, Nyandarua and Kericho counties, according to the PCR.

199. PROFIT's financial leveraging – a form of scaling up financing beyond the initial IFAD investment – has already occurred to some extent in the cases of AFC and KWFT. The National Treasury plans to replicate the RSF and CF, and AGRA is also supporting training on these approaches at the Kenya Monetary Institute.²⁰⁷ The PROFIT approach (particularly the RSF and financial graduation) is being followed with interest by other development partners and some African countries as an innovative model that could be replicated in other regions.²⁰⁸
200. Finally, ABDP has taken on board earlier lessons from the 2011 CPE on the need to define scaling-up pathways early on in design. The design document (Appendix 6) specifies scaling-up pathways, spaces and drivers in its planning and knowledge management.
201. In summary, there are several examples of solid scaling-up both through extending the duration of projects (SDCP, KCEP to KCEP-CRAL, MKEPP to UTANRMP) and adoption by government and other actors. However, opportunities were missed to expand to a national level (SNCDP, SHoMAP) and in other cases are planned but have yet to occur (PROFIT). Accordingly, a rating of moderately satisfactory (4) is given.

Gender equality and women's empowerment

202. A good practice across the portfolio to reach women and youth has been the use of participatory approaches for community sensitization and mobilization, needs analysis, beneficiary/group/commodity selection and action plan development. Several projects have also consistently applied the good practice of on-site, rather than residential, trainings to promote the participation of women restricted by mobility constraints and care responsibilities (MKEPP, SDCP, SHoMAP, UTaNRMP).
203. Quotas for the participation of women and youth in project activities and groups have also provided useful targets to guide outreach activities. They have also increased over time from 10 and 30 per cent up to 50 per cent, reflecting the portfolio's increasing importance placed on gender equality and on youth engagement for rural development.
204. Access to services and assets. The portfolio has improved women's access to livestock, finance, training, and income-generating activities. Women were the main participants and beneficiaries of MKEPP support to poultry production, and dairy goats have been effective in SDCP and CKDAP. Women have demonstrably gained better access to financial services in SNCDP, SDCP and PROFIT. In SNDCP, women represented the majority of members (59 per cent), although men held majority shares in the CFSAs, giving them greater say in decision-making. Women showed a preference for savings compared to men. Women and youth have also gained access to financial services in PROFIT through the financial graduation component and with loans from KWFT.²⁰⁹
205. Women have benefited with men from the extensive gender-sensitive training and capacity-building in projects, covering topics from CDD to making business plans and improving production and marketing.
206. The IAs show that women have greater access to and control over assets than at baseline, including assets that were traditionally the domain of men only. In MKEPP,

²⁰⁷ Knowledge Management Forum for IFAD Follow-up and Implementation Support Mission, Workshop Report, Kenya School of Monetary Studies, 24 April 2018.

²⁰⁸ PROFIT has hosted a mission from Ghana, which was interested in learning more from the programme, and AGRA has proposed to develop a similar risk-sharing model in Ghana. Ghana Incentive-Based Risk-Sharing System for Agriculture Lending (GIRSAL), Technical Assistance Facility, Kick-start for Initial SME pipeline development. AGRA, 2018.

²⁰⁹ In the former case, women have started saving in Samburu county, where savings groups have not yet been established, to cover the National Health Insurance Fund premium after the project subsidy expires. In the latter, KWFT supports different value chains, and provides loans with insurance to vulnerable women to afford them some security.

- women had better access to beehives, goats and cash crops. In UTaNRMP, more assets (land, large stock animals, small stock animals, motorcycles, food crops, cash crops, farm tools, and household items) were co-owned by men and women by midterm review (MTR) than at baseline.
207. Empowerment. There is evidence that women and men have a more equal voice at home, indicating that community sensitization and group training on gender issues have been effective. At the end of MKEPP, reportedly 74 per cent of households interviewed indicated that gender disparity had been reduced. In SDCP, participating households were more likely to have women managing cash from the sale of milk compared to non-participating households.²¹⁰ For SHoMAP, the IE found that participating households were 5 per cent more likely to have a woman managing the cash from both crop and livestock activities compared to non-participating households. The Gender-Action Learning System²¹¹ is also strengthening women's influence in design-making at home and in groups. However, it is still too early in implementation to see results.
208. The portfolio has made a concerted effort to promote women's participation in leadership roles to increase their influence in decision-making. In CKDAP, 9 out of 47 FDA committees included women in senior management committees; while in SDCP, women are important members of the Dairy Commercialisation Area Committees. In 2016, women represented 37 per cent of the 784 members.
209. There is little evidence of the portfolio's positive impact on gender relations. This may be because the information was not collected rather than because of a lack of results. However, some negative impacts were reported. SNCDP's PCR raised the issue that women's absence from the home to participate in project activities led to increased family quarrels. Under PROFIT, some husbands of women beneficiaries were reluctant to let their wives spend too much time on their businesses, and in Kitui, gender-based violence against some women had increased.
210. Workloads. Achieving a more equitable balance in workloads between men and women has proved only moderately successful:
- Investments in a range of domestic water infrastructures in CKDAP, SNCDP, MKEPP and UTaNRMP have decreased the distance women, and in some cases children, have to travel to fetch water, freeing up time for productive activities, other domestic chores and rest.
 - Biogas digesters have been promoted to reduce firewood collection and the cutting down of trees. Although demonstrations were undertaken in CKDAP and SDCP, there is little evidence of their replication, and although the UTaNRMP project sought to scale up the MKEPP initiative of supporting biogas generators, there is no evidence of their uptake by beneficiaries.
 - Energy-saving stoves to reduce firewood collection and cooking time were successfully adopted in MKEPP and SDCP, although the effects on women's workload are not clear.²¹² The stoves are also reported to be user-friendly for even elderly women to use. However, overall the uptake is still low, requiring continued effort to increase rates of adoption.
211. Women's health and nutritional levels have improved. The focus of earlier projects on improving access to water, sanitation and hygiene and primary health care led to better health of the project beneficiaries. In SNCDP, the proportion of mothers going to formal health facilities rather than traditional birth attendants and

²¹⁰ This was also found to be true for decisions relating to the use of services such as artificial insemination, anthelmintic drugs, tick control, vaccination and curative treatments, which are tasks traditionally undertaken by men.

²¹¹ A household methodology, in SDCP, UTaNRMP, KCEP and soon in ABDP.

²¹² In UTaNRMP, however, 546 energy-saving *jikos* have been adopted, with 50 per cent time savings when cooking, thus reducing women's workload.

traditional healers increased from 18 per cent at baseline to 35 per cent by completion. Support to poultry and dairy goat production for vulnerable women in MKEPP and SDCP led to increased consumption of eggs and milk, respectively, improving household nutrition. The financial graduation programme in PROFIT has started the promotion of improved health-seeking behaviour and access to healthcare. All 2,600 of the women and youth participating in the programme are enrolled in the National Hospital Insurance Fund, which provides them with free access to care.

212. Institutional changes. The improvement in gender equality and women's empowerment in project structures is mixed. Capacity-building of project and implementation staff on gender mainstreaming has been carried out across the portfolio, apart from in PROFIT. Responsibility for the implementation of gender strategies and social inclusion in general has been allocated to appropriate incumbents in the PMUs in CKDAP, MKEPP and SDCP.²¹³ The design of UTaNRMP includes responsibility for gender and social inclusion in all the terms of reference of PMU staff and implementing teams, but in practice the Community Empowerment Officer covers gender and social inclusion issues. In SHoMAP and SNCDP, responsibility for gender and social inclusion was assumed by the M&E Officer. In SNCDP, the focus was on enabling gender-sensitive M&E rather than mainstreaming gender throughout the project, although this was largely achieved through gender-sensitive community empowerment in the project.
213. In PROFIT, the promotion of gender equality and youth engagement is the general responsibility of the PCU, rather than an individual. Consequently, little has happened, outside of the financial graduation programme. It was not until three years after the MTR that recommendations were made to improve implementation arrangements.²¹⁴
214. The expert on supervision missions is in most cases the Regional Gender and Youth Coordinator, who covers the entire East and Southern Africa division for IFAD. To increase the frequency of gender and social inclusion experts on missions, other experts need to participate in the missions as well.
215. Youth. The outcomes of youth participation go largely unreported, making it difficult to understand how they benefited from projects.²¹⁵ From the evidence that is available, youth have benefitted from: cows and other asset transfers in PROFIT, enabling them to generate an income; improved access to savings and loans through CFSAs in SNCDP and KWFT in PROFIT; increasing their standard of living and resilience against shocks; and employment through SDCP by marketing milk on motorbikes.
216. In summary, the promotion of gender equality and women's empowerment in the portfolio has resulted in significant achievements, improving women's access to resources, assets and services and their influence in decision-making at home, in groups and in the community. In this way, the portfolio has contributed to addressing some of the root causes of gender inequality in rural Kenya and to challenging some traditional gender norms and roles. Less attention has been given to reducing women's "time poverty" by promoting an equitable workload balance between women and men, and this is reflected in the results achieved. The potential of the portfolio to enable gender-transformative impact is set to increase with the the implementation of household methodologies in SDCP, UTaNRMP, KCEP-CRAL and ABDP. Weaknesses in reporting on gender issues in project reports may

²¹³ For example, responsibility for gender and social inclusion is included in the terms of reference of the Group Development Officer in SDCP.

²¹⁴ These included allocating responsibility for their implementation to an appropriate officer in the PCU – the M&E Officer – and staff in implementing partners, and sensitizing and building the capacity of implementing partners to mainstream gender.

²¹⁵ One of the main issues being limited collection of age-disaggregated data.

mean that the achievements are underestimated. Overall this criterion is rated as satisfactory (5).

Environment and natural resources management, and adaptation to climate change

217. NRM has been well addressed in MKEPP and UTaNRMP (see Effectiveness). Other IFAD projects contributed to NRM outcomes through, for example, the establishment of tree nurseries for agro-forestry and the rehabilitation of degraded areas (CKDAP, SDCP) and the promotion of soil and water conservation (SNDCP, CKDAP). KCEP-CRAL is now also addressing conservation agriculture and community resilience through county climate change funds in ASAL areas. Output targets were largely achieved in a range of water and soil conservation activities such as rain-water harvesting and tree nurseries. Working through groups often led to high adoption rates in the community-based projects (CKDAP, SNDCP), while synergies were realized between agricultural and environmental objectives, especially with agro-forestry and composting, and terracing and conservation tillage.
218. Some negative effects on the environment could be observed due to the increased use of farm chemicals. For example, there is a proliferation of aquatic weeds in the Ithatha Dam as a result of an increase in fertilizer use in the adjacent farms. Also, increases in intensive dairy systems have the potential to affect public health, while zero-grazing systems may also have some environmental impact, particularly with regard to temperature, humidity and noxious gases such as methane. In addition, there is likely to be pollution of the water system.²¹⁶ On the other hand, recent research suggests that improved feeding systems and breed quality can reduce greenhouse gas emissions per litre of milk.²¹⁷
219. In summary, NRM has been well addressed in MKEPP and UTaNRMP, and while other projects had elements that addressed this criterion, there are also some concerns about the results of intensification and the limited attention to this area in financial services. A rating of satisfactory (5) is given.
220. Climate change. The portfolio can be assessed as having mixed quality in terms of recognizing and addressing climate change adaptation and mitigation measures. In the older projects (SNDCP, CKAPP, SDCP) recognition of climate risks was minimal and indicators not included. Nevertheless, actions such as supporting drought-resistant crops, biogas plants, energy-saving stoves and tree nurseries appeared as part of the activities.
221. MKEPP and UTaNRMP were more relevant from a climate change perspective as they included activities to rehabilitate forests, which are important for carbon sequestration, biogas technologies for climate change mitigation and support for drought-tolerant crops for climate change adaptation. Indeed, MKEPP was recognized as a best practice in IFAD's Climate Change Policy approved by the Executive Board in 2010. KCEP-CRAL, with its focus on ASALs, more directly addresses climate change aspects compared to its predecessor KCEP.²¹⁸ In PROFIT there was an overall lack of integration of climate change-related activities, although the financial graduation component targets vulnerable farmers in ASAL counties (Turkana, Marsabit, Mandera and Wajir) and includes crop and livestock insurance.

²¹⁶ SDCP MTR 2010.

²¹⁷ Options for low-emission development in the Kenya Dairy Sector, FAO, 2017.

²¹⁸ It provides innovative measures such as crop insurance, climate-smart conservation agriculture, promoting partnerships with the Centre for Training and Integrated Research in ASAL Development (CETRAD) and KMD to support climate change and resilience-related activities and by building in dedicated climate change expertise in the PCU.

222. Climate change adaptation strategies were relatively well incorporated into projects, including conservation agriculture, irrigation, promotion of drought-tolerant crops and integrated pest management. The main climate change mitigation practices were biogas, which was promoted with varying degrees of uptake by CKDAP, SDCP, MKEPP, UTaNRMP, and energy-saving stoves at the domestic and institutional levels, which were promoted by MKEPP, SDCP and UTaNRMP. Disaster preparedness measures were not effectively incorporated into many projects due to limited expertise and lack of data.
223. After lengthy negotiation, the inclusion of the NDMA²¹⁹ as a partner in the KCEP-CRAL project is about to be concluded, with IFAD funds supporting adaptation investments (such as dams, agroforestry and storm-water control structures). Partnerships with Sweden and the UK have also been promoted through KCEP-CRAL for the development of a County Climate Change Fund framework. Use of IFAD's ASAP is also expected to support investments for improved NRM and resilience to climate change, including crop insurance.
224. In summary, climate change is rated as moderately satisfactory (4).

C. Overall portfolio performance

225. The portfolio has aligned with government strategies for agriculture and the environment. It has evolved successfully to track IFAD's shift from CDD to value chain approaches.
226. The IFAD-supported interventions have been effective in the area of NRM, but performance has been mixed in the two value chain projects and in the central rural finance project. The portfolio has been affected by delays in disbursement and high management overheads for older projects, while staffing has faced both high levels of turnover and under-staffed PCUs.
227. Rural finance outreach has improved access to credit for group members. Food security impacts have been mixed, with negligible changes in three projects but improved dietary diversity and food availability in three others. Impacts on policy can be described as moderately successful, with several pieces of legislation drafted and awaiting final parliamentary approval.
228. Group formation has strengthened empowerment, but lasting impacts have often been undermined by lack of subsequent support from local leaders, lack of formal recognition and the effects of devolution. There is also a gap in the extent to which private sector actors, particularly in credit provision and marketing, are being encouraged to support the continued growth of community producer groups.
229. Gender has been a successful theme in IFAD's Kenya portfolio. This has led to improvements in women's access to assets and services, and their role as decision-makers.
230. Overall portfolio performance is rated as moderately satisfactory (4).

Table 9
Ratings for non-lending activities

<i>Criteria</i>	<i>CSPE Rating¹</i>
Rural poverty impact	4
Project performance	

²¹⁹ Established by the National Drought Management Authority Act in 2016, NDMA provides a platform for long-term planning and action, as well as a mechanism for coordination across the Government and with other stakeholders. NDMA has established offices in 23 ASAL counties considered vulnerable to drought.

Relevance	5
Effectiveness	4
Efficiency	3
Sustainability of benefits	4
Other performance criteria	
Gender equality and women's empowerment	5
Innovation	5
Scaling up	4
Environment and natural resources management	5
Adaptation to climate change	4
Overall portfolio achievement	4

¹ Rating scale: 1 = highly unsatisfactory; 2 = unsatisfactory; 3 = moderately unsatisfactory; 4 = moderately satisfactory; 5 = satisfactory; 6 = highly satisfactory.

Key points

- The IFAD lending portfolio is well aligned with Government of Kenya policies and IFAD's evolving strategies.
- Effectiveness has been strong in terms of outreach and group development. Value chain projects have been mixed in performance, but the NRM investments have achieved expected results.
- Targeting has been sound geographically and with sufficient specificity to reach specific groups with potential as well as women and youth, with the exception of pastoralists.
- Available evidence suggests that impact has been positive in terms of incomes, productivity and group cohesion. Somewhat less impact has been seen in terms of policy reform.
- Sustainability at community level has been generally adequate, although devolution processes have affected how well local authorities have taken over project assets, and private sector actors have not yet come in with the expected support needed.
- Innovation has been notable in several projects, and scaling-up has taken place in new regions or through extensions.
- Women have been successfully targeted. Youth have also benefited, although reporting on this is thin.
- NRM and climate change have been reasonably well addressed, although some opportunities have also been missed.

IV. Non-lending activities

231. IFAD undertakes a range of non-lending activities to support the objectives of the COSOP. These include knowledge management, partnership-building and policy engagement. This chapter provides an assessment and rating of the achievements of IFAD in each of these areas. In addition, the chapter discusses IFAD grant-funded activities in Kenya.

A. Knowledge management

232. Attention to knowledge management in projects has been insufficient. Although knowledge management products have been produced by some projects, such as the PROFIT workshop in 2018,²²⁰ they have not been well harnessed by IFAD or others. Country-level analysis has been limited: no review of the current COSOP has taken place from 2013 until this year, when an MTR was only recently conducted²²¹ even though this is the final year of the COSOP. Prior to this, the last COSOP review took place in 2012 and covered the previous COSOP.
233. IFAD has also paid less attention to strengthening the Government's role in and ownership of knowledge management. The IFAD country office (ICO) has had limited resources for this work. In particular, the integration of IFAD results into emerging national systems such as National Integrated Monitoring and Evaluation System (NIMES) as well as the county-level equivalent (CIMES)²²² has not been strong.²²³
234. Exchange visits between projects have taken place and a range of learning events have been held at key stages in the project cycle. Regional Implementation Workshops have also been useful in sharing experiences and building coordination across the East and Southern Africa region (e.g. Ethiopia in 2012 and Zambia in 2014).
235. Supervisions have been well staffed, with comprehensive if often very long reports and these have contributed to sharing of experiences and lessons. On the other hand, the COSOP's expectation that additional resources would be provided for knowledge management/M&E functions has not been fulfilled – there is no budget line for this activity. The ICO does not have a dedicated communications officer, which has led to poor sharing of IFAD's operations and results.²²⁴
236. Communication on rural finance between projects and other agencies has been limited. There is little evidence from SDGP and SHoMAP that PCUs communicate with each other on rural finance and that they seek coordination with sector actors, apex bodies and agencies. Due to the delayed start of PROFIT, coordination of rural finance matters among PCUs and other apex bodies was also affected. However, the situation is improving somewhat with a recently more active rural finance thematic group.²²⁵
237. Knowledge generation and sharing was also a theme of the selected IFAD-supported grants (e.g. through the integration of knowledge management among project objectives or strategies). Three of them were regional initiatives that aimed to support staff of IFAD-supported projects to improve project management processes and results by fully integrating knowledge management into all aspects

²²⁰ Knowledge Management Forum for PROFIT, Kenya School of Monetary Studies, April 2018.

²²¹ Draft COSOP Results Review MTR, May 2018.

²²² Guidelines for the Development of County Integrated Monitoring and Evaluation System (CIMES), Ministry of Devolution and Planning, Government, 2016.

²²³ Interviews with ICO team.

²²⁴ For example, the IFAD data on the joint donor project database (<https://www.arddashboard.com>) were found to be very incomplete at the time of the mission.

²²⁵ The PROFIT PCU has convened and will be chairing the Rural Finance Thematic Group, which brings together all IFAD-supported projects in Kenya. The first meeting took place in mid-2018. However, the PCU has been participating and making presentations on rural finance in a number of forums (such as Africa Finance Investment Forum and the National Credit Guarantee Scheme policy development process).

of project management, including M&E, financial management, supervision and reporting.²²⁶ As a result, material such as flyers, videos and other related documents were prepared. However, this evaluation did not find tangible evidence that strongly supports the influence of grants on IFAD's knowledge management activities in the country.

238. In summary, while projects did produce a range of reports summarizing results and lessons, the lack of resources available at country level, as well as the moderate use of grants to consolidate and share learning (see next section on Grants) was a missed opportunity. Gaps in the COSOP reviews and the lack of learning and analysis from a diverse and relatively successful portfolio accompanied by weak M&E means that the CSPE rates knowledge management as moderately unsatisfactory (3).

B. Partnership-building

239. Involving a range of partners in project design has had mixed success, even though the 2011 CPE called for greater engagement with bilateral and multilateral development partners.
240. Cofinancing has been successfully mobilized in some projects, although this has not been a prominent feature in the portfolio. Of the nine projects considered in this evaluation, less than 50 per cent (four) have had co-financing from international partners. Further, projects approved after 2002 and before 2010 did not have cofinancing. These include SNCDP, SHoMAP, SDCP and PROFIT. For projects that were cofinanced, between 15 to 25 per cent of the total project financing came from cofinancing. KCEP had productive co-funding partnerships with the EU and ASAP, the latter building on the UK Department for International Development's DFID's County Adaptation Fund. IFAD initiated the first phase of KCEP using purely EU funding, and then complemented this by expanding into KCEP-CRAL with IFAD resources and additional funds from the EU. Another strong partnership example is the complementary GEF support that also occurred under MKEPP. UTaNRMP has then continued to build effective working relationships with KWS, KFS, Rhino Ark Foundation and Mt Kenya Trust. Other partnerships have not been realized as expected in the last COSOP, e.g. with the World Bank, USAID and AfDB. Evidence suggests that this has occurred because of two factors²²⁷: (i) the country relies on its resources for a significant proportion of its budget and is therefore less aid-dependent than many other countries in the region; and (ii) government coordination of donor activities in the agriculture sector is weak, and many donors do not feel pressed to harmonize their activities better. ADBP has some cofinancing from FAO, but the anticipated co-funding from Kreditanstalt für Wiederaufbau Development Bank has proved problematic to date.²²⁸
241. Rome-based agencies. Good interaction has occurred with the Rome-based agencies under KCEP, and their complementary roles have been focused and valuable. FAO in particular has been closely involved in technical and training work around IFAD's investments in aquaculture, ASAL and dairy farming.²²⁹ FAO also has a large technical presence in Kenya, with over 200 staff, which complements IFAD's stronger financial footprint.
242. IFAD and the Government continue to have a mutually strong relationship, and interviews with a range of ministry staff reiterate the high value placed on IFAD's role in the country. At county level, too, IFAD has maintained good relations with

²²⁶ These include: (i) Regional Knowledge Management Learning Process in ESA (2010-2012), implemented by AFRACA; (ii) Technical Support to Ex Post Impact Evaluations of Rural Development Projects Using Mixed Method Approaches (2015-2017), implemented by 3ie; and (iii) Using Mixed Method Approaches Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations (2015-2019) implemented by PROCASUR.

²²⁷ Country Programme Issues Sheet (2012) and interviews with IFAD CPMs.

²²⁸ Interview with PCU.

²²⁹ For example, FAO designed the Dairy Training Institute that IFAD then funded under SDCP.

- implementation partners, and IFAD projects are seen as being responsive to local needs. In terms of service provision, a wide range of partners have been identified across projects. The main partnership has been with county government staff, who have provided on-the-ground services to help target beneficiaries and implement activities. Supplementing these staff have been a wide range of other service providers.²³⁰
243. Local government partners. The need to strengthen local authorities and communities to manage their own development was captured in the 2007 and 2013 COSOPs and in project designs. The 2013 COSOP also recognized the emerging importance of devolution processes as a risk. However, specific measures to help projects adjust to these changes were not sufficiently identified or funded. The newer projects (KCEP-CRAL and UTaNRMP) have been strongly affected by the transition process and have increasingly adjusted their implementation arrangements in order to cope.²³¹ The design of the most recent project, ABDP, has proposed giving a leading role to county governments by transferring responsibilities and providing support.
 244. Private sector partnerships have continued to be modest, despite CPE 2011 recommendations, and most projects have been led and implemented by the Government. While tackling poverty reduction through commercialization was a strong feature in the later projects, the role of the private sector was not so effectively built in at design for the horticulture, dairy and cereal value chain projects, and private sector actors were seen to have complementary though secondary supporting roles. How private actors were to engage was less clear, as a result of the limited use of value chain diagnostic analysis at design.²³² Projects tended to be government-led through their strong representation on steering committees and in terms of staffing, using personnel recruited or seconded from the Government.
 245. This has evolved somewhat in the recent operations, and certain private sector actors, particularly banks, agro-dealers, traders and NGOs, have taken a more active role, for example with Boma and CARE under PROFIT. Their involvement is likely to expand further under the most recent projects, such as ABDP with the planned private-producer investments (using the 4P model)²³³ and through the financial leveraging under PROFIT. Key financial intermediaries such as Equity Bank, KWFT and AFC have increased their role in smallholder lending, stimulated by IFAD's risk-sharing and credit support.
 246. Nevertheless, the private sector could have been involved much more, for example as an active partner rather than just as a service provider or target for leveraging. Private sector actors could have played a greater role in project design and supervision missions, taken part in the country programme management team (CPMT), and brought in their experiences in major IFAD reviews, workshops and training forums.²³⁴
 247. IFAD has continued an active partnership with AGRA around PROFIT, although this has gone through some hurdles as the role of AGRA has changed from co-investor to service provider. AGRA is now drawing on the PROFIT model in its other operations in Africa.

²³⁰ Such as the K-rep NGO in SNCDP (contracted to establish and develop 15 CFSAs, KDB (for standards), KALRO (research), NDMA (drought assessment and training), Kenya Institute of Business Training (training).

²³¹ The challenge of building county ownership of the KCEP-CRAL approach took intense efforts, using the Council of Governors forum before county governors signed an MoU regarding the way KCEP-CRAL would operate (interview with KCEP PCU).

²³² Such studies being deferred to implementation in the case of SHoMAP and SDCP, for example.

²³³ 4P: Public, Private, Producer Partnership

²³⁴ For example, of the 34 attendees at the recent COSOP review workshop in April 2018, none were from the profit-oriented private sector (COSOP 2018 Review, Appendix V, Attendance list).

248. Grants. Partnership-building was also a key element of IFAD-supported grants in Kenya, in line with the 2007 and 2013 COSOPs' focus on strengthening partnership with a large number of stakeholders (including NGOs, community-based organizations, the private sector and universities). For instance, the UTNWF grant has been established as a multisector platform with a shared governance structure by the public and private sector. It has already institutionalized collaboration with national and county governments, lead agencies in water, forest and wetlands, businesses and local NGOs in Kenya. Pro-poor Rewards for Environmental Services in Africa (PRESA) too has been working on a multi-stakeholder platform involving ministries and agencies, many of which are also involved in IFAD's operations in Kenya.²³⁵ However, the influence of such partnerships on IFAD's lending or non-lending operations in Kenya cannot be established with certainty.
249. Overall, IFAD has been quite effective in partnership-building but mainly through its lending portfolio. Its achievements with the Rome-based agencies and government agencies have been offset by a weaker partnership achievement with the private sector. A rating of moderately satisfactory (4) is given.

C. Policy engagement

250. The 2013 COSOP noted that IFAD's policy engagement work had been weak and that its capacity would be strengthened in this respect.²³⁶ A number of actions were specified: building capacity of the Government and communities to engage in policy development; participating in sector working groups; and operationalizing national policy at local level. These reflect an ambitious agenda, especially given the experience reported in the CPE of 2011 that policy work had underperformed against a backdrop of over-ambitious intentions in the 2002 and 2007 COSOPs.
251. The establishment of an in-country presence has been a valuable step in building IFAD's profile and strengthening implementation support. But the lack of resources to deliver on the non-lending activities and the limited linkages between the IFAD grants and the ICO team's needs and priorities have hampered their delivery. The relatively high turnover of CPMs (five CPMs over the last ten years) has also contributed to the inefficiency of engagement. Opportunities have therefore been missed to leverage IFAD's on-the-ground experiences and lessons to inform national policy processes.
252. IFAD's efforts in the policy sphere have been further hampered by the complex and changing government framework. Devolution in particular has changed the focus of policy work and has also brought some uncertainty, as the processes required to establish county government capacity have taken time to emerge.
253. Nevertheless, IFAD has been active in the sector working groups, and its contribution has been seen as particularly strong in the past five years. Based on interviews with government and selected partners, we judge that IFAD has been perceived as bringing important field validation of policy issues. However, based on interviews with the ICO team, there has been little reporting or stocktaking of IFAD experiences in a form that could provide more influential input into these forums. The ICO has not had the budget or manpower to tackle such work, especially since some of the staff also have regional responsibilities, and to this extent its policy contribution is less than could be expected.

²³⁵ These stakeholders include: Ministry of Water and Irrigation; Water Resource Management Authority; Water Services Trust Fund; World Wide Fund; Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology; Nairobi City Water and Sewerage Company; Sasumua Water Resources Users Association; CARE Kenya; The Nature Conservancy Kenya; Kenya Electricity Generating Company Limited; National Environment Management Authority; Kenya Forestry Service; Ministry of Agriculture; and Kenya Agricultural Productivity and Sustainable Land Management Project in the Ministry of Environment and Mineral Resources.

²³⁶ COSOP 2013, p. 4.

254. As noted under Impact, a number of policy documents have been drafted with IFAD assistance (for example, on example horticulture, dairy and animal feed), but according to our interviews with Ministry of Agriculture officials some of these have not yet been enacted by Parliament. This is partly due to the disruption of the recent elections, but it is disappointing that the good work at local and subsector levels has yet to bear fruit.
255. IFAD's rural finance initiative has been influencing policy thinking in the sector, with other partners and government taking up the PROFIT leveraging model. While there has not yet been a contribution to the formulation of a broad rural finance policy, a Kenya Credit Guarantee Policy and Bill has been drafted. The e-voucher modality promoted under KCEP-CRAL has been taken up by the Agricultural Sector Strategy and is reflected in the Big Four Agenda.
256. Grants. Policy engagement was one of the focus areas of IFAD grants, with some positive results. For example, the grant in support of the African Green Revolution Forum²³⁷ led to the President of Kenya announcing his government's commitment to invest US\$200 million so that at least 150,000 young farmers and young agriculture entrepreneurs could gain access to markets, finance and insurance. Another example is the grant for PRESA, which contributed to the adoption of rewards for environmental services in the Kenya Water Policy under the new Constitution of 2010 by informing a land restoration mechanism based on a case study developed in Sasuma.
257. One issue related to policy engagement is the difficulty of directly linking grant interventions at country or regional level to policy reform, since to a large extent such changes result from a multitude of stakeholders. However, it can be argued that grants have been able to indirectly influence the policy environment by building the capacity of of the benefitting organisations through seminars, workshops, exchange tours and focused studies, thus enabling them to lobby from an informed point of view.
258. In conclusion, policy engagement is rated as moderately unsatisfactory (3). The 2013 COSOP agenda remained as ambitious as the earlier COSOPs, yet while a country office was established in the interim, and good engagement has occurred within sector forums, limited resources were provided and no clear mechanisms were defined to really take policy work forward to a new level. Most policy engagement occurred around the lending operations, and results have been hindered by slow policy-approval processes.

D. Grants ²³⁸

259. Grants portfolio. The grants portfolio in the period covered by the CSPE consisted of 65 grants²³⁹ with a value of approximately US\$155 million.²⁴⁰ A large number of these IFAD-funded and/or -managed grants were provided under the global/regional window that included some activities in Kenya (59 grants, or 91 per cent of all grants, worth US\$115 million). Of the remaining six, three were funded under the country-specific window and the other three under the GEF and other

²³⁷ A multi-stakeholder initiative that aims to discuss and develop concrete investment and development plans and policy support strategies for agriculture value-chain development in Africa. The AGRF partners, which includes the Government of Kenya, pledged to pursue a political, policy and business agenda intended to accelerate smallholder-inclusive agricultural transformation in at least 20 countries.

²³⁸ The objectives of IFAD grant financing are to: (i) promote innovative, pro-poor approaches and technologies with the potential to be scaled up for greater impact; (ii) strengthen partners' institutional and policy capacities; (iii) enhance advocacy and policy engagement; and (iv) generate and share knowledge for development impact (source: IFAD Policy for Grant Financing 2015, EB 2015/114/R.2/Rev.1).

²³⁹ Grants covered are: (i) those whose date of completion is after 1 January 2011 and date effectiveness is by December 2017; (ii) those having Kenya among focus countries (this implies that grants having the recipient based in Kenya but not being implemented in the country were not taken into account). Also, grants contributing to finance investment projects were not included.

²⁴⁰ For grants in EUR, amounts were converted in US\$, using the exchange rate on 10/01/2018.

windows (see table 5 annex VII). Overall, out of the 65 grants, 26 were cofinanced. Cofinancing was particularly relevant for global and regional (GLRG) large grants (covering US\$57.8 million, or 56 per cent of project financing) and GEF grants (covering US\$26.4 million, or 72 per cent of project financing). Global and regional small grants were instead primarily financed with IFAD resources for a total amount of US\$3.6 million, or 94 per cent of total financing. In eight cases, IFAD did not make financial contributions but provided technical support or ensured project coordination and supervision.

260. Benefitting organizations and thematic areas. The vast majority of grant recipients were CGIAR centres, not-for-profit organizations and NGOs, followed by farmers and producers' organizations as well as research institutions.

Table 10

Grant recipients (numbers) by window

<i>Grant Window</i>	<i>CGIAR org.</i>	<i>Not-for-profit org.</i>	<i>NGO</i>	<i>Farmer/ prod. org.</i>	<i>Research org.</i>	<i>Regional org.</i>	<i>Umbrella org.</i>	<i>UN Agencies</i>	<i>Foundation/ Trust</i>	<i>Other</i>
Total	15	10	10	6	5	4	4	3	3	5

261. Thematic focus. The key grant thematic areas included marketing and knowledge management, followed by policy engagement and NRM, women and youth, farm technology, and support to farmers and producers' organizations. On the other hand, there were few grants related to some key focus areas of IFAD-supported operations in Kenya, such as ASALs.

Table 11

Grant themes

<i>Grant Window</i>	<i>Marketing</i>	<i>KM</i>	<i>Policy engagement</i>	<i>NRM</i>	<i>Women/ Youth</i>	<i>Farm technology</i>	<i>Farmers/prod. org.</i>	<i>Indigenous populations</i>	<i>Other</i>
Total	7	7	6	6	5	5	5	3	21

262. The two country-specific grants included in the analysis have strong linkages with IFAD's investment portfolio in the country. The UTNWF, which consists of a Public-Private Partnership to create a water fund in the Upper Tana River basin for NRM, is working in some of the same areas as those of UTaNRMP and therefore with some of the project's beneficiaries. The KCEP-CRAL FAO grant works directly with the IFAD country office to support coordination in the implementation of KCEP-CRAL at county level in line with the CIDP, with the assistance of FAO (the grant recipient). The uptake of their results is in the emergent stage as these are relatively new grants.
263. Innovations. The selected grants pursued the introduction of innovative approaches and tools. This occurred through:
- the use of new technologies or tools (e.g. the use of mobile phones to share behavioural nudges²⁴¹ with farmers under UTNWF; the use of the new technology "Livestock Protective Net Fence" developed under the Development of Innovative Site-Specific Integrated Animal Health Packages for the Rural Poor; the development of a mobile app "Uza-EACapp" integrating simplified information packs/guides on requirements/procedures for cross-border trade in the East African Community under the Regional East African Community Trade in Staples Project (REACTS); the development of tools for measuring grassroots institution-building under the Enabling Rural Transformation and Grass-Roots Institution Building.

²⁴¹ Nudges work through positive enforcements or indirect suggestions to influence behaviour and decision making.

- the adoption of innovative learning systems (e.g. the service desk developed under the Knowledge Management Partnership (KMP), which takes requests from IFAD projects in the field of rural finance and provides responses in real time; the promotion of South-South cooperation through the learning route methodology and the design of innovation plans under the PROCASUR grant; and the organization of annual innovation competitions under the Strengthening Capacity of EAFF Through Knowledge Management and Institutional Development).
 - the rewards for environmental services under PRESA, a novel approach for linking ecosystem stewardship with the interest of ecosystem service beneficiaries in African contexts.
 - The UTNWF, an innovative NRM project which is the first water fund of its kind in Africa.
264. However, there are no concrete examples of the innovations been used in the Kenya lending portfolio.
265. Synergies. An effort was made to ensure synergies across loan and grant operations. Some of the grants analysed have had linkages with four IFAD-supported projects that are part of this CSPE: SDCP, MKEPP, UTaNRMP and PROFIT. The linkages were devised, and in some cases achieved, in ways that can be categorized as follows:
- Focusing on the same targeted populations of IFAD investment projects or on populations living in zones covered by IFAD investment projects (e.g. Scaling up Bee-keeping targeted poor rural people in MKEPP and UTaNRMP project areas; REACTS focused on smallholder producers targeted by SDCP and UTaNRMP).
 - Providing input, assistance, support and/or coaching. The KMP III participated in the design mission of UTaNRMP and in technical implementation missions for PROFIT. However, there is no evidence of the recommendations being adopted.
 - Implementing activities in collaboration with IFAD-supported projects. This was the case for REACTS, where a consortium was initiated linking seven SDCP dairy cooperatives (with 6,200 members) to a dairy processor (New Kenya Cooperative Creameries) to fill the daily deficit of 90,000 litres of milk.
 - Developing and adapting tools to assist IFAD-supported projects. For example, through the Tenure Security Learning Initiative for Eastern and Southern Africa the UTaNRMP used the Social Tenure Domain Model for its NRM objective. Also, a manual offering a set of guidelines for sustainable land management technologies, water and carbon benefits was developed for MKEPP. The Development of Innovative Site-Specific Integrated Animal Health Packages for the Rural Poor grant supported SDCP to incorporate the animal health package into its activities.
266. Results. The outcomes related to adoption of grant activities in the lending and non-lending portfolios are moderately positive. Some concrete examples include the capacity-building for community groups to improve their production and incomes as well as the promotion of tree-planting under PRESA that was taken up by UTaNRMP. At the policy level, PRESA contributed to the mention of rewards for environmental services in the Kenya Water Policy under the new Constitution of 2010. Other documentary evidence of uptake of grants at the policy level is very limited.

267. Some reasons related to the modest uptake of grants were as follows: (i) in some cases, the uptake was hampered due to design issues;²⁴² (ii) private sector coverage was very low (only one potential “buyer” was available in most sites), resulting in limited demand; and (iii) at landscape level, actions were conducted at very small scale compared to the size of the watersheds and this limited their relevance to policymakers.
268. In other cases, the design features of a grant had to be modified to ensure the uptake of results. PRESA’s approach of implementing payment for environmental services through direct payments was not sustainable as it involved cash payments and was supply-driven. UTANRMP modified this approach by providing matching grants to CIGs, WRUAs and CFAs, as opposed to paying cash, and by using a demand-driven approach whereby beneficiary community groups were trained on writing proposals from their respective plans – Community Action Plans for CIGs, PFMPs for CFAs and SCMPs for WRUAs – to enhance sustainability.
269. In the case of some grants that focused on knowledge management, such as the KMP III, there was lack of a clear framework to engage with the country programmes. This resulted in knowledge being disseminated through regional workshops as opposed to country-level workshops, which would have been more effective.
270. Overall, the grant portfolio of Kenya has been broadly relevant and aligned with IFAD strategies. Grants funded areas of key importance to the country strategy and thus have contributed to COSOP objectives. In addressing relevant issues, the regional grants created good linkages with lending portfolio. On the other hand, although grants targeted relevant thematic areas, few documented examples exist that demonstrate the uptake of results from their activities. The grant portfolio, which includes Kenya as a recipient country, is large. However, regional grants account for the lion’s share of this portfolio. This is possibly one cause of low uptake of their results in Kenya, which could have benefited from more country-specific grants. On the other hand, managing more country-specific grants requires adequate staff capacity in the country, which currently may be a constraint.

Table 12
Ratings for non-lending activities

<i>Type of non-lending activity</i>	<i>Rating</i>
Knowledge management	3
Partnership-building	4
Policy engagement	3
Overall	3

²⁴² For instance, in the case of PRESA, the project cycle was too short to result in private sector engagement and the building of such approaches into the companies’ business structures.

Key points

- Policy engagement has been restricted to sector working groups. Projects have supported the drafting of various policy documents although none have been fully adopted.
- Partnership-building has also delivered mainly through project mechanisms, particularly with the Rome-based agencies and the EU. Anticipated partnerships with the World Bank, USAID and AfDB have not occurred. Private sector partnerships have been modest, although there are some notable examples.
- Knowledge management has shown disappointing performance, and the ICO has not had sufficient resources to fulfil COSOP expectations.
- Grants have been aligned with IFAD strategies and contributed to COSOP objectives. While there were linkages with the lending portfolio, there were limited examples of uptake because most grants were regional in nature.

V. Performance of partners

A. IFAD

271. The last CPE (2011) found IFAD's engagement in Kenya significantly strengthened. It had reactivated a suspended portfolio in the 1990s, and since 2000 prepared two COSOPs for Kenya and financed six new loans. Later IFAD established a country presence (2008), shifted to direct supervision and implementation support (2012) and adopted a fully staffed IFAD Regional Office in Nairobi (2011).²⁴³
272. In the following period the CPM was out-posted (2012), a new COSOP was prepared (2013), and three new projects initiated (UTNMRP 2012, KCEP 2014 and ABDP 2018).
273. The IFAD office in Nairobi has been strengthened with the out-posting of the CPM. Yet the office faces a high burden with regard to coordination because of the large donor presence in Kenya and the dual country-regional role of the ICO. There are currently five staff contributing to strategy and policy engagement. However, three of these (covering Gender and Youth, Environment, and European Union operations) also have a regional role. The regional hub role of the office provides access to much needed technical expertise, but it also places an additional layer of complexity on the IFAD team. The relatively rapid turnover of IFAD CPMs has also been an issue in Kenya, affecting continuity of engagement.²⁴⁴
274. Country programming and review has shown varied effectiveness. The CPMT was very active in the past, especially around the formulation of the last COSOP. It consisted of a wide group of stakeholders, including the ICO team, other donors, IFAD project staff and the private sector. Indeed the 2013 COSOP foresaw the CPMT as an important mechanism to review and share progress. But in the past five years its role has diminished and there is little reference to its activities in the recent past.²⁴⁵ Equally, the COSOP reviews have not been a regular feature since 2013, although a review took place in early 2018 (see COSOP performance).
275. Project designs were innovative in several areas, including in NRM, rural finance and ASAL interventions. On the other hand, design processes did not focus on reducing complexity (in the case of KCEP-CRAL and PROFIT), as recommended by the last CPE (2011). They also did not propose ways to overcome the implementation delays common at start-up for new projects, and which affected all projects consistently (see Efficiency). Sensible scaling-up was also achieved, for example from MKEPP to UTaNRMP, with SDGP and its extension, as well as expansion of KCEP to KCEP-CRAL. The extension of SNCDP and MKEPP for two years was sensible too, to allow for completion of activities (SNCDP) and design of scaling up (MKEPP).
276. Direct supervision has been a turning point in the portfolio. Project PCRs lauded the better support provided, and found the approval process easier than when the United Nations Office for Project Services was administering the portfolio (MKEPP, SNCDP). IFAD supervision has been effective and timely. Missions have mostly taken place every six months and for the purposes of supervision or implementation support. They were well staffed and appreciated by stakeholders. Mobilization of technical expertise and timely follow-up were instrumental in turning around underperforming projects.²⁴⁶ Some missions deployed very large teams of 10 to 20 personnel; others were narrowly focused on technical aspects

²⁴³ The previous CPE (2011) comments extensively on the transition of the Nairobi Office from a regional hub supervised by a portfolio advisor (2007) to a fully staffed regional office.

²⁴⁴ There have been four CPMs since 2010, each serving around two years (Table1).

²⁴⁵ According to IFAD's records (GRIPS), it last met in 2015.

²⁴⁶ Strong supervision as well as support accounted for the turnaround in the performance of PROFIT. It was rated unsatisfactory in 2016 and a project at risk, but with intensive support from the ICO and the help of supplementary technical assistance, it has rapidly improved its disbursement rate and quality of PCU staffing.

and had critical expertise missing, for example on gender and social inclusion.²⁴⁷ Supervision reports have been extremely comprehensive, but often very long (sometimes well over 100 pages). They have had good involvement from Government personnel and thus often provided an opportunity for policy engagement.

277. Policy engagement. Since it established its country presence in 2008, IFAD has had higher and more effective interaction with the Government, partners and projects. IFAD has been active in the donor coordination groups such as the Agricultural and Rural Development Donor Group and the ASAL Donor Sector Working Group, although it has not taken a chairing role so far. It is seen as a valuable partner with strong field knowledge and valuable experiences to share.²⁴⁸
278. The Government feels positive about IFAD's role. It finds IFAD's country team engaged, responsive and easy to work with compared to other partners.²⁴⁹ Though other donors have adjusted and supported devolution more effectively,²⁵⁰ IFAD projects have been flexible to engage with county departments and adjust to the creation of new counties and sub-counties. The Nakuru County Agriculture Minister, for example, noted that IFAD funding had been key in ensuring that farmers' voices were heard in planning processes, and IFAD's support for value chains in dairy and cereals had been influential in policy-making and in the CIDP.²⁵¹
279. In sum, IFAD's performance was positive in terms of project design and supervision aspects, but more mixed in its country portfolio management and partnerships. A rating of moderately satisfactory (4) is given.

B. Government

280. The Government remained committed to the agriculture sector and demonstrated a high degree of ownership, although frequent changes in the roles and responsibilities of ministries, particularly in the agriculture sector, and other agencies over the CSPE period have proved difficult for projects to adjust to.
281. Commitment and ownership. Government's commitment to IFAD-supported projects is reflected in its contribution, which has usually exceeded the amount pledged at design. The data presented in figure 6 below illustrates this aspect. This is particularly the case with SHoMAP, to which the Government contributed additional funds for completing the market structures. The contribution has ranged from some 3 per cent, as in the case of PROFIT, to approximately 22 per cent, as in the case of SHoMAP.

²⁴⁷ A gender and social inclusion expert was present on only 4 out of 15 missions for SDCP, 2 out of 14 missions for SHoMAP and 3 out of 14 missions for PROFIT. UTaNRMP is the notable exception, with a gender and social inclusion specialist on 5 out of 7 missions and high-quality reporting on gender issues.

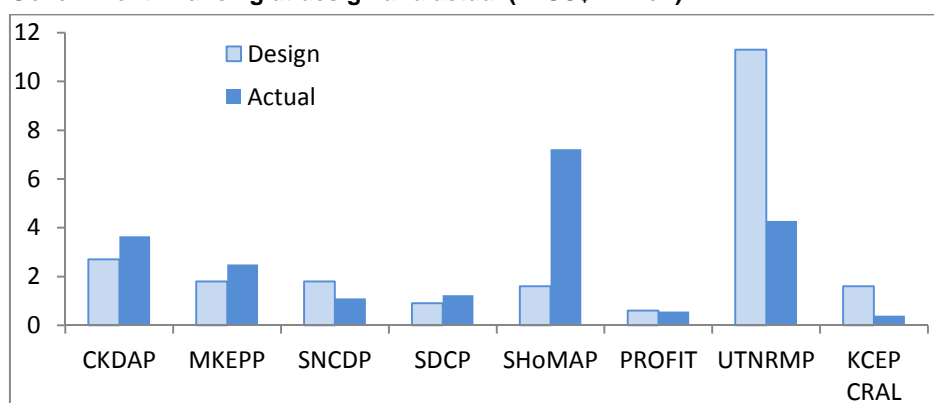
²⁴⁸ Based on interviews with representatives from FAO, Swedish Embassy and USAID and the secretary of the ARD .

²⁴⁹ Based on CSPE interviews with senior Ministry of Agriculture and Livestock staff.

²⁵⁰ For example, the World Bank has a dedicated project to support decentralization.

²⁵¹ KILs with KCEP regional coordinators and Minister of Agriculture, Nakuru County.

Figure 6
Government financing at design and actual (in US\$ million)



Source: annex VII, table 6.

282. Devolution process. The ongoing process of devolution has affected the country programme in various ways. From 2013 onwards, when the devolution policy came into effect, increasing implementation responsibility for projects was placed on county governments rather than line ministries. In SHoMAP, counties were expected to contribute to the completion and running of market structures, but only half of these were in use at the time of the impact evaluation. In UTaNRMP, devolution impacted the assignment of budgets, where the 2013/2014 AWPB was devolved to counties instead of nationally under the Ministry of Environment, Water and Natural Resources. County programme coordinators were also prone to being transferred to different sub-counties or departments within the county, and county ministries of agriculture faced inadequate funding and a shortage of capacity, especially where former counties were subdivided into new smaller counties.
283. As noted in the Government's 2016 devolution reform strategy,²⁵² there have been numerous challenges facing county governments that have impinged on their ability to effectively plan, sequence and monitor the delivery of services. The evaluation mission observed that these issues were most acute in the Eastern region, while in the Western region the situation is somewhat better due to the earlier establishment of KCEP-CRAL and good relations over many years with SDCP.
284. At district/county level, facilitation teams were the mechanism used to provide coordination with local government structures. Except for the recent ABDP, these arrangements kept nearly all financial and procurement control with the PCUs. For KCEP, the pressures from counties to assume greater control over their finances and development plans led to an extended period of hiatus in 2015 until an MoU was signed with the relevant county governors.²⁵³
285. Project management/coordination units. The PMU/PCU model has worked to the benefit of projects in terms of finance and procurement, especially from 2013 on when devolved systems were taking time to become effective. The PMUs reported to their appropriate parent ministry and operated in parallel to devolved government structures. Sound arrangements were usually made to set up steering bodies to guide implementation, with key ministries, county representatives and other agencies nominated for this purpose.
286. On the other hand, setting up PMUs took much longer than anticipated, except where projects were extended (SDCP). Later projects (such as PROFIT and KCEP) did not seem to learn from the experiences of earlier projects (such as SDCP, CKDAP, SNCDP) at least in terms of PMU staff recruitment, baselines and setting up partnership agreements

²⁵² Policy on Devolved System of Government, Ministry of Devolution and Planning, October 2016.

²⁵³ Interview with KCEP PCU.

287. On the whole the PMU approach was appropriate in terms of meeting fiduciary and monitoring needs. On the other hand, M&E has been on the whole an area of weakness, according to supervisions and reviews, with the average project status report rating across the portfolio of 3.8 and showing a declining trend (figure 11, annex VII).
288. Since 2016, projects have had to work harder to integrate with county-level arrangements, and the KCEP design was the first to strongly reflect the county-led responsibilities for executing the project, while at the same time retaining most financial controls in the PCU.²⁵⁴ The most recent project, ABDP, has been able to reflect more clearly the new relationship between national and county government by setting up dedicated project accounts at county level alongside the national account.
289. In the case of PROFIT, an embedded PMU design was proposed to work within the Micro Finance Unit in the National Treasury to oversee implementation, with the idea that this would allow strong linkages to other initiatives.²⁵⁵ Other components were to be outsourced to a range of service providers, particularly AGRA, which would manage the risk-sharing facility. However, the Government did not focus enough attention on these arrangements. The staffing and procurement needs were relatively small compared to other major programmes run by the Treasury. This led to delays in PCU staff recruitment and in setting up MoUs with partners.
290. Compliance with loan agreements and loan conditions by the Government has been overall very good. In general, the anticipated government contributions have been met or exceeded. For MKEPP, for example, the PCRV noted that the Government participated in all aspects of project design, negotiation, loan agreement, implementation, supervision and in offering implementation support and undertaking specific studies, reviews, auditing and reporting. The Government adhered to all the loan covenants, including the provision of counterpart funding, with its contributions amounting to 140 per cent of the expected amount.²⁵⁶ According to the final supervision mission, SNCDP had complied with all loan covenants.²⁵⁷ There were some issues with procurement, however, namely slow completion of infrastructure projects.²⁵⁸ In general, despite the wider issues of corruption in Kenya, the portfolio did not experience misuse of funds.
291. Overall, Government performance is rated as moderately satisfactory (4), based on its providing continuing policy emphasis to the sector, complying with loan agreements and improving fund flow, but offset by the continuing underfunding of the sector, and delays in building capacity at local government level to support implementation.

²⁵⁴ To overcome the gaps in county-level capacity, FAO was to provide training support to county staff, and the KCEP PCU set up three regional offices (in Nakuru, Kitui and Mombasa) to ensure closer liaison with counties while also reflecting different agro-ecological demands.

²⁵⁵ Such as the World Bank Financial Sector Deepening Trust and the Micro-Finance Sector Support Credit project funded by the Agence Française de Développement.

²⁵⁶ MKEPP PCRV 2014. Paragraph 83.

²⁵⁷ SNCDP Supervision Mission July 2013. Paragraph 40.

²⁵⁸ SNCDP Supervision Mission report July 2013. Paragraph 43.

Key points

- IFAD as a partner has performed well in terms of strategic direction, project design and supervision, but with less success in terms of programme management, ICO stability and partnerships.
- The Government of Kenya has shown continuing commitment to the agriculture sector from a policy perspective, although not from a budget allocation point of view. Loan compliance has been good, but disbursements have sometimes been slow, reducing efficiency and project delivery. PMU staffing has been problematic.
- Devolution processes have had an effect on all projects in the portfolio except PROFIT, which is implemented at national level. Implementation units have developed various mechanisms to adjust to the growing role of county governments.

VI. Country programme and strategy performance

292. This chapter assesses the relevance and effectiveness of the evolving country strategy pursued in Kenya by IFAD and the Government since 2011. The assessment draws on the analysis in Chapter III on portfolio performance, Chapter IV on the assessment of non-lending activities and Chapter V on performance of partners.

A. Relevance

293. Strategic alignment. The 2013 COSOP covered a period of transition from external to in-country management of IFAD's portfolio and presence, and introduced a major shift away from area-based rural development projects to value chains and ASAL areas, as well as working more closely with the private sector. The focus on ASAL areas remains a key theme presenting major technical challenges in a period when climate change is occurring. As the private sector continues to grow strongly in Kenya and the emphasis on the role of private investment in agriculture expands (for example in the new Big Four Agenda),²⁵⁹ IFAD has had to reposition itself to incorporate these priorities. Yet it has not found the task easy.

294. There is a significant and predictable issue of strategy-to-execution time lag (i.e. the difference between the COSOP time frame and the design and execution of projects).²⁶⁰ Projects that were designed under the earlier 2007 COSOP are being implemented under the 2013 version. The identification of rural finance as a key objective was clear in 2007; however, the 2013 COSOP makes relatively little mention of this sector.²⁶¹ This downgrading is surprising given the substantial investment that was to be provided through PROFIT.

295. Equally, the two projects that are most clearly aligned to the COSOP 2013-18 framework are only now beginning to deliver results (KCEP) or due to begin shortly (ABDP). These will therefore run over into the next COSOP phase. This strategy-to-execution time lag seems to reflect the marked contrast between the rather rapid pace of policy evolution in IFAD and the much slower ability to deliver on the ground.

296. Value chains. The importance of pro-poor value chains has been progressively acknowledged in IFAD's corporate Strategic Frameworks. According to the Strategic Framework 2007-2010, value chain analysis was one of the key elements that should underpin the efforts to address the lack of markets for poor producers. Similarly, in the Strategic Framework 2011-2015, value chains were to be at the centre of IFAD's rural development strategy to generate opportunities for increased incomes and employment both on-farm and off-farm. The current Strategic Framework 2016-2025 considers value chains as major features of IFAD's operations and 4Ps as one of the mechanisms to be developed around value chains. Value chain thinking also forms part of IFAD's other strategies.²⁶²

297. The COSOP 2013 has identified agricultural value chains as one of the comparative advantages of IFAD in Kenya. It also called for innovation when working with value chains – under SO1 it calls for use of low-carbon technologies for value chain development and under SO3 it argues for innovative public/private partnerships along the agricultural value chain. In response, IFAD has taken on a large number of very different value chains with varying technical, marketing, financing and

²⁵⁹ Policy on Devolved System of Government, Ministry of Devolution and Planning, October 2016.

²⁶⁰ An issue noted in the recent COSOP Results Review draft, April 2018, version 11.

²⁶¹ It appears only as an Output under SO1.

²⁶² For instance, the Private Sector Engagement Strategy 2012 makes extensive reference to value chains and underlines the central role of farmers' organizations to increase farm-gate prices and improving incomes of small farmers within value chains. The 2009 IFAD Rural Finance Strategy also envisages innovative products that could target actors throughout agricultural value chains.

targeting demands. This complexity has led to a range of implementation challenges, and as such the choices could have been more selective or rather less ambitious.

298. Targeting. The 2013 COSOP showed an increasingly comprehensive understanding of IFAD's target groups, in terms of the subgroups therein and their respective levels of poverty and economic activities on-farm, off-farm and along value chains. Following in the footsteps of the 2007 COSOP and in line with IFAD (2008) Policy on Targeting, the core target group of the country strategy was the poor and semi-subsistence smallholders and agro-pastoralists with the potential to produce, or already producing, a marketable surplus. In addition, the broader target group included the poorest smallholders and pastoralists, which was a relevant approach in the context of rising income inequality.
299. As noted in Chapter II, Kenya has a progressive national legal, policy and institutional framework to promote gender equality and women's empowerment. However, the benefits have yet to be fully felt by rural women, whose lives are governed by informal customary laws and social norms that perpetuate gender inequality and limit poverty reduction and economic growth. In response, the portfolio has clearly identified women and female-headed households as important target groups of programme interventions and strived to promote gender equality and women's empowerment in all project designs. The inclusion of women and female-headed households in project target groups is in line with the IFAD COSOPs (2002, 2007, and 2013) and the IFAD Policy on Targeting, which affirms IFAD's special focus on rural women for reasons of equity, effectiveness and impact.
300. Grants. Overall, the interventions and support funded by grants were broadly aligned with IFAD strategies, including the 2007-2012 and 2013-2018 COSOPs and with IFAD Strategic Frameworks.²⁶³ For instance, the grant seeking to improve IFAD's role as a knowledge broker on rural finance (KMP) was relevant and in line with SO3 of COSOP 2007 and the IFAD strategic frameworks' focus on enhancing the access of poor rural women and men to a broad range of financial services, and enabling them to develop the skills and organizations they require to take advantage of such services. SO1 of COSOP 2013 (gender-responsive, climate-resilient and sustainable community-based NRM is improved) was reflected in PRESA. This grant sought to generate evidence and facilitate mechanisms that enable recognition and appropriate rewarding of land management practices that generate ecosystem services.
301. SO2 of COSOP 2007 and SO3 of COSOP 2013, which aimed to increase incomes of the rural poor through the utilization of technologies, market-oriented production and increased market access, were to be achieved through developing efficient linkages of smallholders to regional markets (REACTS) and generating livelihood options for greater incomes through enhanced productivity and organic certification (Scaling up Bee-keeping and other Livelihood Options). Similarly, the grant Enabling Rural Transformation and Grass-Roots Institution Building aimed to provide support to smallholder organizations in the context of organizational development, as per IFAD's objective to support poor rural people's organizations and with the 2007 COSOP objective of ensuring that poor rural people have better access to, and the skills and organization they need to take advantage of, policy and programming processes at the local and national levels.
302. The mix of instruments deployed during the COSOP has not been so optimal. While both the lending portfolio and the grants have generally been well devised and effective in accordance with the SOs, the synergies between lending and non-lending could have been stronger. This is largely due to the weaker performance of

²⁶³ The Strategic Frameworks taken into account are the following: 2007-2010; 2011-2015; and 2016-2025.

policy engagement and knowledge management and the often distinct and separate role of grants (other than those embedded as part of lending operations). This gap is especially striking given the CPE recommendations in 2011 (paragraph 62).

303. Given the strong relevance of the thematic focus and the targeting approach, yet the insufficient focus on non-lending activities within the strategy, the rating for COSOP relevance is moderately satisfactory (4).

B. Effectiveness

304. The 2013 COSOP includes three SOs: SO1 on NRM; SO2 on agricultural productivity (yield increases, improved services, stronger production groups); and SO3 on value addition and markets. Findings on performance are hindered by the lack of alignment of RIMS indicators at project level with the COSOP results framework. The draft COSOP review report from April 2018 provides a positive view of overall achievements, but in our view provides little critical assessment of actual gaps.
305. The theory of change set out in the CSPE approach paper (and following in annex XIII) elucidates how each of the SOs from the 2007 and 2013 COSOPs will be achieved through programme outputs to outcomes and impact, i.e. the results of lending and non-lending operations against the COSOP objectives. The evaluation identified three impact pathways through which the SOs would be achieved. These pathways are embedded in three thematic areas of IFAD's operations in Kenya: NRM/climate change, value chains and rural finance. As noted above, the third pathway on rural finance is a 2007 objective and has not been highlighted to the same extent in the 2013 COSOP, yet it has been important in terms of financial investments (through PROFIT). This evaluation assesses the results in these thematic areas as pathways to achieving the SOs.
306. The intervention pathway for NRM/climate change activities, which corresponds to SO1 of the COSOP 2013, wherein NRM/climate change activities lead to improved soil and water conservation and then to more sustainable production systems as well as greater institutional capacity and social cohesion, has been shown to be viable and successful. This is confirmed by a range of evidence from impact studies, supervision missions and our interviews in the field.
307. The pathway for value chains relates to SO3 of COSOP 2013 (access to improved post-production technologies and markets enhanced), SO2 of COSOP 2007 (access to and use of appropriate technologies, markets and community-owned rural infrastructure) and to an extent SO2 of COSOP 2007 (capacity of public, private sector and civil society organizations in delivering pro-poor and demand-oriented services strengthened). Here, there is a reasonably good performance, particularly in the dairy sector, which shows that the pathway based around value chains is valid, although achievements have been affected by gaps in market access. The horticulture value chain, on the other hand, improved access to technology but market access-related results were mixed.
308. Finally, the pathway which aims to improve access to financial services and corresponds to SO3 of COSOP 2007 (access of rural poor to financial services and investment opportunities is improved) has shown that financial leveraging of new actors with IFAD funds in the rural finance sector is possible with the right support. Yet the expected scale of leveraging in terms of number of banks (two rather than four) and the scale of response from the private sector to date have not matched the ambitions of the PROFIT model. Delays in implementation have also delayed creating a clear pathway to the outcome of reaching the target smallholder farmers, but the graduation of the very poor to becoming credit-ready has been demonstrated.

309. The achievements of SO1 are rated as high. The lending side has generally delivered well on the required indicators around improved NRM and strengthening gender-responsiveness. Some aspects of policy have been effective (Forestry, Water Rights), and community groups have played a strong role in delivering benefits on the ground through CAPs or dairy groups. Women have led a third of these groups. Key achievements include the success and affordability of the wildlife fencing and also the improved quality of water and soil in the target areas from conservation measures.
310. The non-lending portfolio has achieved more limited results, although a notable success has been UTNWF, which has demonstrated valuable multisector and partnership links.
311. For SO2, achievement is rated as moderate. Projects are improving the access of poor rural women, men and youth in the target areas to sustainable and productivity-enhancing assets, technologies and services. Adoption rates for technologies are reportedly fairly good, and access to services has risen for both men and women producers. Ownership of productive assets has risen although there are still gaps in terms of achieving full intensification of dairy production with biogas digesters, chaff-cutters and concrete floors, or marketing structures and processing equipment for horticultural groups. Access to credit remains relatively poor for producers, despite the steps taken to improve rural finance outreach.
312. Production and income changes are mixed – productivity responses show good results for dairy but are more varied for horticulture, and the early signs for ASAL crops such as millet and sorghum are below expectations.
313. Significant benefits from the use of new forms of technology are occurring, such as with the e-voucher system, mobile payments, improved cooking stoves and drought-forecasting and crop insurance.
314. For SO3, overall achievement is moderate. Processing improvements are evident at the local level, for example in the dairy sector (with milk bars or biogas) and among producer groups in different value chains, which increased the level of contract production. Access roads have proven successful while storage facilities (such as warehouses) have not been so effective.
315. As groups become more commercialized, there is a concern that the poorest producers will drop out of the groups as they will not be able to mobilize the labour or capital required to improve quality. Interventions such as dairy goats were not pursued to overcome this. The role of youth has seen some success in terms of their involvement in marketing, but there is potential for much more to be achieved.
316. Overall, the performance across the three SOs (see table 13 below) from COSOP 2013 is judged by the CSPE as follows. For SO1 (NRM), the two lead projects have been generally successful while the other projects have incorporated NRM/climate change approaches to varied levels. Significant improvements in soil and water management have occurred, forest and wildlife resources have been protected, and grassroots organizations have been strengthened. For SO2 (yield increases, improved services, stronger production groups), results have been good as well but they have also been affected by devolution, over-ambitious targets and drought and pest problems. SO3 (value addition and markets) has had mixed performance, with some success on infrastructure delivery and productivity rises, although access to markets has still to be effective, so that increases in production are only partially matched by increases in sales. Private sector links have improved although there are still gaps in absorbing the increased production.
317. From the information available, effectiveness is rated as moderately satisfactory (4).

Table 13
COSOP 2007 and 2013 Achievements²⁶⁴

<i>Strategic Objective</i>	<i>Results over the CSPE period</i>	<i>Level of achievement</i>
2007 COSOP		
SO1: Capacity of public, private sector and civil society organizations in delivering services requested by the rural poor is strengthened	Rural poor served by public, private and civil society organizations increased by 45% Women on management committees increased by 40-50% CAPs included in government plans (60%). – 47 CAPs developed	Moderate
SO2: Access of rural poor to, and their utilization of, appropriate technologies, markets and community-owned rural infrastructure is improved	No overall assessment but results from MKEPP and CKADP show: Adoption rates varied but 50-60% for soil and water technologies and crops Significant yield increases for banana, vegetables, milk 100% Net incomes increased 70% for crops and 55% for milk	High
SO3: Access of rural poor to financial services and investment opportunities is improved	No overall assessment but: SNCDP achieved 80% of savings target and 115% of active borrowers, PROFIT not yet delivered	High
2013 COSOP		
SO1: Gender-responsive, climate-resilient and sustainable community-based NRM in the target areas is improved	SDCP UTaNRMP good progress: Land improved 7,809 ha, soil erosion reduced, increase area of land cultivated under climate-resilient practices 9,418 ha NRM groups functional and 78 plans operational, 58 CAPs for SDCP and 86,000 jobs created Water-use efficiency improved	High
SO2: Access of poor rural women, men and youth in the target areas to sustainable and productivity-enhancing assets, technologies and services is improved	Farmers reporting production or yield increases: UTaNRMP 20,000, SDCP 42,719 and KCEP-CRAL 30,580; mixed yield improvements (good for sweet potato, modest for green grams, bananas and beans under UTaNRMP), milk yield 3-5 litres to 8-10 litres per day Ecologically sound technologies adopted UTaNRMP 45% and SDCP 93%; over 2,000 ha of improved irrigation schemes Increased ownership of assets and access to services improved for women but less so for youth	Moderate

²⁶⁴ COSOPs 2007 and 2013. Targets are not captured in the COSOP reviews.

SO3: Sustainable access of poor rural women, men and young farmers, agro-pastoralists and entrepreneurs in the target areas to improved post-production technologies and markets is enhanced	<p>Increased purchase of inputs</p> <p>Improved functioning of roads 547 km roads improved (238% of target) but markets (only 13 out of 38 markets functional SHoMAP)</p> <p>Sustainable enterprises created: but few contracted sales arrangements (24% for SDCP)</p> <p>UTaNRMP has increased access to finance by 20%, PROFIT has reached 175,422 farmers, SDCP 9,627 farmers, and KCEP-CRAL 30,580</p> <p>Increase women's presence in marketing groups but lower access to finance (95% of AFC loans go to men)</p>	Moderate
--	--	----------

Key points

- Overall relevance in terms of Government of Kenya and IFAD policies is high in the two COSOPs.
- Less attention was paid to how private sector involvement would occur and the need to integrate non-lending activities with the lending side of the country programme.
- At project level, effectiveness has been generally in line with targets, but it is hard to match these achievements with the COSOP indicators. Best results can be discerned for SO1 and SO2, while SO3 has had mixed performance.
- The theories of change associated with these three objectives are shown to be valid, except for the financial services pathway, where results have yet to fully emerge.
- Projects have tended to pursue their objectives independently, with insufficient efforts to achieve the intended mutual exchange and synergies.

VII. Conclusions and recommendations

A. Conclusions

318. Context. The past seven years in Kenya have seen considerable political, economic and environmental challenges. Tension around elections, complex devolution processes and severe drought in particular affected the context in which development activities occurred. While Kenya is a strongly growing economy, corruption and a rapidly growing youth population have contributed to unequal wealth-sharing. The Government has maintained a strategic emphasis on agriculture, although its budget commitments have not met CAADP targets. Part of the reasons for this is that the private sector is expected to adopt an increasingly vital role in driving the rural economy forward and is seen as a key element in the Government's new Big Four Agenda. Achieving food security through higher incomes and greater food resilience are central tenets of the new Big Four Agenda. It expects that smallholder production will be boosted by improved feed supply, credit, warehousing, licensing and supporting small and medium enterprises, better irrigation and fish farming. This agenda is bringing a renewed impetus to the agriculture sector, and IFAD is well placed to align with the imperatives of improving food security alongside a more competitive, market-led enterprise-driven approach backed by government policy and regulatory reform.²⁶⁵
319. Within this setting, IFAD has adopted broadly sound strategic objectives over the period covered by this CSPE. Its shift from broad community development towards selected value chains, investing more in semi-arid areas, improving access to rural finance and continuing to address environmental degradation and climate change has been highly appropriate. While the focus on ASALs has recognized the priorities of the Government, there has been less attention paid to arid lands and pastoralists within that domain.
320. Adapting to the process of devolution has been a defining challenge for IFAD and affected the programme's performance and sustainability over the COSOP period. IFAD's procedures were somewhat slow to adapt. Only recently have newer projects been able to align with the growing county-level mandate to manage their own funding and planning. The need to engage effectively with both national and county-level partners has added pressure on the limited ICO resources. Devolution, government ministry reorganization, and slow policy reform processes have also limited the impact of the substantial investments into building the capacities of government staff and other service providers in areas such as agricultural extension, credit delivery, marketing and gender mainstreaming until now.
321. The lending portfolio has been affected by slow disbursement and over-ambitious start up time frames. Project delivery has relied on PMUs, which also had to adjust to the growing role of county governments. The PMUs have continued to suffer delays around staff recruitment and partnership-building, and have proved costlier than planned. Projects that have been extended, or have been able to use established management infrastructure, were able to avoid those start-up delays.
322. Despite these challenges, the portfolio has overall achieved a moderately satisfactory performance, mainly due to the following reasons. The continuity of and extended financing for project implementation has enabled interventions to build upon existing institutions and lessons learned, and it has deepened effectiveness. While IFAD has tried to introduce new approaches to its portfolio and given more attention to rural finance and to private sector engagement, this has increased the complexity of designs and implementation, leading to delays in

²⁶⁵ Recent evidence suggests that Kenya performs comparatively well in terms of enabling the business of agriculture, particularly as regards its regulatory environment for finance, water and ICT, but it needs to do more in terms of supporting effective markets. *Enabling the Business of Agriculture, Kenya Snapshot*, World Bank, 2017.

disbursement, and difficulties in achieving sufficient staff capacity and in finalizing partnership agreements. IFAD's focus on supervising project management has absorbed considerable resources, but has yielded positive results within the lending portfolio, in particular with regard to fiduciary oversight, outreach to poorer groups and integration of cross-cutting issues.

323. IFAD has met head-on the difficult task of building more commercial approaches amidst the poor and resource-challenged farmers, especially in ASAL areas. Group approaches have worked here to provide risk-sharing, and IFAD has also been innovative in bringing in solutions around credit delivery, processing and environmental management. But graduation models, while offering a logical pathway for households to produce at a more commercial level, have sometimes been over-ambitious, especially where climate risks are acute or where links to large processors remain a challenge.
324. IFAD has achieved most success in the area of NRM, while value chains and rural finance have also performed well. Working with group-based approaches to NRM has been successful and sustainable because of the favourable legal and institutional framework in Kenya, and IFAD has thus been able to leverage its comparative advantage in community development. For value chains, IFAD has been successful with relatively mature and better integrated value chains such as dairy, while in the more nascent and less integrated value chains such as horticulture it has been unable to achieve the stated objectives within the limited span of a project. Progress has been made on raising the productivity of dairy, horticulture and cereal producers, but linkages with the processing and marketing parts of the value chain have not yet been fully realized. With rural finance, IFAD has stimulated immense interest in its drive to leverage Kenya's banks and MFIs to lend to smallholder producers as well as in preparing poorer farmers for access to credit through financial graduation. There is good potential now to expand, while more carefully monitoring who benefits. Expected synergies between rural finance and value chain projects have yet to be realized.
325. Targeting of the poor has been more successful in the NRM and value chain projects and also in the financial graduation component of the rural finance project. Targeting has been strong in terms of gender, with an increasingly transformative approach. On the other hand, youth have been less well addressed, and IFAD could have done more to focus on this constituency given that nationally, youth unemployment is double that of adults. The move toward the ASALs, recommended by the last CPE, has been limited to semi-arid areas so far. Given that IFAD has a focus on value chains and to date has not been able to reach out to pastoralists, targeting the arid areas may be hard to realize within the COSOP objective of market access. The newest project ABDP reflects again a move away from arid areas.
326. The large scale of operations, the complexity of projects and their geographic spread have absorbed the limited ICO resources and left little time to engage in non-lending activities. Policy dialogue has been ad hoc and without a coherent approach that builds on the lending portfolio as a whole, and with a somewhat detached grant portfolio. So far, IFAD's policy work has been through active engagement in donor and government working groups. However, there is considerable potential for drawing on IFAD's field experiences to inform the wider national policy agenda in Kenya as well as to inform IFAD and its other development partners. Knowledge management has received insufficient attention, M&E has not been robust enough to drive the capture of useful findings, and the ICO has not had capacity to aggregate and share evidence across the portfolio. Learning lessons has not been helped by the high turnover of IFAD CPMs and the failure to monitor COSOP performance punctually. Partnership-building has been more effective but mainly built around project service provision, and with somewhat less success with private sector actors. International cofinancing has

been increasing in the newer projects and there is scope for further growth. Partnerships with the Rome-based agencies have been relatively new, but they are showing promising signs of success. Challenges remain with regard to the coordination of activities on the ground.

B. Recommendations

327. Recommendation 1. Consistent with the importance and size of the Kenya portfolio, commit sufficient effort and resources to non-lending activities. In line with the recommendations from the last CPE, this CSPE highlights the need for engagement beyond lending, recognizing the significance of Kenya as a hub for international development partners and the size of IFAD's investment in the country. The next COSOP should define specific areas for policy engagement together with an actionable strategy and dedicated (financial and human) resources. This means that additional staff with relevant technical skills will need to be added to the ICO. Areas for policy engagement need to build on IFAD's comparative advantage in the rural sector and its long-standing experiences on the ground. It is expected that policy engagement will also benefit from the expertise available within the new Eastern Africa and Indian Ocean Hub of IFAD, based in Nairobi. Greater investment from loans and grants is needed in carrying out stock-taking of experiences and analysis of successful models that can effectively inform the lending operations. In addition, mechanisms for cross-learning between projects and non-lending activities should be adopted as part of the annual portfolio review. More active contribution to and use of knowledge-sharing platforms (within IFAD and with other development partners) should be pursued, and IFAD should work to better integrate its M&E systems with national systems (NIMES, CIMES) as well with close partners such as FAO.
328. Recommendation 2. Build on IFAD's comparative advantage and retain focus on selected themes and geographic areas. There is still "unfinished business" in the areas where IFAD has successfully worked in the past. IFAD's programme should continue its focus on NRM and climate change, value chains and rural finance. It should concentrate on consolidating its achievements (e.g. by strengthening market access), identify and strengthen linkages (e.g. between rural finance and value chains), and deepen inclusive outreach (e.g. to youth). Geographic stretch should be reduced through greater focus on selected counties in semi-arid areas. IFAD should build on places where it has established good relations and the CIDPs can integrate IFAD activities. To ensure stringency in its selectivity, IFAD should dialogue with the Government on aligning its requests with IFAD's comparative advantage in Kenya.
329. Recommendation 3. Address recurrent design and institutional issues undermining programme efficiency within the context of the ongoing devolution process. Lessons from over-ambitious and overly complex project designs have yet to be learned. Designs need to be realistic and implementable, supported by sound technical and institutional analysis. Given the complexity of the portfolio and the limited resources of IFAD's country office, inefficiencies in project management should be addressed by more realistic time frames and better sequencing of activities. This would allow sufficient time to establish partnerships, recruit staff and conduct baselines. From IFAD's side, it should aim to reduce loan disbursement delays; from the Government's side, it should recruit project staff and set up AIEs in a more timely manner. Fiduciary controls should be retained in small but capable PMUs while at the same time seeking greater integration with devolved government planning, financial procurement and M&E systems. Greater ownership at county level is desirable and could be fostered through participation right from project design and start-up (e.g. inclusive project launches). IFAD-supported projects should make sure that they are included in the CIDPs and that county government budgets assume an appropriate level of cofinancing. IFAD and

the Government should assess economic return and value for money more rigorously, particularly for value chain projects.

330. Recommendation 4. In line with the Government's strategic planning, create space and opportunities for engaging the private sector. The success of the value chain and rural finance projects will to a large extent depend on the involvement of private sector players. Within the Government strategy (Big Four Agenda), the private sector is expected to contribute significant financing to drive the rural economy. In the value chain projects, the role of the private sector could be enhanced through improved supply of inputs, credit and market-related infrastructure (e.g. warehouses). IFAD will have to play a stronger brokering role between farmer groups and private sector partners. The public-private-producer partnerships will require strategies to identify and mitigate the risks and transaction costs for all stakeholders.

Definition of the evaluation criteria used by IOE

Criteria	Definition *	Mandatory	To be rated
Rural poverty impact	Impact is defined as the changes that have occurred or are expected to occur in the lives of the rural poor (whether positive or negative, direct or indirect, intended or unintended) as a result of development interventions.	X	Yes
	<i>Four impact domains</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> Household income and net assets: Household income provides a means of assessing the flow of economic benefits accruing to an individual or group, whereas assets relate to a stock of accumulated items of economic value. The analysis must include an assessment of trends in equality over time. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Human and social capital and empowerment: Human and social capital and empowerment include an assessment of the changes that have occurred in the empowerment of individuals, the quality of grass-roots organizations and institutions, the poor's individual and collective capacity, and in particular, the extent to which specific groups such as youth are included or excluded from the development process. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Food security and agricultural productivity: Changes in food security relate to availability, stability, affordability and access to food and stability of access, whereas changes in agricultural productivity are measured in terms of yields; nutrition relates to the nutritional value of food and child malnutrition. 		No
	<ul style="list-style-type: none"> Institutions and policies: The criterion relating to institutions and policies is designed to assess changes in the quality and performance of institutions, policies and the regulatory framework that influence the lives of the poor. 		No
Project performance	Project performance is an average of the ratings for relevance, effectiveness, efficiency and sustainability of benefits.	X	Yes
Relevance	The extent to which the objectives of a development intervention are consistent with beneficiaries' requirements, country needs, institutional priorities and partner and donor policies. It also entails an assessment of project design and coherence in achieving its objectives. An assessment should also be made of whether objectives and design address inequality, for example, by assessing the relevance of targeting strategies adopted.	X	Yes
Effectiveness	The extent to which the development intervention's objectives were achieved, or are expected to be achieved, taking into account their relative importance.	X	Yes
Efficiency	A measure of how economically resources/inputs (funds, expertise, time, etc.) are converted into results.	X	Yes
Sustainability of benefits	The likely continuation of net benefits from a development intervention beyond the phase of external funding support. It also includes an assessment of the likelihood that actual and anticipated results will be resilient to risks beyond the project's life.	X	Yes
Other performance criteria			
Gender equality and women's empowerment	The extent to which IFAD interventions have contributed to better gender equality and women's empowerment, for example, in terms of women's access to and ownership of assets, resources and services; participation in decision making; work load balance and impact on women's incomes, nutrition and livelihoods.	X	Yes
Innovation	The extent to which IFAD development interventions have introduced innovative approaches to rural poverty reduction.	X	Yes
Scaling up	The extent to which IFAD development interventions have been (or are likely to be) scaled up by government authorities, donor organizations, the private sector and others agencies.	X	Yes
Environment and natural resources management	The extent to which IFAD development interventions contribute to resilient livelihoods and ecosystems. The focus is on the use and management of the natural environment, including natural resources defined as raw materials used for socio-economic and cultural purposes, and ecosystems and biodiversity - with the goods and services they provide.	X	Yes
Adaptation to climate change	The contribution of the project to reducing the negative impacts of climate change through dedicated adaptation or risk reduction measures.	X	Yes

<i>Criteria</i>	<i>Definition</i> *	<i>Mandatory</i>	<i>To be rated</i>
Overall project achievement	This provides an overarching assessment of the intervention, drawing upon the analysis and ratings for rural poverty impact, relevance, effectiveness, efficiency, sustainability of benefits, gender equality and women's empowerment, innovation, scaling up, as well as environment and natural resources management, and adaptation to climate change.	X	Yes
Performance of partners			
• IFAD	This criterion assesses the contribution of partners to project design, execution, monitoring and reporting, supervision and implementation support, and evaluation. The performance of each partner will be assessed on an individual basis with a view to the partner's expected role and responsibility in the project life cycle.	X	Yes
• Government		X	Yes

* These definitions build on the Organisation for Economic Co-operation and Development/Development Assistance Committee (OECD/DAC) Glossary of Key Terms in Evaluation and Results-Based Management; the Methodological Framework for Project Evaluation agreed with the Evaluation Committee in September 2003; the first edition of the Evaluation Manual discussed with the Evaluation Committee in December 2008; and further discussions with the Evaluation Committee in November 2010 on IOE's evaluation criteria and key questions.

Ratings of IFAD lending portfolio in Kenya^a

<i>Criteria</i>	<i>CKDAP</i>	<i>MKEPP</i>	<i>SNCDP</i>	<i>SHoMAP</i>	<i>SDCP</i>	<i>PROFIT</i>	<i>UTaNRMP</i>	<i>KCEP-CRAL</i>	<i>ABDP</i>	<i>Overall portfolio</i>
Rural poverty impact	4	5	5	4	5	3	5	n.a.	n.a.	4
Project performance										
Relevance	4	5	5	4	5	5	5	4	5	5
Effectiveness	4	5	5	3	5	4	4	n.a.	n.a.	4
Efficiency	3	4	3	3	3	3	4	n.a.	n.a.	3
Sustainability of benefits	4	4	4	4	4	4	4	n.a.	n.a.	4
Project performance^b	3.8	4.5	4.3	3.5	4.3	4.0	4.3	4.0	5.0	4
Other performance criteria										
Gender equality and women's empowerment	4	4	5	5	5	5	5	n.a.	n.a.	5
Innovation	4	4	4	3	4	4	4	n.a.	n.a.	5
Scaling up	4	5	4	4	5	4	4	n.a.	n.a.	4
Environment and natural resources management	4	5	4	5	4	5	5	n.a.	n.a.	5
Adaptation to climate change	4	4	4	3	4	4	5	n.a.	n.a.	4
Portfolio performance and results^c	4	5	4	4	5	4				4

^a Rating scale: 1 = highly unsatisfactory; 2 = unsatisfactory; 3 = moderately unsatisfactory; 4 = moderately satisfactory; 5 = satisfactory; 6 = highly satisfactory; n.p. = not provided; n.a. = not applicable.

^b Arithmetic average of ratings for relevance, effectiveness, efficiency and sustainability of benefits.

^c This is not an average of ratings of individual evaluation criteria but an overarching assessment of the project, drawing upon the rating for rural poverty impact, relevance, effectiveness, efficiency, sustainability of benefits, gender, innovation, scaling up, environment and natural resources management and adaption to climate change.

Final ratings of the country strategy and programme in Kenya

	<i>Rating</i>
Project portfolio performance and results^a	4
Non-lending activities^b	
Knowledge management	3
Partnership-building	4
Country-level policy engagement	3
Overall non-lending activities	3
Performance of partners	
IFAD ^c	4
Government ^c	4
Country strategy and programme performance (overall)^d	4
Relevance	4
Effectiveness	4

^a Not an arithmetic average of individual project ratings.

^b Not an arithmetic average for knowledge management, partnership-building and country-level policy engagement.

^c Not an arithmetic average of individual project ratings. The rating for partners' performance is not a component of the overall assessment ratings.

^d This is not an arithmetic average of the ratings of relevance and effectiveness of the country and strategy programme and performance. The ratings for relevance and effectiveness take into account the assessment and ratings of portfolio results, non-lending activities and performance of partners but they are not an arithmetic average of these.

IFAD-financed projects in Kenya

Project ID	Project name	Project type	Total cost* (US\$ millions)	IFAD financing (US\$ millions)	Co-financing (US\$ millions)	Government funding (US\$ millions)	Other domestic funding** (US\$ millions)	Co-financier	Board approval	Loan effectiveness	Project completion	Current status
1100000025	Second Integrated Agricultural Development Project	AGRIC	91.7	17.0	46.0	23.7	5.0	World Bank	18/12/1979	19/06/1980	31/12/1989	Financial Closure
1100000132	National Extension Project	RSRCH	28.6	6.0	15.0	7.6	-	World Bank	13/09/1983	22/12/1983	31/12/1990	Financial Closure
1100000188	Animal Health Services Rehabilitation Programme	LIVST	19.2	8.0	8.6	2.6	-	World Bank	30/04/1986	02/12/1987	30/06/1993	Financial Closure
1100000238	Kwale and Kilifi District Development Project	AGRIC	12.5	8.0	2.5	2.0	-	UNDP; Oxfam Novib	25/04/1989	13/03/1990	31/12/1995	Financial Closure
1100000271	Farmers' Groups and Community Support Project	RURAL	16.2	6.5	6.5	3.2	-	Belgian Survival Fund	11/12/1990	18/10/1991	30/06/1996	Financial Closure
1100000366	Western Kenya District-based Agricultural Development Project	RSRCH	15.8	11.7	-	3.8	0.4		05/12/1994	27/06/1995	30/06/2000	Financial Closure
1100000458	Coast Arid and Semi Arid Lands Development Project	AGRIC	19.2	15.7	0.8	2.7	-	Sweden	12/12/1990	09/07/1992	31/12/1999	Financial Closure
1100000467	Eastern Province Horticulture and Traditional Food Crops Project	AGRIC	28.0	11.0	12.4	1.7	2.9	AfDB	02/12/1993	14/07/1994	30/06/2007	Financial Closure
1100000516	Second National Agricultural Extension Project	RSRCH	45.8	9.4	24.9	11.6	-	World Bank	11/09/1996	29/11/1996	30/09/1997	Financial Closure
Projects under evaluation												

Project ID	Project name	Project type	Total cost* (US\$ millions)	IFAD financing (US\$ millions)	Co-financing (US\$ millions)	Government funding (US\$ millions)	Other domestic funding** (US\$ millions)	Co-financier	Board approval	Loan effectiveness	Project completion	Current status
1100001114	Central Kenya Dry Area Smallholder and Community Services Development Project	AGRIC	18.1	10.9	4.1	2.7	0.4	Belgian Survival Fund	07/12/2000	01/07/2001	31/12/2010	Financial Closure
1100001234	Mount Kenya East Pilot Project for Natural Resource Management	RURAL	25.7	16.7	4.9	1.8	2.3	GEF	11/12/2002	01/07/2004	30/09/2012	Financial Closure
1100001243	Southern Nyanza Community Development Project	RURAL	23.7	21.5	-	1.8	0.5		18/12/2003	10/08/2004	30/09/2013	Financial Closure
1100001305	Smallholder Dairy Commercialization Programme	AGRIC	36.8	35.3	-	0.9	0.5		13/12/2005	12/07/2006	30/09/2019	Available for Disbursement
1100001330	Smallholder Horticulture Marketing Programme	MRKTG	26.6	23.9	-	1.6	1.0		18/04/2007	23/11/2007	31/12/2014	Financial Closure
1100001378	Programme for Rural Outreach of Financial Innovations and Technologies	CREDI	83.2	29.9	2.8	0.6	50.0	AGRA	16/09/2010	22/12/2010	30/06/2019	Available for Disbursement
1100001544	Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project	AGRIC	68.9	33.0	17.0	11.3	7.5	Spanish Trust Fund	03/04/2012	23/05/2012	30/06/2020	Available for Disbursement
1100001651	Kenya Cereal Enhancement Programme Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window	AGRIC	116.0	71.8	11.7	1.6	31.0	European Union; TBD	22/04/2015	26/08/2015	30/09/2022	Available for Disbursement

<i>Project ID</i>	<i>Project name</i>	<i>Project type</i>	<i>Total cost* (US\$ millions)</i>	<i>IFAD financing (US\$ millions)</i>	<i>Co-financing (US\$ millions)</i>	<i>Government funding (US\$ millions)</i>	<i>Other domestic funding** (US\$ millions)</i>	<i>Co-financier</i>	<i>Board approval</i>	<i>Loan effectiveness</i>	<i>Project completion</i>	<i>Current status</i>
2000001132	Aquaculture Business Development Programme	FISH	143.3	40.0	28.3	31.4	43.6	FAO; TBD	11/12/2017	19/06/1980	31/12/1989	Board/President Approved

Sampled IFAD-funded grants in Kenya

Grant project ID	Recipient	Approval date	Current completion date	Programme name	Type of grant	IFAD grant cost at approval (US\$)	Other financing at approval
1000003273	AFRACA	17-Dec-08	30-Jun-12	Rural Financial Knowledge Management Partnership – KMP - Phase II	GLRG-LG	1 300 000	
1000003918	AFRACA	17-Dec-10	30-Jun-12	Regional Knowledge Management Learning Process in ESA	GLRG-SM	425 000	
1000004163	UN-Habitat	18-Oct-11	30-Jun-13	Land and Natural Resource Tenure Security Learning Initiative for East and Southern Africa (TSLI - ESA)	GLRG-SM	200 000	
1000004155	EAFF	27-Nov-11	30-Jun-15	Strengthening Capacity of EAFF Through Knowledge Management & Institutional Development	GLRG-LG	1 500 000	
1000004156	AFRACA	27-Nov-11	30-Jun-15	KMP - Phase III	GLRG-LG	1 500 000	US\$500 000
2000000095	UN HABITAT	06-Jul-13	30-Dec-17	TSLI-ESA-2	GLRG-LG	1 425 000	
2000000453	Kilimo Trust	13-Sep-14	31-Dec-17	Regional East African Community Trade in Staples - Graduating Smallholders To 'farming As Business' Through Inclusive Regional Food Markets- REACTS	GLRG-LG	920 000	US\$193 000
2000001097	AGRA	03-Aug-15	31-Dec-17	AGRF 2015-2017	GLRG-SM	300 000	
2000001524	TNC	27-Jul-16	31-Dec-21	IAP Establishment of the Upper Tana Nairobi Water Fund (UTNWF)	GEF-PPG	7 201 835	US\$26 400 000
1000003834	ICIPE	07-Oct-10	31-Dec-13	Scaling up Bee-keeping and other Livelihood Options to Strengthen Farming Systems in NENA, and East Africa	GLRG-LG	1 200 000	US\$26 618 996
2000000520	ICRAF	01-Dec-14	03-Aug-18	Restoration of Degraded Lands for Food Security and Poverty Reduction in East Africa and Sahel	GLRG-AFRD	1 500 000	
2000000976	ICRAF	To be confirmed	30-Sep-19	Restoration of Degraded Lands for Food Security and Poverty Reduction in East Africa and Sahel - under PRUN SAR	GLRG-AFRD		EUR 3 924 112
1000002811	ICRAF	18-Apr-07	31-Dec-11	Programme for Pro-Poor Rewards for Environmental Services in Africa	GLRG-LG	1 000 000	
1000003248	FAO	17-Dec-08	31-Mar-14	Development of Innovative Site-Specific Integrated Animal Health Packages for the Rural Poor	GLRG-LG	1 600 000	US\$2 000 000
1000003607	EAFF	18-Mar-09	31-Aug-12	SFOAP pilot phase – EAFF	GLRG-LG	362 000	EUR 941 500
1000003612	IUCN	17-Dec-09	21-Feb-14	Programme for Enabling Sustainable Land Management, Resilient Pastoral Livelihoods and Poverty Reduction in Africa	GLRG-LG	950 000	US\$461 000
1000003833	ICRAF	07-Oct-10	31-Dec-14	Enabling Rural Transformation and Grass-Roots Institution Building for	GLRG-LG	1 500 000	US\$371 000

<i>Grant project ID</i>	<i>Recipient</i>	<i>Approval date</i>	<i>Current completion date</i>	<i>Programme name</i>	<i>Type of grant</i>	<i>IFAD grant cost at approval (US\$)</i>	<i>Other financing at approval</i>
Sustainable Land Management and Increased Incomes							
1000004387	EAFF	30-Nov-12	21-Dec-17	SFOAP - Main Phase	GLRG-LG	500 000	EUR 3 347 263
2000001064	FAO	22-Apr-15	31-Dec-22	Kenya Cereal Enhancement Programme Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window FAO Grant	CS-LG	2 000 000	
2000001269	3ie	07-Sep-15	30-Jun-17	Technical Support to Ex Post Impact Evaluations of Rural Development Projects Using Mixed Method Approaches	GLRG-LG	750 000	
2000000828	PROCASUR	12-Sep-15	10-Apr-19	Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations	GLRG-LG	3 500 000	

List of key people met

Government

National Treasury and Planning

Kennedy Tegeret Senior Economist National Treasury and Min. of Planning
 Lawrence M. Nzioka Director Planning and Economic Affairs, Embu County National Treasury and Min. of Planning
 Erick Nandwa Economist National Treasury and Min. of Planning
 Peter Wachira D/A National Treasury
 Geoffrey Nyaga R.I.A. National Treasury
 Emma Mturi IFAD Desk Officer National Treasury
 Elizabeth Chepkemboi IFAD Desk/TNT National Treasury

Ministry of Agriculture, Livestock, Irrigation and Fisheries

Jacqueline Wanjala CPFT – Agriculture
 Paul Busiemeu SCPIT – Kuresoi South
 Paul Njagi CALP
 Teresa Kiplagat SALPO
 Sylvester Mwai SALHO
 Mutisya Benson SCLPO – NJORO
 Felistus Kamau SCLPO – SUBUKIA
 Margaret Mburu SALPO – BAHATIMOALF
 Francis Njunge SALPO – BAHATIMOALF
 Irene Kipchumba SCLPO – RONGAI
 Veronica Nandasaba WLEO – NAKURU WEST
 Simon Kiniu WLEO – LANET UMOJA
 Samwel Ndirango WLEO – KIPTALUCH
 Francis Kagumo WLEO – RONGAIMOALF
 Njora Mwaniki WLEO – DUNDORI
 Hannah Kamau SCLPO – NAKURU WEST
 Jihana Opiyo SCLPO – NAKURU EAST
 Grace Chichir Dep Director, Agribusiness State Dept. of Agriculture,
 Anne Onyango Agriculture Secretary State Dept Crops Development,
 Samuel Matoke Dep Director Livestock Production (Dairy),
 Bernard Ondanje Snr Asst Director of Agriculture
 Henry Ngeno Dep. Director, Planning Monitoring and Evaluation Livetock Dept.,
 Moses Kamau Senior Assistant – Director of Africa Livestock & Fisheries

Ministry of Water and Sanitation

Thomas Milewa IFAD Desk Officer

Kenya Agriculture and Livestock Research Organization

Susan Wanderi Research Officer, Seeds
 Catherine Muriithi Research Officer, Soils
 Rahab Magoti Research Officer, On-farm trials

Kenya Wildlife Services

Jane Francisca Wamboi Forest Officer
 James Mathenge, Research Scientist

The National Environment Management Authority

Esther Mugure Principal Environmental Planning Officer
 Maurice Nyunja Otieno Chief Env. Planning Officer, CC unit
 Haron Wanjohi Env. Planning Officer
 Elizabeth Ngotho Chief Environment Officer

National Drought Management Authority

Masinde Lindah Monitoring Officer, Drought Resilience
Paul Kimeu, Drought Resilience Manager

Kenya Forest Service

Benedict Omondi, Head, Watershed Management
Rose Njiri, Senior Forest Officer

Water Resources Authority

Boniface Mwaniki Technical Coordination Manager
Geoffrey Wachira Deputy Technical Manager

Other Government agencies

Rose Nyikuri Manager, Water Resources Water Sector Trust Fund
Eng. Richard Njiru Mbogo Chief Officer, Water and Irrigation Embu County
Eng. Waganagwa County Executive Committee (CEC) Ministry of Water & Irrigation
Embu County

International and donor institutions

Andrea Ferrero Agriculture Counsellor Delegation of EU, Kenya
Joan Sang Programme Officer Environment Embassy of Sweden
Duncan Marigi Programme Officer Agriculture Embassy of Sweden
Tito Arunga Agribusiness Officer FAO
Gabriel Rugalema Country Representative FAO
Barrack Okoba Climate Smart Agriculture FAO
Bob Creswell Chief Financial Mgt Officer IFAD
Hani Abdelkader Elsadani CPM, ICO IFAD
Moses Abukari Regional Programme Manager, ICO IFAD
James Mbwika Programme Officer, ICO IFAD
Judy Maina Youth Program Officer FAO

Non-governmental organizations and associations

AGRA

Valentine Miheso Program Officer Partnerships
Ronald Ajengo Program Officer Innovative Finance
Ezra Anyango Senior Program Officer, inclusive Finance
John Macharia Country Manager Kenya
David Ojwang Director - Programmes Heifer International
Leah W. Mwangi Acting Executive Director Kijabe Ecovolunteers (KENVO)
Anthony Kariuki Project Manager-Upper Tana Nairobi Water Fund The Nature
Conservancy

Private sector

Josephat Chege Team Leader Biogas International Limited
Philip Kariuki Senior Consultant Blue Ribbon Concepts Limited
Alice Ngone Advisory – Strategy & Operations Deloitte
Nicholas Kamonye Head - CCIA CCIA
Esther Muiruri General Manager –Agribusiness Equity Bank
Cyrus Kariuki Proprietor Horticultural Nursery Limited

Laura Chao Donor Coordination Specialist Africa Lead Africa Lead
 George Owono Manager Brookside Milk Processor, Nakuru
 Simon Kinuthia Head of Agri-Business Barclays bank
 James Nyambok Business Devt Manager. Agri-business Barclays bank
 Patrick Ngige Manager-Agribusiness Equity Bank
 Sandeep Khapre CEO BDO

IFAD-supported projects

UTaNRMP

Faith Mutoni Livingstone Project Coordinator
 Grace N. Mwangi M&E Officer
 Joyce W. Mathenge Community Empowerment
 Paul Njuguna Land and Environment Coordinator
 Boniface Kisuvi Rural Livelihood Coordinator
 Samuel Obwocha Procurement Officer
 Simon Mumbere Knowledge Management and Learning Officer
 Veronicah Chgege Project Procurement Assistant
 Rodgers Musyoka Project Accountant
 Florence Osebe Assistant Project Accountant
 Samuel Onyango Project Financial Controller
 Grace N Mwangi UTaNRMP M&E Officer

KCEP-CRAL

Ms. Pamela Kimkung Community Mobilization, Training and Gender Officer
 Esther Magambo Senior Programme Coordinator
 Maryann Njogu Programme Coordinator
 Nyakundi Mogere Finance and Admin Manager
 Nyakundi Mogeni FAM

SDCP

Moses Kembe PC
 Bernard N Kimoro Director of Production
 Ochieng Geoffrey M&E Officer
 Christopher Kingi FC
 Michael Kibieoyo, MO
 Bernard Kimoro, DPO
 Humphrey Khakula ACPD –
 Winfred Olubai GDO
 Lorna Mbatia DRDO
 Adija Bwiazza CNS
 Virginiah Ngunjiri CPC
 Geoffrey Ochieng PCU – Assistant M&E

SNDCP

Minde Michael ex Chair of CFSAs
 Bakari Masoud M&E Officer
 Alfred Mokaya Former Rural Finance Officer

PROFIT

John Kabutha PC
 Phillip K Musyoka M&E Officer

KCEP-CRAL

Pamela Kimkung CMTHO

Antony Njoroge Farmer Nakuru – Cereals -
 Jemima Kawira Agro-Dealer Kitui -
 Chomboi Kiprotich VCDS
 Jacob Muriungi Trader Tharaka Nithi -

Beneficiaries / farmer organizations

I thatha Self Help Group

Trufas Nyaga Vice Chairman
 Patrick Gicovi Secretary, Table Banking
 Gerrison Muringi Committee Member
 Joseph Ireri Member
 Elizabeth Namu Secretary
 Dancan Kathuogi Member

Green Paradise Irrigation Group

Esteria Nginya Member
 Margaret Muthoni Member
 Doreen Marigu Member
 Laulenzia Wanjiru Member
 Tilas Njagi Member
 John Mwaniki Member
 Joseph Nyaga Nguagi Chairman
 Joseph N. Njagi Secretary
 Pauline Mbura Treasurer
 Ondrata Igoki Nyaga Vice Treasurer
 Harriet Ngithi Vice Chairman
 Richard Nyaga Member
 Josheph Muchiri Member
 Esbon Njagi Manager
 Joyce Muthoni Member
 Doras Kaura Member
 Vivian Wanjiru Munyi Member
 Lucia Tharaka Gitonga Member

I veche Banana Group

Mary W. Nyaga Treasurer
 Crispin Gicovi Vice Chairperson
 Karen Rwamba Member
 Micaheal Ireri Member
 Johnson Nyaga Chairman
 Junius Njagi Member
 Ephys M. Muriithi Member
 Benson Mguu Member
 James Njoka Member
 Daniel Gichuki Member
 Nellyruth Wawira Member
 Esther Kariuki Member

Kagumori Dairy Cow CI G

Zakaria Ireri Treasurer
 Joseph Muturi Secretary
 Josephine Njura Member
 Dorothy Wawira Member
 Mercy Wambeti Member
 Lucy Wanyaga Member

Bwoca farmer group

Emmanuel Ogetii Group member
 David Ngoge Chairperson
 Joan Musungu Treasurer
 Davis Makario Secretary

Mangu Tomato Dairy Group

Elisipha Njugi Member
 Mary Moroge Member
 Mary Wainaina Chairperson
 Christine Nderitu Secretary

Lower Rupingazi WRUA

Beatrice N. Mawia Treasurer
 Esther W. Kariuki Procurement Member

Kamui Kavanga Irrigation Group

Fredrick N. Njiru Secretary
 Jane Kanyi Njiru Vice Chairperson

Kamui Kavanga Irrigation Group

Peter Njeru Executive Committee Member

Tumaini Dairy Farmers Cooperative Society

Peter Muriithi Mugoit Treasurer
 Leonard Nyaga Kanake Chairman
 Peter Robert Nyaga Supervisory Chairman

Community forest association members

Jeremiah Kinya Chairman Njukiri CFA, Embu
 Francis Murugari Wachira Committee Member Njukiri CFA, Embu
 Elias Njue Secretary Njukiri CFA, Embu
 Catherine Gicovi Treasurer Njukiri CFA, Embu
 Suikanos wa Njeru Vice Secretary Njukiri CFA, Embu
 James Mugo Ndwiga Youth Representative Njukiri CFA, Embu
 Irenia Wanja Member Njukiri CFA, Embu
 Kariuki Kariji Vice Chairperson Njukiri CFA, Embu
 George K. Gachaga Manager, Camp Ndunda Njukiri CFA, Embu
 Jeremia Kinyua Chairman Njukiri CFA, Embu
 Naomi Wamuyu Njeru Executive Committee Member Njukiri CFA, Embu
 Simon K. Wambua Coordinator Njukiri CFA, Embu
 James Mwaniki Member IRACOFA CFA
 John N. Njue Treasurer IRACOFA CFA
 Virginia Gicuku Vice Chairperson IRACOFA CFA
 Juliet M. Njagi Member IRACOFA CFA

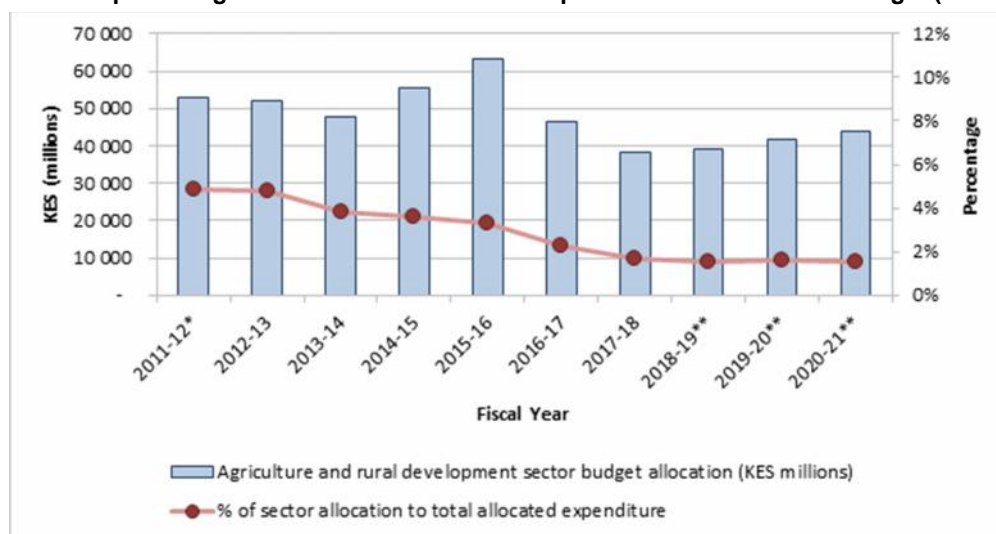
Other resource people

Lincoln M. Kiura Chairman Lower Rupingazi WRUA
 Erick Ogallo Project Officer RUBICOM
 Moses Abukari Regional Programme Manager IFAD
 John N. Njeru SAAO, Water and Irrigation, Embu County
 Agnes N. Muchira CPC, Water and Sanitation Embu County
 Bridget Wanjiru Chief Livestock Production Officer Embu County
 Charles Mugo Soil Conservation and Agricultural Officer Embu County
 Justin I. Nyaga ADF, Fisheries Embu County

Isaac Miano Social Development Officer Embu County
 Nancy Gacheri Forester, Irangi KFS
 Samuel Machiara Ag. PC ABDP
 John Ndege Director Livestock Kisii County
 Immacualte Maina Minister of Agriculture Nakuru County
 Enoch Onyambu Clinical Officer Kerobo Health Facility
 Zablon Mogambi K Chairman Neutral Point Sacco
 Nemwel Monari Treasurer Neutral Point Sacco
 Dickson Mamboleo Sacco Manager Neutral Point Sacco
 Alice Boyioka County Coordinator, Social Development Department of Social
 Development, Nyamira
 Priscah Mabeya DSDA, Nyamusi MoE
 Moffat Ogendo Livestock Extension Officer Kisii South
 Daniel Keter IFAD Desk Officer SDL
 Kennedy Kago Research and Policy officer KLPA
 Kelvin Keya Project officer CARE
 Stephen Njenga Youth rep KHYG-IITA
 Deceber Mogoi Youth entrepreneur -
 Dr. Dave Nyongesa Scientist Kenya Agriculture and Livestock Research Organisation
 Antony Wanyoike GM-Mavuno Enterprises ARM CEMENT
 Patrick Ekvam Value Chain-Finance Officer MESPT
 Fred Simon Otieno Program Officer-Structured Trading System EAGC
 Nelvin Obiero Program Officer -Trade Analysis and MIS Eastern Africa Grain
 Council
 Michael Mugwe Agribusiness GM SMEP MFB LTD
 Lawrence Maina EABL-EAML EABL-EAM
 Dominic Menjo Managing Director Association of Milk Processors
 James Echoka Head of Risk AFC
 Rose Asewe Relationship Officer RAFIKI MFB
 Michael Mugweru Head - Agri-business SMEP MFB
 Johnson Kithendu Consultant BDO
 Albertina Muema Access to Finance Advisor SNV
 Dr. Rhoda Kigotho Managing Director LIASON
 Nazia Moqueet Technical Specialist BRAC USA

Supporting Tables and Figures

Figure 1
Allocated expenditure on the agriculture and rural development sector in total (in KES, millions) and as a percentage within the total allocated expenditure of the national budget (2011-2021)

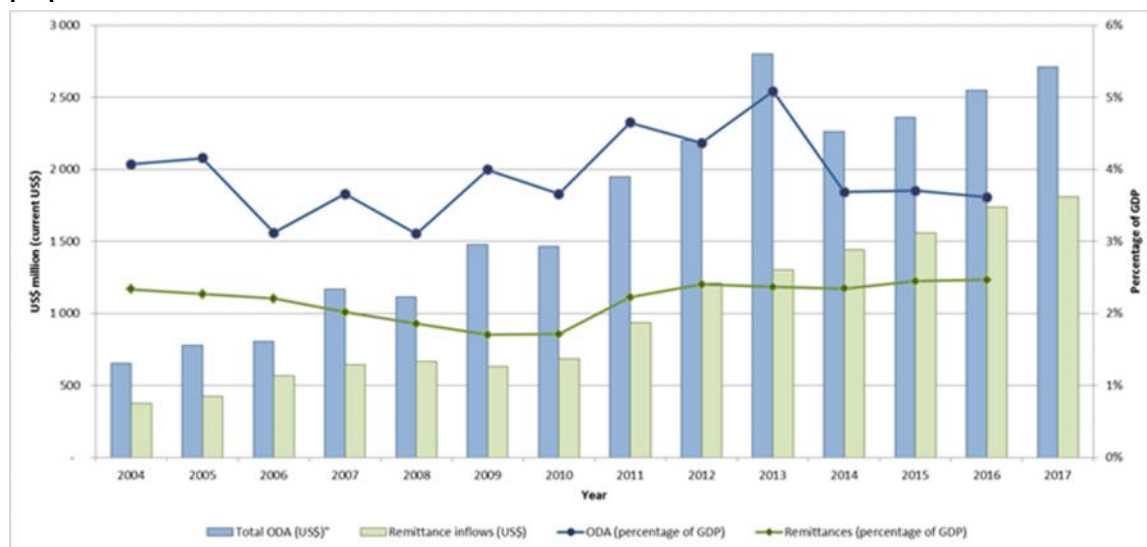


* actual expenditure

** projected expenditure

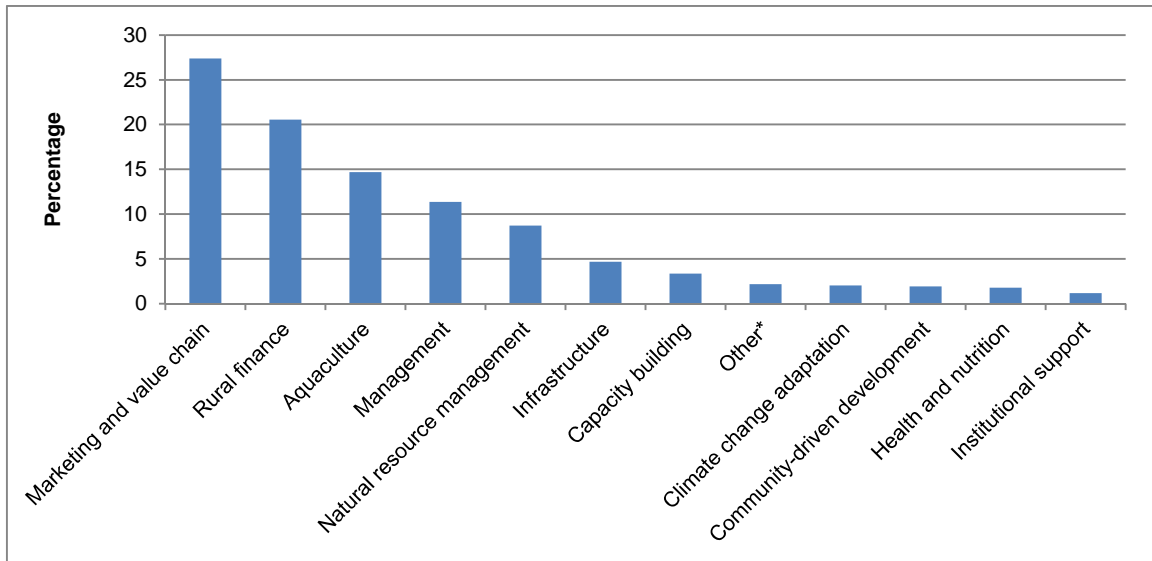
Source: Government of Kenya Budget Policy Statements 2012-2018

Figure 2
Evolution of ODA and remittances to Kenya in absolute terms (current US\$ million) and proportional to GDP between 2004-2017



Source: World Bank Global Development Indicators 2018; OECD DAC database 2018

Figure 3
Aggregated sub-component type funding share of IFAD projects under evaluation at approval (2011-2018)



* Includes Irrigation infrastructure, Policy Support/Development, and Food crop production
 Source: IFAD GRIPS 2018

Table 1
COSOPs 2007 and 2013

<i>Strategic objectives and focus over evaluation period</i>	COSOP 2007	COSOP 2013
COSOP Objectives	<p>SO1: Capacity of public & private sectors and CSOs for demand-oriented service delivery</p> <p>SO2: Access to technologies, markets, and rural infrastructure</p> <p>SO3: Access to financial services and investment opportunities</p>	<p>SO1: Gender responsive, climate resilient and sustainable CB NRM</p> <p>SO2: Access to productivity enhancing assets, technologies and services</p> <p>SO3: Access to post-production technologies and markets</p>
Geographic priority	High-medium potential areas, with some attention to the arid and semi-arid lands (ASALs) mainly by grant activities	Strategic objectives 1 and 2 focus ASAL and MHP agro-ecological areas respectively; strategic objective 3 pursued in both areas.
Subsector focus	Rural finance; agricultural marketing; capacity building; rural infrastructure including roads, health and water; sustainable natural resources management; agriculture technology; input and output markets; livestock development; HIV/AIDS	Rural finance, aquaculture, dairy; input supply, marketing, natural resource management, technology transfer, business development, roads, forestry, climate change
Main partners	Ministries of Agriculture, Livestock, Water and Irrigation, Finance, Planning; provincial and district authorities; KWS, KFS, AGRA, Equity Bank and other private sector providers	Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries; Ministry of Water and Irrigation; Ministry of Devolution and Planning; Ministry of Health; Ministry of Education; KALRO; Constituency Development Fund; Kenya Wildlife Service; Kenya Forest Service; Water Resource Management Authority; World Agroforestry Centre (ICRAF); Equity bank; UNOPS; FAO.
Main target group	Women and youth; subsistence smallholders and pastoralists; poor, semi-subsistence smallholders and agro-pastoralists with marketable surplus; landless or near landless.	Poor agricultural households with marketable surplus. Focus on women, youth, agro-pastoralists and pastoralists capable of enhancing their technical knowledge and organizational capacities for increased incomes.
Country programme and COSOP management	IFAD country presence established in Nairobi in 2008. Country Programme Manager (CPM) outposted in Nairobi since 2012. One Programme Assistant (part time) based at headquarters.	

Figure 4
Proportion of allocated funding for projects designed before and after Kenya CPE 2011¹ (exc. PROFIT²)

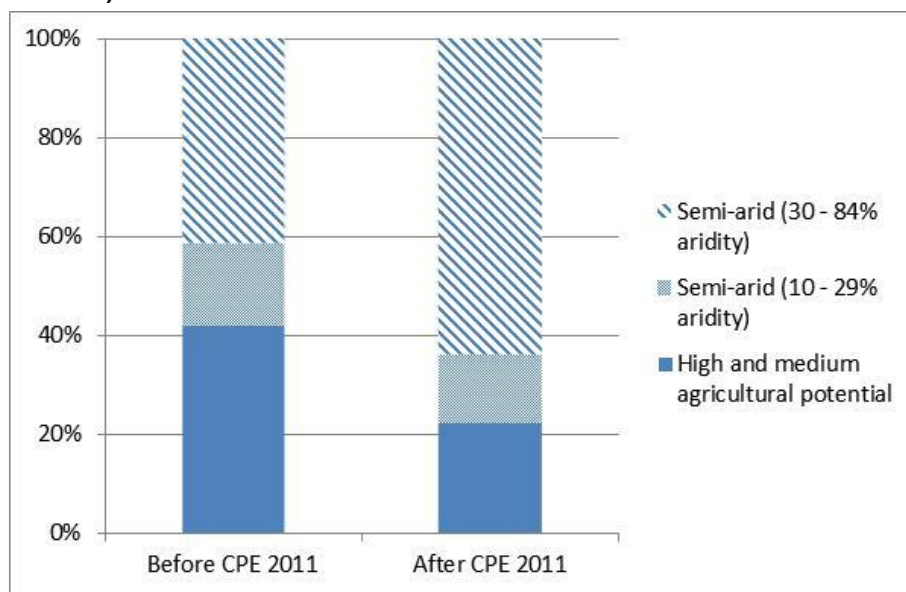
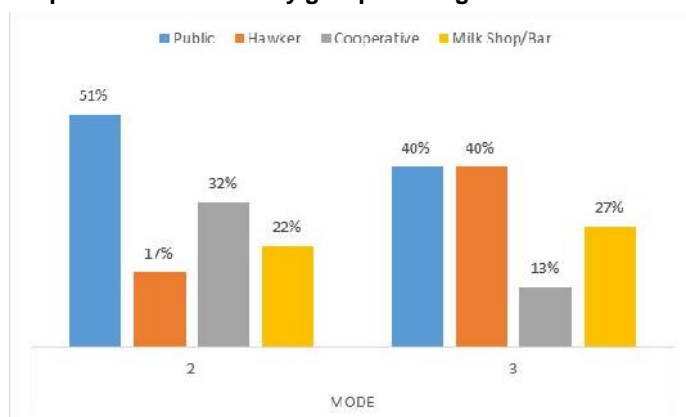


Figure 5
Proportion of SDCP dairy groups selling to different outlets by Mode



Source: CSPE telephone survey

¹ Funding allocations by county were done on a nominal basis, dividing the total non-management costs equally across all counties covered by each project..

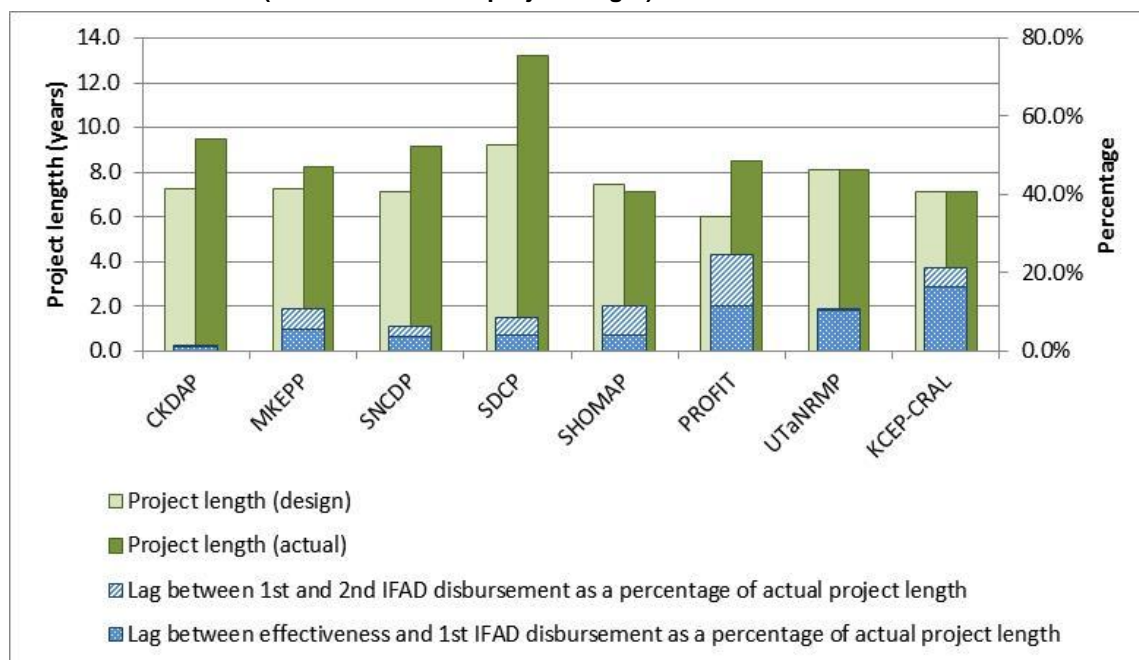
² PROFIT was excluded from the analysis because the target area was nationwide and the counties reached would depend on the implementing partners selected during implementation. Design envisaged that the Credit Facility, Business Support Services and the Financial Graduation Programme would target communities in the ASALs as well as other areas, but this would represent 17 per cent of total non-management costs at the most.

Table 2
Operational and financial performance of the PROFIT Credit Facility

MFB	Credit Facility (KES-Million)	Agriculture loan portfolio (KES- Million)			% agriculture loan to total portfolio			PAR (%)		
		Q4	Q4	Q2	Q4	Q4	Q2	Q4	Q4	Q2
		2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
KWFT	205	356	241	280	1.6	1.1	1.3	17	4	4
FAULU	204	26	9	29	0.2	0.0	0.2	7	16	17
SMEP	100	76	48	33	3.9	2.7	1.7	43	45	57
RAFIKI	94	-	152	102	-	-	-		76	

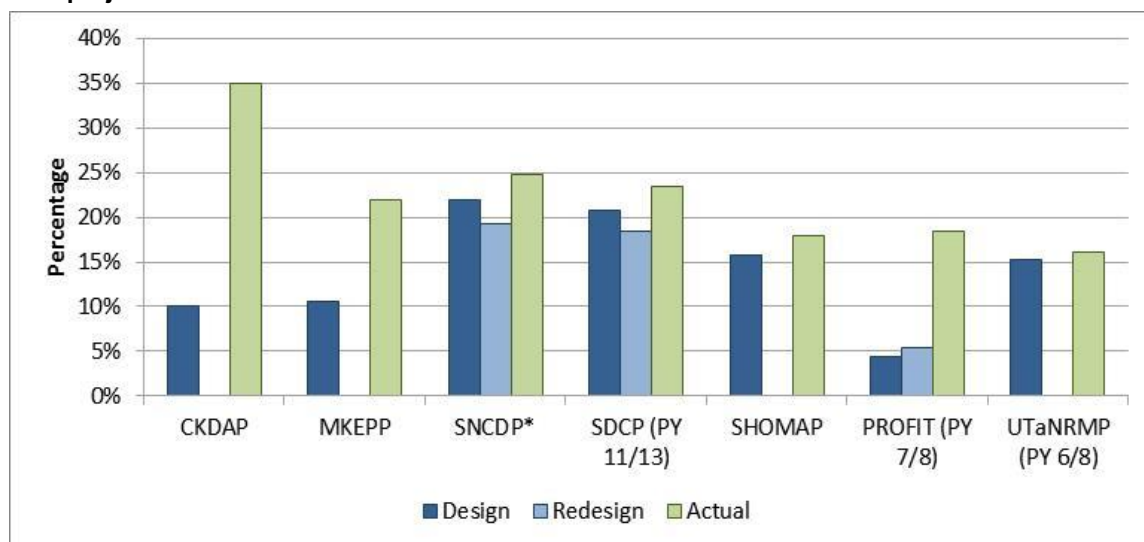
Source: PROFIT – Quarterly Progress Report: March 2018

Figure 6
Kenya portfolio design and actual project length (in years) and time lag between effectiveness, 1st and 2nd disbursement (as a ratio of actual project length)



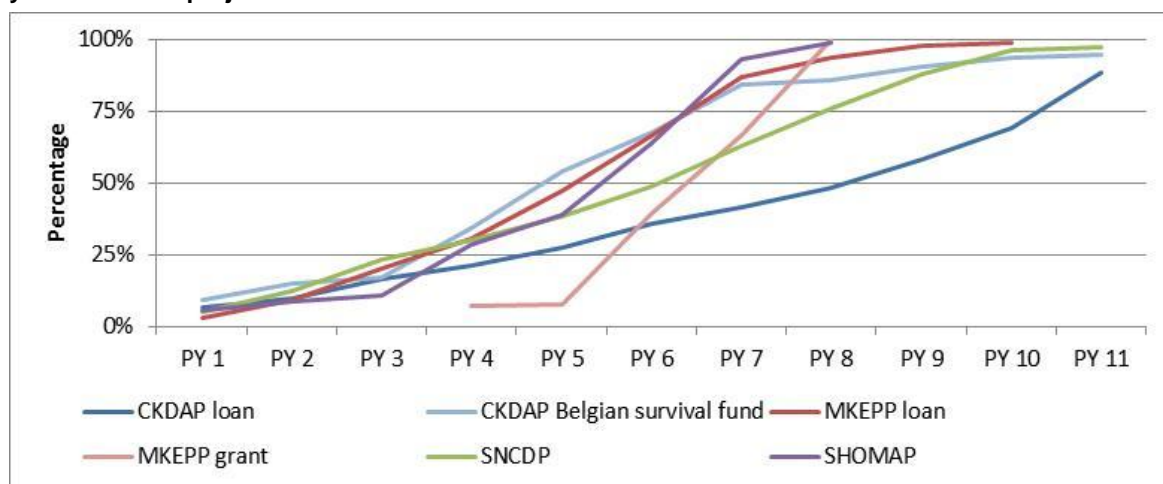
Source: compiled from IFAD GRIPS and FlexCube data

Figure 7
Management costs in the Kenya portfolio: At design, redesign, and actual costs as a proportion of total project costs



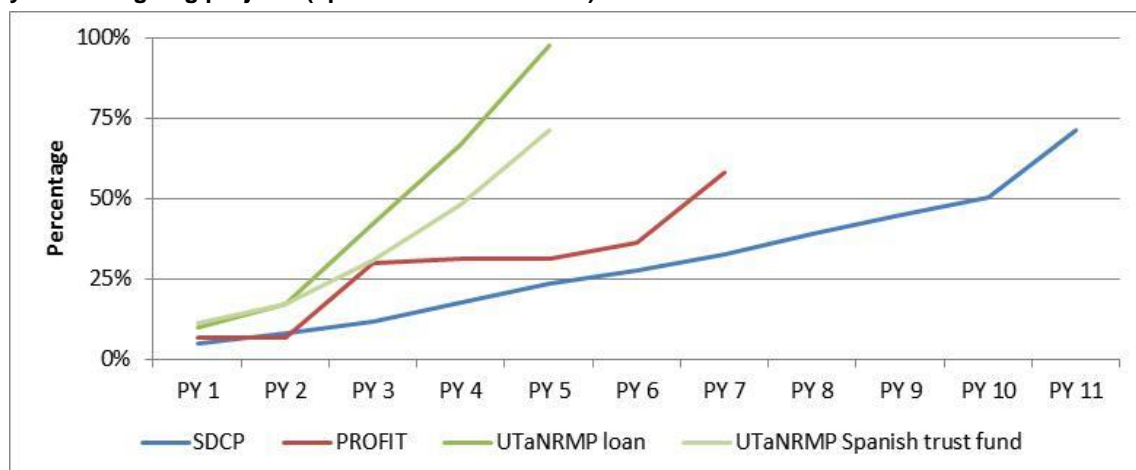
* does not include Government or beneficiary co-financing figures for redesign or actual figures for management costs
 Source: Project design, completion and supervision mission reports

Figure 8
Disbursement of IFAD managed resources (loans, grants, funds) in original currencies* by project year for closed projects



* Projects with more than one disbursement line have financial instruments in different currencies that cannot be aggregated
 Source: IFAD Flexcube

Figure 9
Disbursement of IFAD managed resources (loans, grants, funds) in original currencies* by project year for ongoing projects (up to 31 December 2017)



* Projects with more than one disbursement line have financial instruments in different currencies that cannot be aggregated

Source: IFAD Flexcube

Table 3
Kenya CSPE ex ante and ex post cost per beneficiary ratios

Project	Design outreach (direct)	Design total project costs (US\$ '000)	Actual outreach (direct)	Actual total project costs (US\$ '000)	Design cost/beneficiary (US\$)	Actual cost/beneficiary (US\$)	Difference Actual against design (%)
CKDAP	218,000	18,081	213,578	15,739	83	74	89
MKEPP	360,000	25,700	558,145	30,500	71	55	77
SNCDP	500,000	23,700	196,639	22,107	47	112	237
SDCP*	162,524	40,010	157,253	20,832	246	132	54
SHoMAP**	60,000	26,590	152,304	32,148	443	211	48
PROFIT***	287,750	80,506	217,348	17,073	280	79	28
UTaNRMP	1,025,000	68,845	831,121	33,031	67	40	59

* Includes top-up loan

** Actual beneficiary outreach in SHoMAP includes double counting, for which cost per beneficiary calculations cannot be calculated (see IOE SHoMAP impact evaluation)

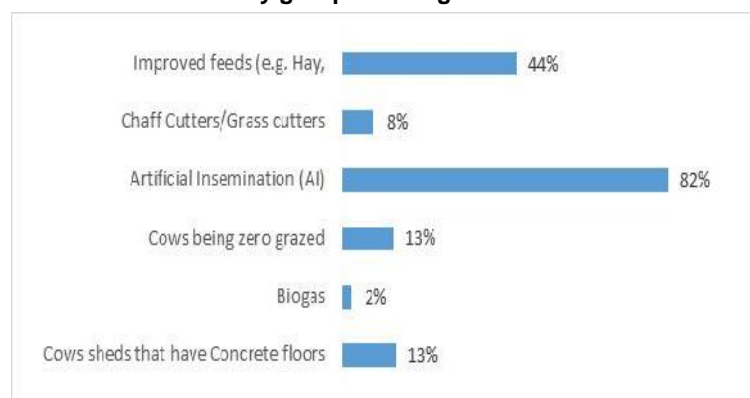
*** design US\$ amounts after reallocation

Source: President's reports, supervision missions, PCRs, RIMS

Table 4
SDCP Dairy group by Mode in 2018

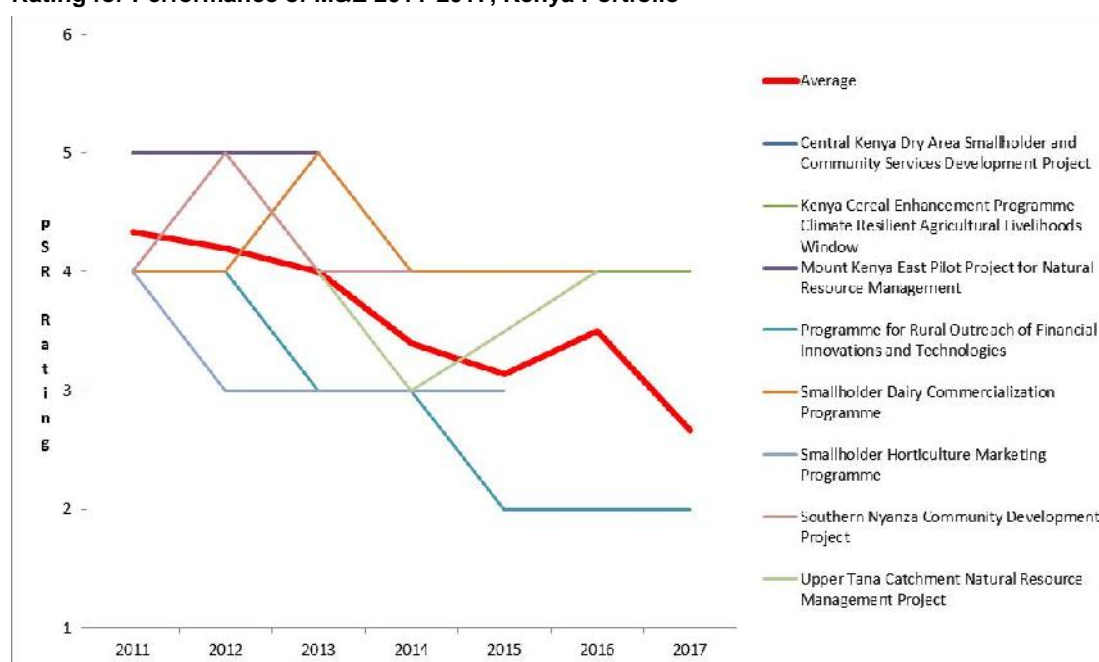
County	Total # of DG	DG - MODE 2	DG - MODE 3
Bomet	111	102	9
Bungoma	130	98	32
Kakamega	74	50	24
Kisii	244	238	6
Nakuru	132	128	4
Nandi	72	64	8
Nyamira	126	110	16
Trans Nzoia	90	75	15
Uasin Gishu	108	86	22
	1087	951	136
		87%	13%

Figure 10
Per cent of SDCP dairy groups owning selected assets



Source: Telephone Survey conducted by the CSPE mission

Figure 11
Rating for Performance of M&E 2011-2017, Kenya Portfolio



Source: Project Supervision Reports, GRIPS

Table 5
Grants financing (2011-2017)

Grant Window	No of grants	IFAD grant amount at approval (US\$)	Other financing (US\$)	Total	%
Country specific (CSPC)	3	1.500.000	1.635.000	3.135.000	2
Global/Regional (GLRG)	59	51.261.716	64.353.293	115.615.009	74,4
Large	36	40.849.200	57.828.570	98.677.770	85,4
Small	15	3.614.170	245.406	3.859.576	3,4
Agricultural Research for Development (AFRD)	8	6.798.346	6.279.317	13.077.663	11,4
Global Environment Facility (GEF)	2	10.063.835	26.400.000	36.463.835	23,5
Other	1	100.000	-	100.000	0,1
TOTAL	65	62.925.551	92.388.482	155.314.033	100

Table 6
Project co-financing by financier

Project ID	Project name	Total cost* (US\$ millions)		IFAD financing (US\$ millions)		Co-financing (US\$ millions)		Government funding (US\$ millions)		Other domestic funding** (US\$ millions)		Co-financier
		Design	Actual	Design	Actual	Design	Actual	Design	Actual	Design	Actual	
1100001114	Central Kenya Dry Area Smallholder and Community Services Development Project	18.1	20.6	10.9	10.8	4.1	5.3	2.7	3.65	0.4	0.89	Belgian Survival Fund
1100001234	Mount Kenya East Pilot Project for Natural Resource Management	25.7	30.5	16.7	20.1	4.9	4.7	1.8	2.5	2.3	3.2	GEF
1100001243	Southern Nyanza Community Development Project	23.7	22.1	21.5	21	-	-	1.8	1.1	0.5	0.4	
1100001305	Smallholder Dairy Commercialization Programme	36.8	20.8	35.3	18.9	-	-	0.9	1.2	0.5	0.7	
1100001330	Smallholder Horticulture Marketing Programme	26.6	32.1	23.9	23.5	-	-	1.6	7.2	1.0	1.4	
1100001378	Programme for Rural Outreach of Financial Innovations and Technologies	83.2	17.1	29.9	16.5	2.8	-	0.6	0.6	50	-	AGRA
1100001544	Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project	68.9	33.0	33	18.6	17.0	7.5	11.3	4.3	7.5	2.7	Spanish Trust Fund
1100001651	Kenya Cereal Enhancement Programme Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window	116	11.1	71.8	1.2	11.7	7.2	1.6	0.4	31	2.2	European Union; TBD
2000001132	Aquaculture Business Development Programme	143.3	-	40	-	28.3	-	31.4	-	43.6	-	FAO; TBD

Source: GRIPS

Evaluation framework – lending portfolio

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
Rural Impact Poverty	Q.1: What have been the impacts on rural poverty found by previous IOE evaluations?		Establish programme result contributions to rural poverty decrease using
	Q1.1: Household income and assets	<ul style="list-style-type: none"> Changes in physical assets (farmland, water etc.) Changes in the composition and level of household income Changes in financial assets and/or debts 	<ul style="list-style-type: none"> PCRs and PCRVs for CKDAP, MKEPP, SNCDP IE for SHoMAP IEs/IAs for SDCP, UTaNRMP Impact-level M&E data, as available. Financial graduation of PROFIT
	Q1.2: Human and social capital and empowerment	<ul style="list-style-type: none"> Farmers' associations, cooperatives etc. Enhanced knowledge Access to inclusive financial services Education levels and health status social cohesion of rural communities conflict management communities able to take charge of development issues at their level? 	Benchmark against impacts reported from similar projects and/or projects working in the same area, and official poverty trends reported by the Statistics Bureau.
	Q.1.3: Food security and agricultural productivities	<ul style="list-style-type: none"> Availability of food Land productivity, yields return to labour Nutrition status 	Map contributions against ToC
	Q.1.4: Institutions and policies	<ul style="list-style-type: none"> Local governance Rural financial institutions Agricultural cooperatives Other service providers Are there changes in the capacities of government departments, NGOs, the private sector, and elected bodies and officials involved in project implementation? Are there changes in the capacities of the grassroots organizations supported during project implementation? Are there changes in the policy or institutional framework in favour of the rural poor as a result of project-led policy engagement and knowledge management activities (e.g. changes in the laws, statutes, rules, regulations, procedures, national quality standards or norms)? How did the service delivery of public institutions change for the rural poor? Were changes, if any, a result of project activities or of exogenous factors (devolution)? 	Validation through field visits
	Q.2: Thematic issues (impact)		

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>Q2.1: <u>Value chain development</u> Did household incomes rise as a result of newly created or enhanced value-chain linkages? Did market structures and other institutional factors affecting poor producers' access to markets change? Have communities established stronger linkages with public and private institutions, including research organizations?</p> <p><i>VC Case study</i> What have been the impacts from the value chain interventions (positive/negative, direct/indirect) in terms of:</p> <ul style="list-style-type: none"> • household income / assets / liabilities, including effects on farm-gate prices / • employment generation; • Human an social capital • Institutions and policies • nutrition and food security; <p>Which groups of value chain actors have been most affected and how?</p>	<p>Extent to which links have been created or enhanced in SHoMAP, SDCP and other projects (UTaNRMP)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stable outlet channels for milk, fruit, vegetable and other products • Stable or increased prices • Stable or increased production • Increased financing of value chains • Increased incomes <p>Survey for dairy</p>	<p>SHoMAP impact evaluation SDCP impact evaluation SDCP, SNCDP field visits and FGDs (cooperatives, MFIs, SMEs)</p> <p>Phone survey analysis</p>
	<p>Q2.2: <u>Inclusive financial services</u> To what extent did IFAD supported interventions contribute to changes at institutional / sector/ policy levels in PROFIT? How important were RF interventions for achieving rural poverty impact compared to other project complements? Which intervention models had been most inclusive and successful in addressing rural poverty issues?</p>		<p>Desk Review of project documents (SNCDP, SHoMAP, PROFIT, UTaNRMP) SHoMAP impact evaluation PROFIT in-depth case study based on desk Review , HQ interviews, key implementing partners in Nairobi</p>
	<p>Q 2.3. NRM and Climate change What impacts can be discerned from NRM/CC interventions?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Changes in vegetation cover (MKEPP, UTaNRMP) • Water quality measurements • Wildlife conflicts • Reliance on natural resources for livelihoods, etc. • Resilience to shocks 	<p>Geospatial data Water quality data Field validation</p>
Relevance of project designs	<p>Q3: <i>Policy alignment</i> How well did the programme design align with IFAD and Kenya's Sector Policy and strategies? Were Government's priorities as well as the priority needs of smallholder farmers adequately reflected in the thematic structure of the portfolio (e.g. horticulture,</p>	<p>Extent to which IFAD analysed and aligned projects to national policy in design and strategy documents, and incorporated new policies through supervision documents.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alignment of project goals and objectives to Kenya sectoral policies at design • Modification of project goals and objectives in line with contemporary 	<p>Review of PCRVs (CKDAP MKEPP, SNCDP) Review of SHoMaP, SDCP, PROFIT, UTaNRMP, KCEP-CRAL, ABDP</p>

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	livestock, NRM, rural finance)? Were the approaches presented in the IFAD climate change strategy reflected in the projects being evaluated?	changes to sectoral policies	Validation in the field
	Q3.1. <i>Strategic focus</i> Did the programme reflect a greater focus on ASAL since the last CPE? If so, did it include the CPE recommended poverty profile of rural poor in ASALs?	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of funding on ASAL areas over the CSPE period compared to previous CPE period 	Review of COSOP and project documents
	Q3.2. <i>Implementation set up</i> Were the implementation arrangements appropriate, given the ongoing government reforms (devolution)? Was the range of partners included in project implementation appropriate? Was the sufficiently engaged private sector (and how)?	<ul style="list-style-type: none"> Comparison of PMU structures with devolution processes Analysis of funding contributions Investment from private sector 	Design and Supervision reports Interviews in field (FG and institutional)
	Q3.3 Targeting How relevant were the project target groups and targeting mechanisms at design?		Review of project documents Validation in the field
	Q3.4 Nutrition Were (initial and updated) project designs "nutrition-sensitive"?	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of project designs against IFAD Nutrition Action Plan "nutrition-sensitive" criteria 	Review of project documents
	Q4: <i>Programme coherence</i> How coherent was the project design strategy (logframe coherence, linkages between the components, financial allocations, management structures) in supporting pro poor and environmental sustainability of the activities? How coherent was the choice of subsectors/themes to support the overall strategic (COSOP) goal?	<ul style="list-style-type: none"> Financing ratios of project components and of themes to strategy Assessment of project logframes at design and subsequent changes and their alignment with COSOP 	Review of PCRVs (CKDAP, MKEPP, SNCDP); Review of SHoMaP, SDCP, PROFIT, UTaNRMP, KCEP-CRAL, ABDP Strategy docs (COSOP)
			Validation in the field
	Q5: Thematic issues (relevance)		
	Q5.1: <u>Value chain development</u> How appropriate at the design stage was targeting in value chain projects (SDCP, SHoMaP) in terms of pro-poor focus? Was it likely to result in coherent project outreach in implementation?	<ul style="list-style-type: none"> Quality of design elements and associated indicators re targeting, pro-poor focus and private sector 	Assessment of design documents (SDCP, SHoMaP and ABDP), interviews with relevant stakeholders

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>Did the move towards value- chain approaches increase the potential for better private sector involvement? Market-led development?</p> <p>How Coherent with value-chain projects/programmes supported by other actors/development partners?</p> <p><i>VC case study</i></p> <p>Was there a diagnostic of the value chain?</p> <p>To what extent were the value chain activities connected with other project components?</p> <p>To what extent was the value chain intervention(s) implementing specific national policies and strategies?</p> <p>To what extent were the value chain interventions relevant to the needs of the primary target group of the project (or projects in the portfolio for a CSPE) ?</p> <p>What kind of power relationships existed in the VC prior to the projects (prices received, bargaining power, etc.)?</p>	<ul style="list-style-type: none"> Design takes into account other interventions (as measured through funding and implementation arrangements). <p>Analysis of survey results</p>	<p>Review of project documents</p> <p>Review of relevant national policies,</p> <p>Post-field Telephone survey for SDCP?</p>
	<p>Q5.2: <u>Inclusive financial services:</u></p> <p>How well were projects aligned with the IFAD IRF policy (2009) and the respective national country policy/policies or strategies and regulatory frameworks?</p> <p>Were the interventions designed to promote a wider range of IRF products and services, as stipulated by the IRF Policy (2009)?</p> <p>Were the models (or strategic approaches) chosen appropriate and in line with the needs of the country and the target groups?</p> <p>How relevant and appropriate was the choice of implementing partners?</p> <p>What technical expertise has been mobilised in the design and implementation of rural finance approaches and activities?</p> <p>Relevance of intervention areas and the services and products provided</p> <p>How has the rural finance strategy evolved in the Kenya portfolio? What were key moments of interruption of approaches, and why?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Analysis of project elements against IFAD policy and national sector studies</u> <u>Measures of 'inclusivity'</u> <u>Analysis of financial services data</u> 	<p>Review of IFAD policy documents, national strategies, project design documents (SDCP, SHoMaP and ABDP)</p>
	<p>Q5.3: <u>Participatory community development</u></p> <p>To what extent were participatory and bottom up approaches integrated in project designs, in particular in</p>	<ul style="list-style-type: none"> Funding allocation to participatory approaches 	<p>Review of PCRVs (CKDAP MKEPP, SNCDP), UTaNRMP, KCEP-CRAL, SHoMAP design</p>

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	the NRM and value-chain projects?		docs Validation in the field (UTaNRMP and MKEPP)
	<p>Q 5.4 <u>Climate change</u> To what extent was climate change addressed in project designs? Did projects contain specific adaptation and mitigation activities and what was their effect on the livelihoods of the poor? Were adequate funds allocated to measures aiming at mitigating the climate-change related risks identified in the risk analysis? Any disaster preparedness measures, for example, in terms of agro meteorological warning systems, drought contingency plans, response to flooding, weather-indexed risk assurance?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Proportion of indicators addressing CC issues</u> • <u>Resources allocated to CC issues</u> 	Review of PCRVs (CKDAP MKEPP, SNCDP), UTaNRMP KCEP-CRAL
	<p>Q 5.5 <u>Institutional set-up</u> Were the implementation arrangement appropriate and in line with Government's ongoing (decentralisation) reforms?</p>		Review of PCRVs (CKDAP MKEPP, SNCDP), UTaNRMP, KCEP-CRAL, PROFIT, SDCP, SHoMAP ABDP design docs Review of govt. strategy docs including on devolution.
Effectiveness of projects	<p>Q6: How effective have been the IFAD supported operations? Did the project achieve the intended results for the intended target group? What were the main (intended and unintended) results achieved? What were the main factors affecting effectiveness?</p> <p>Q6.1 Targeting Did the project achieve the intended results for the intended target group? Were outreach targets met? And how effective were the targeting mechanisms used?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Analysis of results against targets 	Review of PCRVs, Project docs, progress reports, supervisions, RIMS, KIIs, FGDs, Surveys for SDCP, SHoMaP, PROFIT, UTaNRMP.

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>VC Case study</p> <p>What value chain related activities have been carried out in the project (or portfolio for a CSPE)?</p> <p>What results (related to the value chain) have been achieved at the end of the project or are likely to be achieved?</p> <p>What have been the main challenges in achieving the results (related to the value chain)?</p> <p>Extent to which the projects in the portfolio changed the capacity and behaviours of producers and other key actors in the value chain</p>		Validation in the field
	Q7 Thematic issues (effectiveness)		
	<p>Q7.1: <u>Value chain development</u>:</p> <p>How effective were the financial and non-financial instruments used to support value chains?</p> <p>How effective (and viable) are the groups and institutions set up or supported by the projects?</p> <p>Did the project influence these relationships (for instance, improve bargaining power of farmers relative to other actors)?</p> <p>What are the sources of finance for production, etc.? Was finance an impediment?</p> <p>Did the projects facilitate, and were successful, in creating contractual relationships between farmers/producers and input/output suppliers?</p>	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of results for VC indicators 	<p>SDCP PCRV docs, SHoMaP IE ratings), interviews with relevant stakeholders</p> <p>Field assessment</p>
	<p>Q7.2 <u>Inclusive rural finance</u>:</p> <p>How effective were the financial and non-financial instruments used to support value chains?</p> <p>How effective (and viable) are the groups and institutions set up or supported by the projects?</p> <p>Do Project Coordination/ Management Units communicate with each other on rural finance implementation and coordination? With sector actors, apex bodies, agencies?</p>	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of results for IRF indicators 	<p>SDCP PCRV docs, SHoMaP IE ratings), interviews with relevant stakeholders, data from implementers and service providers</p> <p>Field assessment</p>
	<p>Q 7.3. <u>Natural resource management</u></p> <p>Did the synergies between the different components realise as envisaged at project design? synergy in institutional arrangements for implementation of</p>	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of results for NRM / CC indicators 	<p>Review of PCRVs for CKDAP, MKEPP, SNCDP), IE for UTaNRM, KCEP-CRAL, SHoMAP</p> <p>Field visits and KII/FGDs</p>

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>programme activities?</p> <p>Institution building, community institutions; Success of efforts to align policies and mandates of government institutions involved at different levels.</p> <p>Did the projects help local communities increase/improve access to natural resources (in general and specifically for the poor)?</p> <p>Has the degree of environmental vulnerability changed (e.g. climate change effects, potential natural disasters)?</p>		
	<p>Q 7.4. <u>Institution building</u></p> <p>How successful was institution building, i.e. setting up various forms of grass roots/farmers organisations?</p> <p>Which type of organisations worked better and under what conditions, and which did not?</p> <p>How inclusive are they?</p> <p>Note any specific activities or implementation mechanisms to include people living with HIV/AIDS and the outcomes and impact of these. Any challenges?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Analysis of results for institutional indicators 	<ul style="list-style-type: none"> • As above
Efficiency projects	<p>of</p> <p>Q8: How efficient have IFAD supported operations been? What were the main factors affecting efficiency in the closed projects?</p> <p>What are the trends in the ongoing project?</p> <p>How did devolution affect project efficiency?</p> <p>What are the conditions for projects to be effective? How have these changed from 2011 to now? What are the challenges to get projects effective?</p> <p>Why do project coordinators need Authority to Incur Expenditures (AIE) assigned for each project? Why does AIE not feature as a condition for project coordinators early on in the project lifecycle?</p> <p>How are staff assigned to project coordination/management units? Do staff have the requisite technical knowledge? How competitive are salaries and top-up allowances?</p> <p>What are unit costs for different activities (infrastructure, NRM, rural finance)? Who are the service providers (local, national, international)? How are they procured?</p> <p>What are the challenges for projects that operate in wide-spread geographic areas? a larger scale (SDCP, SHoMAP, PROFIT, KCEP-CRAL)?</p>	<p>Analysis of project financial data and IOE evaluations for key efficiency indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effectiveness gap • Management costs • Levels of staffing • Disbursement rates • Cost/beneficiary • Unit costs (benchmarked against other projects and Government unit costs) • Economic Rate of Return • Compliance with loan agreements and loan conditions 	<p>Desk Review</p> <p>Financial data from projects</p> <p>Interviews with project finance officers where available</p>

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	How have recent political changes (such as elections, decentralization) affected staffing in the project coordination/ management units?		
	Q 9. Have the efficiency issues identified by the 2011 CPE effectively addressed?	(e.g. issuing the Authority to Incur Expenditures, limitations on special account initial deposits, delays lined to bureaucratic process in accounting, low budgetary allocation to agriculture, weak project implementation capacity at the district level, and the fragmentation of institutional architecture)	As above
	Q10: Thematic issues (efficiency)		
	Q10.1. <u>NRM and CC</u> To what extent did the delays in start-up and implementation affect project effectiveness?, Long duration	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of delays on disbursement, recruitment, M&E etc. 	Project reports Interviews with stakeholders (project/ government /beneficiaries)
	Q10.2. <u>Inclusive financial services</u> Cost efficiency/cost-benefits/value for money	<ul style="list-style-type: none"> Comparison with appropriate VFM benchmarks 	Desk analysis using financial data
Sustainability of benefits	Q11: Do project activities benefit from the engagement, participation and ownership of local communities, grass-roots organisations and the rural poor, and are adopted approaches technically viable?	Extent to which IFAD activities are economically viable and sustainable since project closure <ul style="list-style-type: none"> Ownership of infrastructure (beneficiaries, municipalities, other) Percentage of beneficiaries in administrative positions of institutions Source of financing and O&M (infrastructure and institutions) 	Document Review of Supervision reports, PCRs and IOE evaluations Key informant interviews (IFAD; Regional and municipal level staff, selected institutions; other development partners)
	Q12. How sustainable were the various groups and associations set up by the projects?	<ul style="list-style-type: none"> Continued existence and effectiveness post IFAD investment of groups 	KIIs local government, beneficiaries, (SDCP SHoMaP. PROFIT, UTaNRMP) Review of PCRVs
	Q13: What external factors have affected sustainability (e.g. security, political interference)? Can recurrent natural hazards endanger prospects of sustainability?	Extent to which external events have negatively impacted benefits of IFAD activities <ul style="list-style-type: none"> Liquidation of institutions disuse of infrastructure 	Key informant interviews (beneficiaries, national and county level staff, selected institutions; other development partners) Field visits and direct observation PCRv reviews
	Q14: Cross-cutting issues (sustainability)		
	Q14.1: <u>Inclusive financial services:</u> How sustainable were the institutions supported by IFAD (macro, micro and meso level)? What approaches have continued after project closures,	<ul style="list-style-type: none"> Incorporation of approaches, institutions and products into local and national policies Financial health and independence of rural finance institutions 	Project reviews / reports, PCRVs, IE Key informant interviews (beneficiaries, national and county

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>and has there been a learning process for successes and failures?</p> <p>What were the factors enabling or hindering sustainability at the different levels?</p>		municipal level staff, selected institutions; other development partners)
	<p>Q.14.2. <u>NRM</u></p> <p>Evidence on more sustainable livelihoods and natural resource management.</p> <p>Evidence on policy engagement (watershed management legislation etc.)</p> <p>Sustainability: of institutions and linkages established; of technical innovations introduced; enhanced environmental sustainability/ more sustainable use of water and land resources.</p> <p>Are the activities related to NRM sustainable? If not, why not?</p> <p>Have the projects facilitated the implementation of policies and legislation such as those relating to the access of the poor to natural resources, adaptation to climate change, and the protection of biodiversity?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Incorporation of approaches, institutions and products into local and national policies • Financial health and independence of environmental institutions • Environmental sustainability indicators 	As above
Gender equality and women's empowerment and youth	<p>Q.15: To what extent did the projects overcome the limitations on women's participation in activities? Are there any good practices that could inform future projects?</p> <p>Evidence of practical understanding of gender and youth issues in different geographical areas, between differed ethnic groups and related to different sub-sectors</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Women and youth in leadership positions of rural institutions 	<p>Desk Review : Gender differentiated analysis of beneficiary data; project documentation</p> <p>Project visits and stakeholder interviews (project management, service providers, women)</p>
	<p>Q.16: What were the project's achievements in terms of promoting gender equality and women's empowerment and which mechanisms and interventions were most effective in supporting women?</p>	<p>This include assessing whether there are changes to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • women's and youth access to resources, assets and services; • women's and youth influence in decision making; • workload distribution among household members; • women's health, skills, income and nutritional levels; • gender relations within HH, groups and communities in the project area. 	<p>Contextual analysis: practices documented from similar projects</p> <p>Key informant interviews (IFAD; local government and regional level staff, former project staff, selected cooperatives and other groups)</p> <p>Focus group discussions (selected groups of beneficiaries)</p>
	<p>Q.17: What were the project strategies to promote gender equality and women's empowerment?</p> <p>To what extent did it reaffirm or transform existing values and norms and/or the ascribed roles and power relations with regard to gender?</p>		Review of PCRVs, design, MTR, PCR

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	Was the project implementation structure adequate to support effective implementation of gender equality and women's empowerment goals?		
	<p>Q.18: To what extent did projects define and monitor sex-disaggregated results (at COSOP and project levels) to ensure that gender equality and women's empowerment objectives were being met? Youth?</p> <p>Quality of reporting on gender/youth issues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number and quality of sex and youth-disaggregated M&E indicators • Gender specialists in PMU, local government <p>Evidence of how women and men have benefitted from project activities, in particular regarding:</p> <ul style="list-style-type: none"> - access to resources, assets and services; - changes to women's influence in decision-making at home and in groups; - workload levels and distribution among household members; - health, skills, and nutritional levels - changes to income and control of that income 	Review of PCRVs, COSOPS, Project logframes, MTRs, PCRs
	Q.19: Did programmes monitor the disaggregated use of resources to invest in activities promoting gender equality and women's empowerment, and if so, how do they compare to each other?	<p>Extent to which projects had provided adequate resources to promote GEWE activities</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ratio of funding dedicated to gender equality and women's empowerment/total project costs 	Review of PCRVs, project financial data
	<p><u>Q.20 Value chains/ Finance/ NRM</u></p> <p>Extent to which the intervention integrated a gender-equality and women's empowerment perspective;</p> <p>What were the intervention effects on gender equality and women's empowerment;</p> <p>Extent to which the project involved youth (young men and women) as participants, in project design and in implementation and the results achieved</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Analysis of indicators where available • Analysis of results of gender surveys • Role and position of women and youth 	<p>Review of PCRVs, MTRs, PCRs, IE</p> <p>Field visits and direct observation KIIs and FGDs</p>
Environment and Natural Resource Management	<p>Q.21: Environment and natural resources management – how this was addressed within the portfolio, e.g. through:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Land management/degradation • Infrastructure development in mountainous areas • Community participation • Water availability/scarcity <p>Did projects capture the lessons learnt from previous investment projects and grants?</p> <p>Were there any negative effects on environment and natural resource base due to project activities?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deforestation and erosion rates • Improved management of resources (forests, pastures, water) • O&M of infrastructure and management mechanisms 	<p>Review of PCRVs, design, MTR, PCR, GEOSat statistics</p> <p>Field visits and direct observation</p> <p>Interviews with stakeholders (beneficiary groups, local governments, ministries, other development partners with projects in area)</p> <p>FGD on land tenure</p>
	<p><u>Q.22 Value chains</u></p> <p>Extent to which the value chain intervention analysed</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Analysis of project design and progress documents. 	MTR (SDCP) IE (SHoMaP)

Evaluation Criteria	Evaluation Questions	Indicators and markers	How they will be assessed
	<p>and incorporated measures for sustainable natural resources management and adaptation to climate change;</p> <p>Extent to which the value chain approach contributed to strengthen producers' resilience to climate change.</p>		Field visits and interviews with stakeholders (beneficiary groups, local governments, ministries)
Adaptation to climate change	<p>Q.23: Adaptation to climate change – how this was addressed within the portfolio, e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Climate smart practices • Disaster preparedness measures 	<p>Extent to which climate change adaptation was incorporated and implemented in the portfolio</p> <ul style="list-style-type: none"> • Technology adoption rate 	<p>Review of PCRVs, design, MTR, PCR</p> <p>Field visits and direct observation</p> <p>Interviews with stakeholders (beneficiary groups, local governments, ministries)</p>
Innovation	<p>Q24: What evidence is there that practices introduced by the programme were innovative?</p> <p>To what extent (and how) did the grants contribute to innovations in the loan programme?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Presence of similar practices at the municipal, regional or country level 	<p>Project documents and selected development partner projects</p> <p>Key informant interviews (IFAD; local and regional level staff, former project staff, selected groups)</p>
	<p>Q25: What are the characteristics of innovations promoted and are they consistent with IFAD definition?</p>	<p>Explanation of innovation's characteristics and their alignment to IFAD definition</p>	<p>Focus group discussions (selected groups of beneficiaries)</p> <p>IFAD Innovation policy</p>
Scaling up	<p>Q26: What evidence is there that practices introduced by the programme have been scaled up?</p> <p>Which partners were instrumental in scaling up innovations from loans and grants?</p> <p>What were the mechanisms used for scaling up? Do these originate from government (at different levels), private/NGO sector, or donors?</p>	<p>Extent to which government (local and national) and other donor partners have incorporated IFAD practices into their own projects and strategies.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Government cofinancing ratio of similar practices/projects • Financing of similar practices/projects by other partners and organisations • Municipality/regional government/national policies using IFAD pioneered activities/investments • Donors using IFAD pioneered activities/investments 	<p>Project documents and selected development partner projects</p> <p>Key informant interviews (IFAD; local and regional level staff, former project staff, selected groups)</p> <p>Focus group discussions (selected groups of beneficiaries)</p> <p>IFAD's operation framework for scaling up</p> <p>Review of PCRVs where available</p>

Evaluation framework – non-lending activities

<p>Relevance of non-lending activities</p>	<p>Q26: Are policy engagement, partnership building and knowledge management objectives clearly outlined in the COSOP? Are they relevant to the IFAD programme as a whole? Activities that were not foreseen – how relevant were they?</p> <p>How well are <u>grants</u> aligned to the COSOP objectives and focus?</p>	<p>Extent to which non-lending activities were reasonably incorporated into the COSOP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non-lending activities planned for COSOP duration • Compatibility of activities with projects and IFAD/government policies 	<p>Review of non-lending activities through</p> <ul style="list-style-type: none"> • Review of grants portfolio • (Selected) grants documents • Interviews with grant managers and grantees • COSOP and Country Strategy Note documents • COSOP review data • In-country interviews with key stakeholders (government, development partners, NGOs, private sector) • ICO FGD on selected issues (ICO capacity, partnerships)
	<p>Q27: Were resources earmarked for non-lending activities and explicitly outlined in the COSOP (e.g. through grants or administrative budget)</p>	<p>Degree to which grants and other resources (e.g. funding, time) were programmed and available for non-lending activities to be realistically implemented</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grants funding non-lending activities • Planned yearly activities 	
	<p>Q28: How were the work and role of other partners taken into account in selecting the focus of non-lending activities?</p> <p>How coherent was the selection of <u>grants</u> and grantees in the context of the COSOP?</p>	<p>Extent to which analysis and dialogue with partners was sufficient and sound enough to inform non-lending activities</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analysis and studies used to establish strategic goals • IFAD's participation in donor-coordinated studies • Number of days with other donor partners 	
	<p>Q29: Did the non-lending activities contribute to a coherent country programme strategy?</p> <p>What were the links between lending and non-lending activities? What did the grants contribute to the lending portfolio, e.g. in terms of innovations? To what extent were non-lending activities embedded into the loan portfolio (e.g. through the use of loan-component grants for policy engagement)?</p>	<p>Extent to which non-lending activities mutually reinforced intended outcomes of the overall country strategy</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mix and complementarity of lending/non-lending activities 	
	<p>Q29.1: <i>Policy engagement.</i></p> <p>Were the intended focus included in the COSOP realistic?</p> <p><i>What has been achieved?</i></p> <p>How has IFAD refined its approach to policy engagement in Kenya over the COSOP period?</p> <p>How were the grants expected to support policy engagement? And were the expected outputs/contributions from grants realistic?</p>	<p>Extent to which policy engagement was based on and continuously updated on sound analysis of government capacity and engagement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Explicit strategy on policy engagement in COSOP • Consistent follow-up in supervision • Documentation of results • Evidence of inputs and results in areas of strategic focus (land registration, rural finance) • Number and quality of policies adopted, and/or of policy tools implemented in portfolio 	

	<p>Q29.2: <i>Partnership building:</i></p> <p>How did IFAD follow up on the CSPE recommendation to broaden the partnerships? How appropriate was the choice of partners? How focussed and selective were partnerships? How have partnerships with public and private sector organizations been chosen, and to what effect? How important were grants to build strategic partnership?</p>	<p>Extent to which IFAD responded to IOE recommendations on reinforcing food safety agencies through lending and non-lending activities since 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suitability of partners to achieve strategy goals <p>Extent to which financial partners were considered in being able to achieve long-term goals and in leveraging resources</p> <ul style="list-style-type: none"> • Methods used to achieve partnerships • Number, diversity and complementarity of: co-financing partnerships; implementation partners; dialogue partners • Appropriateness and complementarity of planned and implemented activities 	
	<p>Q29.3: <i>Knowledge management:</i></p> <p>Are knowledge management activities outlined in the COSOP and/or is there a specific strategy for KM? Are the available resources (including staff resources) appropriate? What was the significance and role of grants in KM? What was the role of the regional division in the support of KM activities in Kenya and at what levels (national, regional)? To what extent have lessons from success and failure been learned in IFAD's operations?</p>	<p>Extent to which KM featured and reinforced lending and non-lending activities</p> <p>Extent to which IFAD's experience in rural finance has been strategically mobilised</p> <ul style="list-style-type: none"> • ESA KM strategy implemented in Kenya • Regional exchanges • Focus of supervision missions on KM 	SM Documents
	<p>Q29.4 <u>Grants portfolio</u></p> <p>To what extent did the grants theme address the strategic priorities of COSOP and the Government of Kenya? How relevant and coherent was the selection of grantees? How relevant and coherent was the mix of different grants instrument?</p>		
Effectiveness	Q30: To what extent and in what way did the	Effectiveness and efficiency of non-lending activities to achieve	

of non-lending activities	non-lending activities achieve the stated objectives? Could the same objectives have been achieved in a more cost-effective way?	COSOP goals <ul style="list-style-type: none"> • Results documented for other non-lending activities • Contribution to projects 	
	Q30.1: <i>Knowledge management</i> . To what extent did lessons from earlier projects and grants inform new project designs? What KM results are documented?	Extent to which World Bank and IFAD completion reports, KM products and IOE evaluations informed new projects <ul style="list-style-type: none"> • Practical experiences documented and disseminated (nationally, regionally) • Activities (number and type) • Interaction between NEN and country • Incorporation of learning into Country Strategy Note 	
	Q30.2: <i>Policy engagement</i> . To what extent did IFAD attempt to influence policy-level issues or regulatory frameworks? Are there any lessons that should be learned for the upcoming strategy? How effective was policy engagement around the key issues identified in the COSOP?	Degree to which IFAD used in-house knowledge and resources to engage and inform government on policy <ul style="list-style-type: none"> • Expertise in supervisions • Engagement through supervision and KM events 	
	Q30.3: <i>Partnership building</i> . How effective were partnership types (knowledge and learning, co-financing, coordination)?	<ul style="list-style-type: none"> • Co-financing increases outreach and impact • Partnership types • Quality of partnerships • <i>KCEP-CRAL case study?</i> 	
	Q30.4: <i>Grants</i> . What were the specific contributions from grants to lending operations and non-lending activities? To what extent have new technologies developed with grant support been disseminated in lending operations? What tangible benefits can be attributed to innovations generated through grants?	Extent to which grant products were incorporated into project design and through supervision, and whom they benefitted <ul style="list-style-type: none"> • Inclusion of grant-funded practices and technologies into projects 	
	Q31: <i>To what extent did the non-lending activities contribute to the replication and/or scaling up of innovations promoted by IFAD?</i>	Extent to which government and partners learnt from IFAD processes	

	Q32: Strategic and cross-cutting issues (non-lending activities)		
	<p>Q32.1: <u>Engagement (policy engagement)</u></p> <p>What levels of engagement has IFAD been able to maintain on policy-related issues?</p> <p>How did IFAD and other development partners contribute to the drafting and implementation of national agricultural strategies over the evaluation period?</p>	<p>Degree to which IFAD was present and contributed to policy processes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supervision expertise • Interaction with government and policy makers through supervision 	<p>Review of non-lending activities through</p> <ul style="list-style-type: none"> • Review of grants portfolio • (Selected) grants documents • Interviews with grant managers and grantees • COSOP documents • In-country interviews with key stakeholders (government, development partners, NGOs, private sector) • FGDs
		<p>Extent to which sound analysis was the basis for the rationale of partner choice</p> <ul style="list-style-type: none"> • Review of partners and inclusion of these in projects and/or non-lending activities 	
IFAD	<p>Q33: How did IFAD as a partner perform (a) at project level</p> <p>and (b) with regard to the overall country programme management and the related processes?</p>	<p>Key questions and indicators include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrative budget appropriate to ensure proper supervision and implementation support • Were the support, time and resources for non-lending activities adequate? • Did IFAD exercise its developmental and fiduciary responsibilities adequately? • What was IFAD's role in generating innovative solutions, scaling up initiatives, and identifying new funding sources? • What is the quality of the COSOP results management framework, project status reports and aggregated RIMS reports and country programme sheets, annual COSOP reports and were Management actions appropriate? • Number and length of supervision missions • Relevance of expertise mobilised in supervision missions • Use of no objection clauses • Adoption and timeliness of supervision mission recommendations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision reports • Annual progress reports • Stakeholder interviews • FGDs
Government	<p>Q34: How did Government as a partner perform (a) at project level, and (b) with regard to the overall country programme management and the related processes?</p>	<p>Key questions and indicators include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Did government partners provide the agreed counterpart resources (funds and staffing in a timely manner)? • Were programme management units set up and properly staffed? • Did the flow of funds and procurement procedures ensure timely implementation? 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision reports • Annual progress reports • ICO capacity assessment tool • Stakeholder interviews

		<ul style="list-style-type: none"> • Were the programme coordinating mechanisms functioning and effective? • What mechanisms were there to ensure effective coordination and communication between relevant actors working in the same sector? • Did government fulfil all the fiduciary obligations as agreed? Were audit reports done and submitted as needed? • Did Government put into place any mechanisms for scaling up innovative practices? 	<ul style="list-style-type: none"> •
	Q35: Were the M&E systems set up properly and did they provide timely and accurate information?	<p>Extent to which M&E systems were effective in providing management with appropriate and high quality data to maintain a proper M&E and management function</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quality and appropriateness of indicators • Key functions (baseline, implementation surveys, impact assessments) conducted on a timely and effective manner 	<p>Review of M&E data, supervision missions, MTR, IOE evaluations</p> <p>Key stakeholder interviews (MoA M&E staff, project managers)</p>

Smallholder Dairy Commercialization Programme: mini survey

The purpose of the mini survey was to assess the results and performance of the activities conducted since 2006 when the SDCP programme was effective. Targeting the dairy groups, the mini survey sought to understand the capacities of the groups, progress they have made under the program and the challenges they face in the dairy farming value chain. The survey targeted nine counties including: Nakuru, Bomet, Kisii, Nyamira, Nandi, Bungoma, Trans Nzoia, Uasin Gishu and Kakamega which supported at least 1,058 Dairy Groups.

The Programme was declared effective in July 12, 2006 with a Completion Date of September 30, 2012. It was later extended by three years (for late start, post-election violence) to complete on 30 Sept 2015. In addition, IFAD approved an additional financing as well as an extension of the completion and closing dates (final completion on 30th September 2019). The implementation of this project has been undertaken by SDCP team in partnership with Government of Kenya, Ministry of Agriculture and Irrigation, State Department of Livestock.

The consultant used a quantitative technique i.e. mini survey questionnaire. A total of 118 dairy groups were targeted for this survey (at least 11 dairy groups and at most 15 dairy groups in each of the targeted 9 counties). A telephone survey was conducted consecutively in the nine subcounties with a team of 4 research assistants. Data coding and cleaning was conducted using both SPSS and Excel to prepare the data for analysis; the data cleaning process identified 5 of the sampled dairy groups to have been large groups with group sizes of more than 100 members hence were excluded from analysis. Data analysis (for 113 of 118 dairy groups) and report writing was conducted concurrently resulting in development of a final survey report.

In order to respond to the objectives of the survey, the following areas of review were identified and key findings are summarized below:

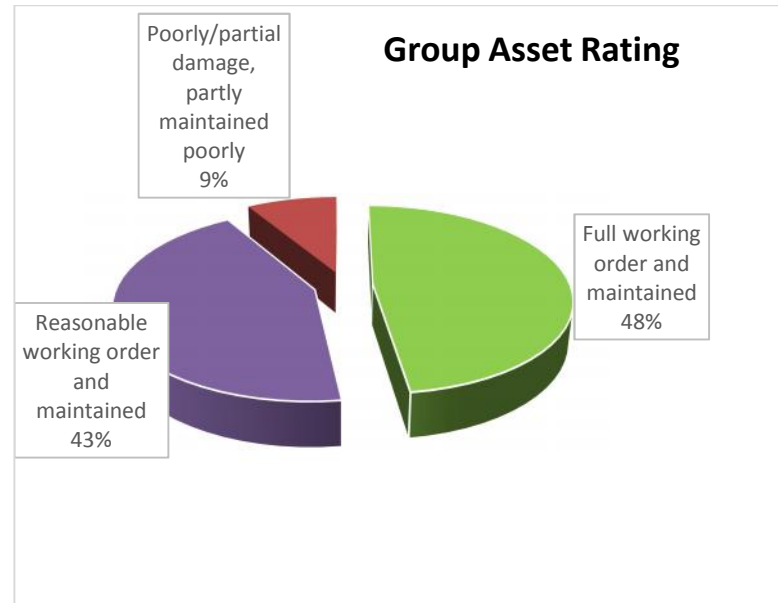
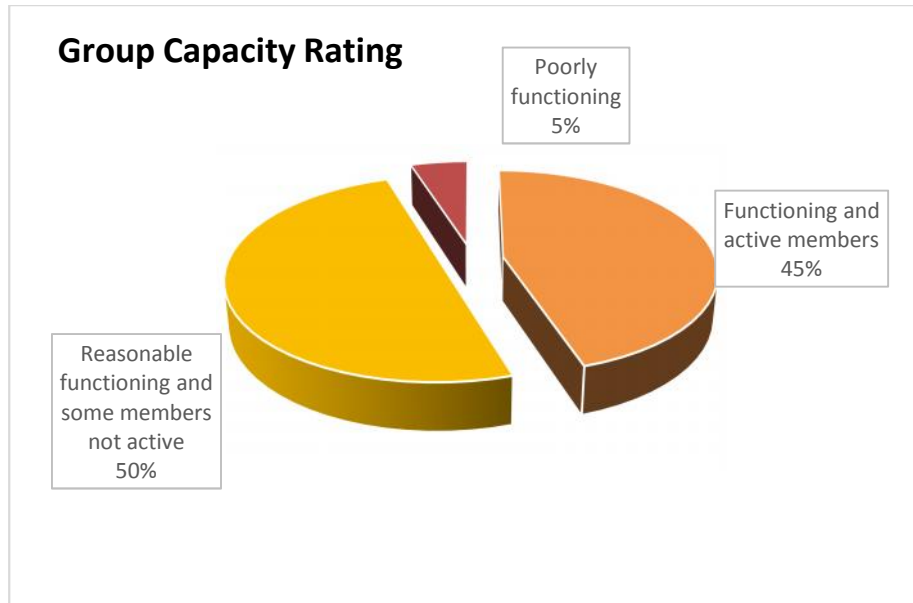
- **Group Registration:** 82 per cent of the groups were registered the same year they were formed while a smaller proportion 18 per cent were registered at least one year later; 78 per cent of the groups had renewed their registration at the time of the survey with the district gender and social development departments for their respective counties.
- **Group Membership:** The sampled groups have an average of 23 members; the number of women were more 47 per cent compared to men (33 per cent) and youths (20 per cent).
- **Group Cattle Herd:** 45 per cent of the cows owned by the groups are foundation cows, 41 per cent cross-breed cows and 14 per cent improved cows. The groups have an average of 41 cows with an average of 27 foundation, 21 cross-bred and 7 improved breed cows. A group member owns an average of 2 dairy cows, however, some members own a maximum of 9 cows while other members do not own any dairy cow at all.
- **Group Members' Assets:** 43 per cent of the groups' members use Artificial Insemination, 21 per cent use improved feeds and 14 per cent have zero grazed cows; an average of 15 members and a maximum of 65 members use AI; an average of 7 members and a maximum of 33 members use improved feeds.
- **Milk Production:** 82 per cent of the groups aggregate and sell their milk as a group while 18 per cent of the sampled groups reported their members selling milk individually; the groups sell an average of 166 litres per day as a group with some groups selling a maximum of 2,000 litres per day; the groups selling milk as a group received an average price of Kshs. 44 per litre with a maximum price of Kshs. 60 per litre and a minimum of Kshs. 30 per litres; the group members receive an average of Kshs. 37 per litre with a maximum of Kshs. 50 per litre and a minimum of Kshs. 25 per litre; 47 per cent of the groups sell milk to the public.

- Group Investments: 52 per cent of the sampled groups have group investments or assets; the common investments or assets by the groups were purchased land (22 per cent), table banking (20 per cent), Business or milk shops (15 per cent) poultry farming (15 per cent).
- Groups Bank Balance: 93 per cent of the sampled groups have a group bank account; the average group bank balance was Kshs. 26,553 with some groups reporting a maximum of Kshs. 250,000.
- Groups' Challenges: The common challenges faced by the groups were Inadequate financing (48 per cent), animal diseases and lack of veterinary services (35 per cent), Lack of market (22 per cent) and scarce and expensive animal feeds (21 per cent).
- Groups Suggestions: The main suggestions by the groups' contacts were provision of credit financing services (61 per cent) and conduct more trainings in dairy farming (34 per cent).

Summary of key indicators

<i>Indicators</i>	<i>per cent</i>
Percentage of the sampled groups that have renewed their registration to date	78%
	Men – 47%
Percentage of the sampled groups that have gender and youth inclusion	Women – 33%
	Youth – 20%
	Foundation – 45%
Percentage of the sampled groups that have improved breeds	Cross-breed – 41%
	Improved – 14%
	Artificial insemination – 43%
Percentage of the sampled groups using new agricultural practices	Improved feeds – 21%
	Zero-grazed cows – 14%
Percentage of the sampled groups whose members collect milk and sell as a group	82%
Average number of litres of milk sold by the groups	Average - 166 litres per day
	Maximum – 2,000 litres per day
Percentage of the sampled groups with investment or assets	52%
Percentage of the sampled groups with bank accounts	93%
Average amount of groups bank balance	Average - Kshs. 26,553
	Maximum – Kshs. 250,000

Asset verification results



Effectiveness – analysis of project outcomes and results

Project	Outputs and Outcomes			
SDCP	PROGRAMME PARAMETERS			
		Target	Achievements to date	
	Total beneficiary smallholder dairy farmers	24,000	28,022	116.75
	Small-scale milk bars and shop operators	90	307	341.11
	Mobile milk traders	300	312	104
	Overall total beneficiaries	24,390	28,641	117.43
	Total number of beneficiary smallholder farmers household members (5 person per household at initial design and 6 actual)	120,000	168,132	140.11
	Total beneficiary household members(including milk bars operators and traders)	121,950	171,846	140.92
	Number of groups in MODE11		947	-
	Number of groups in MODE111		149	-
	Dairy farmers in the programme area	347,707	560,817	161.29
	Outreach on dairy population	35%	28%	80
	Number of Dairy groups	600	1,096	182.67
	Average number of farmers per group	40	26	65
	No. Of DCA	27	59	218.52
	No. of Apex Organizations		49	-
	Total number of apex organization members		22,321	-
	Total number of apex organization household members		133,926	-
	Total beneficiaries (including smallholder farmers milk bars operators, traders and apex organizations)		42,719	-
	Total beneficiary household members (including smallholder farmers milk bars operators, traders and apex organizations)		256,314	-
SDCP Findings ¹				
Component 1: Organization and Enterprise Skills of Dairy Groups				
Component 2: Technical Support to Dairy Producers				
Component 3: Development of Milk Marketing Chains				
Activity		Achievement	Target	%
Component 1: Organization and Enterprise Skills of Dairy Groups				
DG Training in organization development		612	724	85
Targeted group members for training in organization and management		21,277	26,450	80
Training of DGs in Gender Action Learning System (GALS)		865	951	91
Group members participating in GALS		14,997	17,890	84
Training of DGs in business skills and approaches		823	1,058	78
Training on entrepreneurship, group organization and management		613	No target	-
Training of DCAC members		835	870	96
Education tours		33	35	99
Dairy groups with successful proposals for funding		133	265	50
Supported review and update of dairy enterprise plans for groups		922	1,058	87
Supported groups to prepare bankable plans		306	388	79
Activity		Achievement	Target	%
Component 2: Technical Support to Dairy Producers				
Build capacity in community-based animal health management		10	10	100

¹ SDCP AWPB (2018-2019)

	for sub-counties			
	demonstrations on routine husbandry practices	1096	745	145
	Persons on routine dairy husbandry practices	176	158	113
	model farmers/community resource persons to build local capacities	62	-	-
	Field days	30	32	94
	Training of model farmers/Community Resource	16	15	107
	Dairy Group demos on feeds, feeding and economics	514	511	101
	Training of private service providers on feeds, rations and feeding management	91	95	104
	newly selected group targeted for demos – participants	8,643	9,570	90
	Trained TOTs/model farmers on feed planning, rationing and mixing, feeding management	130	131	101
	Training of private service providers and TOTs on animal registration and recording	18	18	30
	Train trainees on animal registration and recording at county level	74	54	137
	demos of biogas technologies	128	126	102
	Demos on gender and environmentally friendly technologies – equipment labour, energy and time saving – grass cutters, water pumps gloves	649	669	97
	technologies type	33	13	
	No. of Participant	13,688	13,231	103
	Activity	Achievement	Target	%
	Component 3: Development of Milk Marketing Chains			
	Train trainees on milk marketing coolers	12	12	100
	Management meetings for installation of bulk milk coolers	0	10	0
	Train groups in market research, quantifying demand, reducing transaction costs, market analysis-identifying market niches, competitive pricing, market penetration	48	51	94
	Train members in to improve hygienic milk handling and value addition, programme conducted non-residential training on 676 dairy groups (11,092 participants)	620	650	95
	DG Demos on equipment and technologies	798	800	100
	DG Training and workshops for development of milk marketing chain	92	135	68
	Strengthening of dairy goat apex associations	452	520	87
		1	2	50
SHoMAP	SHoMAP Program			
	Objective 1: Improving physical access of rural households to markets			
	Objective 2: Improving efficiency of agricultural input and produce markets			
	Objective 3: Raising value added between the point of harvest and the consumer.			
	SHoMAP Findings ²			
	- SHoMAP reached 152,304 people (77,293 women, 75,011 men) against targeted 60,000 people			
	- 21,311 HHs received programme service compared to appraisal target of 12,000 HHs			
	- 614 groups reached against appraisal target of 600			
	Activity	Achieved	Target	%
	- Formation of farmer/producer groups	600	617	97%
- Trainings for : input stockists	1044	1400	75%	
: farmer groups	530	500	106%	
: produce traders	1091	950	115%	
: transporters	585	550	106%	
: marketing agents	577	400	144%	
: agri-processors	752	920	82%	
: government staff	2522	2000	126%	
Objective 1: Improving physical access of rural households to markets				
Wholesale/retail markets	22	24	92%	

² SHoMAP Impact Evaluation report (January 2018)

	<table border="1"> <tr> <td>Bulking collection centers</td> <td>14</td> <td>22</td> <td>64%</td> </tr> <tr> <td>Pilot initiatives: Production aspects</td> <td>29</td> <td>35</td> <td>83%</td> </tr> <tr> <td>Pilot initiatives: Value addition and agro-processing</td> <td>51</td> <td>45</td> <td>113%</td> </tr> <tr> <td>Target markets: Fully operational</td> <td>13</td> <td>38</td> <td>34%</td> </tr> </table> <p>Objective 1: Improving physical access of rural households to markets</p> <ul style="list-style-type: none"> - Developed 22 out of 24 targeted wholesale/retail markets, 14 of targeted 22 produce bulking collection centers - 80 pilot initiatives were funded; 29 out of 35 on production aspects, 51 out of targeted 45 on value addition and agro-processing - Out of target of 38 markets; 13 fully operational, 7 partially operational, 13 completed but not operational and 5 stalled/not completed <p>- Out of target of 230 km of roads and paths through spot improvement; the programme opened 547 km – 238%</p> <p>Objective 2. Improving efficiency of agricultural input and produce markets</p> <ul style="list-style-type: none"> - billboards with price information of agricultural were erected in 15 rural markets <p>Objective 3. Raising value added between the point of harvest and the consumer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Out of 80 pilot initiatives supported; 36 are operational/sustainable, 32 not operational, 3 partially operational and 9 never started 	Bulking collection centers	14	22	64%	Pilot initiatives: Production aspects	29	35	83%	Pilot initiatives: Value addition and agro-processing	51	45	113%	Target markets: Fully operational	13	38	34%				
Bulking collection centers	14	22	64%																		
Pilot initiatives: Production aspects	29	35	83%																		
Pilot initiatives: Value addition and agro-processing	51	45	113%																		
Target markets: Fully operational	13	38	34%																		
SNCDP	<p>Objective 1: Improve local-level governance capacity and community-driven processes for local development.</p> <p>Objective 2: Broader and sustained gender-balanced access to essential primary health care services, sustainable access to safe domestic water, and improved environmental sanitation and hygiene practices</p> <p>Objective 3: Better on-farm labour productivity and stronger human capacity with improved food security, nutrition and livelihood activities</p> <p>Objective 4: Heightened community awareness of social behaviors and their consequences</p> <p>SNCDP Findings³</p> <p>Objective 1: Improve local-level governance capacity and community-driven processes for local development.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Activity</th> <th>Achieved</th> <th>Target</th> <th>%</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>56 and CAPs; Planning Area Development Committees (PADCs)</td> <td>56 PRAs, 56 CAPS and 57 PADCS</td> <td>-</td> <td>63%</td> </tr> <tr> <td>Sector committees and facility committees</td> <td>264 sector and 260 facility committees</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Groups developed and revitalized</td> <td>1,324</td> <td>15-30%</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Adult literacy</td> <td>22.6%</td> <td>950</td> <td>115%</td> </tr> </tbody> </table> <ul style="list-style-type: none"> - programme undertook 56 PRAs and 56 CAPs; established 57 Planning Area Development Committees (PADCs) -63% of target - 264 sector committees and 260 facility committees - 1,324 groups were developed and revitalized - adult literacy, 22.6% against target of 15-30% - 96 Functional Adult Learning Centers and constructing and equipping six community learning resource centers, registering 6,276 adult learners (72 per cent of which were women) <p>Objective 2: Broader and sustained gender-balanced access to essential primary health care services, sustainable access to safe domestic water, and improved environmental sanitation and hygiene practices</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification and training of 3,823 Community Health Workers (CHWs) and Home-based case (HBC) providers to provide community health care services - delivery of 5,109 integrated outreach services where health facilities were not near to the community - 75 health promotion days - mortality rate among the under-fives reduced by from 28% to 22% - proportion of mothers going to formal health facilities rather than traditional birth attendants and traditional healers increased from 18 per cent to 35 per cent - proportion of households with basic pit latrines and VIP latrines increased from 32% at baseline to 71% by 	Activity	Achieved	Target	%	56 and CAPs; Planning Area Development Committees (PADCs)	56 PRAs, 56 CAPS and 57 PADCS	-	63%	Sector committees and facility committees	264 sector and 260 facility committees	-	-	Groups developed and revitalized	1,324	15-30%		Adult literacy	22.6%	950	115%
Activity	Achieved	Target	%																		
56 and CAPs; Planning Area Development Committees (PADCs)	56 PRAs, 56 CAPS and 57 PADCS	-	63%																		
Sector committees and facility committees	264 sector and 260 facility committees	-	-																		
Groups developed and revitalized	1,324	15-30%																			
Adult literacy	22.6%	950	115%																		

³ SNCDP Desk Review

	<p>completion – against national target of 75%</p> <ul style="list-style-type: none"> - proportion of beneficiaries who: preferred abstinence to protect themselves from HIV/AIDs increased from 33% at mid-term to 61% by completion - proportion cited condoms as an appropriate method of protection increased from 26% at mid-term to 79% by completion - proportion tested for the disease increased from 56% at mid-term to over 80% by completion - construction and rehabilitation of 64 boreholes, 70 protected springs, 12 shallow wells, 336 roof rainwater harvesting tanks at 132 schools, 4 health facilities and 6 divisional offices; and, to serve wider areas - equipping 5 boreholes with submersible pumps (solar or electric) and connected to tanks, and gravity-fed water schemes from 7 springs - At completion 59% of beneficiaries used safe drinking water, exceeding the design target of 50% <p>Objective 3: Better on-farm labour productivity and stronger human capacity with improved food security, nutrition and livelihood activities</p> <ul style="list-style-type: none"> - Access to agricultural technologies was found to have increased from 30 per cent at baseline to 44 per cent by completion - maize production had increased from 34.3% at baseline to 40% by completion - Increases were also noted for Cassava from 1.3% to 5.1%; sweet potatoes from 2.8% to 5.5%; beans from 15.2% to 17.9% and vegetables from 0% to 1.5% of the total production - expansion of acreage under drought tolerant crops including sweet potatoes (834 acres), cassava (9955 acres), bananas including tissues culture bananas (180 acres) and pineapple (67 acres). - production/yield increases (20%-50%) during project life; - percentage increase in farm produce sold (increase in proportion of total production that is sold) (15-30%); - percentage increase in acreage under drought tolerant and fodder crops (15-35%). - Irrigation activities included 27 earth pans and dams, 7 micro irrigation schemes covering 210 hectares, and 19 green houses - A total of 8829 cockerels and pullets were distributed compared to the target of 5400 poultry birds – 163.5% - The improved breeds produced an average of 27 eggs a month compared to the local breeds that produced 21 - The project supported 234 modern apiaries with 1829 langsoth hives and 10 centrifugal extractors to groups, increasing beekeeping activities - Distribution of 315 bucks and 196 does to facilitate the upgrading of local goats and the development of goat milk and meat markets, resulting in production of 3500 kids - The average goat milk yield per doe increased from 0.5 to 3 litres - The project supported the establishment of 15 CFASAs with 22,284 shareholders and led to more than KES 328 million of savings mobilized and loan disbursements amounting to KES 256 million - average of 66.8% of the population had access to financial services at completion as compared to 45.1% at mid-term and 18.3% at baseline - The levels of savings and update of loans was also noted to have increased significantly from 47.5% and 24.7% at baseline and 55.9% and 42.2% by completion <p>Objective 4: Heightened community awareness of social behaviors and their consequences</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 Participatory Educational Theatres (PET) and 2547 PET performances and local livelihood forums - use of improved drinking water treatment methods by households – 35.9% boiling to 58% use of chlorination at completion 																	
UTANRMP	<p>1. Community Empowerment Component 2. Sustainable Rural Livelihoods 3. Sustainable Water and Natural Resource Management</p> <p>Outcome 1: Rural communities empowered for sustainable management of natural resources Outcome 2: Natural resource-based rural livelihoods sustainably improved. Outcome 3: Land, water and forest resources sustainably managed for the benefit of local people and the wider community Outcome 4: Project effectively and efficiently managed.</p> <p>UTaNRMP Findings⁴</p> <table border="1" data-bbox="325 1711 1402 1951"> <thead> <tr> <th>Results Hierarchy</th> <th>Key Indicators</th> <th>Baseline</th> <th>MT Value</th> <th>MT Target</th> <th>%</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Goal: Contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana river catchment.</td> <td>Poverty rate in upper Tana catchment (%)</td> <td>34 (2014)</td> <td>27.14</td> <td>27</td> <td>100.05%</td> </tr> <tr> <td>Malnutrition prevalence rate for children under 5 years (%)</td> <td>16 (2009)</td> <td>Wasting- 2.8%; Stunting- 20.9%; Underweight-</td> <td>15</td> <td>-</td> </tr> </tbody> </table>	Results Hierarchy	Key Indicators	Baseline	MT Value	MT Target	%	Goal: Contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana river catchment.	Poverty rate in upper Tana catchment (%)	34 (2014)	27.14	27	100.05%	Malnutrition prevalence rate for children under 5 years (%)	16 (2009)	Wasting- 2.8%; Stunting- 20.9%; Underweight-	15	-
Results Hierarchy	Key Indicators	Baseline	MT Value	MT Target	%													
Goal: Contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana river catchment.	Poverty rate in upper Tana catchment (%)	34 (2014)	27.14	27	100.05%													
	Malnutrition prevalence rate for children under 5 years (%)	16 (2009)	Wasting- 2.8%; Stunting- 20.9%; Underweight-	15	-													

⁴ UTANRMP MTR Report (June 2017).

			6.8%			
		Proportion of population with temporary housing (%)	11	4.20%	9	47%
Development Objectives:		Households with an increase average annual income (Number)	0	119,068.36	90,000	132%
Increased sustainable food production and incomes for poor rural households in the project area; and sustainable management of natural resources for provision of environmental services.		Agricultural yields per unit (a) beans, (b) green grams in bags/Ha and (c) sweet potatoes, (d) bananas in tons/Ha	(a) 8.2 (b) 8.4 (c) 3.5 (d) 38	(a) 8.3 (b) 8.7 (c) 9.3 (d) 38.6	(a) 8.61 (b) 8.82 (c) 14.2 (d) 39.9	(a) 96% (b) 99% (c) 65% (d) 97%
		Base flow in rivers (M3/sec)	1.02	2.73	1.03	265%
		Sediment load in river basins in wet season (kg/l/sec)	0.7247	0.185	0.7102	26%
Outcome 1: Rural communities empowered for sustainable management of natural resources		Community action plans (CAPs) with at least one key action implemented (Number)	0	236	150	157%
Output 1.1: Communities with increased awareness of sustainable NRM.		Participating communities sensitized on NRM issues (Number)	0	236	150	157%
Output 1.2: Key community organisations with increased capacity to manage natural resources sustainably.		Community organizations trained on sustainable NRM (Number)	0	352	150	235%
Output 1.3: Community action plans for livelihood improvement and sustainable NRM.		Community action plans (CAPs) prepared (Number)	0	236	150	157%
Outcome 2: Natural resource-based rural livelihoods sustainably improved.		Proportion of farmers in the project area using certified seeds (%)	0	26.64	2.5	106%
		Proportion of trained farmers adopting new technologies (%)	0	45.17	45	100%.
Output 2.1: Agricultural packages adapted to agro-ecological and socio-economic contexts.		Number of on-farm trials and demonstrations (Number)	0	380	600	63%
		Quantity of seed produced and distributed (Tons)	0	247.6	360	69%
Output 2.2: CIGs successfully adopt or improve farm and/or non-farm IGAs		CIG members adopting Income Generating Activities (Number)	0	19,175	20,000	96%
Outcome 3: Land, water and forest resources sustainably managed for the benefit of local people and the wider community		Microbial pollution in waterways (number/100ml) Faecal coliform (wet season)	816	1,379	700	197%
		Chemical pollution in water ways; Turbidity (N.T.U)(Wet season)	236	85.6	200	43%
		Cases of human-wildlife conflicts (Number, to be confirmed in the RIMS survey)	High	Low (12.1%)	Medium	-
		Reduction in degraded forest rea in the project area (%)	0		5	-
Output 3.1: Sustainably managed water resources.		Additional HH with access to safe water (Number)	0	17,565	20,000	88%
		Functional WRUAs established (Number)	0	35	12	292%

		Land under irrigation scheme using water-efficient methods (Ha)	0	776	500	155%
	Output 3.2: Sustainably managed forest and agricultural ecosystems.	Wildlife control fence constructed (km)	0	60	40	150%
		Rehabilitated forest areas in Mt. Kenya and Aberdares (Ha)	0	1,543	700	220%
		Functional CFAs established (Number)	0	18	17	106%
		Matching grants given to CIGs to implement environment related IGAs (Number)	0	159	300	53%
	Outcome 4: Project effectively and efficiently managed.	Project performance status	N/A	No Problem Project		-
		AWPB implementation rate (%)	N/A	76%8		-
	Output 4.1: Fully functional governance, management, monitoring and reporting systems.	Unqualified audit reports/opinion by KENAO (%)	N/A	100		-
		Annual reports produced on time (Number)	N/A	4		-
	Output 4.2: Knowledge about NRM effectively managed and disseminated to stakeholders.	Studies and publication on lessons prepared and shared with stakeholders (Number)	0	None		
		Knowledge centres effectively networked in the project area (Number)	0	1		
PROFIT	<p>programme components: (i) Rural Finance Outreach and Innovation; (ii) Technical Support Services (iii) Programme Management.</p> <p>Outcomes: Outcome 1: Enhanced and systemically sustainable access of poor rural households to a broad range of cost effective financial services; Outcome 2: Target group effectively manages assets, markets produce and increases employment; Outcome 3: Efficient and cost effective use of programme and complementary donor resources to achieve the development objective.</p> <p>PROFIT Findings⁵</p>					
	Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators (OVIs)	Baseline	MT Value	MT Targets	End Term Targets
	Component 1: Rural Finance Outreach & Innovation					
	Outcome 1: Enhanced and systemically sustainable access of poor rural households to a broad range of cost effective financial services	Percentage reduction in population (by gender) that is excluded from access to financial services in rural areas.(Male)*	31%	16.2%	24%	21%
		Percentage reduction in population (by gender) that is excluded from access to financial services in rural areas.(Female)*	32%	18.6%	27%	22%
		Percentage of portfolio increase in the agricultural & rural sectors	4%	4.5%	6%	8%
	OUTPUTS					

⁵ PROFIT Supervision Report (October 2017)

1.1 Volume of funds for rural/agricultural lending increased	Value of gross loan portfolio to PROFIT targeted rural/agricultural areas (of which 50% is provided to women) by programme completion*(RIMS1)	USD 6m	USD 4.6m (4,613,000)	USD 26m	USD 53M
	Value of savings by PROFIT targeted rural people (RIMS1)	USD 0.2 m	USD 2.248 (2,248,000)	USD 1m Value of Savings - (2.76m)	USD 2m
	Number of people benefitting from financial services (RIMS1)	153,666	193,548	200,332	247,000
	Number of Market Intermediaries benefitting from financial services (RIMS1)	100 SMEs	193 SMEs	200 SMEs	300 SMEs
1.2 A broader range of financial services and technologies adopted in rural areas	Financial products offered in the target areas (such as health insurance, livestock insurance, crop insurance, warehouse receipts, leasing products, sharia compliant products, etc.) by programme completion	7 Financial Products	8 Financial Products	11 Financial Products	At least 4 new financial products
	Number of Financial institutions participating in the project (RIMS1)	0	6 Financial Institutions	6 Financial Institutions	At least 6 financial institutions
1.3 Financial and technological innovations developed and tested for the agriculture and rural areas	Technological innovations developed and tested by programme completion				At least 2
Component 2: Technical Support Services					
Outcome 2: Target group effectively manages its assets, markets its produce and increases its employment.	Volume of produce marketed by the target producer groups increases by programme completion	Baseline data		10%	30%
	increase in operational self sufficiency of participating SACCOs by programme completion	Baseline data	53 SACCOs	40%	80%
	Proportion of people in the financial graduation project with increased assets and or in gainful employment*	Baseline data	1,600	At least 30%	At least 70%
	Percentage of business plans of SMEs and FBOs funded	0	193 SMEs	10%	30%
OUTPUTS					
2.1 Producer groups receive & use business development services and are effectively integrated into value chains	Number of members of smallholder producer groups receiving technical support services by the end of the programme period (RIMS1)	0	3,481	16,000	33,000
2.2 Value chain actors equipped with skills and capacities to manage and professionalize their business in order to access financial services.	Number of market intermediaries receiving technical support services by the end of the programme period (RIMS1)	0	193 SMEs	100 Market Intermediaries	300 Market Intermediaries
2.3 Rural SACCOs governance, management and business capacity enhanced	Number of rural SACCOs receiving technical support in areas such as governance, management and business capacity by the end of the programme (RIMS1)	0	53 SACCOs	20 SACCOs	50 SACCOs
2.4 Vulnerable women and youth graduate to financial services	Number of women and youth receiving skills training and access financial services under the two year pilot	0	1,600	1000	2600

	project*(RIMS1)					
Component 3: Programme Management						
Outcome 3: Efficient & cost effective use of programme resources to achieve the development objective	Percentage of IFAD loan and grant disbursed at mid-term and at the end of project period	0	53%	50%	100%	
OUTPUTS						
Programme efficiently managed & complements government, donors' and private sector initiatives	Timely compliance with loan covenants	0	90%	50%	100%	
	Timely submission of audit and periodic progress reports	0	90%	100%	100% at completion	
	Percentage achievement of the AWPB	75% of AWPB spent	53% of AWPB spent	75% of AWPB spent	75% of AWPB spent	
MKEPP	MKEPP Findings ⁶					
	<p>Objective 1: Introduce on- and off-farm environmental conservation and rehabilitation practices in the areas adjacent to rivers and trust lands, focusing on soil erosion control</p> <p>Objective 2: Bring about improvements in river water management in order to increase dry-season base flow and reduce sediment loads and pollution in these rivers</p> <p>Objective 3: Raise household income through improved marketing of agricultural and natural resource-based products.</p> <p>Objective 4: Strengthen governance at the local level for better land use and water management</p>					
	Activity		Achievement	Target	%	
	Objective 1 theme 1					
	River line conservation (Km)		265	150	177	
	Spring/wetland conservation (# springs)		228	150	152	
	Hilltop rehabilitation (Ha)		294	200	147	
	School greening programme (schools participating in tree planting)		1,177	700	168	
	Farm Forestry (farmers participating in on-farm tree planting)		5,455	2,500	218	
	Farm Forestry (farmers participating in forest rehabilitation)		2,600	2,800	93	
	Control barriers constructed (Km)		60	387	16	
	Rehabilitation of KWS research centre and construction of six ranger barracks		7	No target	-	
	Objective 1 theme 2					
	Capacity building of communities through training on participatory forest management (people trained)		3,000	No target	-	
	Environmental governance		No data	No data	-	
	Tree nursery management including seed collection and handling (people trained)		714	300	238	
	Objective 1 theme 3					
	soil and water conservation structures implemented (# farms)		16,483	No target	-	
	soil and water conservation equipment procured		250	No target	-	
	Objective 2 theme 1					
rehabilitation/development of springs (#)		98	No target	-		
rehabilitation/development of shallow wells (#)		54	No target	-		
rehabilitation/development of boreholes (#)		140	No target	-		
rehabilitation/development of earth/concrete dams (#)		6	No target	-		
rehabilitation/development of brick rainwater-harvesting tanks (#)		12	No target	-		

⁶ MKEPP Desk Review

rehabilitation/development of piped gravity water systems (#)	17	No target	-
rehabilitation/development of irrigation schemes (#; Ha)	12; 1,050	No target	-
Objective 2 theme 2			
New river gauging stations (#)	24	No target	-
Rehabilitated river gauging stations (#)	54	No target	-
Objective 3 theme 1			
Rural access roads graded (Km)	182.8	53	345
Drifts/bridges constructed (#)	5	No target	-
Objective 3 theme 2			
Groups trained on marketing strategies (#)	77	No target	-
Objective 3 theme 3			
farmers trained on agronomy and marketing of high value crops, safe use of pesticides and enterprise choice (#)	1,738	No target	-
Objective 3 theme 4			
Marketing bulleting produced (#)	254	No target	-
Marketing structures constructed ⁷ (#)	8	No target	-
Objective 4 theme 2			
people trained on project management skills (#)	10,782	No target	-
people trained on conflict resolution (#)	2,175	No target	-

CKDAP Findings⁸

PRIMARY HEALTH CARE		EL Value	%
Outcome/Purpose	Target		
1. Improved access to quality community based health services health services.			
	At least 85% of target population able to access preventive basic health care (health & hygiene education) by 2011	-	-
	At least 85% of target population have acquired household sanitation & hygiene facilities by 2011	41%	
	50% of people living with HIV/AIDS receiving Home Based Care Services by 2011	32%	
1.1 H'holds equipped with appropriate sanitation and hygiene facilities	At least 85% of planned sanitation and hygiene promotion activities accomplished by 2011	86%	
1.1.1 Train artisans on VIP latrine construction	174 local artisans trained for 5 days by 2011	176	
1.1.2 Construct demonstration VIPs in identified homesteads. using locally available materials	1130 VIPs constructed by 2011	349	
VIP latrines Replications	No. of VIP latrines Replications	1774	
1.1.3 Construct demonstration dish racks using locally available materials	1130 demo dish racks constructed by 2011	2393	
1.1.4 Health education forums conducted by Community Health workers	4 forums conducted in each FDA/Sub location per year	1042	
1.2 TB, Malaria, HIV/AIDS and STI services established	At least 90% of community members in the project area are aware of TB, HIV/AIDS/ Malaria by 2010	96%	
1.2.1 Procurement of ITNs	At least 10,000 ITN Insecticide Treated Nets) for Bamako pharmacy revolving funds (1000 per district	5456	

⁷ Includes a honey refinery, a grain store and six grading sheds (MKEPP PCR V 2014. Para. 28)

⁸ CKDAP Aide-mémoire (February 2011) Follow Up

	by 2010		
1.2.2 Train CHWs on Home Based Care & Nutrition	1250 CHWs trained in Home Based Care distributed across the 5 districts	1002	
1.2.3 Procurement of Home Based Care kits	1250 home based care kits procured across the 5 districts	117	
1.2.4 Train PLWHAs	250 PLWHAs trained in nutrition, life skills and treatment across the 5 districts	516	
1.3 Health Information System strengthened	At least 90% community health based units are keeping records and forwarding them to the health facilities		
1.3.1 Publishing of a community health newsletters	7 health newsletters produced per district by 2011	8	
1.3.2 Data collection by CHWs	Monthly reports prepared by CHWs	10571	
1.3.3	Chalkboards established	13	
1.4 Improved technical and management capacity of the community to implement and manage small projects	80% of the trained target population able to participate and implement primary health care activities by end of project period.		
	80% of trained CHWs functional	70%	
1.4.1 Conduct training of community health workers (CHWs)	At least 1520 CHWs trained on maternal and child health in sessions of 30 participants by 2010	1368	
1.4.2 Conduct training of Traditional Birth Attendants	At least 225 TBAs trained by 2004 in the project area	175	
1.4.3 Procurement of Growth monitoring kits	1520 Growth monitoring kits procured and distributed in Kirinyaga, Nyandarua, Muranga South, Thika and Nyeri	1370	
1.4.3.1 Procurement of Bicycles.	1520 Bicycles procured and distributed.	1318	
1.4.4 Establishment of Bamako Initiatives	Establish 30 functional community units (BIs) by 2010 distributed across the 5 districts.	11	
1.4.5 Procurement of seed supplies (drugs and health commodities)	30 modules of supplies purchased for 30 Bamako initiatives by 2010.	16	
1.4.6 Conduct training for health facility management committees	21 committees composed of 9 members (Nyeri 3 thika 6 kirinyaga 3 nyandarua 5 muranga south 4) on facility management (KEPH)	22	
1.4.7 Conduct training for CHCs (community unit based)	30 CHCs 13 members each trained on group dynamics and management	10	
1.4.8 Establishment of posho mills for IGAs.		6	
2.1 HIV/AIDS and STI services put in place			
2.1.1 Training of VCT counsellors	30 VCT counsellors trained (6 in each district)	48	
2.1.2 Construction of VCT centers	8 Voluntary Counselling centres constructed (VCT) by 2011(2 kirinyaga, 2 Nyeri, 1 Nyandarua, 1 Muranga South, 1 Thika	6	
2.2 New health facilities constructed	40% increase in Number of functioning facilities with optimum ratio of health facilities to catchment population		
2.2.1 Upgrading of dispensaries to health centers (Maternity blocks constructed and added to existing dispensaries)	Construction of maternity: 2 in Nyandarua; 2 in Kirinyaga; 2 in Muranga South; 1 in Nyeri; 1 in Thika by 2011	8	
2.2.2 Rehabilitation of health centers	1 health centre in Thika rehabilitated by 2008	1	
2.2.3 Construction of MCH blocks	1 MCH block in Nyeri constructed by 2011	1	
2.2.4 Construction of dispensaries	10 dispensaries constructed by 2011(3 Nyandarua, 1 Nyeri, 1 Kirinyaga, 2 Muranga South, 3 Thika)	8	
2.2.5 Construction of staff houses.	Construction of staff houses	9	
2.3 Health facilities equipped			
2.3.1 Procurement of specialized medical equipment	6 modules of laboratory equipment procured by 2010.	16	

	10 dispensaries modules (Nyandarua – 3;; Nyeri – 2; Thika -3 ; Kirinyaga – 1;Maragua -1) purchased by 2010 in new dispensaries	12	
	10 health centres modules (Nyandarua 2, Nyeri 1, Kirinyaga 2, Maragua 1 , Thika 2) Purchased 2010	10	
2.3.2 Procurement of Furniture	27 sets of furniture procured for health facilities	16	
2.3.3 Procure ambulances	4 ambulances procured 1 each for Nyandarua, Thika, Muranga South and Kirinyaga by 2011	4	
2.3.4 Installation of the communication systems (radio call, cellphones,).	5 radio calls installed in the 5 districts (1 in each district) by 2011.	13	
2.4 Health Information System strengthened	At least 90% of health facilities are keeping records and forwarding health information to District Health Information Office		
2.4.1 Report consolidation and analysis	Monthly reports submitted by Health facilities to DPHO		
3. Institutional capacity Supported			
3.1 Technical & Management Capacity of the Component staff strengthened			
3.1.1 Training of health workers on TB Malaria and HIV/AIDS among others	250 trained health workers by 2011	311	
3.1..2 Conduct TOT training for health workers	130 Health workers 62 per district trained on community strategy/concept, project management, MIS, IDSR, and M&E by 2011.	273	
		180	
3.1.3 Training officers in project management and development fields	130 health workers trained in computers, Participatory approaches and Project Management by 2011	50	
3.2 Institutional Infrastructure & Assets supported	80% of project staff provided with adequate office space, working tools/equipment and adequate means of transport by 2011.		
3.2.1 Construction of office	4 DHMT office blocks constructed by 2010	4	
3.2.3 Procurement of Vehicles	5 vehicles procured and distributed to the components' institutions by 2004	5	
3.2.4 Procurement of photocopiers	5 photocopiers procured and distributed	5	
3.2.5 Procurement of Computer (Desk tops)	5 computers desktops & accessories procured and distributed to components' institutions	8	
3.2.6 Procurement of motor cycles for officers	25 motor cycles procured and distributed to the components' institutions	8	
3.2.7 Procurement of office Furniture	4 sets of furniture purchased for DHMT blocks	1	
3.2.8 Procurement of Laptops	5 Laptops (one per district by 2009)	1	
3.2.9 Procurement of TV/Deck	TV / Video deck		
3.2.10 Procurement of digital cameras	Digital camera procured.		
To improve health status and food security through increased access to safe domestic and irrigation water	Reduced incidences of water borne diseases by 25% by 2011		
	Increased income by 50% among irrigating farmers by 2011		
AGRICULTURE			
Outcomes/Purposes			
1. Access to domestic and Irrigation water increased	The target group with access to safe water within 0.5km by the end of the project period increased by 65%	96%	
1.1 Cost-effective gravity-fed piped /Canal Water schemes for micro-irrigation cum domestic water supply developed	17 gravity-fed water schemes developed and operational by 2011	16	
1.1.1 Investigation, Plan and Designs developed	17 schemes :Piped (Maragua – 3; Kirinyaga -4; Nyeri – 6; Nyandarua – 4) Canal: (Maragua -2 Nyandarua - 1) by 2009	19	
1.1.2 Construct intake works and pump houses	13 intakes (Maragua – 3; Kirinyaga -3; Nyeri – 4; Nyandarua – 3) by 2010	12	
1.1.3 Construct conveyance systems(Gravity/rising mainlines)	20 projects Piped (Maragua – 3; Kirinyaga – 4; Nyeri – 1; Nyandarua – 4) by 2010	10	

1.1.4 Construct storage water tanks	14 tanks (Maragua – 2, Kirinyaga - 4, Nyeri – 2; Nyandarua 3) by 2010	9	
1.1.5 Construct of simple treatment units	12 Dosing units (Maragua – 1; Kirinyaga – 3; Nyeri – 2; Nyandarua – 3) by 2010	1	
1.2 Cost effective pump-fed water schemes for micro-irrigation cum domestic water supply developed	5 pump-fed water schemes developed by 2010	6	
1.2.1 Investigation, Plan and Designs developed	5 schemes :Piped (Thika – 4; Nyandarua –1) by 2010	6	
1.2.2 Construct intake works and pump houses	5 intakes (Thika – 5) by 2010	3	
1.2.3 Construct conveyance systems(gravity/rising mainlines and canals)	5 projects Piped (Thika – 4, Nyandarua – 1) by 2010	6	
1.2.4 Construct water storage & distribution tanks	2tanks (Thika – 2,Nyandarua 2) by 2010	2	
3.2.5 Construct of simple treatment units	3 Dosing units (Thika – 3) by 2010	2	
1.3 Shallow wells developed & protected	35 shallow wells installed with hand pumps and operational by 2011	26	
1.3.1 Carry out hydro geological surveys for hand dug wells	35 hydro geological surveys (Thika – 15; Maragua – 4; Kirinyaga – 1; Nyeri – 0 Nyandarua – 15) by 2009	0	
1.3.2 Sink and equip hand dug wells	35 shallow wells (Thika – 15; Maragua – 4; Kirinyaga -0; Nyeri – 0; Nyandarua – 15) sank by 2010)	26	
1.4 Springs developed and protected	21 springs protected and operational by 2011	20	
1.4.1 Develop and protect springs	21 springs (Thika -6; Maragua – 11; Kirinyaga – 0; Nyeri 4; Nyandarua – 0) by 2011	20	
Construction of storage tanks for protected springs	Number of storage tanks constructed	15	
1.5 Dams constructed	8 dams constructed/rehabilitated and operational by 2011	3	
1.5.1 Construct and rehabilitate earth dams	8 earth dams constructed (Thika – 2; Maragua – 2; Nyeri – 2; Nyandarua 2) by 2011	3	
1.6 Boreholes developed	3 boreholes drilled, pump-installed and operational by 2011	5	
1.6.1 Carry out hydro geological surveys for boreholes	3 hydro geological surveys (Thika 1; Maragua – 2;) by 2010	7	
1.6.2 Sink , rehabilitate and equip boreholes	3 boreholes (Thika – 1; Maragua – 2); by 2011	5	
1.7 Rain water harvesting tanks constructed	44 tanks constructed and operational by 2011	48	
1.7.1 construct storage tanks for roof catchments and gutters	22 tanks plus gutters installations (Thika – 2; Maragua – 4; Kirinyaga – 3; Nyeri –4; Nyandarua – 9) by 2011)	24	
1.7.2 Install Plastic storage tanks for roof catchments and gutters	22 tanks plus gutters installations (Thika – 2; Maragua – 4; Kirinyaga – 3; Nyeri –4; Nyandarua – 9) by 2011)	24	
1.8 Irrigation water facilities developed	Irrigation facilities constructed and operational by 2011	2	
1.8.1 Lined water Pans constructed	30 Lined water pans for surface runoff harvesting constructed and operational by 2011	0	
	30 lined water pans fitted with drip kits and trendle pumps for run off harvesting, (2 per FDA)	0	
1.8.2 Construction of Piped irrigation schemes	4 schemes constructed in Nyeri	5	
1.8.3 Construction of furrow irrigation schemes	3 furrow schemes constructed (Nyandarua-1; Muranga South-1; Kirinyaga-1)	2	
1.9 Water resources management enhanced		0	
1.9.1 Acquisition of Water permits	11Water User groups issued with water permits	8	
1.9.2 Conduct EIAs	11 EIAs conducted for water projects	0	
1.9.3 Conservation of water sources	Area (ha) of catchment conservation in the vicinity of water sources	0	
1.9.4 Establishment of gauging stations	Establishment of 19 gauging stations (at each intake)	0	
1.9.5 Conduct abstraction survey	1 abstraction survey conducted per district	0	
1.9.6 Development of catchment strategic plans	Develop sub catchment strategic plan (1 plan per District)	0	

1.10 Technical & Management Capacity of the Water User Groups strengthened	70 % of the trained members of the water user groups participating in the project activities for sustainability by the year 2010		
1.10.1 Training of Water User Group Committees	11 project committee members for 108 WUGs, WUAs, IWUAs trained by 2011	39	
1.10.2 Training of Water artisans	220 artisans trained by 2011	128	
1.10.3 Conduct education tours for WUGs	27 projects to undertake education tours for members of management committees by 2011	17	
1.10.4 Training of WRUAs	12 WRUAs trained and operational by 2011 (Thika-3; Maragua 2; Kirinyaga 2; Nyeri2; Nyandarua 3)	0	
1.11 Institutional Capacity Strengthened		0	
1.11.1 Technical & Management Capacity of the Component staff strengthened	80% of staff trained serving in the project area	0	
1.11.1.1 Training of staff in various technical fields	5 officers trained in EIA by 2009	3	
		0	
1.11.1.2 Training officers in project management and development fields	# of the officers trained in computers, Participatory approaches by 2011	38	
	# of officers trained in Project Management	1	
	# of officers trained in Motor cycle riding	15	
1.11.2 Institutional Infrastructure & Assets supported	80% of project staff provided with adequate office space, working tools/equipment and adequate means of transport by 2010.	0	
1.11.2.1 Construction of office	1 office block constructed in Thika by 2010	1	
1.11.2.2 Procurement of Vehicles	5 vehicles procured and distributed to the components' institutions	4	
1.11.2.3 Procurement of photocopiers	5 photocopiers procured and distributed	5	
1.11.2.4 Procurement of Computer (Desk tops)	5 computers desktops & accessories procured and distributed to components' institutions	7	
1.11.2.5 Procurement of Laptops	3 laptops & accessories procured and distributed to components' institutions	3	
1.11.2.6 Procurement of motor cycles for officers	No. motor cycles distributed to component's institutions	6	
		0	
1.11.2.7 Procurement of Plan printing machines		1	
1.11.2.8 Procurement of survey Equipment		4	
1.11.2.6 Procurement of drawing boards		3	
To improve food security, farm income and nutrition through increased sustainable agricultural production	At least 70% of the CIGs members households have period of food insecurity reduced from 4 to 2 months by 2011.		
	At least 70% of the CIGs members households incomes increased by 80% by 2011		
	Reduced malnutrition by 20% by 2011		
Outcome/Purpose			
1. Crop and Livestock Production sustainability increased	Agricultural crop yields increased by at least 30-40% in CIGs members' households by 2010	589kg/acre & 232kg/acre	
	Livestock yields increased by at least 30-40% in ADG members' households by 2010		
1.1 Crops production improved	At least 75% of established ADG/CIG members' households adopt drought escaping crops, fodder and High value crops by 2010	96%	
1.1.1 Hold demonstrations on drought escaping crops	2 demonstrations conducted for 20 groups per district per year by 2010	1023	
1.1.2 Establish seed bulking sites drought escaping crops	2 bulking sites conducted for 20 groups per district per year by 2010	895	
1.1.3 Hold demonstrations on high value crops	2 demonstrations conducted for 20 groups per district per year by 2010	397	

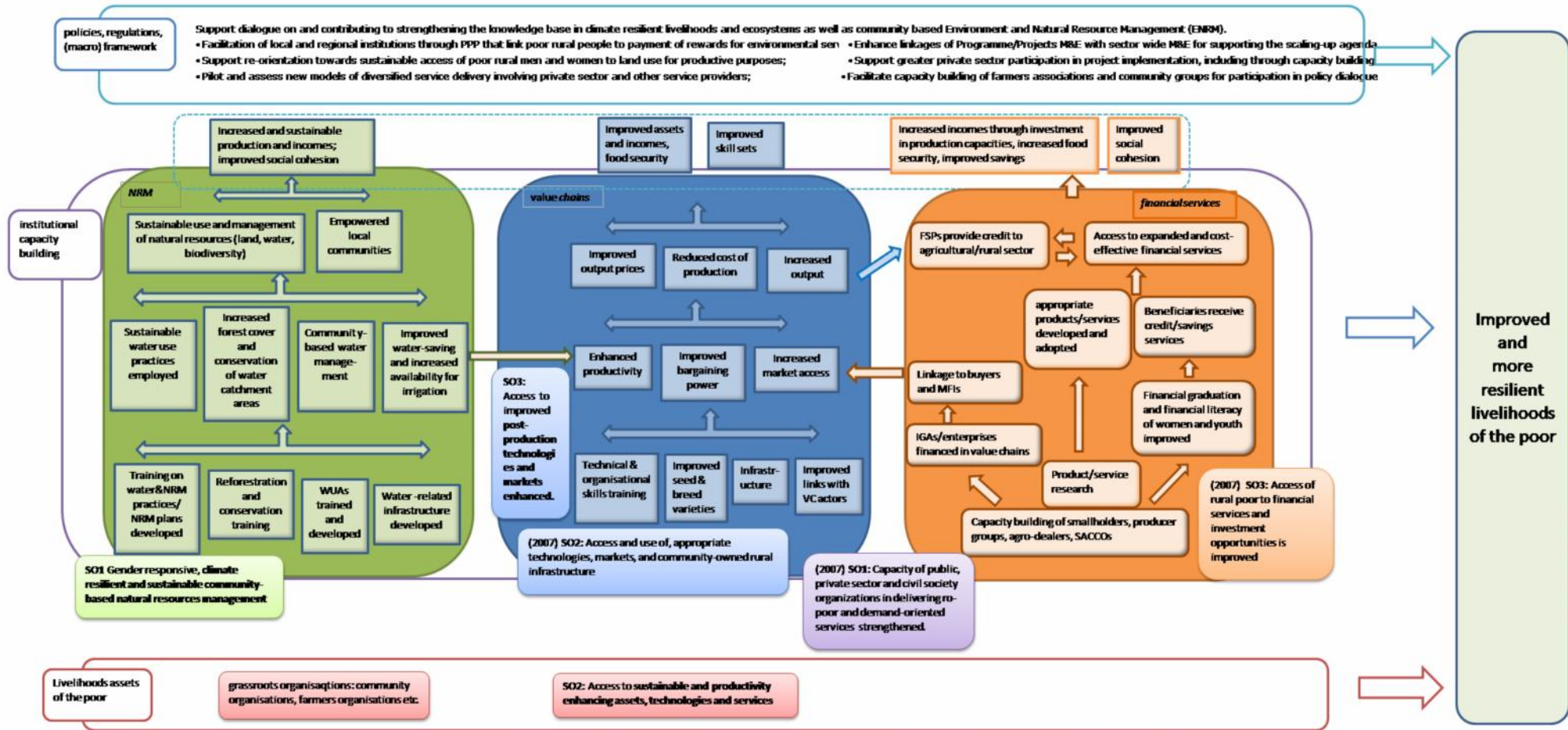
1.1.4 Establish seed bulking sites on high value crops	2 bulking sites conducted for 20 groups per district per year by 2010	183	
1.1.5 Conduct technical training on crop production technologies	2 trainings conducted for each of the 20 groups in each target district per year	1679	
1.2 Livestock production improved	At least 80% of the ADG/CIG groups with upgraded livestock by 2010		
1.2.1 Purchase initial breeding stock for demos	Breeding stock purchased for 50 groups of at least 25 members per district by 2010	4706	
1.2.2 Conduct technical training on livestock production technologies	4 trainings per group organized for 10 groups of at least 25 members in each target district per year		
1.2.3 Fodder demonstration sites established	No. Demonstration plots established by at least 80 ADGs/CIG per district by 2010	164	
1.2.4 Commercial fodder bulking sites established	No. Bulking plots established by at least 80 ADGs/CIG per district by 2010	0	
1.3 Micro-Irrigation technologies enhanced	At least 50% members' households adopting micro-irrigation technologies by 2010		
1.3.1 Conduct technical training on micro irrigation technologies	2 trainings conducted for 15 groups in each target district per year	164	
1.3.2 Demonstrate on run off water harvesting technologies for crop production	Establish 3 demonstration plots per district per year	72	
1.4 Value addition on agricultural produce enhanced	At least 80% of beneficiaries utilizing most agricultural products in the target areas by 2010		
	At least 50% of the beneficiaries undertaking produce preservation in the target areas by 2010		
	At least 20% of the ADG/CIG members adopt value adding technologies in the target areas by 2010	15%	
1.4.1 Conduct technical training on agricultural product utilization, preservation and processing	2 trainings organized for established ADGs/CIGs in each target district per year		
1.4.2 Set up cottage industries	1 cottage industry established per FDA by 2010		
1.4.3 Formation of marketing groups	At least 3 enterprise umbrella groups formed per district	25	
1.4.4 Construction of marketing sheds	1 marketing shed constructed per FDA per district by 2010		
1.5 Environmental conservation enhanced	At least 60% of the beneficiaries adopting environmental conservation measures by 2010	37%	
1.5.1 Conduct technical training on soil and water conservation	2 trainings per group conducted for 35 groups of at least 25 members in each target district per year	244	
1.5.2 Establishment of agro forestry tree nurseries	7 group tree-nurseries established per district per year	278	
1.5.3 Promote energy saving technologies	35 groups involved in installation of energy saving devices per year per district	81	
1.5.4 Carry out communal gully rehabilitation	35 groups undertake gully rehabilitation by 2010	33	
1.6 Partnership among service providers and beneficiaries strengthened	At least 10 partnerships developed per district by 2007		
	At least 50% of ADGs established forming partnership with other organizations (KARI, Private sector organization and NGOs) by 2010	0.70%	
1.6.1 Hold stakeholders workshops	2 stakeholders workshops held per district per year		
1.6.2 Contract partners and sign MoUs	10 partners contracted per district and 10 MoUs signed for the project period		
1.7 Improved technical and management capacity of the community to implement and manage small projects	70 % of the trained members of the CIGs participating in the project activities for sustainability by the year 2010		
	70 % of the trained members of the Community Extension Persons (TOTs) participating in the project activities for sustainability by the year 2010		
1.7.1 Train TOTs in various crop and animal husbandry technologies	500 TOT trained by 2010	425	
1.7.2 Procurement of bicycles	600 Bicycles procured and distributed	491	
1.7.3 Procure and distribute TOT kits	500 TOT kits procured and distributed (100 per district)	140	
1.7.4 Conduct focused farmers' study tours	2 tours attended by 35 farmers per district per year	833	
1.7.5 Organize farmers exhibitions	2 exhibitions organized in project area per district per year		
1.7.6 Conduct Farmers' field days	4 field days conducted per district per year	212	

1.8 Institutional Capacity strengthened			
1.8.1 Technical & Management Capacity of the Component staff strengthened			
1.8.1.1 Training of staff in various technical fields	# of the officers trained in the technical husbandry of crop & livestock production		8
	# of the officers trained in computers, Participatory approaches by 2011		61
1.8.1.2 Training officers in project management and development fields	# of officers trained in Project Management		11
1.8.1.3 Conduct focused staff study tour	1 study tour conducted for 40 staff per district over the project period per year		5
1.8.2 Institutional infrastructure & Assets supported	80% of project staff provided with adequate office space, working tools/equipment and adequate means of transport by 2010.		
1.8.2.1 Rehabilitation of office	1 office rehabilitated in Ruiru Thika by 2011		4
1.8.2.2 Procurement of Vehicles	4 vehicles procured and distributed to the components' institutions by 2011		4
1.8.2.3 Procurement of motor cycles for officers	# of motor cycles procured and distributed to the components' institutions by 2011		14
1.8.2.4 Procurement of photocopiers	5 photocopiers procured and distributed by 2011		5
1.8.2.5 Procurement of Computer (Desk tops)	5 computers desktops & accessories procured and distributed to components' institutions by 2011		8
1.8.2.6 Procurement of Laptops	# of computers laptops & accessories procured and distributed to components' institutions		4
1.8.2.7 Procurement of bicycles for staff	No of bicycles procured by 2011		
To improve health ,food security and income levels of the beneficiaries through institutional capacity strengthening	At least 850 groups (140 WUGs, 400 ADGS, 70 Health Management committees, and 240 IGAs) sustainably managing their projects/ enterprises/activities by 2010	1096	
1.1 Communities sensitized and mobilized	40 communities sensitized and mobilized		39
1.1.1 Conduct community mobilization and sensitization meetings		366	
1.2 Beneficiary groups mobilized	1064 community groups mobilized and at least 850 groups fully in project implementation by the year 2010	1061	
	# of management committees and subcommittees in place	1061	
1.2.1 Verify the existence of groups and their capacity	200 verification visits per sub location/ FDA in the project area 2007		
1.2.2 Conduct groups census and assess their capacities	5 groups census conducted and growth level for each group determined		5
1.2.3 Mobilize and form marketing groups	60 marketing groups formed and strengthened by the year 2011	107	
1.2.4 Organize CKDAP stakeholders forums	10 CKDAP stakeholders forums organized	17	
1.2.5 Mobilize and form WUGs, CIGs/ADGs, HMCs	500 CIGs/ADGs, 177 WUGs, 87 HMCs formed by 2010	1061	
1.3 Beneficiary groups trained	1064 groups trained to manage their project facilities project implementation by the year 2011		
	At least 850 groups participate fully in the project activities		723
1.3.1 Conduct training needs assessment for groups	250 groups assessed annually and training needs well documented		727
1.3.2 Develop training plans and finalize groups training manual	1 training manual for the project are produced by 2011		1
1.3.3 Train various groups as guided by Training plans	500 ADGS with a total of 12,500 members trained by 2011	14248	
	177 WUG members/leaders trained by 2011		6478
	87 HMCs groups trained on management skills by 2010		623
	300 IGA groups trained on IGA skills by 2011		11142
1.3.4 Organize education visits to other CKDAP Districts	450 groups member ADGs, WUGs, HMCs, IGAs, visit other CKDAP Districts by year 2011		
1.3.5 Train community groups on entrepreneurship	300 youth groups trained on entrepreneurship by the year 2011		

1.4 Focal Development Area Committees supported	15 FDACs trained to implement, manage and sustain projects by the year 2011	15	
1.4.1 Mobilise the FDACs to engage in IGA	15 FDACs engage in IGAs	6	
1.4.2 Conduct FDACs Organizational Development assessment	15 FDACs OD capacity assessment conducted by the year 2011	15	
1.4.3 Conduct FDACs quarterly meetings	38 FDACs quarterly meetings conducted by the year 2011 per district	31	
1.4.4 Training of FDACs	15 FDACs trained by the year 2011	15	
1.5 CAPs developed and reviewed			
1.5.1 Conduct CAP development	15 CAPs developed 3 in each district	20	
1.5.2 Conduct annual CAPs review	12 reviews made for the developed CAPs in each district by 2011	35	
1.6 Institutional Capacity strengthened			
1.6. 1 Technical & Management Capacity of the Component staff strengthened			
1.6.1.1 DSDOs and Group Development Field Staff trained in various technical fields	60 DSDOs their deputies and Group Development Field Staff trained by the year 2011	28	
	250 Division Implementing Teams trained on Organizational Development by the year 2011	82	
	# of the officers trained in computers, Participatory approaches by 2011	56	
1.6.1.2 Training officers in project management and development fields	# of officers trained in Project Management	2	
1.6.1.3 Conduct focused staff study tour	1 study tour conducted for 40 staff per district over the project period per year	1	
1.6.2 Institutional infrastructure & Assets supported			
1.6.2.1 Construction of office	1 office block constructed in Muranga South by 2010		
1.6.2.2 Procurement of Vehicles	5 motor cycles procured and distributed to the components' institutions		
1.6.2.3 Procurement of photocopiers	5 photocopiers procured and distributed	5	
1.6.2.4 Procurement of Computer (Desk tops)	5 computers desktops & accessories procured and distributed to components' institutions	5	
	Laptops procured and distributed	3	
To improve health ,food security and income levels of the beneficiaries through coordination and management	At least 80% of project objectives achieved by 2011.		
Purpose/Outcomes			
1. Improved management and coordination.	100% of the targeted overall implementation realised and communities benefiting by 2011	83%	
	100% of funding disbursed by 2011	89%-grant;70%-Loan	
1.1 M&E and MIS enhanced			
1.1.1 Establish a functional M&E system	Development of Key performance indicators	1	
	Develop Project Log frame for subsequent review	1	
	Conduct 1 Baseline survey by 2003	1	
	Conduct at least 3 follow up surveys	0	
	Develop Planning and Monitoring database	1	
	Develop an output-Outcome database	1	
	Develop Project M&E manual	1	
1.1.2 Mid Term Review conducted	1 midterm evaluation by 2004	1	
1.1.3 Completion report prepared	Compile 1 completion report by Mid 2011	0	
1.1.4 Impact household Survey conducted	1 Impact household survey conducted for the project	0	
1.1.5 Conduct the DPCU/DPIT monthly planning and Review meetings	108 meetings to be conducted per district	427	
1.1.6 Hold FDAC quarterly Planning and Review meetings	12 meetings conducted per year per district	70	

1.1.7 Organize and hold annual review workshops	1 annual review workshop per district per year	45	
1.1.8 Organise for external supervisions	Organise for at least 1 IFAD supervision mission per year	10	
	Organise for at least 2 PCC supervision visits per year per district	9	
	Organise for at least 2 Provincial Supervision visits per year per district	4	
	Conduct at least 2 PMU supervision visits per year per district	10	
1.1.9 Conduct district based monitoring visits	At least 2 DPCC monitoring visits per year per district	58	
	At least 4 DPCU/DPIT monitoring visits per year per district	140	
1.1.10 Reports preparation	1 Annual progress report prepared every year	8	
	1 Bi-annual progress report prepared every year	9	
	12 monthly progress reports prepared every year per district		
1.2 Consolidated and integrated AWPBs produced	AWPB timely produced and implemented every year		
1.2.1 Divisional planning workshops held.	1 divisional planning workshop held per year per district	9	
1.2.2 District planning workshops held	1 District Planning workshop held per year per district	9	
1.2.3 AWPB harmonization workshop held	1 Harmonization workshop attended by DPCU/HODs held regionally	5	
1.2.4 AWPBs Prepared and consolidated	1 AWPB compiled, consolidated and produced per year	10	
1.3 Financial management improved			
5.3.1 AIEs released	4 AIEs released to each cost centre per year	200	
5.3.2 SOEs compiled and submitted	12 SOEs compiled by each cost centre per year	4450	
5.3.3 Withdrawal Applications prepared	At least 4 Withdrawal Applications made per year		
5.3.4 Organise for Audit Report preparation	1 audit report prepared annually	9	
1.4 Institutional Capacity strengthened			
1.4.1 Technical & Management Capacity of the Component staff supported			
1.4.1.1 Training Needs Assessment conducted for all project staff	1 TNA conducted by 2007	1	
1.4.1.2 Conduct focused staff study tour	1 study tour conducted for 40 staff per district per year	1	
1.4.1.3 Train project staff in computer skills	District Treasury & DDOs staff trained in basic computer packages	13	
1.4.1.4 Training DDOs , ADDOs and UNVs on Project Cycle Management	5DDO's, 5 ADDO's and 5 UNVS trained by 2009	7	
1.4.2 Institutional Infrastructure & Assets supported			
1.4.2.1 Construction of office	No. of offices constructed by 2010		
1.4..2.2 Rehabilitation of office	8 vehicles procured and distributed to the components' institutions by 2010	5	
1.4.2.3 Procurement of Vehicles	# of motor cycles procured and distributed to the components' institutions		
1.4.2.4 Procurement of photocopiers	8 photocopiers procured and distributed	5	
1.4.2.5 Procurement of Computer (Desk tops)	8 computers desktops & accessories procured and distributed to components' institutions	10	
1.4.2.6 Procurement of Laptops	15 laptops & accessories procured and distributed to components' institutions	7	

Theory of change



COSOP Recommendations Follow Up.

Recommendation (CPE 2011)	Follow up (CSPE 2018)
<p>Future geographic and sub-sector priorities.</p> <p>The next COSOP should be built on the foundations of IFAD's comparative advantage and specialization in Kenya.</p> <p>The new COSOP should specify that IFAD will include loan-funded investments in the arid and semi-arid lands, which has a large untapped economic potential (e.g., in irrigated crop farming and livestock development) and is home to around 50 per cent of all rural poor in Kenya. This would be consistent with the Government's own priorities of developing the arid and semi-arid lands to promote national economic development. The COSOP should specifically analyse, among other issues, the poverty profile of the rural poor in arid and semi-arid lands, the prevailing institutional capacities and infrastructure to support economic development, as well as the opportunities for partnership with other donors who could provide essential complementary inputs. Working in the arid and semi-arid lands (ASALs) can also contribute to enhancing efficiency of IFAD-funded projects, in light of the poverty incidence in those areas.</p> <p>Moreover, the COSOP should clearly define a narrower set of sub-sectors to prioritise in the future, including commodity value chain development with greater engagement of the private sector, small-scale participatory irrigation development especially in the arid and semi-arid lands, livestock development, agriculture technology to enhance productivity and long-term soil fertility, and natural resources and environmental management. The COSOP should explicitly articulate thematic areas that will not be covered by IFAD interventions in the future, including domestic water supply, health and sanitation, as they are not areas where IFAD has a comparative advantage.</p>	<p>The portfolio rightly built on NRM, and continued community-led approaches</p> <p>ASAL was the focus for the extended phase of KCEP termed KCEP- CRAL, while the financial graduation component of PROFIT also targeted this area. But UTaNRMP, SDCP, the other components of PROFIT and the ABDP do not have a particularly strong ASAL focus.</p> <p>Value chains in dairy, horticulture, cereals and aquaculture have been the priority sub-sectors. Private sector involvement has been pursued through financial services, input dealers, marketing and aspects of extension. Small-scale irrigation has featured in UTaNRMP but not strongly elsewhere. KCEP has targeted technology development for livestock, crops and soil fertility in ASAL environments.</p>
<p>Development approach.</p> <p>IFAD should continue working on community development and promote participatory and bottom-up approaches to agriculture and rural development, building strong grass-roots institutions and investing in gender equality and women's empowerment. These are IFAD trademarks and areas of support highly appreciated by Kenyan partners. As such, IFAD's renowned development approach should be weaved into its broader efforts aimed at commercialization and promoting small farming as a business. For example, contributing to empowerment of small farmers through training and promoting grass-roots institution development (e.g., dairy cooperatives) would provide them greater access to markets and better prices.</p>	<p>IFAD has indeed continued to promote community-led approaches across its operations in value chains and NRM. Dairy, maize, sorghum, millet, and horticulture groups have built up productivity and incomes and some have become recognised and registered entities. Gender targeting has on the whole been effective.</p> <p>Market access has improved through infrastructure, training and added value, though moving to larger-scale bulk processing and buyers is still in progress.</p>
<p>Innovation and scaling up.</p> <p>The next COSOP should clearly highlight areas where innovation will be pursued in the country programme, following a thorough assessment of areas where the introduction of innovation in agriculture can contribute to better results in reducing rural poverty. Some examples to consider in Kenya include small-scale participatory irrigation and</p>	<p>There have been various examples of innovatory practices and processes being tested and introduced. These cover a range of areas including in water management, credit systems such as e-vouchers and risk sharing, and milk processing. SMEs have received financing and training to support agro-processing.</p>

water management in arid and semi- arid areas to ensure sustainable use of ground water, and the engagement of the private sector, such as supporting small firms that can provide **agro-processing services for livestock value addition**.

The new COSOP should devote emphasis to **scaling up for wider poverty impact**. This will however require greater investment in building partnership with multilateral development banks and other donors as well as engage the Government in policy engagement, based on good practice examples and lessons emerging from the field.

Some scaling up has occurred within project areas and between initial and follow up phases of projects. Partnerships with FAO, WFP and EU have helped expand poverty impact. But opportunities have been missed and the resources of multilateral banks have not leveraged as expected. There is strong anticipation that the PROFIT financial leveraging model will be adopted by others.

A more integrated country strategy.

The new COSOP should more precisely articulate how the various IFAD instruments (**loans, regional and country grants, policy engagement, partnership building and knowledge management**) will complement each other and contribute towards the achievement of country programme objectives. For instance, this will require attention to ensuring synergies across investment operations, across regional and country specific grants, as well as across investment operations and grants and non-lending activities (policy engagement, knowledge management and partnership building).

The non-lending activities will need to be resourced adequately, if they are to truly contribute to strengthening coherence within the country programme.

In terms of priority for policy engagement, based on the experience from IFAD-supported projects, the Fund could support Government in developing new and refining existing policies for livestock development especially in arid and semi-arid areas, water management, and private sector engagement in small- scale agriculture. Partnerships with the AfDB, FAO, USAID and World Bank should be strengthened, especially in identifying options for co-financing operations and scaling up, as well as undertaking joint policy engagement with Government on key agriculture and rural development issues.

The mix of instruments deployed in the COSOP have not been very optimal; and the synergy between loans grants and policy engagement, partnership building and knowledge management could have been stronger.

Grants have not been closely linked to lending portfolio and have largely been devised and administered from HQ and out of the purview of the ICO.

Non-lending activities, particularly policy engagement and knowledge management have been under-resourced and so have not been able to fulfil their potential to build on the rich experiences generated from the project portfolio.

IFAD-supported projects have assisted well in the drafting of policy documents in several areas, but these have not reached the point of enactment yet.

Concrete partnerships with AfDB, WB and USAID have not been achieved. However good operational relationships and co-funding have been achieved with WFP, FAO and the EU. Joint dialogue has been active through the various policy fora to which IFAD belongs.

Better government performance.

The Government will need to ensure that it puts in place the necessary supporting policy and institutional framework, as well as allocate the required resources, that will lead to the regeneration of pro-poor growth in the country's agriculture sector. In particular, the Government will need to ensure that its **auditing, financial and procurement systems** are strengthened to ensure responsible use of IFAD loan funds, as well as work towards increasing its share of counterpart funds in IFAD-supported projects.

On its side, IFAD can provide support to capacity building of government officials for better service delivery at the local level, support the Government in the implementation of the national irrigation policy, and contribute to improving its financial and procurement systems to ensure more timely flow of funds and due diligence in use of resources.

Government has maintained a high priority on agriculture as a leading pillar of its poverty reduction and growth strategies including the most recent Big Four agenda. It has not though met the 10% CAADP funding target for the sector, aiming instead to increase private sector investment. Some steps have been taken to strengthen financial management systems, but this has taken time and IFAD operations have suffered delays especially at start-up due to both government procurement and recruitment systems and IFAD's own approval systems.

Government has though complied with loan conditions and met its obligations as far as funding .

List of Partners in IFAD Kenya Projects

Partner type	Partner/implementer	CKDAP	MKEPP	SNCDP	SDCP	SHMP	PROFIT	UTaNRMP	KCEP-CRAL	ABDP	Total
Government	Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries	1		1	1	1			1		5
Government	Ministry of Water and Irrigation		1	1				1			3
Government	Ministry of Devolution and Planning			1							1
Government	Ministry of State for Planning, National Development and Vision 2030			1							1
Government	Ministry of Health			1	1						2
Government	Ministry of Gender, Children and social development			1							1
Government	Ministry of Education			1	1						2
Government	Ministry of Cooperative Development and Marketing				1						1
Government	Ministry of Finance and National Treasury						1				1
Research	Kenya Agricultural Research Institute	1	1		1						3
National	Dairy Goat Association of Kenya	1									1
Local	District based Business Development Partners	1									1
Bilateral	Belgian Survival Fund	1									1
UN	UNOPS	1	1	1							3
Government agency	Constituency Development Fund	1	1								2
Government agency	Kenya Wildlife Service		1					1			2
Government agency	Kenya Forest Service		1					1			2
Government agency	Water Resource Management Authority		1					1			2
Local	Meru Dairy Goats Association		1								1
CGIAR Research	International Centre for Research in Agro forestry		1								1
International Financial Institution	Global Environmental Fund		1								1
National financial organization	K-Rep Development Agency			1							1
Government agency	Kenya Dairy Board				1						1
Government agency	Kenya Institute of Business Training					1					1
Research	Kenya Industrial Research and Development Institute					1					1
International financial company	Capital Guardians					1					1
International initiative	Alliance for a Green Revolution in Africa						1				1
International NGO	BOMA project						1				1
International NGO	Care international						1				1
International NGO	BRAC USA						1				1
International NGO	Rhino Ark Foundation							1			1
NGO	Mount Kenya Trust							1			1
Government agency	Water Services Trust Fund							1			1
Research	Kenya Agricultural & Livestock Research Organization							1			1
Company (public/private?)	Kenya Electricity Generating Company							1			1
Public company	Nairobi City Water and Sewerage Company							1			1
UN	UNEP							1			1
International Financial Institution	World Bank							1			1

Partner type	Partner/implementer	CKDAP	MKEPP	SNCDP	SDCP	SHMP	PROFIT	UTaNRMP	KCEP-CRAL	ABDP	Total
UN	FAO							1	1	1	3
International Research	International Soil Reference and Information Centre							1			1
CGIAR Research	World Agroforestry Centre (ICRAF)							1	1		2
National financial organization	Equity bank							1	1		2
Bilateral	European Union								1		1
UN	WFP								1		1
Government agency	Kenya Meteorological Department								1		1
Government agency	National Drought Management Authority								1		1
Regional not-for-profit company	Eastern Africa Grain Council								1		1
International NGO	EUCORD								1		1
National financial organization	Financial institutions								1		1
Government agency	National Environment Trust Fund								1		1
Government agency	Department of Resource Survey and Remote Sensing								1		1
Government agency	Kenya Cleaner Production Centre									1	1
NGO	Farm Africa									1	1
Bilateral	Netherlands									1	1
Public-Private partnership	FoodTechAfrica									1	1
Research	Kenya Marine and Fisheries Research Institute									1	1
International Research	World Fish Centre									1	1
UN	International Labour Organization									1	1
Government agency	State Department of Fisheries									1	1
Bilateral	GIZ									1	1

Bibliography

Government and inter-governmental documents

Agricultural Sector Development Support Programme. n.d.. Current Agricultural sector strategies, policies and legislation.

Government of Kenya. 2007. Kenya Vision 2030. The popular version.

_____. 2010. Agricultural Sector Development Strategy 2010 – 2020.

_____. 2013a. Second Medium Term Plan, 2013 – 2017. Transforming Kenya: pathway to devolution, social-economic development, equity and national unity.

_____. 2013b. National Climate Change Action Plan 2013 – 2017.

_____. n.d.. Agricultural Sector Development Strategy, Medium-Term Investment Plan: 2010–2015.

Kenya National Bureau of Statistics. 2018. Highlights of the 2015/16 Kenya Integrated Household Budget Survey Reports. KNBS, March 2018.

Ministry of Agriculture Livestock and Fisheries. 2017. Kenya Youth Agribusiness Strategy 2017 – 2021.

Ministry of Devolution and Planning. 2016. Draft National Policy for the Sustainable Development of Northern Kenya and other Arid Lands: Unlocking Our Full Potential for Realization of the Kenya Vision 2030.

Ministry of Livestock Development. 2010. Kenya National Dairy Master Plan.

Ministry of Public Health and Sanitation. n.d.. National Nutrition Action Plan 2012 – 2017.

National Gender and Equality Commission (NGEC). 2017. Gender equality challenges in Kenya and Africa. Key note address by Commissioner Winfred Lichuma EBS, Chairperson NGEC Kenya during the event: Gender equality: International challenges and strategies for success, organized by Australian Federal Police at the Australian High Commission in London offices on 28 June 2017.

New Partnership for Africa's Development (NEPAD) Planning and Coordinating Agency. 2016. Overview of the policy, legislative and institutional frameworks for sustainable land management in the public sector in Kenya. Kenya country report. February 2016

IFAD Documents

Development Partner documents

European Commission (EC). 2014. EU – Kenya Cooperation. 11th European Development Fund. National Indicative Programme, 2014 - 2020

USAID. 2014. Kenya Country Development Cooperation Strategy, 2014 – 2018.

_____. 2017. Kenya agriculture and food security fact sheet.

World Bank. 2014. Kenya Country Partnership Strategy, 2014 – 2018.

Non-IFAD documents

African Development Bank (AfDB). 2013. The State of Kenya's Private Sector: recommendations for government, development partners and the private sector.

AfDB, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) and United Nations Development Programme (UNDP). 2017. African economic outlook: Kenya 2017.

Brookings. n.d.. CAADP at 10: Progress Toward Agricultural Prosperity. Policy paper.

- Central Bank of Kenya, Kenya National Bureau of Statistics & FSD Kenya. 2016. The 2016 FinAccess Household Survey on financial inclusion. Nairobi, Kenya: FSD Kenya.
- Food and Agriculture Organization (FAO). 2011a. Dairy development institutions in East Africa, by Kurwijila, L. & Bennett, A. FAO Rome.
- _____. 2011b. Dairy development in Kenya, by Muriuki H.G.. FAO Rome.
- _____. 2017. Kenya and FAO Partnering to build resilience and food and nutrition security. Global Partnership for Effective Development Cooperation. 2014. Kenya. Country policy brief.
- Kassie M. 2014. Food security as a gender issue: Why are female-headed households worse off compared to similar male-headed counterparts? Socioeconomics program, policy brief no. 1, January 2014. CIMMYT – International maize and wheat improvement centre
- Katothya G. 2017. Gender assessment of dairy value chains: evidence from Kenya. FAO Rome
- Mo Ibrahim Foundation. 2017. 2017 Ibrahim Index of African Governance. Index report.
- Muiya B.M. 2018. The Nature, Challenges and Consequences of Urban Youth Unemployment: A Case of Nairobi City, Kenya. Universal Journal of Educational Research Vol. 2(7), pp. 495 – 503. Department of Sociology, Kenyatta University, Kenya. Accessed 4 May 2018 http://www.hrpub.org/journals/article_info.php?aid=1722
- Scaling Up Nutrition. 2015. Scaling Up Nutrition movement annual progress report: Kenya.
- Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). 2014. Environmental and climate change policy brief, Kenya.
- SNV Netherlands Development Organisation. 2013. Study on the Kenyan animal feed and fodder sub-sectors: sub-report II; Dairy Sector Structure. Nairobi.
- Transparency International. 2018. Corruption Perceptions Index 2017. Results brochure
- United Nations Development Programme (UNDP). 2016. Human Development Report 2016. Briefing note on Kenya.
- United States Government. 2013. Kenya Fact sheet. Feed the Future Initiative.
- USAID. 2015. Support for Gender Equality in Kenya. Kenya and East Africa. July 2015.
- World Bank. 2012. Kenya Economic Update, December 2012: Kenya at Work, Energizing the Economy and Creating Jobs. World Bank, Nairobi.
- _____. 2016. Kenya country economic memorandum: from economic growth to jobs and shared prosperity. World Bank Group, March 2016.
- _____. 2017a. Kenya Economic Update. December 2017, edition number 16.
- _____. 2017b. Doing business 2018: reforming to create jobs.
- World Bank & Centre for Tropical Agriculture. 2015. Climate-Smart Agriculture in Kenya. CSA Country Profiles for Africa, Asia, and Latin America and the Caribbean Series. Washington D.C.: The World Bank Group. October 2015.
- World Bank. 2015. Kenya Devolution. Kenya School of Government, Centre for Devolution Studies, Working Paper Series 1-6. February 2015
- World Economic Forum. 2017. The Global Gender Gap Report 2017. Insight report. World Economic Forum.

Consulted websites

- AfDB. 2013. The Drought Resilience and Sustainable Livelihoods Program. Accessed 3 March 2018 <https://www.afdb.org/en/news-and-events/the-drought-resilience-and-sustainable-livelihoods-program-10235/>
- _____. 2015. AfDB supports small-scale irrigation in Kenya's rural communities. Accessed 3 March 2018 <https://www.afdb.org/en/news-and-events/afdb-supports-small-scale-irrigation-in-kenyas-rural-communities-15043/>
- Africa Lead. 2017. Kenya Seizing the moment – Developing a national agricultural sector strategy and investment plan. Posted 14 February 2017.
- Africa Research Institute. 2017. Is agriculture being neglected under devolution? Written by Anzette Were. Posted on 19 July 2017. Accessed 20 March 2018 <https://www.africaresearchinstitute.org/newsite/blog/is-agriculture-being-neglected-under-devolution/>
- Brookings. 2014. State of youth unemployment in Kenya. By Boaz Munga and Eldah Onsomu. Posted 21 August 2014. Accessed 4 May 2018 <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2014/08/21/state-of-youth-unemployment-in-kenya/>
- Central Intelligence Agency (CIA). 2018. The World Factbook. Africa/Kenya/Population/Ethnic groups. Page last updated 24 April 2018. Accessed 3 May 2018 <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ke.html>
- Commonwealth Secretariat. 2018. Kenya: constitution and politics. Accessed 23 February 2018. <http://thecommonwealth.org/our-member-countries/kenya/constitution-politics>
- Consultative Group to Assist the Poor (CGAP). 2017. Who are Kenya's financially excluded? 9 November 2017. Accessed 27 February 2018 <http://www.cgap.org/blog/who-are-kenya%E2%80%99s-financially-excluded>
- Embassy of the Federal Republic of Germany, GIZ and KfW. 2017. Agriculture and Rural Development, German Development Cooperation in Kenya. Accessed 3 March 2018 http://www.nairobi.diplo.de/contentblob/4310970/Daten/7451220/Factsheet_Agriculture.pdf
- FAO. 2018. FAO Kenya at a glance. Accessed 21 February 2018. <http://www.fao.org/kenya/fao-in-kenya/kenya-at-a-glance/en/>
- Internal Displacement Monitoring Centre 2018. Kenya. Accessed 20 February 2018. <http://www.internal-displacement.org/countries/kenya/>
- International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2018. 2017 Global Hunger Index Results. Accessed 23 February 2018 <http://www.globalhungerindex.org/results-2017/>
- IRIN. 2013. Countering the radicalization of Kenya's youth. Posted 6 May 2013. Accessed 4 May 2018. <http://www.irinnews.org/report/97982/countering-radicalization-kenyas-youth>
- OECD. 2018. OECD.Stat. Accessed 15 February 2018 <http://stats.oecd.org/>
- Overseas Development Institute (ODI). 2017. The climate, economic and political shifts that shaped Kenya's 2017 election. Comment, by Elizabeth Carabine. 11 August 2017. Accessed 20 February 2018 <https://www.odi.org/comment/10539-climate-economic-and-political-shifts-shaped-kenya-s-2017-election>
- Scaling up nutrition. 2018. Kenya. Accessed 26 March 2018 <http://scalingupnutrition.org/sun-countries/kenya/>
- Tegemeo Institute of Agricultural Policy and Development. 2016. How has devolution affected service delivery in the agriculture sector in Kenya? Tegemeo Institute, Egerton University. Posted on 26 May 2016. Accessed 20 March 2018

<http://tegemeo.org/index.php/component/easyblog/entry/how-has-devolution-affected-service-delivery-in-the-agriculture-sector-in-kenya.html>

Transparency International. 2017. Sub-Saharan Africa: Corruption is a big issue in 2016 African elections. 25 January 2017. Accessed 26 February 2018

https://www.transparency.org/news/feature/africa_corruption_is_a_big_issue_in_2016_african_elections

UNDP. 2018. Human Development Report; data. Accessed 10 October 2018

<http://hdr.undp.org/en/data#>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2018a. Kenya: figures at a glance. Accessed 22 February 2018 <http://www.unhcr.org/ke/figures-at-a-glance>

_____. 2018b. Kenya: Dadaab refugee complex. Accessed 22 February 2018

<http://www.unhcr.org/ke/dadaab-refugee-complex>

World Bank. 2014a. Kenya: A Bigger, Better Economy. FEATURE STORY September 30, 2014. Accessed 20 February 2018

<http://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/09/30/kenya-a-bigger-better-economy>

_____. 2017c. The World Bank in Kenya. Overview. Context. Last updated October 10 2017. Accessed 21 February 2018

<http://www.worldbank.org/en/country/kenya/overview>

_____. 2017d. Kenya's GDP Growth Slumps in 2017, but can Rebound over the Medium-Term. PRESS RELEASE 6 December 2017. Accessed 21 February 2018

<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/12/06/kenyas-gdp-growth-slumps-in-2017-but-can-rebound-over-the-medium-term>

_____. 2018. World Development Indicators. Accessed 19 February 2018

<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>

Youth policy 2014. Kenya factsheet. Last updated 28 April 2014. Accessed 4 May 2018

<http://www.youthpolicy.org/factsheets/country/kenya/>